DEPARTEMENT DE L'AISNE

*Commune de Bruyères-et-Montbérault*

# Plan Local d'Urbanisme

## RAPPORT de PRÉSENTATION

### Document n°1-a

| | |
|---|---|
| "Vu pour être annexé à la délibération du<br><br>31 mai 2016<br><br>approuvant le Plan Local d'Urbanisme" | Cachet de la Mairie et Signature du Maire : |


géogram
ENVIRONNEMENT - URBANISME

**GEOGRAM sarl**
16 rue Rayet Liénart - 51420 WITRY-LES-REIMS
Tél. : 03.26.50.36.86 - Fax : 03.26.50.36.80
bureau.etudes@geogram.fr

# Sommaire

**INTRODUCTION ..... 5**

*► Les objectifs de la création d'un P.L.U. ..... 5*
*► Le Plan Local d'Urbanisme : Définition ..... 5*
*► Le Plan Local d'Urbanisme : Contenu ..... 6*
*► Le Plan Local d'Urbanisme : Modalités de la concertation ..... 13*

**1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC COMMUNAL ..... 15**

**1] APPROCHE GLOBALE DU TERRITOIRE ..... 16**

*1.1 - Situation administrative et géographique ..... 16*
*1.2 - Intercommunalité et structures intercommunales ..... 19*
*1.3 - Historique de la planification locale ..... 22*
*1.4 - Histoire locale ..... 23*

**2] LES COMPOSANTES DE LA COMMUNE ..... 26**

*2.1 - Approche sociodémographique du territoire ..... 26*
*2.2 - Habitat ..... 28*
*2.3 - Approche socioéconomique du territoire ..... 30*
*2.4 - Réseaux ..... 33*

**3] COMPATIBILITE ET ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS OU PROGRAMMES ..... 36**

*3.1 - Prescriptions territoriales d'aménagement ..... 36*
*3.2 - Patrimoine archéologique ..... 39*

**4] SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET CONTRAINTES TERRITORIALES ..... 42**

*4.1 - Servitudes d'utilité publique ..... 42*
*4.2 - Projet d'intérêt général ..... 46*
*4.3 - Contraintes et informations diverses ..... 46*

**5] POLITIQUES CONTRACTUELLES ET DEMARCHES INTERCOMMUNALE ..... 48**

*5.1 - Habitat ..... 48*
*5.2 - Plan Départemental de l'Habitat ..... 49*
*5.3 - Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées ..... 49*
*5.3 - Accueil des gens du voyage ..... 50*

***2EME PARTIE :* ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ..... 51**

**1] LE MILIEU PHYSIQUE ..... 52**

*1.1 - Relief ..... 52*
*1.2 - Contexte géologique ..... 53*

*1.3 - Les sols et culture ..... 56*
*1.4 – Eléments d'hydrogéologie et d'hydrologie ..... 57*
*1.5 - Qualité de l'air ..... 61*
*1.6 - Climatologie ..... 61*

**2] ENVIRONNEMENT NATUREL ..... 65**

*2.1 - Approche paysagère ..... 65*
*2.2 - Les milieux naturels identifiés ..... 74*
*2.3 - Les risques naturels ..... 85*

**3] LE PATRIMOINE BATI ..... 91**

*3.1 - Organisation des zones bâties ..... 91*
*3.2 - Desserte de la zone bâtie ..... 93*
*3.3 - Caractéristiques principales des constructions ..... 98*

***3EME PARTIE :* PRESENTATION ET JUSTIFICATION DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES..... 105**

**1] SYNTHESE DES ELEMENTS DU DIAGNOSTIC ET EXPLICATION DES ENJEUX DEFINIS DANS LE PADD ET LE REGLEMENT ..... 106**

*1.1 - Diagnostic environnemental ..... 106*
*1.2 - Diagnostic paysager et patrimonial ..... 107*
*1.3 - Diagnostic démographique et socioéconomique ..... 108*

**2] ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS ..... 113**

*2.1 - Evolution de l'occupation du sol sur le territoire communal ..... 113*
*2.2 – Identification des capacités de densification ..... 115*
*2.3 - Objectif de modération de consommation des espaces agricoles et naturels fixés dans le cadre du PLU ..... 117*

**3] TRADUCTION ET JUSTIFICATIONS DES ORIENTATIONS DU PADD DANS LES DOCUMENTS GRAPHIQUES ..... 118**

*3.1 - Fondements du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ..... 118*
*3.2 - Orientations concernant l'habitat ..... 119*
*3.3 - Orientations concernant les transports et les déplacements ..... 128*
*3.4 - Orientations concernant le développement des communications numériques ..... 132*
*3.5 - Orientations concernant l'équipement commercial et le développement économique ..... 132*
*3.6 - Orientations concernant les loisirs et le cadre de vie ..... 135*
*3.7 - Superficie et capacité d'accueil des zones du PLU ..... 141*

**4] TRADUCTION DE CES ORIENTATIONS DANS LE DOCUMENT ECRIT (REGLEMENT DU PLU) ET MOTIFS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A L'UTILISATION DU SOL ..... 144**

*4.1 - Dispositions applicables aux zones urbaines ..... 145*
*4.2 - Dispositions applicables à la zone à urbaniser ..... 168*
*4.3 - Dispositions applicables à la zone agricole ..... 182*

*4.4 - Dispositions applicables à la zone naturelle ..... 189*

**5] COMPATIBILITE AVEC LES AUTRES DOCUMENTS SUPRA COMMUNAUX ... 194**

**6] EXPOSE DES MOTIFS DES CHANGEMENTS APPORTES AU POS DANS LE CADRE DE CETTE PROCEDURE DE REVISION GENERALE ..... 195**

*6.1. Motifs des changements apportés au zonage ..... 195*
*6.2. Motifs des changements apportés au règlement ..... 205*

***4EME PARTIE :* INCIDENCES DES DISPOSITIONS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT ..... 209**

**1] IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ..... 210**

*1.1 - Développement économique et activités ..... 210*
*1.2 - Impact sur l'agriculture ..... 210*

**2] IMPACTS SUR LE PAYSAGE ..... 213**

*2.1. Le paysage naturel ..... 213*
*2.2. Le paysage urbain ..... 215*

**3] AUTRES IMPACTS ..... 215**

*3.1. Le trafic et la sécurité routière ..... 215*
*3.2. Le patrimoine archéologique ..... 216*
*3.3. Les zones à risque du territoire communal ..... 217*

**4] IMPACT SUR LE MILIEU PHYSIQUE ..... 217**

**5] IMPACT SUR LE MILIEU NATUREL ..... 217**

**6] IMPACTS SUR LA SANTE PUBLIQUE, L'EAU ET LES DECHETS ..... 217**

***5EME PARTIE :* INDICATEURS PROPOSES POUR L'EVALUATION DU PLAN ..... 219**

**ANNEXES : ..... 221**

# Introduction

## ► Les objectifs de la création d'un P.L.U.

Par la délibération du 5 novembre 2013, la commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT a exprimé sa volonté de réviser son Plan d'Occupation des Sols et d'élaborer un Plan Local d'Urbanisme. Il s'agit d'un document de planification qui organise l'avenir du village et réglemente l'occupation des sols comme le faisait le Plan d'Occupation des Sols. Il vise à répondre à de nouveaux enjeux communaux. Au travers ce document, les élus souhaitent[1] :

- « Préserver l'environnement et le cadre bâti du village en adaptant le développement des zones d'habitat aux capacités et aux besoins de la commune ;
- Proposer un règlement en cohérence avec les préoccupations actuelles en termes de développement durable ».

## ► Le Plan Local d'Urbanisme : Définition

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 a remplacé les Plans d'Occupation des Sols (POS) par les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

Le PLU constitue le document fondamental de la planification locale. Comme le POS, le PLU définit de façon précise le droit des sols applicable à chaque terrain. Il fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définit, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions (Art. L. 123-1 du Code de l'Urbanisme).

Il permet d'assurer conformément aux dispositions de l'article L.121-1 du code de l'urbanisme, modifié par les lois n° 2010-788 du 12 juillet 2010, n°2011-525 du 17 mai 2011 et n°2014-366 du 24 mars 2014 :

- 1°L'équilibre entre :
  - Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

[1] Motivations exposées dans la délibération de prescription de la procédure de révision du POS et d'élaboration d'un PLU.

- L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables.
- Les besoins en matière de mobilité.

→ 1bis°La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville;»

→ 2°La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

→ 3°La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

## ► Le Plan Local d'Urbanisme : Contenu

Le PLU comprend :

1 – Le **rapport de présentation** qui :

- ✓ Expose un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.
- ✓ Analyse l'état initial de l'environnement, présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et justifie les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard, notamment, des objectifs

fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale, et des dynamiques économiques et démographiques ;

- ✓ Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et, le cas échéant, les orientations d'aménagement et de programmation ; il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles et des orientations d'aménagement et de programmation des zones, des règles qui y sont applicables, notamment au regard des objectifs et orientations du projet d'aménagement et de développement durables.
- ✓ Évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.
- ✓ Précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan prévue à l'article L. 123-12-1[2].

2 - Le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Il arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs.

Il fixe les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

**Le PADD présente le projet communal pour les années à venir. Il est la clé de voûte du PLU. Les autres documents du PLU n'en sont que sa traduction.**

3 – Les **Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP**) comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements, dans le respect des principes énoncés dans le PADD.

- ✓ Concernant l'*aménagement*, elles peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de ville et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune. Elles peuvent

[2] Art. L. 123-12-1. 4éme alinéa (L. n°2014-366 du 24 mars 2014) - Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale réalise, trois ans au plus tard à compter de la délibération portant approbation ou révision de ce plan, un bilan de l'application des dispositions de ce plan relatives à l'habitat au regard des objectifs prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation. Ce bilan est transmis au préfet de département. Il est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision.

favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation, un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces.

Elles peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants. Elles peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager. Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.

- ✓ En ce qui concerne l'*habitat*, elles définissent les actions et opérations d'aménagement visant à poursuivre les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.
- ✓ En ce qui concerne les *transports et les déplacements*, elles définissent l'organisation des transports de personnes et de marchandises, de la circulation et du stationnement.

*Dans le cadre d'un PLU communal, seule la partie « aménagement » est obligatoire.*

4 – Le **règlement fixe en cohérence avec le PADD**, les règles générales et les servitudes qui permettent d'atteindre les objectifs mentionnés. Le règlement se compose d'un document écrit et de documents graphiques.

Les **documents graphiques** font apparaître le plan de zonage de l'ensemble du territoire communal. Il existe plusieurs types de zones :

- ✓ Les **zones urbaines dites « zones U »** : peuvent être classées en zone urbaine les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.
- ✓ Les **zones à urbaniser dites « zones AU »** : peuvent être classées en zones à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone, prévus par le PADD et le règlement.
- ✓ Les **zones agricoles dites « zones A » :** peuvent être classées en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.
- ✓ Les **zones naturelles et forestières dites « zones N »** : peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger

en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Les documents graphiques du P.LU., outre le zonage, peuvent également faire apparaître les espaces boisés classées, les emplacements réservés ainsi que les terrains cultivés à protéger et inconstructibles, etc.

**Le <u>règlement</u> écrit fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune de ces zones.**

Il s'articule autour de 15 articles. Selon ses objectifs, la commune peut réglementer les articles qui lui paraissent utiles (seuls les articles 6 et 7 -règles d'implantation des bâtiments par rapport aux voies et aux limites de parcelles - sont obligatoires. Les constructions doivent respecter le règlement du PLU à la lettre.

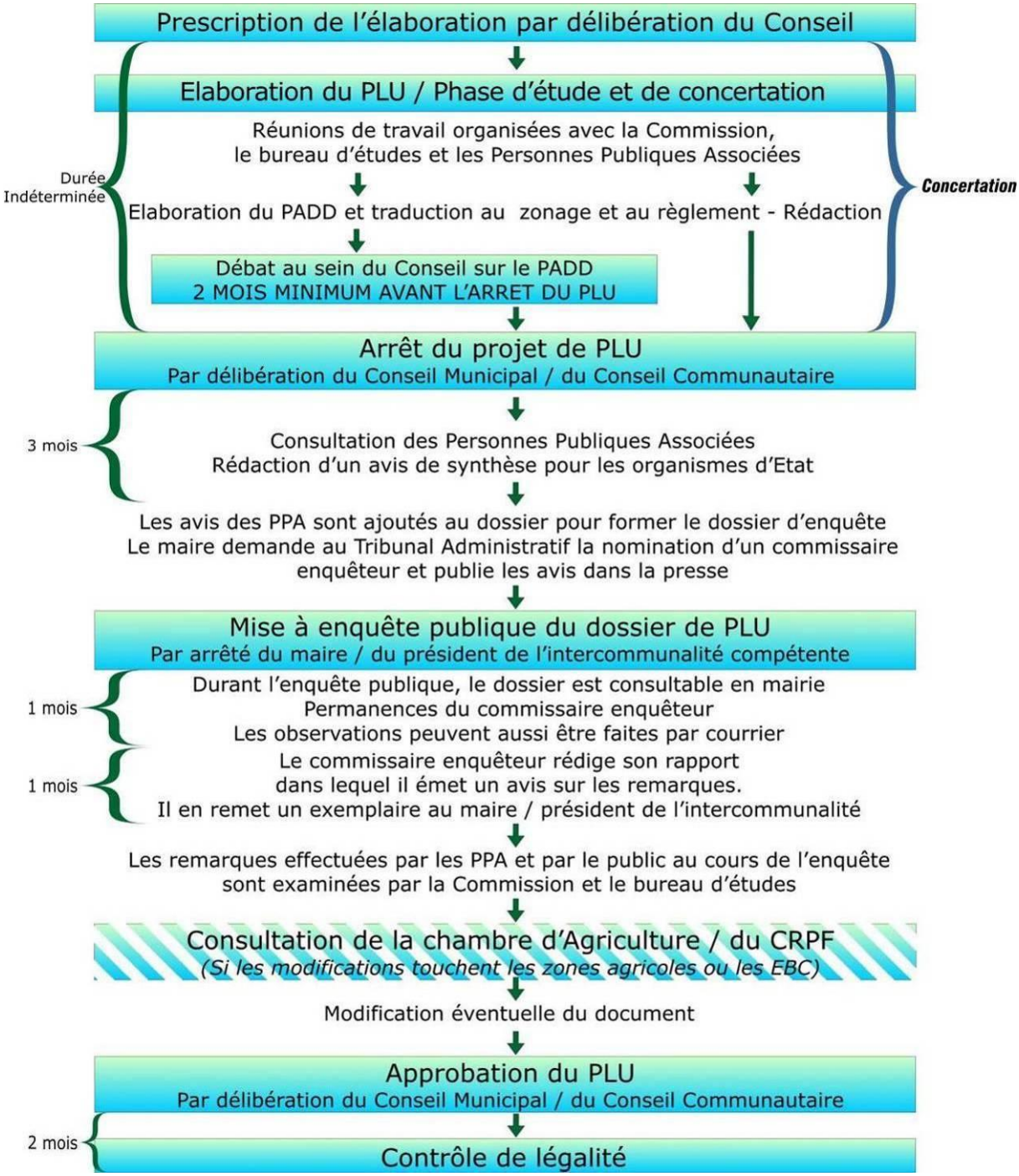
Les articles pouvant composer le règlement de chaque zone sont[3] :

- *Les occupations et utilisations du sol interdites ;*
- *Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières ;*
- *Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public ;*
- *Les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement, ainsi que, dans les zones relevant de l'assainissement non collectif délimitées en application de l'article L. 224-10 du code général des collectivités territoriales, les conditions de réalisation d'un assainissement individuel ;*
- *L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ;*
- *L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives ;*
- *L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété ;*
- *L'emprise au sol des constructions ;*
- *La hauteur maximale des constructions ;*
- *L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords ainsi que, éventuellement, les prescriptions de nature à assurer la protection des éléments de paysage, des quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger mentionnés au i) de l'article R. 123-11 ;*
- *Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement ;*
- *Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations ;*
- *Les obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales ;*
- *Les obligations imposées en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques.*

[3] Dans l'attente des décrets d'application de la loi ALUR. Sont d'ores et déjà supprimés la possibilité de règlementer la taille minimale de parcelle et le coefficient d'occupation des sols.

5 – Des **annexes** qui comprennent à titre informatif :

- ✓ La liste des servitudes d'utilité publique applicables sur le territoire communal et les bois et forêts soumis au régime forestier,
- ✓ Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, etc.



# PROCÉDURE d'ELABORATION du PLU

**Le Conseil Municipal et le Maire :**
Conduisent la procédure, arrête et approuve le PLU.

**Bureau d'Etudes :**
Réalise les études et les documents du

## Qui peut Participer au Plan Local d'Urbanisme ?

**La population de la commune est consultée :**
- Lors de la concertation,
- Lors de l'enquête publique.

**Les personnes publiques associées à la procédure sont :**
- l'Etat,
- le président du Conseil Régional,
- le président du Conseil Général,
- le représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation de transports urbains,
- le représentant de l'autorité compétente en matière de Plan Local de l'Habitat,
- les représentants des chambres consulaires,
- les représentants des organismes de gestion des parcs naturels régionaux, s'il y a lieu,
- le président de l'EPCI chargé du suivi du SCOT si la commune en est membre ou limitrophe.

*Ces personnes :*
*- reçoivent la notification de la délibération prescrivant l'élaboration du PLU,*
*- peuvent demander à être consultées pendant toute la durée de la procédure,*
*- le projet arrêté leur est transmis pour avis,*
*- leur avis sur le projet de PLU est annexé au dossier de PLU soumis à enquête publique.*

**Les personnes publiques consultées si elles le demandent :**
- les présidents des EPCI voisins ou leurs représentants
- les maires des communes voisines ou leurs représentants

*Ces personnes peuvent également être consultées à l'initiative du maire au cours de la procédure.*

*Elles peuvent demander à recevoir le projet de PLU arrêté pour émette un avis. Leur avis sur le projet de PLU est annexé au dossier de PLU soumis à enquête publique.*

*Sont consultées également obligatoirement, si elle le demandent, les associations locales d'usagers agréés et les associations agréés de protection de l'environnement : les textes ne prévoient pas qu'elles puissent émettre un avis sur le projet arrêté.*

**Les consultations facultatives :**
*Le maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacements.*

**Les consultations particulières obligatoires :**
Selon les effets que peuvent induire le projet de PLU, le maire est tenu de consulter :

*- la Chambre d'Agriculture, dès lors que le projet de PLU porte sur la réduction des espaces agricoles,*
*- le Centre Régional de Propriété Forestière, en cas de réduction des espaces forestiers,*
*- l'Institut National des Appellations d'Origine Contrôlée, en cas de réduction d'espace situé en zone AOC.*

***Toute réduction des espaces agricoles et forestiers effectuée après l'enquête publique, même pour tenir compte des avis émis au cours de cette enquête, nécessitera un avis de ces organismes avant l'approbation du PLU.***

# COMPOSITION du DOSSIER de P.L.U.

**1 - Le Rapport de Présentation :**
- expose le diagnostic
- explique les choix retenus dans le PADD, les OAP et le règlement
- analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
- justifie les objectifs du PADD
- évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement.

*Engendre les orientations du PADD*

**2 - Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables :**
Définition des orientations d'aménagement et d'ubanisme qui peuvent porter sur :
- habitat
- transport et déplacement
- développement des communications numériques
- équipement commercial
- développement économique et loisirs

**3 - Les Orientations d'Aménagement et de Programmation :**
La partie programmation reste facultative.
Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, les OAP comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

*Traduction réglementaire des orientations du PADD*

**4 - Le Règlement :**
Traduction du PADD

*Des pièces écrites :*
Fixent les règles applicables à l'intérieur de chacune des zones du PLU

*Des documents graphiques :*
- les plans de zonage du territoire qui délimitent les zones U AU N A

**5 - Les Annexes Sanitaires et Servitudes :**
Qui se composent :

*Des pièces écrites :*
- liste et texte des servitudes d'utilité publique applicables au territoire communal
- données concernant l'eau potable, l'assainissement, les ordures ménagères

*Des documents graphiques :*
- plans des servitudes d'utilité publique, du réseau d'eau, du réseau d'assainissement ...

## ► Le Plan Local d'Urbanisme : Modalités de la concertation

La concertation permet d'informer et d'associer les habitants en amont des décisions qui concernent leur cadre de vie, de mieux définir les objectifs d'aménagement au travers d'une démarche globale appuyée sur un large débat public. Il s'agit d'informer le public et de lui permettre de réagir dès le stade des études préalables avant que l'essentiel des décisions soit pris de façon irréversible.

**⇨ Qui définit les modalités de la concertation ?**

Le conseil municipal, quand il prescrit l'élaboration du PLU. Il est d'ailleurs prévu pour la révision du POS de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, de mettre à disposition et d'afficher en mairie, les éléments explicatifs de la procédure, avec tenue d'un recueil des observations.

**⇨ Y a-t-il des modalités obligatoires ?**

NON, la commune est totalement libre de choisir les modalités de concertation qui lui paraissent les mieux appropriées compte tenu notamment de la taille de la commune, de la situation et des traditions locales, de l'importance des modifications apportées au PLU, en cas de révision.

Ces modalités peuvent être très variées : informations par les journaux locaux, bulletins municipaux, brochures, lettres, expositions (en mairie), permanences d'élus et de techniciens, consultation du public, réunions publiques, réunion d'une commission d'urbanisme élargie…

**⇨ Quand la concertation a-t-elle lieu ?**

Pendant toute la durée de l'élaboration ou de la révision du PLU. La commune définit les modalités de la concertation en même temps qu'elle décide de prescrire l'élaboration ou la révision du PLU.

Dans sa délibération, la commune peut prévoir des modalités différentes pour les différentes phases de l'étude, par exemple mettre à la mairie une boîte à idée quand les études ne sont pas encore avancées, organiser une information ensuite et prévoir une plus grande association du public au fur et à mesure de l'avancement de l'étude.

**⇨ Qui participe ?**

Toutes les personnes intéressées. Le conseil municipal ne peut pas établir une liste limitative des personnes ou des associations susceptibles de participer à la concertation.

**⇨ Qui tire le bilan de la concertation ?**

Le conseil municipal, au cours de l'arrêt de projet au plus tard.

# 1ère Partie :

# Diagnostic communal



# 1] Approche globale du territoire

## 1.1 - Situation administrative et géographique

| | |
|---|---|
| *Canton* | Laon-Sud |
| *Arrondissement* | Laon |
| *Département* | Aisne |
| *Population* | 1 570 habitants (2012[4]) |
| *Superficie* | 11,61 km² |

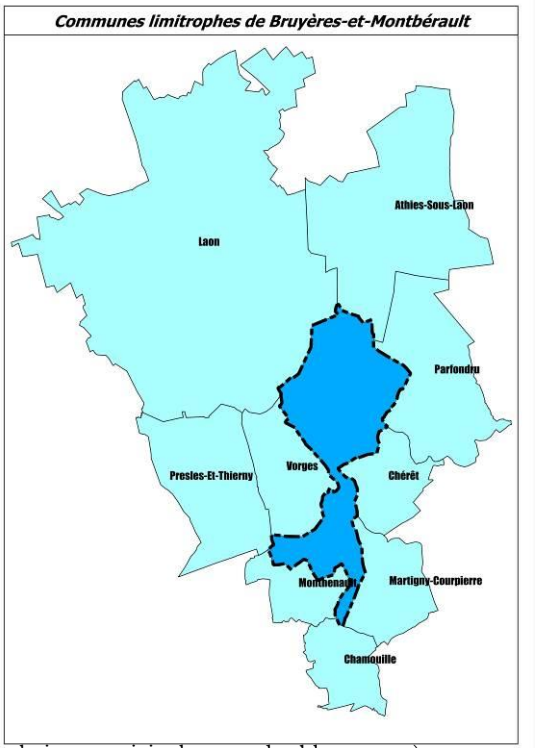



La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT est située au centre du département de l'Aisne, au Sud-Est du chef-lieu d'arrondissement, dont elle est limitrophe. Les habitants de BRUYERES-ET-MONTBERAULT bénéficient de l'attractivité de ce pôle, aussi bien en termes d'équipements que d'emplois. La commune se trouve également à 35kms de Soissons, 53kms de Saint-Quentin, et une soixantaine de kilomètres de Reims (51), trois pôles d'influence.

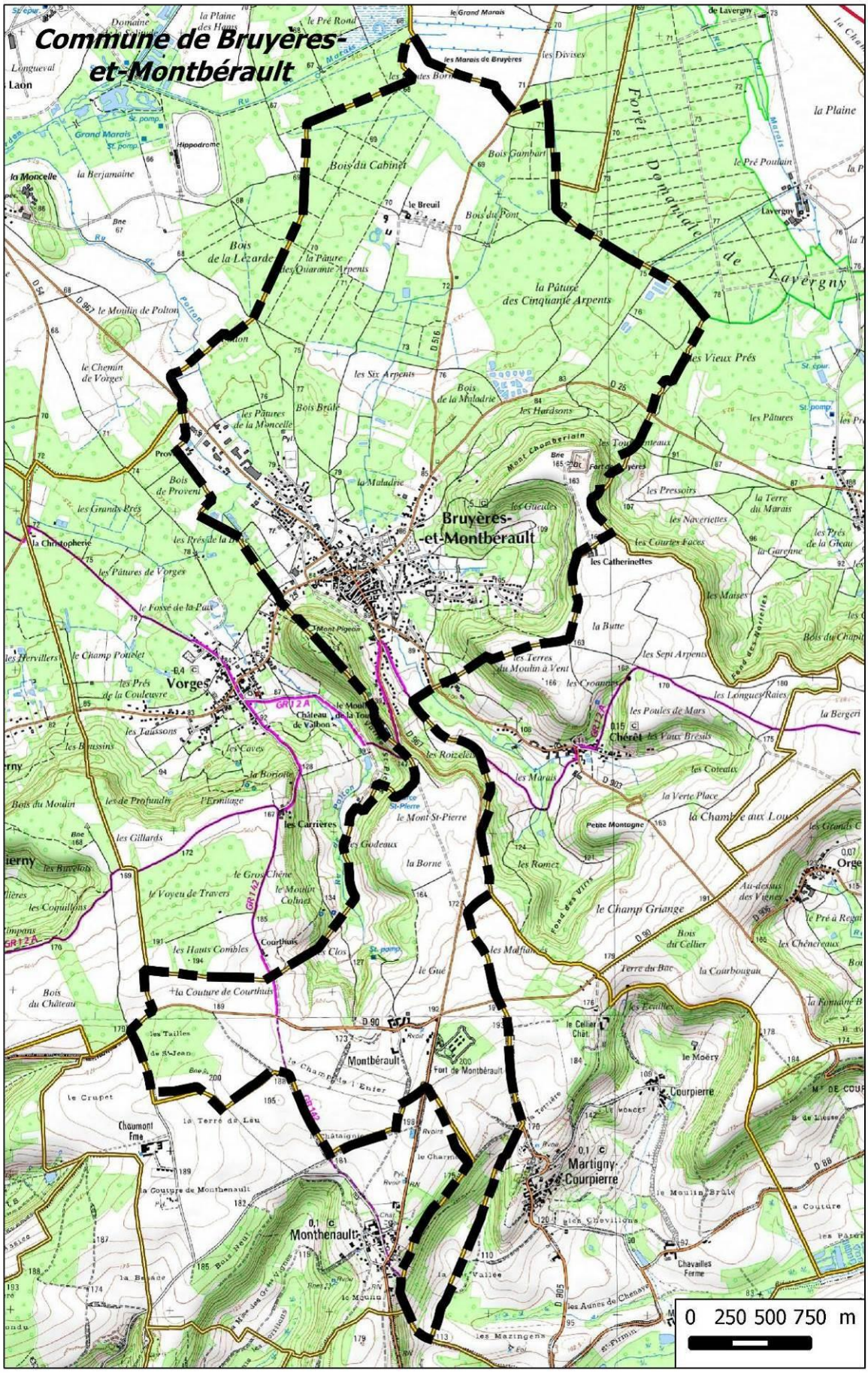
Le territoire communal est situé à une altitude variant entre 69 à 200 mètres NGF ; le bourg se trouve à une altitude moyenne de 80 mètres. La topographie est localement très fortement marquée.

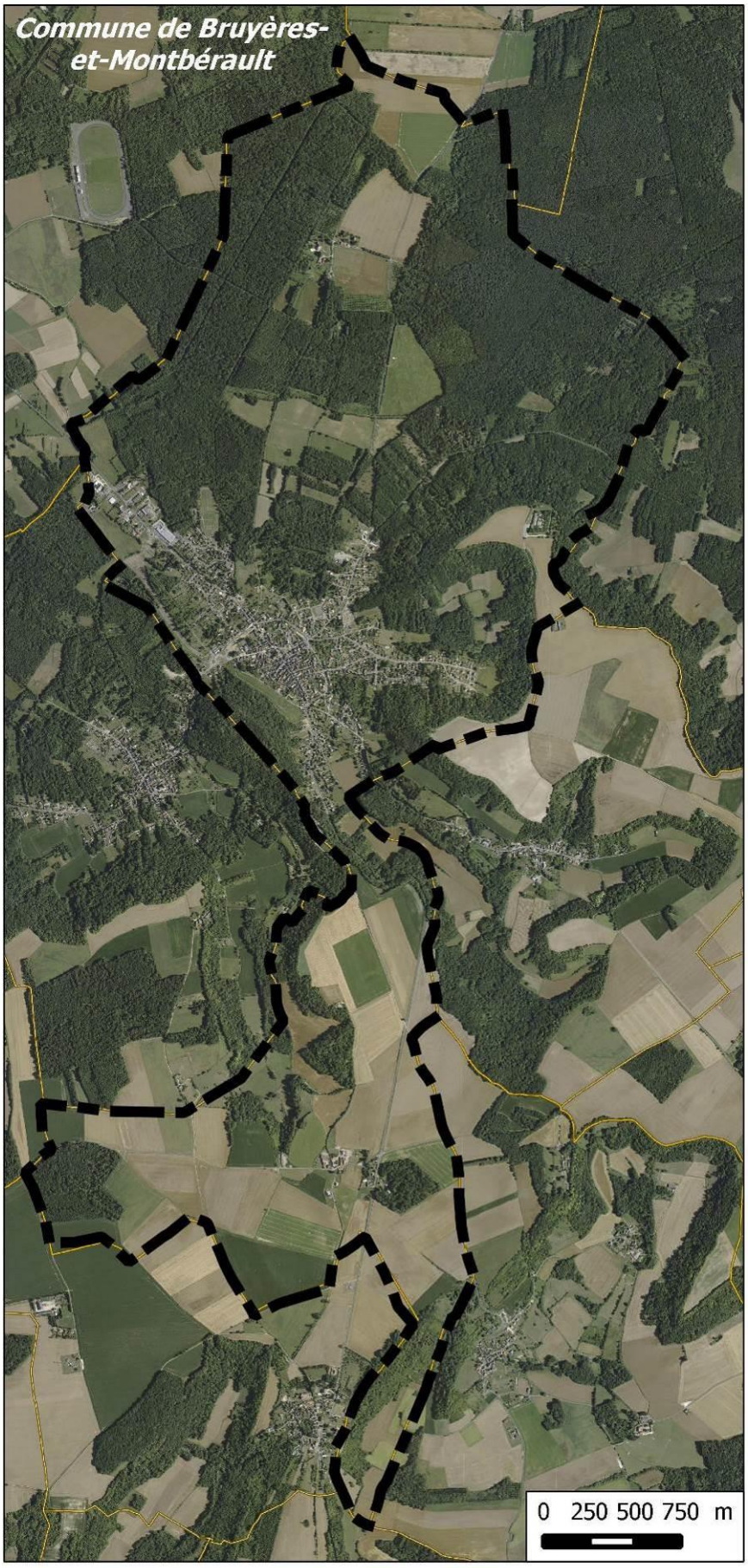
D'un point de vue administratif, BRUYERES-ET-MONTBERAULT appartient au canton et à l'arrondissement de Laon. Elle comptait 1 570 habitants en 2012 et son territoire s'étend sur 11,61km². Son étendue la met au contact des communes suivantes :

- ✓ Laon et Athies-sous-Laon au Nord,
- ✓ Parfondru, Chérêt, Martigny-Courpierre à l'Est,
- ✓ Monthenaud et Chamouille au Sud ;
- ✓ Vorges et Presles-et-Thierny à l'Ouest.

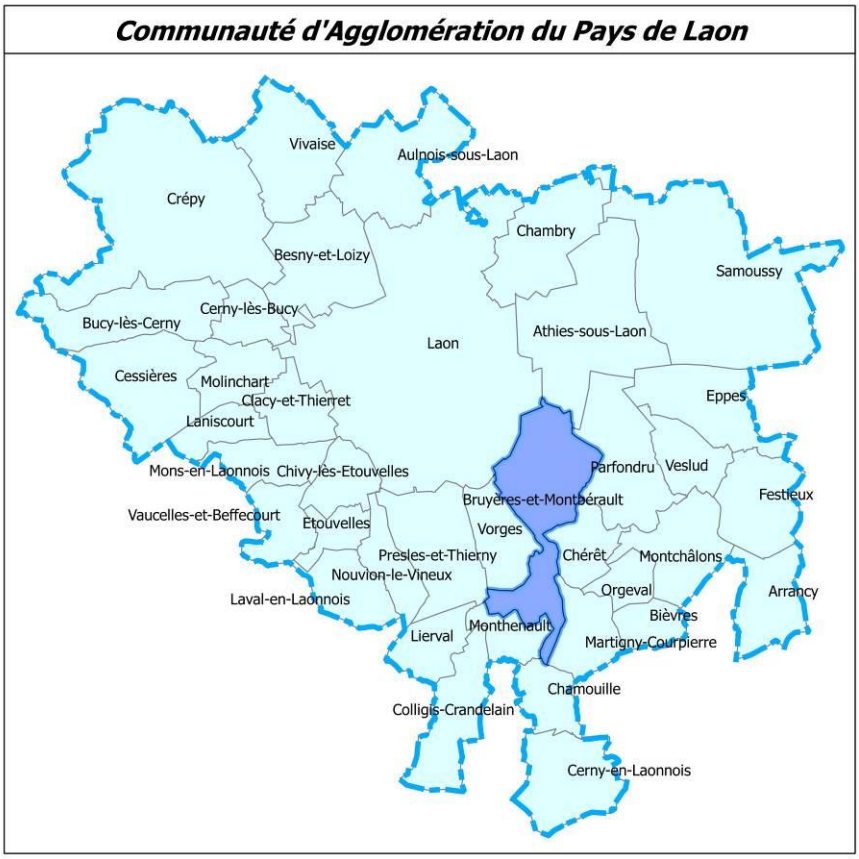



[4] Données légales 2012 entrées en vigueur au 1er janvier 2015 (population municipale, sans double compte).


Commune de Bruyères-et-Montbérault
Bruyères-et-Montbérault
Vorges
Montbérault
Courpierre
Martigny-Courpierre
Monthenault
Chérêt
Forêt Domaniale de Lavergny
0 250 500 750 m


Commune de Bruyères-
et-Montbérault
0 250 500 750 m

## 1.2 - Intercommunalité et structures intercommunales




BRUYERES-ET-MONTBERAULT appartenait à la Communauté de Communes du Laonnois, créée en décembre 1992, devenue Communauté d'Agglomération du Pays de Laon au 1er janvier 2014. Cette intercommunalité regroupe 38 communes des cantons de Laon-Nord et Laon-Sud, soit plus de 44 000 habitants[5]. Elle exerce les compétences suivantes, pour le compte des communes membres :

| ***Compétences*** | ***Missions*** |
|---|---|
| ***Compétences obligatoires*** | |
| ***Développement économique*** | Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire d'intérêt communautaire.<br>Actions de développement économique d'intérêt communautaire.<br>Création, gestion et commercialisation d'immobilier d'entreprise sur les zones d'intérêt communautaire.<br>Dispositifs de soutien et d'accompagnement aux activités artisanales et commerciales et à la création d'entreprises. |
| ***Aménagement de l'espace communautaire*** | Elaboration et suivi du schéma de cohérence territoriale et du schéma de secteur.<br>Création et la réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire. |

[5] Données : Site de la Communauté d'Agglomération du Pays de Laon.

| | |
|---|---|
| | Organisation des transports urbains (y compris l'organisation des transports des élèves du primaire se rendant au Dôme).<br>Création et réalisation de zones d'aménagement concerté (ZAC) d'intérêt communautaire à vocation économique de plus d'1 hectare. |
| ***Equilibre social de l'habitat*** | Elaboration, mise en œuvre et révision du programme local de l'habitat (PLH).<br>Politique du logement d'intérêt communautaire.<br>Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.<br>Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat.<br>Actions, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées.<br>Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire. |
| ***Politique de la ville*** | Dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire.<br>Dispositifs locaux, d'intérêt communautaire, de prévention de la délinquance : élaboration et animation du conseil intercommunal de sécurité et de la prévention de la délinquance (CISPD). |
| ***Compétences optionnelles*** | |
| ***Protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie*** | Collecte et le traitement des déchets des ménages et assimilés.<br>Lutte contre la pollution de l'air.<br>Lutte contre les nuisances sonores.<br>Soutien aux actions de maîtrise de l'énergie. |
| ***Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire*** | Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire complexe piscine-patinoire le Dôme, le musée et le conservatoire de musique et de danse de la Ville de Laon. |
| ***Action sociale d'intérêt communautaire*** | Chantier d'insertion de la communauté de communes intervenant auprès des 38 communes de la communauté. |
| ***Compétences facultatives*** | |
| ***Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.*** | |
| ***Tourisme*** | Entretien des chemins de randonnée inscrits dans les topo-guides départementaux situés sur le |

| | |
|---|---|
| | territoire de la communauté.<br>Création et gestion d'un office du tourisme intercommunal dénommé office du tourisme du Pays de Laon et chargé d'assurer :<br>• l'accueil et l'information des touristes,<br>• l'animation et la promotion touristique,<br>• la commercialisation de produits touristiques,<br>• la coordination des acteurs locaux du tourisme.<br>Création, aménagement et gestion d'équipements touristiques.<br>Soutien à l'animation et à la promotion touristique du territoire. |
| ***Service public d'assainissement non collectif*** | Contrôle des installations individuelles sur son territoire. |
| ***Aire d'accueil des gens du voyage*** | Création et gestion d'une aire d'accueil des gens du voyage. |
| ***Apprentissage de la natation*** | Natation pour les élèves des classes primaires. |

BRUYERES-ET-MONTBERAULT est incluse dans le périmètre du Pays du Grand Laonnois, constaté par arrêté préfectoral, le 22 juillet 2005. Il s'agit d'une structure « Pays » regroupant 175 communes[6] aux abords de Laon, d'Anizy, d'Athies-sous-Laon, de Sissonne, de Guignicourt et qui s'étend au Nord, au-delà de Marle. La Charte du Pays du Grand Laonnois retient deux priorités :

- ✓ Transformer les caractéristiques socio-économiques du Grand Laonnois de façon significative, pour lui conférer la notoriété et l'attractivité nécessaires à son redressement économique, démographique et social ;
- ✓ Produire un impact fort qui bénéficie à l'ensemble de ses habitants et de ses composantes territoriales.

Toutefois, n'ayant pas été révisée, cette charte est caduque.

En outre, la commune adhère aux structures suivantes :

[6] Il concerne les communes de 5 EPCI : Communauté d'Agglomération du Pays de Laon, Communauté de Communes de la Champagne Picarde, Communauté de Communes du Pays de la Serre, Communauté de Communes des Vallons d'Anizy et Communauté de Communes du Chemin des Dames, soit 92 381 habitants au 1er janvier 2010 (INSEE).

- ✓ *Le G10 (groupement des villes autour de Reims)* : Laon et sa communauté sont adhérentes au groupement de 10 communes centrées sur l'agglomération rémoise. Ce groupement est un organisme de réflexion sur le devenir de la grande région rémoise[7] ;
- ✓ *Le syndicat intercommunal NOREADE*, gestionnaire du réseau d'assainissement ;
- ✓ *L'Union des syndicats de curage du département de l'Aisne* qui s'occupe de l'entretien et du curage des ruisseaux du bassin versant de l'Ardon et de l'Ailette, notamment du Polton et de la Laye sur le territoire communal ;
- ✓ *L'Union de Secteurs d'Energie du Département de l'Aisne (USEDA)*, qui a en charge les réseaux de distribution de l'électricité et de l'éclairage public sur le département ;
- ✓ *Le Syndicat Intercommunal de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères (SIRTOM)*

La commune est incluse dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Laon, en cours d'élaboration. Le périmètre du SCOT a été arrêté par le préfet le 26 juin 2013 ; il reprend l'ensemble des communes de la Communauté d'Agglomération du Pays de Laon, soit 44 640 habitants répartis sur 305,57km² (données 2010). Les objectifs présentés lors du conseil communautaire du 4 juillet 2013 visaient à :

- Promouvoir le développement économique afin de développer l'emploi sur le territoire ;
- Valoriser les richesses touristiques, avec la mise en valeur du patrimoine naturel, historique et architectural ;
- Améliorer le cadre de vie.

Le PLU devra être compatible avec les grandes orientations de ce document supracommunal et ne doit pas remettre en cause l'économie générale du SCoT (respect de ses principes tout en laissant une certaine marge d'appréciation aux communes). À défaut, le PLU devra être mis en compatibilité dans les trois ans qui suivront l'approbation du SCoT.

## 1.3 - Historique de la planification locale

BRUYERES-ET-MONTBERAULT dispose d'un Plan d'Occupation des Sols depuis le 31 janvier 1978. Ce document a été modifié à plusieurs reprises (6 janvier 1983, 9 décembre

[7] Les villes (ou les communautés de communes) de Châlons-en-Champagne, Charleville-Mézières, Château-Thierry, Épernay, Laon, Sedan, Soissons, Reims, Rethel, Vitry-le-François composent le groupement G10.

1985, 18 mai 1992) et révisé (22 janvier 2001 ainsi qu'en 2008 pour la déviation, procédure à l'initiative du Département).

## 1.4 - Histoire locale[8]

BRUYERES tire son nom des bruyères abondant sur les collines avoisinantes. Bien que situé sur le passage de la voie gauloise de Reims à Laon, son origine ne remonte pas au-delà du 11ème où seigneurs laïcs et ecclésiastiques détenaient de nombreux fiefs distincts. A la fin du 11ème, les habitants de BRUYERES se placèrent sous la protection de seigneurs particuliers qu'ils conservèrent jusqu'à la Révolution, dont l'un fut Clerambaut II, maréchal de Laon en 1140.

Malgré ses murailles, BRUYERES a été occupé par les Navarrais en 1373, les Bourguignons en 1433, les troupes de Philippe II d'Espagne en 1567 et successivement par les ligueurs et Henri IV en 1589. L'hôtel-Dieu et la maladrerie, fondés respectivement en 1195 et 1230, virent leurs biens réunis en 1674 à l'hôtel-Dieu de Laon.

En 1814, la commune fut occupée par des Russes et des Prussiens, et occupée puis détruite lors des combats de 1914/18. *125 immeubles ont été totalement détruits et 70 en partie endommagés durant cette période.* BRUYERES, comme sa voisine Vorges, fut ainsi un de ces villages martyrs de la guerre et fut distingué en avril 1921 avec la remise à la commune de la croix de guerre.

Durant la première moitié du 19ème, on y a retrouvé quelques vestiges préhistoriques : fours, briques et fragments de vase d'époque romaine et de fortifications sans doute du haut Moyen Age au lieu-dit Jardins du Normand.




*Dessin à la plume de BRUYERES, à la fin du 16ème siècle, réalisée par Le Double, sergent de la commune à cette époque. Source : Site internet de la commune : BRUYERES-et-montbérault.fr*

La commune recèle un important patrimoine historique lisible au travers son bâti. On peut recenser les bâtiments remarquables suivants :

- **La maison dite « Henri IV »**, située rue du Puits-Beriol. Cette référence à Henri IV provient du médaillon sculpté représentant le roi ;
- **La mairie datant du 19ème**

[8] Informations provenant du site internet de la commune et du guide des 817 communes de l'Aisne, Villes et Villages de France, Michel de la Torre.

Elle a été édifiée en 1852, près de l'emplacement de l'ancienne mairie. Elle se composait au début du siècle, d'un rez-de-chaussée servant de halle où se tenait le marché hebdomadaire du vendredi en cas de mauvais temps, là où se trouve actuellement la Poste.

Sur la façade, on remarque les reproductions en bas-reliefs des vieux sceaux de BRUYERES : le plus ancien, celui de 1128, porte pour légende : « PAGI ET BRUERIE » (Pays de BRUYERES). L'emblème représente un homme vêtu d'une tunique et portant à la main une branche de bruyère.

- **L'ancienne gare**

La gare, qui faisait partie de la ligne de chemin de fer reliant Laon à Nouvion-le-Vineux, a été inaugurée le 25 août 1907. Il fallait 20 minutes au petit train pour relier BRUYERES à Laon à la moyenne de 20km/h, et ce, 7 fois par jour. Jugée non rentable, la ligne fut fermée à tout trafic le 1er juin 1932. La gare est aujourd'hui une propriété privée.




*L'ancienne gare. Source : Site internet de la commune : BRUYERES-et-montbérault.fr*

- **Le Château de Breuil et le Château de Parisis** de style Tudor

Ces deux châteaux ont été construits par Arsène Houssaye, ancien écrivain.




*Le Château de Parisis, ancienne demeure d'Arsène Houssaye, du nom du héros de l'un de ses romans. Source : Site internet de la commune : BRUYERES-et-montbérault.fr*

- **La Fontaine d'eau minérale**

Son eau était réputée salutaire pour la guérison des troubles digestifs et des maux de gorge (BRUYERES ayant échappé à des épidémies de choléra en 1832 et 1849).



- **Des lavoirs**

- **Ancien terrain de Jeu de paume (**en 1797), devenu boulodrome au début du 20ème siècle, puis terrain de gymnastique après la guerre.
- **Des reste des murailles et tours médiévales**, Avenue de Verdun ;

- **Les Forts de BRUYERES et de MONTBERAULT :** Le fort Henriot, du nom du mobile qui fit sauter la citadelle de Laon à l'arrivée des troupes prussiennes en 1870, faisait partie du système de défense de la place de Laon établi dans les années 1880 par le Général Séré de Rivières. Le fort de BRUYERES, est le plus petit des forts d'artillerie qui constituent la place de Laon avec ceux de Mons-Laniscourt, MONTBERAULT et la Malmaison (sur le Chemin des Dames).



- **L'Eglise Notre Dame**, monument classé, remarquable pour son abside et absidioles en cul-de-four, son transept, sa nef plafonné, ses voutes, son clocher…




*Plan de l'Eglise Notre Dame de la visitation.*
*Source : Site internet de la commune : Bruyères-et-montbérault.fr*

# 2] Les composantes de la commune

*Les données statistiques sont issues des recensements effectués par l'INSEE entre 1982 et 2011.*

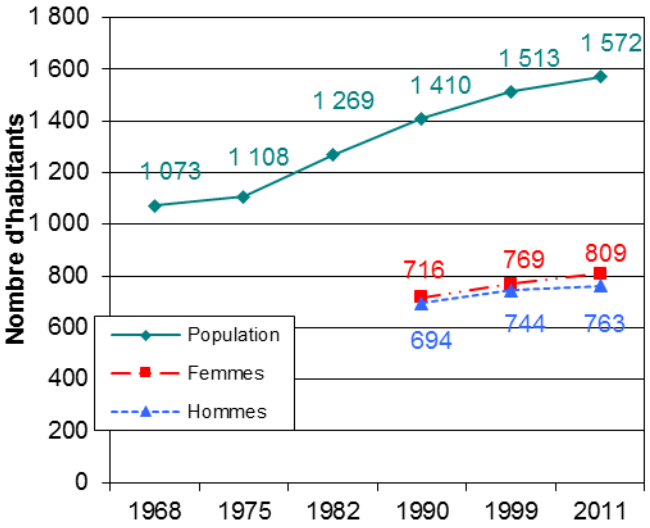
## 2.1 - Approche sociodémographique du territoire

### *a) Démographie*

Depuis la fin des années soixante-dix, le nombre d'habitants n'a cessé d'augmenter à BRUYERES-ET-MONTBERAULT. On dénombrait 1073 habitants en 1968 et 1572 en 2011, soit une évolution de +46,5%. On peut remarquer son rythme assez soutenu entre 1975 et 1990 (avec une variation annuelle de 1,9% en moyenne entre 1975 et 1982, puis de 1,3 entre 1982 et 1990).

Au 1er janvier 2011, 1572 bruyèrois habitaient la commune.

**Evolution de la population depuis 1968**




Cette évolution résulte principalement du flux migratoire bien que le solde naturel soit resté positif depuis 1962.

| | 1962-1968 | 1968-1975 | 1975-1982 | 1982-1990 | 1990-1999 | 1999-2006 | 2006-2011 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Évolution démographique** | | | | | | | |
| **Naissances** | 123 | 107 | 106 | 127 | 121 | *Données non fournies* | |
| **Décès** | 80 | 91 | 93 | 92 | 110 | | |
| **Solde naturel** | **43** | **16** | **13** | **35** | **11** | | |
| **Solde migratoire** | **0** | **19** | **148** | **106** | **91** | | |
| **Variation totale** | **43** | **35** | **161** | **141** | **102** | | |
| **Taux démographiques (moyennes annuelles)** | | | | | | | |
| **Taux d'évolution globale** | **0,69%** | **0,46%** | **1,95%** | **1,32%** | **0,78%** | **0,6%** | **-0,1%** |
| **Dû au solde naturel** | 0,69% | 0,21% | 0,16% | 0,33% | 0,08% | 0,3% | 0,2% |
| **Dû au solde migratoire** | 0% | 0,25% | 1,79% | 1% | 0,69% | 0,4% | -0,3% |

La forte progression constatée entre 1975 et 1990 est liée à l'arrivée de nouveaux habitants à BRUYERES. En 15 ans, la commune a accueilli 254 nouveaux habitants (soit

16% de la population totale). Bien que le rythme du solde migratoire ralentisse, il reste nettement positif. Ces chiffres témoignent de la forte attractivité du territoire.

Avec une superficie de 11,61km² et une population atteignant 1 572 habitants, la densité est de 135 habitants/km². Ce taux est nettement supérieur à la moyenne départementale, qui était de 73,5 habitants/km² en 2011.

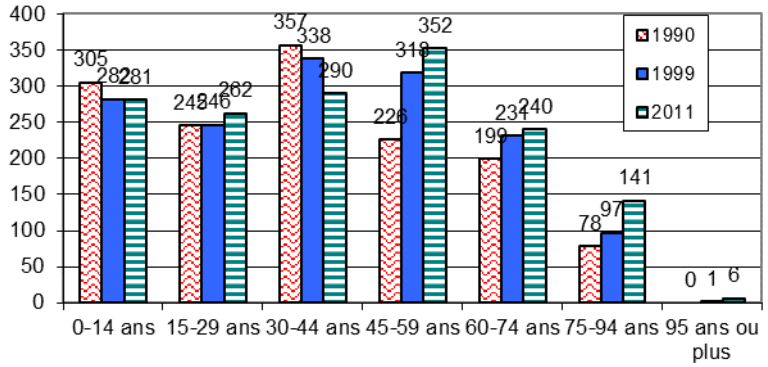
### *b) Répartition par sexe*

L'évolution démographique n'a pas modifié la répartition des habitants : Alors que les femmes étaient majoritaires dans la commune en 1990 (716 femmes et 694 hommes), elles le sont toujours en 2011 : 809 femmes et 763 hommes. La part des femmes dans la population totale est passée de 50,78% en 1990 à 51,46% en 2011.

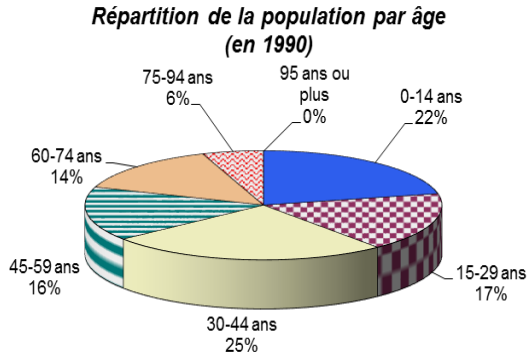
### *c) Répartition par âge*

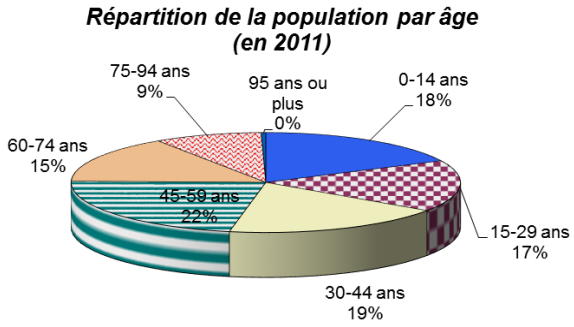
La répartition par âge nous montre que l'augmentation de la population a surtout bénéficié aux tranches les plus âgées (45-94 ans), dont le nombre et la représentativité n'ont cessé d'augmenter depuis 1990. Leur part est passée de 35,6% en 1990 à 46,6% en 2011.

**Répartition par âge de la population**




La part des 45-59 ans, passant de 16% à 22%, s'est faite au détriment des classes d'âges inférieurs : les 0-14 ans et les 30-44 ans ont vu leur part diminuer entre 1990 et 2011. La part des 0-14 ans est passée de 22% à 18% sur cette période, et celle des 30-44 ans, de 25% à 19%.




### d) Ménages

Parallèlement à l'augmentation de la population, le nombre de ménages a également évolué depuis 1982. Il est passé de 430 à 673 en 2011, soit une progression de 56,5%.

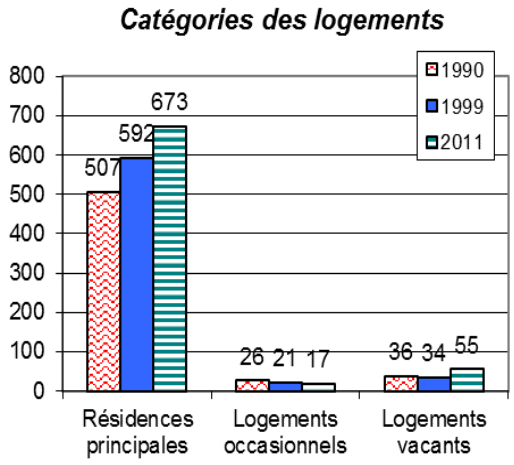
| | 1982 | 1990 | 1999 | 2011 |
|---|---|---|---|---|
| **Population** | 1 269 | 1 410 | 1 513 | 1 572 |
| **Nombre total de ménages** | 430 | 507 | 592 | 673 |
| **Taille moyenne** | 2,95 | 2,78 | 2,56 | 2,33 |

Durant la même période, la population a augmenté de 23,9%. La progression du nombre de ménages a donc été deux fois plus vive que celle de la population. Cette évolution s'explique par le phénomène de « desserrement des ménages ». Alors qu'un ménage se composait de 2,95 personnes en 1982, la taille moyenne est passée à 2,33 en 2011.

Les revenus annuels moyens des habitants de BRUYERES-ET-MONTBERAULT sont supérieurs à ceux du département. En 2011, le revenu moyen par foyer fiscal était de 27 342 euros, contre 21 148 euros pour l'ensemble du département de l'Aisne. Le pourcentage de personnes non imposables est inférieur à la moyenne départementale (38,1% à BRUYERES contre 50,5% dans l'Aisne).

## 2.2 - Habitat

Le parc de logements s'est développé pour répondre à la demande de résidences. Cette augmentation touche classiquement le nombre de résidences principales. Celui-ci est passé de 507 à 673 entre 1990 et 2011 (+166 logements en 20 ans).



Le nombre de résidences secondaires a diminué au cours de cette période (passant de 26 à 17). Le nombre de logements vacants est passé de 36 à 55.

Avec une part de 90% des logements, les résidences principales représentent l'essentiel du parc de BRUYERES-ET-MONTBERAULT. 69,7% des occupants sont propriétaires de leur logement. En 2011, le parc de logements se composait de maisons individuelles (91%) mais aussi d'appartements (9%).

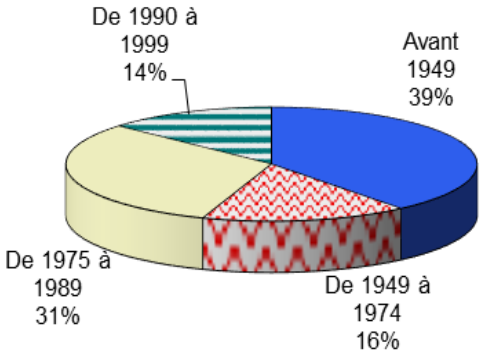
En 2010, la commune comptait 67 logements locatifs sociaux, tous individuels. 27 sont gérés par l'OPH de l'Aisne et par la Maison du CIL ; il s'agit principalement de T4 (pour 34 d'entre eux). Le parc locatif se compose également de biens proposés par des personnes privées.

Les logements semblent confortables. Ils sont spacieux. En 2011, ils comptaient en moyenne 4,9 pièces par logement mais 22 logements ne comptaient aucune salle de bain.

Le parc de logements est relativement ancien ; le village a été fortement endommagé suite aux combats de la guerre 14/18. Néanmoins, 232 logements ont été construits avant 1949, soit 39% du parc. Depuis, trois phases d'extension peuvent être distinguées :

- Au début des années soixante : extension des constructions au Nord et au Sud de la RD 967 ;
- A la fin des années soixante-dix : prolongement de l'extension vers l'Est, par le biais de différentes opérations de lotissements (Les Chanteraines, Le Bois Brulé…). Entre 1975 et 1989, 31% des résidences principales ont été réalisés ;
- Depuis, le développement s'est d'une part poursuivi grâce aux lotissements (La Fontaine Cellier, La Croisette, François Mitterrand, Place des Leups) mais aussi par le remplissage des dents creuses.

**Période de construction des logements (1999)**




D'après les données statistiques du ministère de l'écologie, du développement et de l'énergie (sitadel2), 64 demandes de logements ont été accordées à BRUYERES-ET-MONTBERAULT entre 2003 et 2012 (individuels, groupés, collectifs).

**L'évolution du parc de logement est plus vive que la progression de la population. Entre 1990 et 2011, le nombre de résidences principales est passé de 507 à 673 (+33%) et le nombre d'habitants, de 1 410 à 1 572 (+11,4%).**

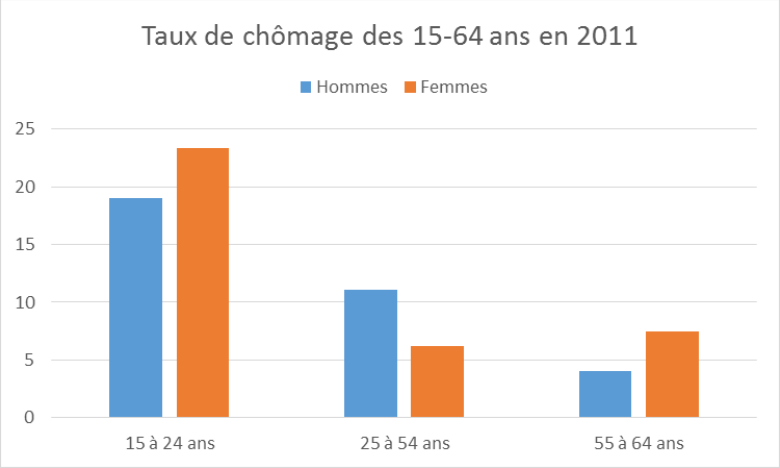
## 2.3 - Approche socioéconomique du territoire[9]

### *a) Emploi*

| | BRUYERES-ET-MONTBERAULT | Aisne |
|---|---|---|
| **Population active totale** | 752 | 242 066 |
| **Chômeurs** | 76 | 38 810 |
| **Taux de chômage** | 10% | 15% |
| **Population active ayant un emploi :** | 683 | 203 457 |
| **- Salariés** | 602 | |
| **- Non-salariés** | 81 | |
| *dont Indépendants* | *27* | |
| *dont Employeurs* | *53* | |
| *dont Aides familiaux* | *1* | |

La commune compte 752 actifs, dont 683 ayant un emploi, soit 38,9% de la population totale. Il s'agit pour l'essentiel de salariés (88%).

Avec un taux de 10% en 2011, le taux de chômage était en deçà de la moyenne départementale (15%). Cette moyenne masque des disparités importantes entre les classes d'âge : il dépasse les 20% chez les 15-24 ans.




### *b) Déplacements domicile – travail*

Sur les 683 actifs occupés de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, 109 travaillent sur la commune ; les autres exercent pour 522 d'entre eux au sein du département de l'Aisne, et 53 dans un autre département.

| | Nombre |
|---|---|
| **Population active occupée** | 683 |
| **Travaillent et résident dans la même commune** | 109 |
| **Travaillent et résident dans 2 communes différentes** | 575 |
| - du même département | 522 |
| - d'autres départements de la région | 6 |
| - d'une autre région | 47 |
| - hors métropole (DOM et étranger) | 0 |

[9] Source : Données INSEE (RGP : 1975, 1982, 1990, 1999 et 2011).

### *c) Activités locales*

40 établissements sont enregistrés dans la commune, sur le registre du commerce et des sociétés. Il s'agit d'activités variées : artisans (menuisiers, maçon, électricien), commerçants (alimentation, fleuriste, coiffeur, boulangers), garagistes, restauration… 9 de ces établissements emploient plus de 10 salariés.

Au total, 372 emplois sont exercés sur la commune.

Plusieurs professionnels de la santé exercent à BRUYERES : cabinets médicaux, dentaire, kinésithérapeute, infirmiers.

Les activités locales sont regroupées sur deux centralités : autour de la Mairie et au Nord/Ouest du bourg. Un marché est organisé le mercredi et un marché campagnard, les 1ers et 3èmes samedi du mois.

### *d) Équipements*

La commune met à disposition différents équipements pour les habitants : une salle des fêtes (Place du Parvis, d'une capacité de 200 personnes), le Fort de la Redoute (Fort de BRUYERES géré par l'ARSAF), la salle des associations, un stade de football, deux terrains de tennis, un terrain de basket et une bibliothèque (Place des Leups).

Une école communale est présente à BRUYERES ; elle permet l'accueil de 7 classes de la maternelle au CM2, soit environ 200 enfants (dont ¼ environ venant de Chérêt et Parfondru). Elle est installée sur deux sites contigus Place Marcy et Rue du Tour de Ville. Une cantine et une garderie sont organisées pour les enfants scolarisés à BRUYERES.

Sur la commune, on compte 123 enfants scolarisés (49 en niveau préélémentaire et 74 en classe élémentaire).

Pour les collèges et lycées, les enfants doivent se rendre à Laon (Collège Charlemagne et Lycée Claudel) ; des services de transports scolaires sont organisés par le département.

Le tissu associatif participe au dynamisme local ; On recense à BRUYERES, les associations suivantes : l'amicale des sapeurs-pompiers volontaires, l'ARSAF qui se consacre à la restauration du Fort Henriot, l'Association des Amis de l'Eglise de BRUYERES, les associations des Anciens Combattants, BRUYERES Culture, BRUYERES Loisirs, le Comité des Fêtes, La Bruyèroise –Le BRUYERES Big Band (musique), Les Mardis récréatifs du 3ème Age , la Société de chasse de BRUYERES, et l'USB Football.

## e) Activité agricole

*Plans Régionaux de l'Agriculture Durable*

La loi n°2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 13 juillet 2010 a mis en place les plans régionaux de l'agriculture durable. Ces plans fixent les grandes orientations de la politique agricole, agroalimentaire et agro-industrielle de l'État dans la région en tenant compte des spécificités des territoires ainsi que de l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Ils précisent les actions qui feront l'objet prioritairement des interventions de l'État.

Le Plan Régional de l'Agriculture Durable de Picardie a été approuvé par l'arrêté régional du 18 février 2013. Il s'appuie sur 4 axes stratégiques :

- ✓ Maintenir l'agriculture picarde, diverse, productive et compétitive ;
- ✓ Accompagner la transition écologique de l'agriculture picarde en remettant l'agronomie au cœur des pratiques agricoles ;
- ✓ Favoriser le renouvellement des générations en optimisant l'utilisation du foncier et promouvoir l'emploi ;
- ✓ Réhabiliter et développer une agriculture picarde multifonctionnelle, intégrée aux territoires.

*Exploitations agricoles à BRUYERES-ET-MONTBERAULT*

La commune accueillait 6 exploitations agricoles lors du recensement 2010 soit autant qu'en 1988. Elles ne seraient plus que 3 aujourd'hui, toutes situées en dehors du bourg (deux sur le plateau de MONTBERAULT et une au Moulin de la Tour).

En 2010, les exploitations s'étendaient sur 832 hectares sur la commune et aux alentours, dont une large majorité est cultivée (98%). Ces terres servent essentiellement pour la grande culture (céréales et oléo protéagineux). La viticulture a totalement disparue.

Aucun élevage n'y était recensé en 2010.

**Les chiffres clé par communes**
DÉPARTEMENT : **AISNE**
Commune : **BRUYERES-ET-MONTBERAULT**

| | |
|---|---|
| Nombre d'exploitations | 4 |
| dont nombre d'exploitations professionnelles | 3 |
| Nombre de chefs d'exploitation et de coexploitants | 6 |
| Nombre d'actifs familiaux sur les exploitations | 8 |
| Nombre total d'actif sur les exploitations (en UTA,équivalent temps plein) | 6 |
| Superficie agricole utilisée des exploitations (ha) | 549 |
| Terres labourables (ha) | 534 |
| Superficie toujours en herbe (ha) | 15 |
| Nombre total de vaches | 0 |
| Rappel : Nombre d'exploitations en 1988 | 6 |

*Source : Agreste Recensement agricole réalisé en 2000*

20 exploitations ont déclaré une parcelle à la PAC en 2012, sur BRUYERES. La surface agricole utile sur la commune est de 375 ha (soit près d'1/3 de la surface communale).

## 2.4 - Réseaux

### *a) Alimentation en eau potable*

Le réseau d'eau potable est géré en régie par la commune. L'eau provient d'un captage situé sous le plateau de MONTBERAULT, recueillant les eaux dans la nappe des calcaires grossiers du Lutécien inférieur. Les installations concourant à la distribution sont propriété de la commune qui en assure l'exploitation.

L'eau distribuée en 2012 et en 2013 a satisfait aux exigences règlementaires pour l'ensemble des paramètres mesurés : tous les habitants peuvent la consommer.

### *b) Assainissement*

La commune dispose d'un réseau d'assainissement de type séparatif, réalisé entre 1978 et 1998. Depuis 2007, c'est le syndicat intercommunal Noréade[10] qui intervient sur le réseau. Le syndicat a notamment en charge les réseaux d'assainissement des quatre communes de BRUYERES, Chérêt, Presles-et-Thierny et Vorges.

Actuellement, les eaux usées de BRUYERES sont refoulées sur la station d'épuration de Laon-Leuilly, d'une capacité de 40 000 eq-hab. Arrivant à saturation, une nouvelle station devrait être réalisée sur la commune d'ici 2017, avec une capacité de 2 500eq-hab[11].

Environ 95% des habitations du village sont raccordées au réseau collectif. Seuls les écarts sont maintenus en mode de traitement individuel.

### *c) Défense incendie*

La sécurité incendie est assurée sur BRUYERES-ET-MONTBERAULT, par 25 poteaux répartis dans la commune. Suite au contrôle effectué par le SDIS en novembre 2014, deux d'entre eux sont hors service, l'un d'eaux est détruit, et huit ont un défaut de signalisation.

[10]Noréade est un syndicat intercommunal regroupant un grand nombre de communes des départements du Nord, du Pas de Calais et de l'Aisne. Il s'occupe des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées. Noréade - Rue des artisans, 02690 Essigny le Grand.
[11] Capacité minimale prévue.

### *d) Collecte et traitement des déchets*

Le traitement des déchets ménagers relève de la compétence de la Communauté d'Agglomération du Pays de Laon.

A BRUYERES, la collecte se réalise en porte-à-porte pour les déchets ménagers et les emballages de la manière suivante :

- ✓ chaque semaine pour les poubelles marron (fermentescibles) et les queues de tri (sacs) ;
- ✓ un mardi sur deux l'après-midi pour les papiers et les emballages (poubelles bleue et jaune).

La collecte du verre se fait par apport volontaire.

Les habitants peuvent également se rendre aux déchetteries de Leuilly-sous-Laon et de Festieux, pour les autres déchets (encombrants, végétaux, gravats, déchets d'équipements électroniques et électriques …).

### *e) Electricité*

La commune de BRUYERES compte près de 300 candélabres d'éclairage public.

Dans un souci d'économie d'énergie et de préservation de l'environnement, le conseil municipal a décidé de limiter le fonctionnement nocturne de l'éclairage public en l'éteignant de 23 h 30 à 5 h 30, sauf pendant la nuit du samedi.

### *f) Réseau de communications numériques*

Le tableau ci-contre indique la disponibilité des technologies ADSL sur la commune. Ces données fournies par France Télécom ne sont pas à interpréter en termes d'éligibilité des lignes téléphoniques à ces technologies. Au sein d'une même commune, on trouve en effet souvent des inégalités d'accès au haut débit.

| Technologies ADSL | Disponible |
|---|---|
| ADSL | ✓ |
| ReADSL | ✓ |
| ADSL2+ | ✓ |
| Wimax | |
| Câble | |
| VDSL2 | ✓ |
| FTTH | |
| FTTLa | |

Le débit de la connexion ADSL, l'accès au dégroupage, et la télévision par ADSL dépendent du niveau d'équipement du nœud de raccordement (NRA) sur lequel le logement est raccordé, et des caractéristiques de la ligne téléphonique disponible.

| NRA les plus proches | | | |
|---|---|---|---|
| **Code** | **Nom** | **Lignes** | **Dégroupage** |
| BRU02 | BRUYERES-et-MONTBERAULT | 1100 | Dégroupé par 3 opérateurs |
| CHM02 | Chamouille | 550 | Non |

Sont raccordées au nœud de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, les communes suivantes : Chérêt, Martigny-Courpierre, Montchalons, Orgeval et Vorges. Les communes de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, Cerny-en-Laonnois, Chamouille, Chermizy-Ailles, Colligis Crandelain, Monthenault, Neuville-sur-Ailette, Pancy-Courtecon et Vorges sont raccordées au nœud de Chamouille.

*Le conseil général de l'Aisne a adopté un Schéma Directeur d'Aménagement Numérique le 5 décembre 2011. Ce document permet de faire le point sur la situation actuelle et préparer la programmation de la montée en débit dans le département, représentant un investissement de 134 millions d'euros, afin d'améliorer l'accès au réseau.*

*98% des foyers du département peuvent bénéficier d'une solution ADSL classique, grâce aux 164 centraux téléphoniques dispersés dans l'Aisne. Depuis 2006, il est également proposé à 36 communes de disposer d'une technologie radio ; et depuis 2008, le conseil général propose une solution par satellite.*

En 2011-2012, le SDAN est entré dans sa phase opérationnelle. Le conseil général se concentrera sur le traitement des zones d'ombre par la construction de NRA-ZO (Nœuds de Raccordement Abonnés en Zone d'Ombre). 19 armoires seront installées pour fournir un accès haut débit Internet à certains foyers et augmenter le débit sur d'autres lignes. 3,6 millions d'euros seront investis pour l'équipement de 27 communes. 741 lignes deviendront éligibles au haut débit et 4 564 monteront en débit.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Laon doit être équipée par la fibre optique d'ici 2020/2021. Les travaux débuteront fin 2015/début 2016.

# 3] Compatibilité et articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme, plans ou programmes

Le développement de BRUYERES-ET-MONTBERAULT est encadré par différents documents, plans et programmes supra-communaux avec lesquels le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible. Le Porter à connaissance réalisé en 2014 par les services de l'Etat liste ces documents s'imposant au PLU.

## 3.1 - Prescriptions territoriales d'aménagement

En application de l'article L.123-1 du code de l'urbanisme, le PLU doit être compatible avec :

### *a) Schéma de COhérence Territoriale (S.C.O.T.)*

La commune est incluse dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Laon, en cours d'élaboration.

Le schéma de cohérence territoriale (S.C.O.T) expose, à l'échelle supra communale, le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

► Le PLU devra être compatible avec les dispositions qui figurent dans le SCoT, lorsqu'il sera approuvé.

► La commune est située à moins de 15km de la périphérie d'une agglomération de plus de 15 000 habitants (Laon) ; elle est concernée par la règle de constructibilité limitée stipulée dans l'article L.122-2 du code de l'urbanisme. L'approbation du PLU est soumise à l'établissement public en charge du SCOT.

### *b) Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)*

*En application de la directive cadre sur l'eau du 21 avril 2004, le PLU doit être compatible avec les objectifs de protection définis par le SDAGE.*

La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT est couverte par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2016-2021 du bassin Seine et cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 nombre 2015 par le comité de bassin.

Institué par la loi sur l'eau de 1992 et renforcé par la directive cadre sur l'eau, le SDAGE est un instrument de planification qui fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et les objectifs environnementaux pour chaque masse d'eau (plans d'eau, tronçons de cours d'eau, estuaires, eaux côtières, eaux souterraines). Il détermine aussi les aménagements et les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques ainsi que les sous-bassins hydrographiques pour lesquels un SAGE devra être réalisé.

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux.

5 enjeux majeurs ont été identifiés pour la gestion de l'eau dans le bassin :

- Préserver l'environnement et sauvegarder la santé en améliorant la qualité de l'eau et des milieux aquatiques de la source à la mer ;
- Anticiper les situations de crise en relation avec le changement climatique pour une gestion quantitative équilibrée et économe des ressources en eau : inondations et sécheresses ;
- Favoriser un financement ambitieux et équilibré de la politique de l'eau ;
- Renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locale ;
- Améliorer les connaissances spécifiques sur la qualité de l'eau, sur le fonctionnement des milieux aquatiques et sur l'impact du changement climatique pour orienter les prises de décisions

Ces 5 enjeux sont traduits sous forme de défis et de leviers transversaux :

- Défi 1 - Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques ;
- Défi 2 - Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques ;
- Défi 3 - Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants ;
- Défi 4 - Protéger et restaurer la mer et le littoral ;
- Défi 5 - Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future ;
- Défi 6 - Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides ;
- Défi 7 - Gérer la rareté de la ressource en eau ;
- Défi 8 - Limiter et prévenir le risque d'inondation ;
- Levier 1 - Acquérir et partager les connaissances pour relever les défis ;
- Levier 2 - Développer la gouvernance et l'analyse économique pour relever les défis.

► Le PLU devra être compatible avec les dispositions qui figurent dans le SDAGE.

### *c) Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)*

*La déclinaison du SDAGE au niveau des bassins versants s'effectue par le biais de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).*

*Le SAGE constitue donc un outil réglementaire à la disposition des acteurs locaux, leur permettant d'atteindre les objectifs de qualité et de remplir l'obligation de résultat, imposés par l'Europe dans la Directive Cadre sur l'Eau (DCE).*

La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT n'est couverte par aucun SAGE.

### *d) Programme Local de l'Habitat (PLH)*

Le Programme Local de l'Habitat établi par un établissement public de coopération intercommunale pour l'ensemble de ses communes, définit pour une durée de 6 ans, les objectifs et les principes d'une politique devant répondre aux besoins en logement et en hébergement tout en favorisant la mixité sociale et le renouvellement urbain.

La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT est inscrite dans le cadre d'un PLH intercommunal ancien, n'ayant jamais été révisé.

### *e) Plan de Déplacements Urbains (PDU)*

Les articles L.1214-1 et suivants du code des transports relatifs aux Plans de Déplacements Urbains définissent les principes régissant l'organisation du transport de personnes et de marchandises, la circulation et le stationnement. Ce document a pour objectif d'organiser l'usage des différents modes de transport afin de diminuer la part du trafic automobile.

La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT n'est pas concernée par un Plan de Déplacements Urbains.

## 3.2 - Patrimoine archéologique

### *a) Prescriptions du code du patrimoine[12]*

Le livre V du code du Patrimoine relatif à l'archéologie, et notamment ses articles L. 524-2 et L. 524-3, institue « une redevance d'archéologie préventive due par les personnes y compris membres d'une indivision, projetant d'exécuter des travaux affectant le sous-sol et qui :

- sont soumis à une autorisation ou à une déclaration préalable en application du code de l'urbanisme,
- ou donnent lieu à une étude d'impact en application du code de l'environnement,
- ou, dans le cas des autres travaux d'affouillement, sont soumis à déclaration administrative préalable selon les modalités fixées par décret en Conseil d'État. En cas de réalisation fractionnée, la surface de terrain à retenir est celle du programme général des travaux ».

Conformément à l'article L524-4 du code du Patrimoine (modifié par la loi n°2011-1978 du 28 décembre 2011), cette redevance est due :

- Pour les travaux soumis à autorisation ou à déclaration préalable en application du code de l'urbanisme, la délivrance de l'autorisation de construire ou d'aménager, la délivrance du permis modificatif, la naissance d'une autorisation tacite de construire ou d'aménager, la décision de non-opposition à une déclaration préalable ou, en cas de construction sans autorisation ou en infraction aux obligations résultant de l'autorisation de construire ou d'aménager, le procès-verbal constatant les infractions ;
- Pour les travaux et aménagements autres que ceux mentionnés au a et donnant lieu à une étude d'impact, à l'exception des zones d'aménagement concerté, l'acte qui décide, éventuellement après enquête publique, la réalisation du projet et en détermine l'emprise ;
- Pour les autres travaux d'affouillement, le dépôt de la déclaration administrative préalable.

Si les aménagements sont susceptibles d'affecter les éléments du patrimoine archéologique, le préfet de région pourra prescrire des mesures de détection, et le cas échéant de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique. Sont notamment concernées les opérations mentionnées aux articles R.523-4 et R.523-5 du code du patrimoine.

[12] Service compétent : DRAC – service régional de l'archéologie, 5 rue Henri Daussy, 80044 Amiens Cedex.

Il est également rappelée l'application de l'article L.531-14 du code du patrimoine de portée supra-communale : « Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie (…) ».

Les règles relatives au champ d'application et à l'augmentation de la redevance d'archéologie préventive relèvent notamment, de la loi n°2009-179, du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de constructions et d'investissements publics privés, de la loi n°2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificatives pour 2011 et de la loi n°2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013.

Un arrêté a été publié en date du 14 février 2007 par le préfet de région, relatif à l'archéologie préventive[13]. Accompagné d'une carte des zones de présomption de prescriptions archéologiques, il définit les zones et seuils selon lesquels les demandes de permis de construire, permis de démolir, autorisations d'installations, travaux divers et autorisations de lotir devront être transmises à la DRAC.

► La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT compte plusieurs sites archéologiques sur son territoire.

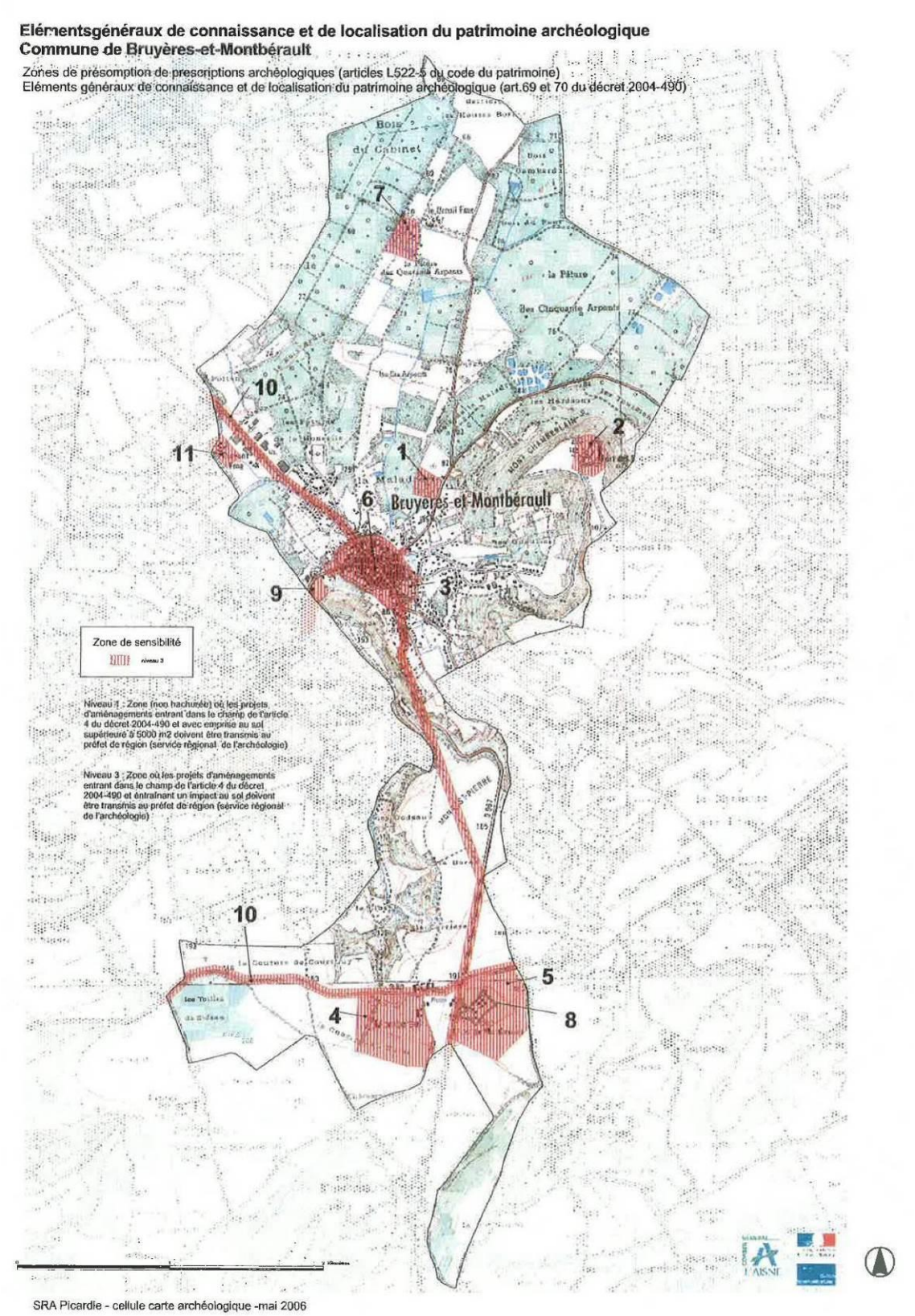
### *b) Prescriptions du code de l'urbanisme*

L'article L.111-4 du code de l'urbanisme dispose que : « le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

[13] Voir arrêté en annexe.

## Liste des zones de sensibilités sur la commune

1 – Etablissement de santé médiévale
2 – Economie (moulin)
3 – Occupation médiévale
4 – Occupation indéterminée
5 – Structure funéraire de l'époque romaine au médiéval
6 – Edifice religieux
7 – Château moderne
8 – Fortifications modernes
9 – Structure funéraire médiévale
10 – Voie ancienne
11 – Economie (moulin) médiéval



# 4] Servitudes d'Utilité Publique et contraintes territoriales

Le territoire communal est affecté par plusieurs servitudes d'utilité publique et contraintes qui méritent d'être prises en compte dans l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme. Elles sont recensées par les services de l'État, dans le « Porter à connaissance », réalisé en 2014 sur la commune.

## 4.1 - Servitudes d'utilité publique

Les servitudes affectant l'utilisation du sol sont des limitations administratives au droit de propriété, instituées par des actes spécifiques, en application de législations particulières, en vue notamment de préserver le fonctionnement de certains équipements publics, le patrimoine naturel ou culturel ainsi que la salubrité et la sécurité publiques. A ce titre, elles doivent être prises en compte dans le PLU conformément à l'article R 126-1 du code de l'urbanisme. A ce jour et conformément à la liste des servitudes fixée par l'arrêté ministériel du 11 mai 1984, la commune se trouve affectée des servitudes suivantes :

### *Servitudes relatives à la conservation du patrimoine*

- ***Patrimoine naturel – Eaux (A4)[14]***

Cette servitude concerne les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau. Elle permet le libre passage des engins mécaniques sur les berges et dans le lit des cours d'eau suivants :

- sur la rivière « La Laye » sur une largeur de 4 mètres sur les 2 rives (arrêté du 25 juillet 1979) ;
- sur la rivière « Le Polton » sur une largeur de 4 mètres sur les 2 rives (arrêté du 29 novembre 1972) ;
- sur le ru « de la Laye » sur une largeur de 4 mètres sur les 2 rives (arrêté du 14 décembre 1988).

[14] Service compétent : DDT – Service Environnement –50 boulevard de Lyon, 02011 Laon Cedex.

- *Périmètre de protection des captages (AS1)* [15]

Par arrêtés en dates des 27 juin 1983 et 5 aout 2011, le préfet a institué une servitude d'utilité publique relative à la protection des captages en eau potable. Ils se situent :

- aux abords de MONTBERAULT : le périmètre de protection éloigné inclut les constructions du hameau ;

- sur le territoire de Martigny-Courpierre : BRUYERES est concerné partiellement par le périmètre de protection éloigné, au Sud-Est du territoire. Ce captage a fait l'objet d'un arrêté en date du 13 décembre 2013 relatif à l'arrêt de l'exploitation de l'ouvrage.

► Le PLU devra tenir compte des arrêtés et privilégier un classement en zone naturelle des périmètres de protection.

- *Patrimoine culturel – Monuments historiques (AC1)*[16]

L'Eglise Notre Dame est classée monument historique par les arrêtés des 14 juin 1909 et 1er février 1922.

Le territoire communal est partiellement concerné par des servitudes identiques liées :

- Au classement de l'église Saint-Martin sur la commune de Martigny-Courpierre (classement le 3 novembre 1977) ;
- à l'inscription de l'église Saint-Martin (AB 113) sur la commune de Monthenault (inscription le 11 juin 2001) ;
- à l'inscription d'un vendangeoir sur la commune de Vorges, pour ses façades et toitures, mur de clôture, et portail (A996, 998, 1327 – inscription le 29 septembre 1992).

► Tout projet émanant à moins de 500 mètres de l'édifice, est soumis à l'avis conforme de l'architecte des bâtiments de France (lorsque le projet est en situation de covisibilité avec l'édifice classé).

[15] Service compétent : Agence Régionale de Santé – Délégation territoriale de l'Aisne, 28 rue Fernand Christ, 02011 Laon Cedex.
[16] Service compétent : Ministère de la Culture et de la Communication – Service territorial de l'architecture et du patrimoine de l'Aisne, 1 rue Saint-Martin, 02000 Laon.

## *Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et de certains équipements*

### *Liaisons hertziennes (PT1) et servitudes radioélectriques (PT2)*

Les servitudes PT1 et PT2 mentionnées dans le Porter à connaissance ne s'appliquent pas sur le territoire d'après le courrier du Préfet délégué pour la Défense et la Sécurité Nord du 18 septembre 2014[17]. La commune n'est pas concernée par les décrets des 9 janvier 2002 et 16 janvier 2002 qui fixent, pour le département de l'Aisne, l'étendue des zones et les servitudes applicables au voisinage de centres radioélectriques exploitées par le Ministère de l'intérieur, respectivement contre les perturbations électromagnétiques et pour celle contre les obstacles.

### *Servitudes aéronautiques (T7)[18]*

Le territoire national est grevé par des servitudes aéronautiques établies à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières soumises à autorisation en application des articles R.244-1 et D.244-1 à D.244-4 du code de l'aviation civile.

La Direction de la sécurité de l'aviation civile rappelle l'application de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990 et en particulier, qu'en dehors de l'agglomération, toute installation de plus de 50 mètres de hauteur est soumise à l'accord préalable du ministre chargé de l'aviation civile et à l'accord du ministre chargé des Armées. Dans ce cas, elle serait susceptible de se voir prescrire un balisage diurne et lumineux conforme à la réglementation en vigueur.

### *Plans d'exposition aux risques naturels et prévisibles (PM1)* [19]

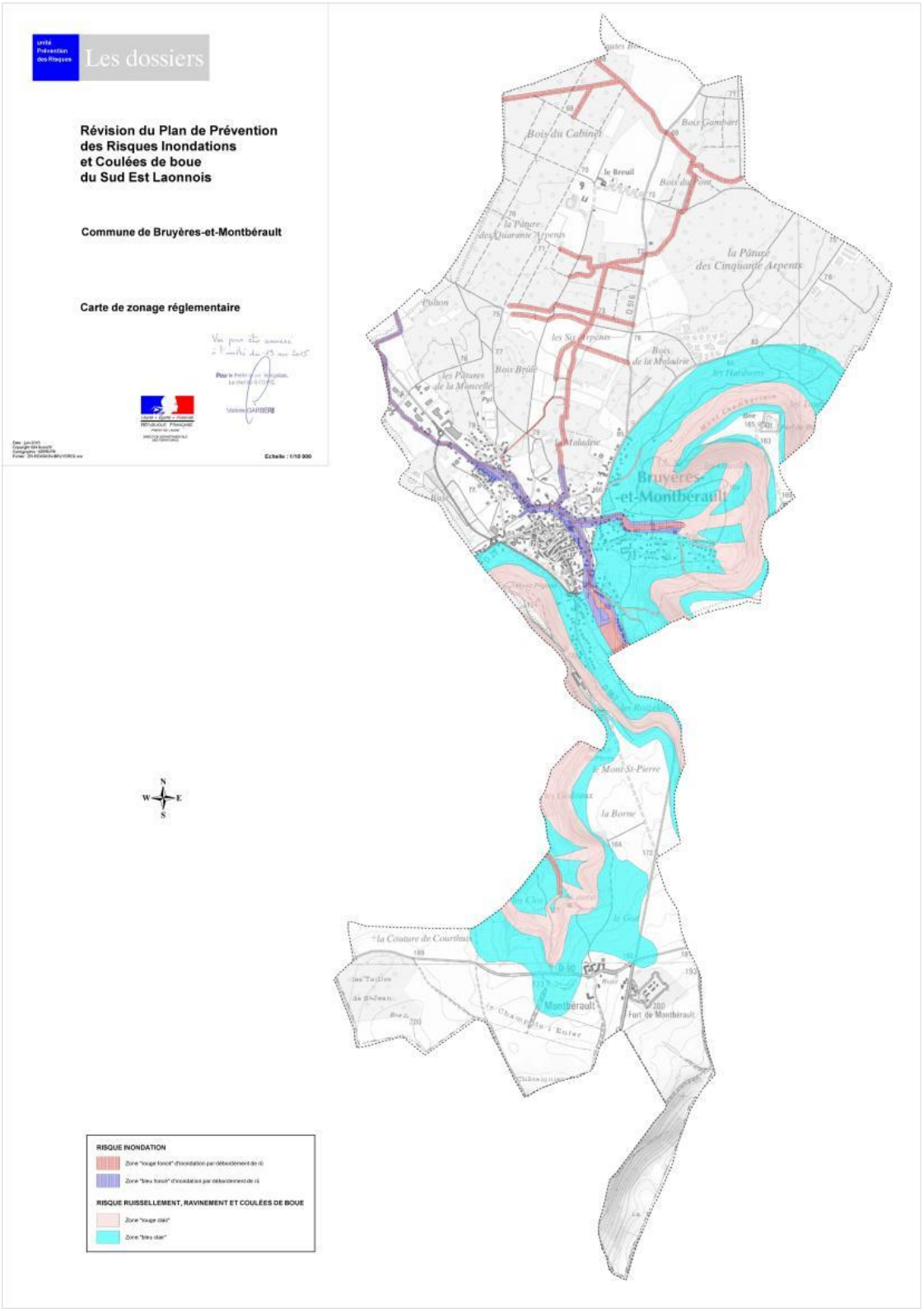
Les plans de prévention des risques naturels prévisibles résultent de la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 modifiée par la loi n°95-101 du 2 février 1995. Des textes législatifs et réglementaires ont complété ce dispositif et sont codifiés aux articles L.562-1 à L.562.9 du code de l'environnement.

Cette servitude résulte des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles et institués en application de l'article L562.1 du code de l'environnement. Les communes de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, Parfondru, Veslud et Chérêt sont concernées par le Plan

[17] Voir courrier en annexe.
[18] Service compétent : Aviation Civile, Aéroport de Beauvais – Tille, 60000 BEAUVAIS.
[19] Service compétent : DDT – Service Environnement – Unité de Prévention des Risques – 50 boulevard de Lyon, 02011 Laon Cedex.

de Protection contre les Risques du Sud-Est Laonnois, dont la révision a été approuvée le 19 novembre 2015.

► Les dispositions du PLU ne devront pas être moins contraignantes que celles du PPR. Le PLU ne devra pas augmenter les risques existants ou en créer de nouveaux.



## 4.2 - Projet d'intérêt général

L'article L.121-9 du code de l'urbanisme modifié par l'article 15 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dispose que :

> *« L'autorité administrative peut qualifier de projet d'intérêt général tout projet d'ouvrage, de travaux ou de protection présentant un caractère public et répondant à deux conditions :*
>
> *1 — être destiné à la réalisation d'une opération d'aménagement ou d'équipement, au fonctionnement d'un service public, au logement des personnes défavorisées ou de ressources modestes, à la protection du patrimoine naturel ou culturel, à la prévention des risques, à la mise en valeur des ressources naturelles, à l'aménagement agricole et rural ou à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques,*
>
> *2 — et avoir fait l'objet d'une délibération ou d'une décision d'une personne ayant la capacité d'exproprier ou une inscription dans une des documents de planification prévus par les textes.*
>
> *Les projets relevant de l'initiative des communes ou de leurs groupements compétents pour élaborer un document d'urbanisme ou des communes membres de ce groupement ne peuvent être qualifiés de PIG pour l'application de l'article L.121-2. »*

Un décret en conseil d'état fixera les modalités de mise en œuvre.

La commune est concernée par le programme d'intérêt général départemental couvrant l'intégralité du territoire de l'Aisne jusqu'au 22 octobre 2015 dont les thématiques sont :

- La lutte contre l'habitat indigne ;
- La lutte contre la précarité énergétique ;
- Un avenant en cours de signature inclura au programme la thématique du maintien à domicile.

Pour information, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité précise que la commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT se situe dans l'aire géographique de l'Indication Géographique Protégée « Volailles de Champagne ».

## 4.3 - Contraintes et informations diverses

Il s'agit de servitudes ou d'obligations qui ne figurent pas sur la liste des servitudes, annexée à l'article R.126-1 du code de l'urbanisme, mais qui doivent être reprises dans le PLU.

### *Sites et sols pollués*

Le site Basias recense l'inventaire historique des sites industriels et des activités de services. Plusieurs sites sont répertoriés sur BRUYERES :

| Dénomination | Indice | Activité |
|---|---|---|
| PETETIN Jean | PIC0205471 | Fournisseur de carburants |
| PETETIN Père et fils | PIC0205472 | Garage pour automobiles - Fournisseur de carburants |
| SLAM | PIC0205473 | Traitement et revêtement des métaux - coutellerie |

*Les activités Baillié, Brochon, Dewulf, Suau et Knoll mentionnées dans le porter à connaissance ont cessé.*

### *Industries*

Le service de l'environnement de la DDT signale la présence d'activités industrielles soumises au régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)[20].

| Dénomination | Activité | Régime |
|---|---|---|
| NORALU | Décapage de pièces métalliques et peinture | Déclaration |
| SAS Petetin | Installation de mélange, de traitement ou d'emploi de liquides inflammables et application, cuisson, et séchage de vernis, peinture apprêt, colle enduit… | Déclaration |
| SLAM Métallerie | Assemblage, montage | Déclaration |
| SUAU Bernard | Atelier de taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels tels que le marbre, le granite, l'ardoise, le verre… | Déclaration |

*Pour information, la société Vallon est répertoriée mais non enregistrée en préfecture (activité de traitement de surface). Les activités Brochon Frères, Dewulf Thery, et Knoll International mentionnées dans le porter à connaissance ont cessé.*

### *Protection des bois et forêts soumis au régime forestier*

Une partie des bois situés sur le territoire est soumise au régime forestier en vue de sa protection. Il s'agit des bois situés au lieu-dit La Pâture des Cinquante Arpents, en partie incluse dans le site Natura 2000 (Site d'Importance Communautaire « Collines du Laonnois Oriental »). Sont concernés 66ha88a80ca.

### *Repères géodésiques*

L'IGN gère les points géodésiques sur la commune. Ils doivent être préservés.

[20] Liste mise à jour en mairie et informations transmises par la DDT dans le cadre de l'avis de synthèse.

# 5] Politiques contractuelles et démarches intercommunale

## 5.1 - Habitat

Suite à la loi portant engagement pour le logement du 13 juillet 2006 (Loi ENL), un pacte national pour le logement a été proposé afin de mettre en place toute une série de mesure concrètes pour encourager la construction de logements. La loi ENL vise quatre grands objectifs :

- Aider les collectivités à construire ;
- Soutenir l'accession sociale à la propriété ;
- Développer l'offre locative à loyers maîtrisés ;
- Favoriser l'accès de tous à un logement confortable.

La loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion dite loi Molle du 25 mars 2009, vise à adapter les lois ENL et DALO à l'évolution du contexte socio-économique. Elle touche l'ensemble des secteurs du logement.

Pour atteindre ces objectifs, la loi donne aux communes de nouveaux outils en matière d'urbanisme et de foncier :

- La commune aura la possibilité d'indiquer dans le rapport de présentation du PLU, un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.
- La loi prévoit que le conseil municipal procède à une analyse de l'application du PLU au regard de la satisfaction des besoins en logements et de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser, et de la réalisation des équipements correspondants lorsque le rapport de présentation comporte un échéancier. Ce débat est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision. Dès lors le conseil municipal délibère sur l'opportunité d'une mise en révision simplifiée du PLU.
- La commune aura également la possibilité de délimiter dans le plan local d'urbanisme des secteurs dans lesquels des programmes de logements devront comporter obligatoirement des catégories de logements locatifs définies par le PLU dans le respect des objectifs de mixité sociale.
- La commune aura la possibilité de majorer la taxe sur les terrains constructibles situés dans les zones urbaines délimitées par le PLU qui restent non bâties afin de lutter contre la rétention foncière[21].

[21] Cette majoration est décidée par délibération du conseil municipal jusqu'à un plafond de 3€/m² (loi ENL). Cette mesure ne s'applique qu'aux terrains de plus de 1000 m².

- La commune aura également la possibilité d'instituer une taxe forfaitaire permettant le partage de la plus-value des terrains devenus constructibles, entre le propriétaire et la collectivité.

Chaque commune devra adopter des mesures permettant de loger toutes les catégories de population dans des logements décents (loi DALO du 5 mars 2007 qui instaure le droit au logement opposable).

La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT n'est pas engagée dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH).

## 5.2 - Plan Départemental de l'Habitat

Une convention entre l'Etat et le Département a été signée le 20 mai 2008 pour élaborer conjointement un plan départemental de l'habitat. Celui-ci adopté et validé le 28 novembre 2011 s'inscrit dans la durée pour une période de 6 ans. La politique du logement doit s'inspirer des conslusions de ce plan.

## 5.3 - Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées

En application de la loi du 31 mai 1990 dite « loi Besson », un plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées a été mis en place dans le département de l'Aisne le 25 juin 1991. Depuis, trois PDALP se sont succédés, le quatrième a été approuvé le 1er mars 2007 pour une durée de 5 ans.

L'objet principal de ce plan est de garantir le droit au logement par des mesures qui doivent permettre aux personnes ou familles éprouvant des difficultés d'ordre social, familial ou économique, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, d'accéder à un logement indépendant et décent ou de s'y maintenir et d'y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.

Il concerne prioritairement toute personne pour laquelle le circuit classique d'accès à un logement est impossible. Les objectifs prioritaires sont :

- L'insertion sociale : développement de l'accompagnement social des personnes et gestion adaptée de logements, sous-location ;

- La solvabilisation des ménages par la mise en œuvre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) ;
- L'accès et le maintien dans un logement indépendant et décent : développement de l'offre de logements, mobilisation des outils existants (logements adaptés, programmes sociaux thématiques, baux glissants, contingent de réservation préfectorale, etc), participation à la lutte contre l'habitat indigne, mise en œuvre de la politique de prévention des expulsions, logement des familles de gens du voyage sédentaires ou en voie de sédentarisation, en complément du schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

## 5.3 - Accueil des gens du voyage

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage approuvé le 27 novembre 2012 est en vigueur dans le département de l'Aisne. Il est établi pour une durée de 6 ans.

L'article 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage modifiée par la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 prévoit que :

> *« Les communes figurant au schéma départemental, en application des dispositions des 11 et 111 de l'article 1er, sont tenues, dans un délai de deux ans suivant la publication de ce schéma, de participer à sa mise en oeuvre. Elles le font en mettant à disposition des gens du voyage une ou plusieurs aires d'accueil aménagées et entretenues. Elles peuvent également transférer cette compétence à un établissement public de coopération intercommunale chargé de mettre en œuvre les dispositions du schéma départemental ou contribuer financièrement à l'aménagement et à l'entretien de ces aires d'accueil dans le cadre de conventions intercommunales.*
>
> *Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale intéressés assurent la gestion de ces aires ou la confient par convention à une personne publique ou privée. »*

► BRUYERES-ET-MONTBERAULT n'est pas soumis aux dispositions de ce plan.

Une aire de grand passage de 100 places est inscrite au Schéma Départemental d'accueil des gens du voyage.

*2ème Partie :*

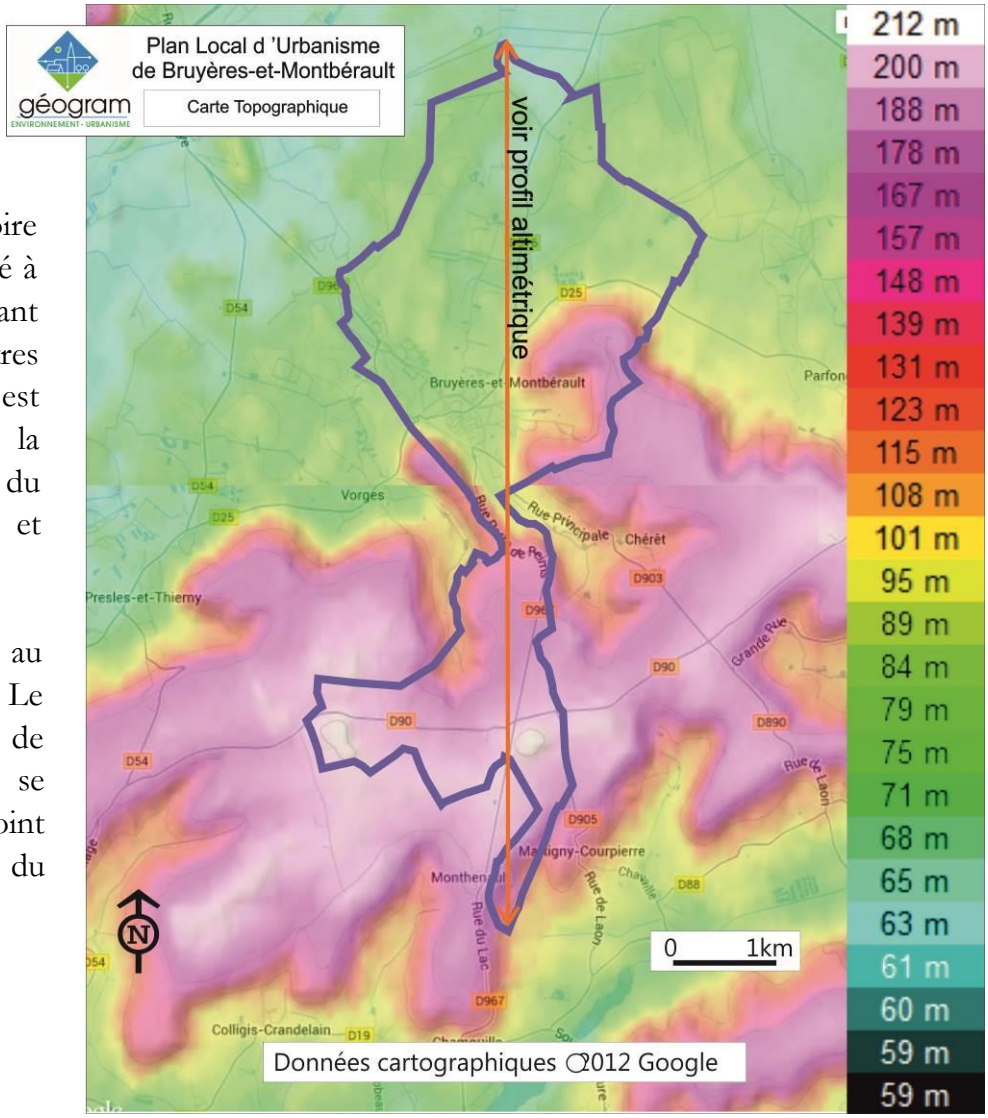
# Etat initial de l'environnement

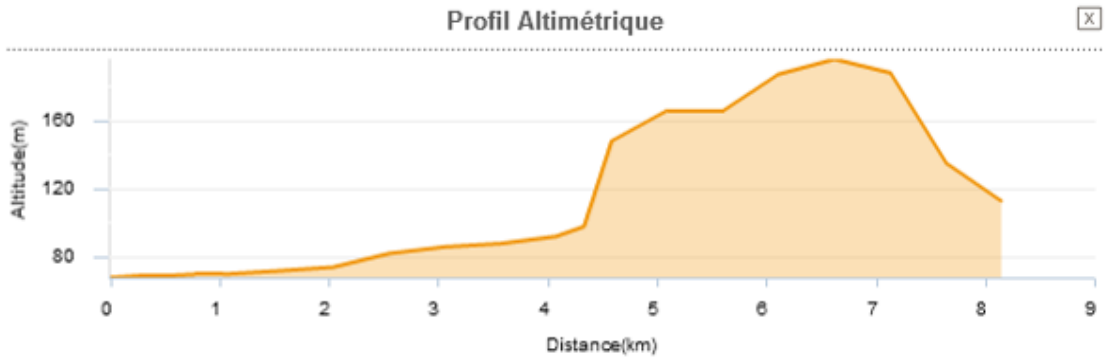


# 1] Le milieu physique

## 1.1 - Relief

Le territoire communal est situé à une altitude variant de 69 à 200 mètres NGF. Le dénivelé est très faible sur la moitié nord du territoire et s'accentue progressivement immédiatement au Sud du village. Le fort de MONTBERAULT se situe au point dominant du territoire.



## 1.2 - Contexte géologique[22]

BRUYERES-ET-MONTBERAULT se situe en limite Sud-Ouest de la carte géologique de Laon, réalisée par le BRGM.

La feuille de Laon se situe aux confins de trois régions naturelles :

- ✓ au Sud, l'Ile de France représentée par la partie septentrionale de la plate-forme structurale du Calcaire grossier, couverte de minces placages de Sables de Beauchamp (Auversien) et d'Argile de Saint-Gobain (transition Lutétien-Auversien).
- ✓ au Sud-Est, la Champagne crayeuse dépourvue d'Argile à silex et de Limon mais saupoudrée d'un manteau sableux hérité de l'Éocène inférieur et mis en place au Quaternaire (Sables de Sissonne).
- ✓ au Nord et au Nord-Est, la Picardie, plaine crayeuse couverte de limons supportant les avant-buttes thanétiennes, témoins d'une ancienne extension vers le Nord des formations tertiaires.

D'après la notice géologique du BRGM, on rencontre les différentes couches géologiques suivantes :

- ✓ *E : Éboulis de pente.*

On retrouve ces dépôts très hétérogènes et discontinus sur les versants des buttes et des vallées encaissées. Ils sont constitués de fragments très hétéro-métriques de calcaire lutétien dans une matrice sablo-argilo-limoneuse : sables bartoniens et cuisiens, limons des plateaux, argiles de Laon et du Lutétien supérieur.

- ✓ *CV : Colluvions de dépression, de fond de vallée et de piémont.*

Les colluvions se sont accumulées dans les zones déprimées par solifluxion, ruissellement ou gravité. Elles sont limoneuses sur les plateaux calcaires et sur la plaine crayeuse ; elles sont sableuses au pied de la cuesta.

- ✓ *Fz. Alluvions modernes.*

Elles sont constituées de limons fins à charge calcaire sur la plaine crayeuse (basse vallée de la Souche et de ses affluents temporaires, vallée de la Serre), de limons sableux et calcarifères (haute vallée de la Souche, rû des Barentons), ou de sable argileux (vallée de l'Ardon).

[22] Source : carte géologique au 1/50 000 n°84 de Laon, publiée par le BRGM.


Commune de Bruyères-et-Montbérault
B. du Cabinet
le Breuil
D. 516
SL
la Pâture
des 50 Arpents
CV
le B. Brûlé
D. 25
la Métairie
M. Chamberlain
D. 90
les Tailles de S. Jean
Montbérault
0
500
1000
1500 m

- ✓ *SL : Sables limoneux*

On distingue, dans le secteur de BRUYERES, des sables limoneux indifférenciés, reposant sur la craie. Il n'existe pas d'Argiles à silex sur la feuille.

- ✓ *e5e : Lutétien supérieur (Calcaire à Cérithes; marnes et caillasses)*

C'est une formation marna-calcaire à montmorillonite et attapulgite. Les marnes de la partie supérieure renferment une faune marine ou laguno-marine où les Gastéropodes sont bien représentés.

L'association faunistique montre des variations d'un point à un autre. Mais, dans l'ensemble, elle caractérise une formation marine ou laguno-marine, à la partie supérieure du Lutétien, dans une région ou l'existence de tels dépôts était jusqu'ici mise en doute.

Ces marna-calcaires ont été exploités autrefois pour amendement (épaisseur 15m environ).

- ✓ *e5a-d. Lutétien inférieur et moyen.*

Ce calcaire constitue des escarpements, des plateaux et des collines dans le Sud de la feuille. On y distingue les assises suivantes:

- Calcaire à Cerithium giganteum, dit aussi « Banc à vérins » (0,50 cm) ;
- Calcaire à Milioles et Orbitolites, renfermant, à la partie supérieure, Lithocardium aviculare (8m) ;
- Calcaire à Ditrupa strangulata (4 à 5 m) ;
- Calcaire formé d'un amoncellement de Nummulites laevigatus avec aussi N. variolarius. Ce calcaire à Nummulites est appelé Pierre à liards (1 à 2 m) ;
- Calcaire sableux et glauconieux à Maretia omaliusi renfermant de gros grains de quartz et de glauconie (glauconie grossière, 1 à 2 m).

D'anciennes exploitations souterraines de calcaire grossier sont utilisées comme Champignonnières.

- ✓ *e4a. Yprésien supérieur (Cuisien).Sables de Cuise (50 à 60 m)*

Ce sont des sables très fins, doux au toucher, argileux, glauconieux et micacés (muscovite). Leur coloration est variable : rarement blancs, souvent grisâtres ou verdâtres, jaunâtres par altération. Ils renferment des géodes calcédonieuses.

- ✓ *e3. Yprésien inférieur = Sparnacien (0 à 10 m)*

Ces argiles sont vertes, grises ou bariolées avec lits de lignite à Cyrena cuneiformis. Ostrea bellovacensis, Neritina globulus, Melanopsis buccinoides, Potamides funatus. Cette assise est essentiellement composée d'argile plus ou moins plastique avec des couches subordonnées de lignites pyriteux qui ont fait l'objet d'exploitations dans la première

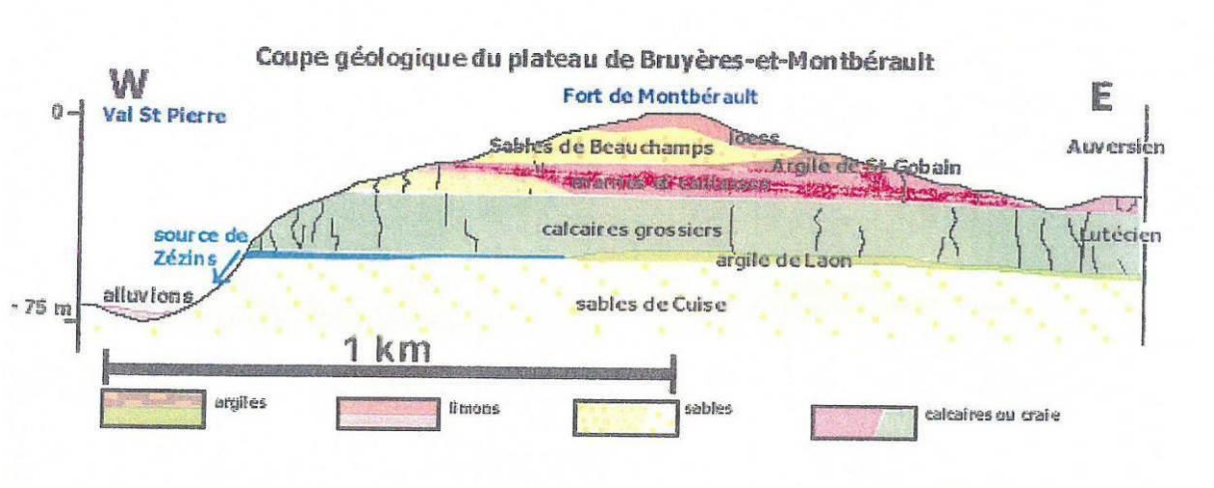
moitié du dernier siècle (fabrication de l'alun et de la couperose, préparation des amendements).

✓ *e2c. Thanétien supérieur. Sables et grès de Bracheux (25 à 35 m)*

Ces sables blancs sont légèrement glauconieux, fréquemment zonés (bandes ferrugineuses), non fossilifères, mais montrant des traces de bioturbations, des ripple marks et des stratifications entrecroisées. Ils sont localement grésifiés à la partie supérieure.

Plusieurs sablières sont ouvertes dans le Thanétien de la côte tertiaire : Presles, BRUYERES, Parfondru, Festieux, Coucy-les-Eppes, Maurigny, Montaigu, Saint-Erme.

La plupart des avant-buttes thanétiennes éloignées de la côte sont elles aussi exploitées (Montagne Saint-Aubin...).




**Coupe géologique du plateau de BRUYERES-et-MONTBERAULT (Mont Chamberlain)**
*Source : Dossier préalable à la DUP pour l'Aménagement du Boulevard Urbain/RD967, réalisé par le conseil général de l'Aisne en 2007.*

## 1.3 - Les sols et culture

Comme dans la plus grande partie du Bassin parisien, il existe un rapport entre le substrat géologique en place et la végétation spontanée. En effet, chaque roche-mère donne lieu, ou a donné lieu à une pédogenèse particulière. Bien entendu, il peut exister des variations locales dues, soit à des particularités pédologiques ou topographiques, soit surtout aux dégradations et interventions humaines, dont le résultat est une banalisation et une uniformisation de la végétation.

✓ *Alluvions modernes :* Lorsqu'ils se présentent sur limons, on retrouve une végétation de prairies. Sur tourbe, elle favorise le développement d'une végétation de tourbière

basse (plate) à hypnacées. Ailleurs, elle favorise le développement de peupleraies (plantées).

- ✓ *Limons quaternaires* : Les limons du quaternaires sont favorables à la grande culture.
- ✓ *Sables auversiens* : De belles Chênaies sessiliflores à Houx et sur les buttes périphériques, à Myrtille et Maïanthème se développent sur les sables auversiens.
- ✓ *Argile de Saint-Gobain* : l'argile de Saint-Gobain permet la croissance de Chênaie-Charmaie et localement Aulnaies à Carex.
- ✓ *Calcaire grossier :* Selon les terrains plats ainsi que sur les versants, les calcaires favorisent :
    - Hêtraie calcicole très riche au sud et au sud-est de Laon ;
    - Sur pentes sud : pelouses calcaires mais aussi des bois clairs (à bouleaux, et chênes).
- ✓ *Argile à lignites :* Cet étage argileux et humide se caractérise par l'Aulnaie à Carex avec en lisière, dans les vallons, Aulnaies-Peupleraies.
- ✓ *Sables de Bracheux :* La végétation silvatique est assez banale : Chênaie sessiliflore dans les parties sèches, passant à Chênaie-Charmaie (sud de Laon) dans les parties fraîches.
- ✓ *Craie blanche :* sur craie, on retrouve des bois et garennes (Chênaie-Frênaie), ainsi que des pelouses en général pauvres.

## 1.4 – Eléments d'hydrogéologie et d'hydrologie

### *a) Les cours d'eau*

*La plupart des travaux dans les cours d'eau (recalibrage, busage, détournement, travaux sur berge...) doivent préalablement faire l'objet d'une autorisation préfectorale. Les aménagements ou travaux qui seraient prévus à proximité d'un cours d'eau ou d'un thalweg doivent être appréhendés avec une extrême précaution. Dès lors qu'un doute existe sur le caractère inondable de la parcelle, il est indispensable de la protéger de l'urbanisation, mais également des installations qui constitueraient des obstacles à l'écoulement des eaux.*

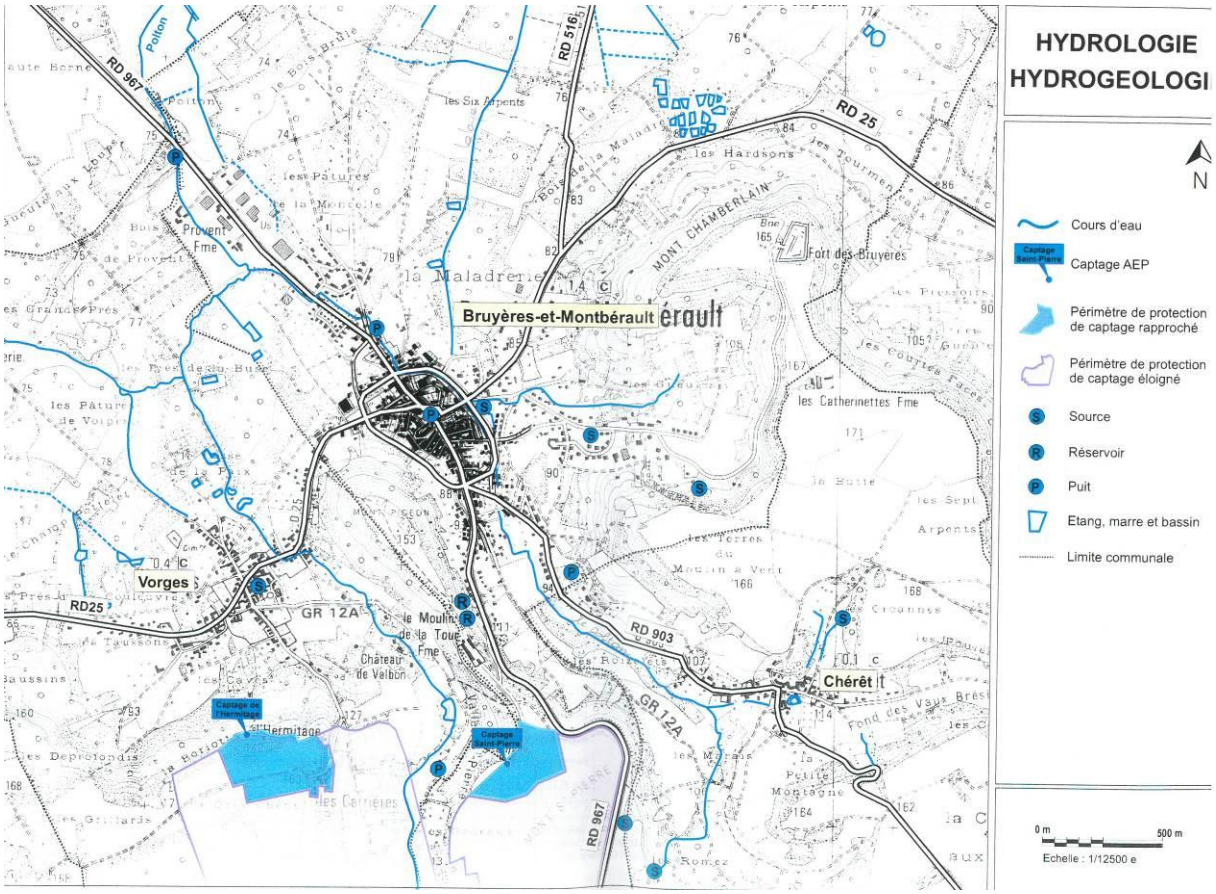
*De nombreux travaux à proximité des cours d'eau (création d'étangs, remblais à partir de 400 m², digues, prélèvements ou rejets) peuvent également être soumis à déclaration ou à autorisation préfectorale de par leur impact important sur le régime des eaux ou de qualité des eaux.*

Différents cours d'eau sillonnent le territoire. La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT se situe au pied d'un bassin versant qui débouche sur le Ruisseau du Polton. Il prend sa source près du village de Chêret, au sud-ouest de BRUYERES, pour se jeter 7 kilomètres en aval dans le ruisseau de l'Ardon. Ce bassin versant hydrologique est compris dans le bassin de l'Ailette, de l'Aisne et de l'Oise.

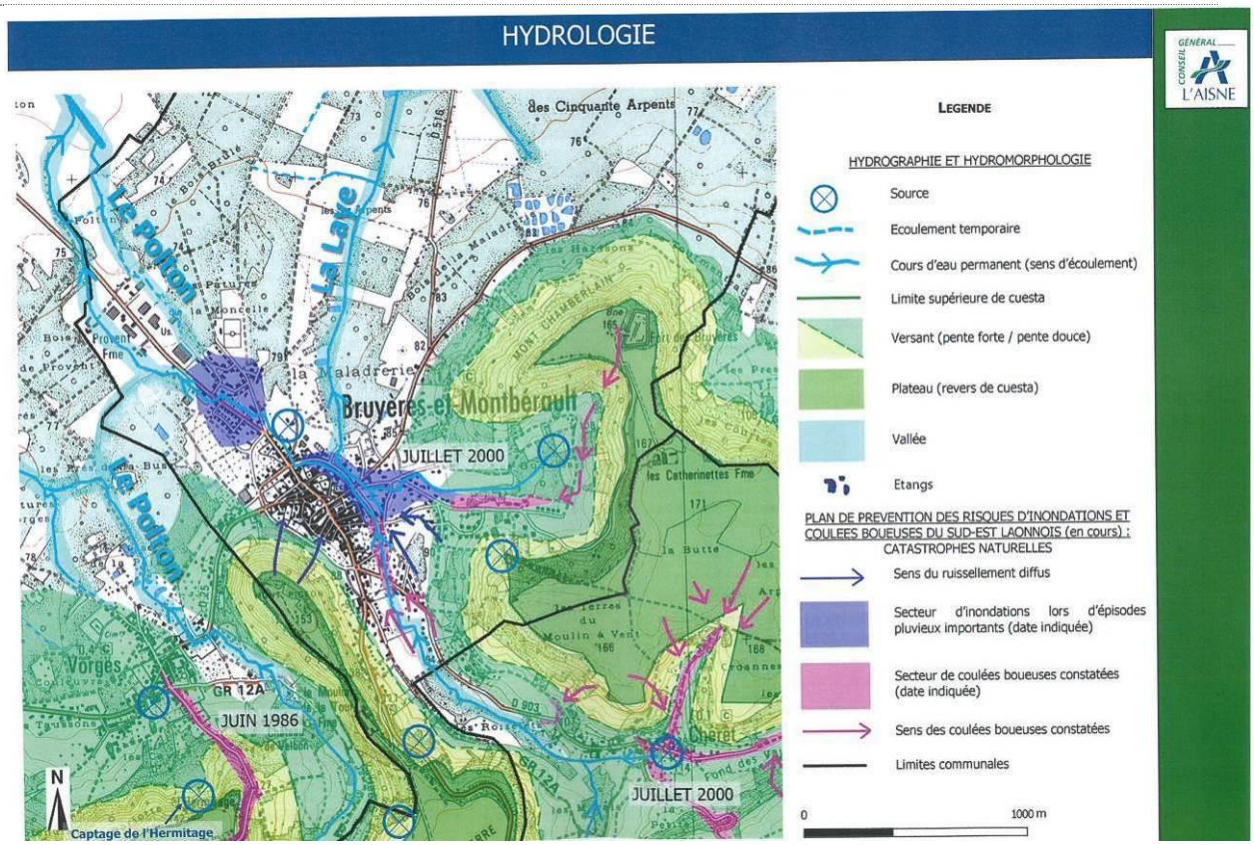
Le Polton reçoit les eaux pluviales du territoire, via un réseau de fossé et de rus. Ces cours d'eau sont curés régulièrement par le syndicat de curage du bassin de l'Ailette et de l'Ardon, pour évacuer les limons et focarder la végétation aquatique qui freine l'écoulement de l'eau.

Le Polton constitue le seul exutoire d'évacuation des eaux pluviales : il arrive à saturation en cas d'épisodes orageux importants. Les versants Sud, Ouest et Est de la commune sont maintenus boisés, ce qui réduit sensiblement les risques d'écoulement. Des déversoirs d'orage sont présents au droit de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, afin de déverser les eaux du Polton dans La Laye, en cas d'urgence.

*L'établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) est une structure de coopération de collectivités territoriales agissant pour la mise en valeur et l'aménagements des nappes, des fleuves, des rivières, et des milieux aquatiques et assurant la maîtrise d'ouvrage d'actions interdépartementales et interrégionales. L'EPTB de la commune est Oise-Aisne.*




**Carte extraite de l'étude de contraintes environnementales réalisée en 2002 en vue de la réalisation de la déviation de la RD 967**



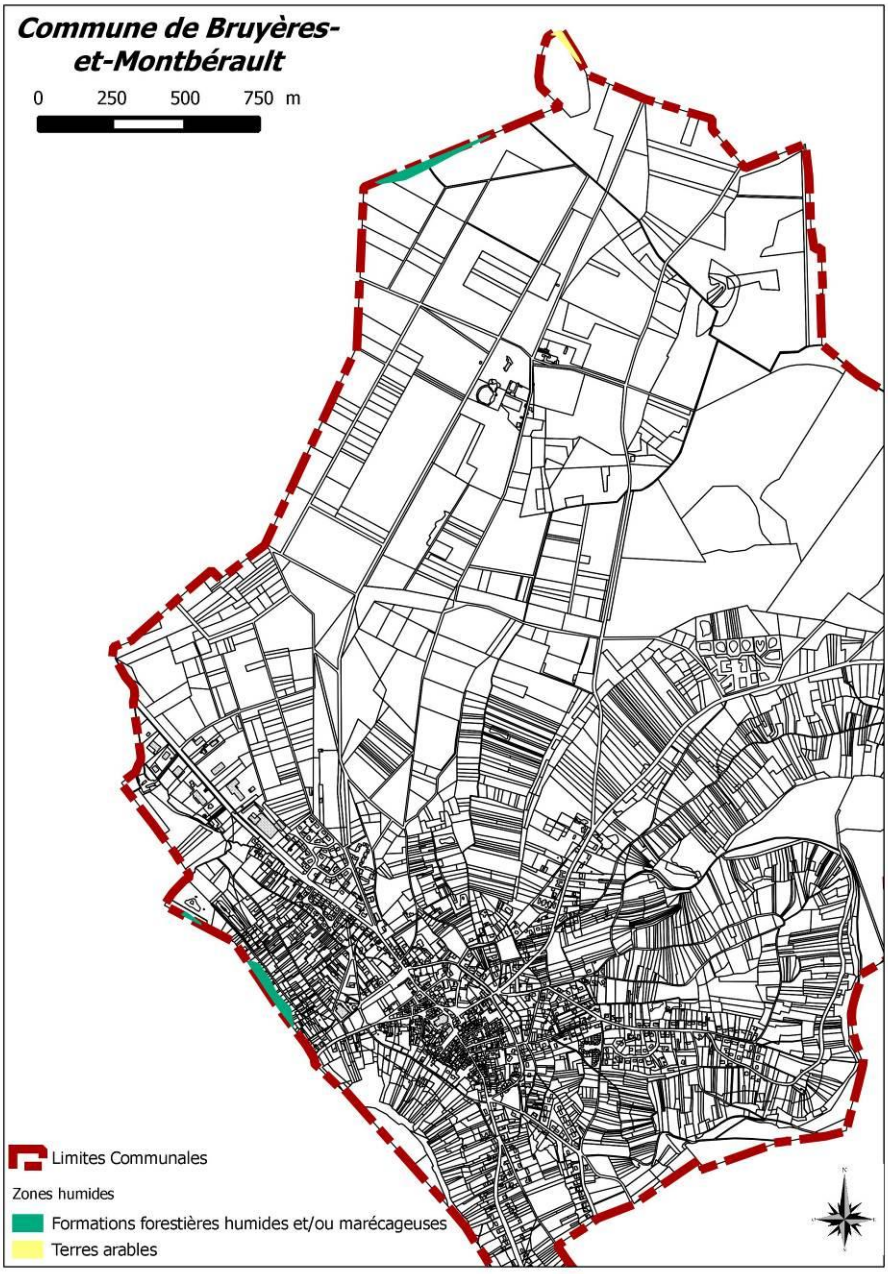

**Carte extraite du dossier de police des eaux réalisé en 2008 pour l'aménagement du boulevard urbain.**

## *b) Zones à Dominante Humide*

Les zones humides sont dans l'ensemble méconnues des habitants, alors que leur préservation est d'intérêt général. Ces secteurs, plus ou moins humides et gorgés d'eau au moins une partie de l'année, sont souvent laissés à l'abandon du fait de leur manque de rentabilité pour l'agriculture moderne. Elles sont donc souvent mal entretenues et considérées comme des secteurs hostiles à réhabiliter.

La DREAL Picardie ainsi que l'Agence de l'eau ont fait une délimitation des zones à dominante humide cartographiées au 1/25 000, afin de permettre de délimiter les zones humides de manière plus précise.

Les zones humides peuvent être alimentées par des eaux pluviales, des sources, des cours d'eau et jouent un rôle fondamental en régulant le régime des eaux. Elles jouent en effet un rôle de tampon en restituant en période sèche et en stockant en période de crue. Leur destruction peut être ainsi très dommageable et provoquer des bouleversements hydrauliques. Par ailleurs, elles abritent assez fréquemment une flore et une faune rares, dont la protection est d'intérêt général.




*Il convient de noter que ce recensement n'a pas de portée réglementaire directe sur le territoire ainsi délimité ; il permet simplement de signaler la présence potentielle d'une zone humide.*

*Zones à dominante humide sur la commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT d'après la DREAL Picardie et l'Agence de l'eau*

Sur le territoire communal, trois secteurs sont considérés comme zone humide au sens de l'article R.211-108 du Code de l'Environnement. Ces zones sont très peu étendues ; elles se situent :

- ✓ Au Nord, en limite communale avec Laon – formation forestière humide ou marécageuse ;
- ✓ Au Nord, en limite communale avec Athies-sous-Laon – Terres arables ;
- ✓ Au l'Ouest, en limite communale avec Vorges – formation forestière humide ou marécageuse.

En plus de ce recensement réalisé par la DREAL, des zones humides sont présentes localement, au droit des plantations de peupliers.

## 1.5 - Qualité de l'air

Mieux maîtriser et réduire l'exposition à la pollution de l'air extérieur est une nécessité, compte tenu de l'impact reconnu sur la santé humaine. Exception faite de la société de transport routier, dont les émissions sur le ban communal restent toutefois limitées, aucune activité ne génère de nuisance notable.

La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT ne dispose pas de station de mesure de la qualité de l'air sur le territoire communal.

*Toutefois, afin de répondre aux obligations européennes en matière de surveillance de la qualité de l'air, ATMO a également mis en œuvre un programme de surveillance des zones où des mesures fixes et permanentes ne s'imposaient pas. Ce programme concerne en particulier les villes picardes ayant une population comprise entre 10 000 et 100 000 habitants.*

C'est dans ce cadre qu'une campagne de mesure de la qualité de l'air[23] a été menée à Laon, entre le 1er mars et le 13 décembre 2013, au niveau de la Place Sœur Marie Catherine, puis Place Edouard Hériot (5 périodes de 3 à 4 semaines).

Il ressort de cette étude que les concentrations dans l'air ambiant relevées au cours de ces campagnes de mesures sont correctes en comparaison avec les différents seuils règlementaires en vigueur pour l'oxyde d'azote (NO2), O3, Monoxyde de carbone (CO), dioxyde de soufre (SO2) et similaires et cohérents aux niveaux enregistrés par les stations fixes de mesure de la qualité de l'air en PM10 (poussières).

L'Indice de Qualité de l'Air est globalement bon (62%). Les particules sont le polluant majoritairement responsable des indices (48 %) suivi de l'ozone (24 %) et de l'association ozone et poussières (28 %).

Relevons de plus que, contrairement à Laon, BRUYERES-ET-MONTBERAULT ne s'inscrit pas dans un contexte urbain. La qualité de l'air y est donc, *a priori*, encore meilleure.

## 1.6 - Climatologie

Le département de l'Aisne, comme d'ailleurs la majeure partie du Nord du Bassin Parisien, possède un climat tempéré océanique à influence continentale.

Les données de la Météorologie Nationale disponibles pour le secteur proviennent de la station climatique d'Aulnois-sous-Laon[24], distante d'une quinzaine de kilomètres, au Nord

[23] Les résultats sont consultables depuis le site Internet de l'association : www.atmo-picardie.com et rappelé en annexe du document.
[24] Données recensées entre 1989 et 1999.

de BRUYERES-ET-MONTBERAULT. En tenant compte des relevés effectués sur ce site, nous pouvons, par interpolation, tracer les grandes lignes du climat local.

### *a) Les Températures*

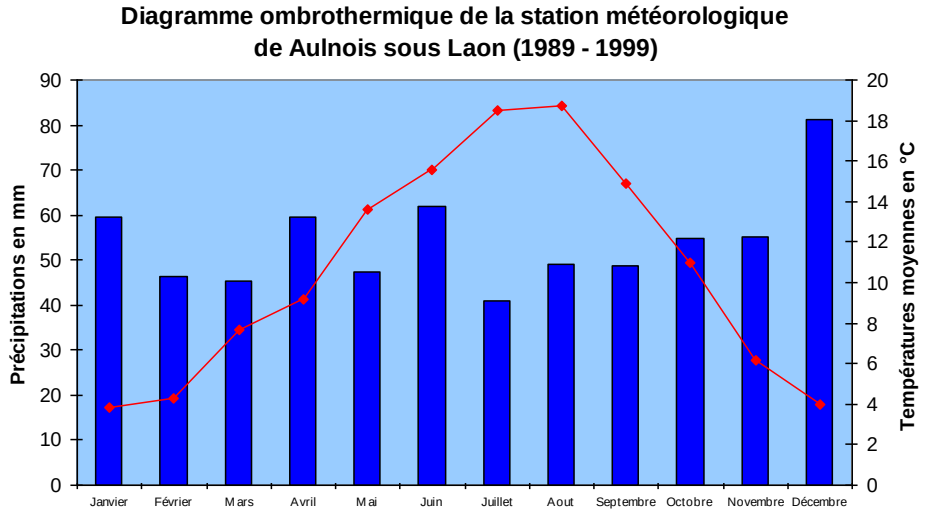
La moyenne annuelle des températures oscille autour de 10,6°C et, en moyenne mensuelle, aucun mois ne connaît de températures moyennes inférieures à 0°C.

Toutefois, des variations saisonnières peuvent se faire sentir :

- En été, les températures restent relativement douces (moyennes mensuelles ne dépassant pas 19°C) ;
- En automne, les températures baissent de façon sensible, mais restent assez douces. Une rupture des températures peut être remarquée en novembre, mois durant lequel elles passent à 6,2°C (contre 11°C en moyenne en octobre) ;
- En hiver, les températures moyennes mensuelles restent positives et supérieures à 1°C ;
- Au printemps, les températures restent fraîches (moyenne mensuelle inférieure à 10°C).

### *b) Les Précipitations*

Les précipitations sont réparties régulièrement tout au long de l'année, avec une hauteur moyenne mensuelle variant de 40,9mm en juillet à 61,8mm en juin. Toutefois, les mois de décembre sont, eux, particulièrement pluvieux avec des précipitations atteignant 81,1mm.




Les périodes d'aridité sont marquées par les zones du graphique où la courbe pluviométrique est au-dessous de la courbe thermique. Dans le cas présent, le diagramme obtenu montre un bilan hydrique positif d'octobre à avril.

### *c) Les Vents*

La région de BRUYERES-ET-MONTBERAULT à l'image de ce qui prévaut dans le Bassin parisien, est caractérisée par des vents relativement faibles dont la direction préférentielle vient de l'ouest. Ils sont plus fréquents et plus violents en hiver en raison du régime

### *d) Énergies renouvelables*

L'énergie éolienne constitue une des énergies renouvelables. Elle possède d'importantes possibilités de développement dans l'Aisne, département qui dispose d'un potentiel venteux considérable. La multiplication des projets d'implantation de parcs éoliens dans le département a rendu nécessaire l'élaboration d'une charte départementale. Cette charte, signée le 30 septembre 2004, détaille les procédures d'autorisation administrative impliquées par de tels projets.

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique modifie les conditions de rachat de l'énergie éolienne ; son article 37 prévoit notamment l'institution de zones de développement éolien (ZDE). Ces zones définissent les sites susceptibles d'accueillir des projets éoliens en fonction des contraintes du territoire.

« En matière de promotion de la maîtrise de la demande d'énergie, outre les actions tendant à réduire la consommation d'énergie de leurs services, les collectivités compétentes définissent des politiques d'urbanisme visant par les documents d'urbanisme ou la fiscalité locale, à une implantation relativement dense de logements et des activités à proximité des transports en commun et à éviter un étalement urbain non maîtrisé (…). »

Les collectivités peuvent favoriser le recours à ces sources de production, notamment dans des dispositions d'urbanisme, et en développant, en partenariat avec l'ADEME, des politiques d'incitation spécifiques ainsi que participer à la planification des éoliennes.

**Ainsi, l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme est enrichi d'un paragraphe 14 selon lequel le PLU peut : « Imposer aux constructions, travaux, installation et aménagements, notamment dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation, de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées ».**

*Le schéma paysager éolien*

Le Grenelle de l'Environnement prévoyant une augmentation de la production d'énergie renouvelable à l'horizon 2020, le département de l'Aisne a mis en place une étude devant permettre l'implantation des projets éoliens dans le respect de la qualité des paysages axonais.

**La commune de BRUYERES-et-MONTBERAULT ne se situe pas dans une zone favorable au développement éolien, et ce pour plusieurs raisons :**

- ✓ **Contraintes techniques :** Servitude de protection contre les perturbations électromagnétiques (enjeux assez forts) et servitude de transmission radioélectrique (enjeux très forts) ;
- ✓ **Contraintes paysagères :** Patrimoine, ZNIEFF de types 1 et 2, zone à dominante humide, paysage emblématique (enjeux très forts).

*Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie*[25]

Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) a été signé le 6 juillet 2012 en préfecture de Région.

Ce document fixe les grandes orientations stratégiques du territoire régional en matière de consommation d'énergie, d'émission de gaz à effet de serre, de qualité de l'air et de développement des énergies renouvelables.

Le SRCAE propose de mettre la Picardie sur la voie d'une réduction de 20% de ses émissions de gaz à effet de serre en 2020 et de 75% en 2050. Pour y parvenir, le Schéma régional propose 16 orientations stratégiques par secteur (bâtiment, urbanisme-transports, industrie et services, agriculture, énergies renouvelables), déclinées en dispositions plus opérationnelles.

[25] Source : www.picardie.fr

# 2] Environnement naturel

*La constitution d'un paysage dépend à la fois de dynamiques environnementales (relief, nature du sol et du sous-sol, climat, végétation…) et de dynamiques humaines (structures agraires, constructions d'habitat ou de bâtiments liés aux activités, ouvrages d'infrastructures…). Le paysage est donc en constante évolution sous l'influence principale des dynamiques humaines.*

## 2.1 - Approche paysagère[26]

*La loi sur la protection et la mise en valeur des paysages du 8 janvier 1993 prévoit notamment d'identifier les éléments du paysage à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique, ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection.*

### *a) Présentation générale*

Le département de l'Aisne, au territoire vallonné, englobe entre la région du Nord et le Bassin Parisien toute une succession de « pays » aux caractères particuliers. Ces grandes Unités Paysagères sont définies dans l'Inventaire des Paysages de l'Aisne, réalisé par le CAUE. On distingue :

- ✓ **à l'Est**, la frange du plateau ardennais, couverte de forêts ;
- ✓ **au Nord**, la Thiérache bocagère et le bombement crayeux du Vermandois ;
- ✓ **au Centre**, les campagnes du Laonnois, accidentées de buttes témoins et le Soissonnais aux plateaux calcaires tapissés de limons fertiles ;
- ✓ **au Sud,** les vallonnements du Tardennois et une portion de la Brie champenoise.



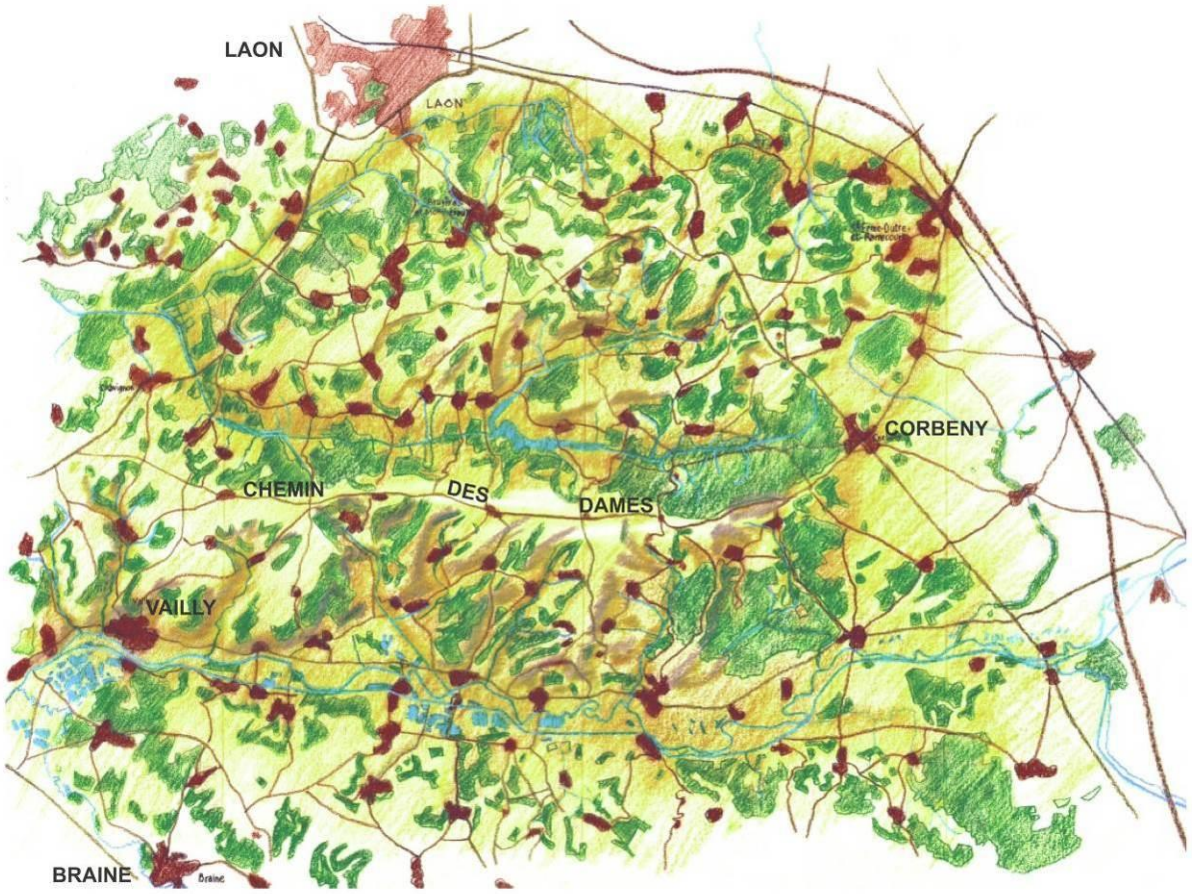

*Source : Atlas des paysages de l'Aisne, réalisé par le CAUE de l'Aisne.*

26 Source : L'inventaire des paysages de l'Aisne réalisé par le CAUE de l'Aisne, 34 rue Sérurier 02 000 LAON

BRUYERES-ET-MONTBERAULT appartient dans l'unité paysagère des Collines du Lannois ; la commune est adossée à la première cuesta de cette entité. Elles se dessinent au Sud-Est de la ville Laon, pour se fondre dans un paysage de plaines jusqu'à la rencontre du plateau du Soissonnais.

Ce paysage de collines présente une alternance de boisements sur les terrains sableux de versant, et de villages entourés de cultures sur les limons.

Les modes d'organisation du sol des collines du Laonnois sont typiques des régions qui présentent une topographie mouvementée. A BRUYERES-ET-MONTBERAULT, les constructions se sont développées sur les coteaux boisés.




*Source : Atlas des paysages de l'Aisne, réalisé par le CAUE de l'Aisne.*

### *b) Unités paysagères sur le territoire communal*

Selon la transformation plus ou moins marquée que l'Homme a fait subir au milieu naturel initial, on peut distinguer trois principaux types d'occupation suivants sur le territoire communal :

✓ Le plateau agricole

L'exploitation agricole occupe les terrains les plus plats du territoire, c'est–à-dire principalement la moitié sud de BRUYERES. Toute végétation naturelle ou semi-naturelle a pratiquement disparue ; persistent deux boisements : au niveau du Fort de MONTBERAULT et du bois de Saint-Jean.

✓ Le coteau boisé

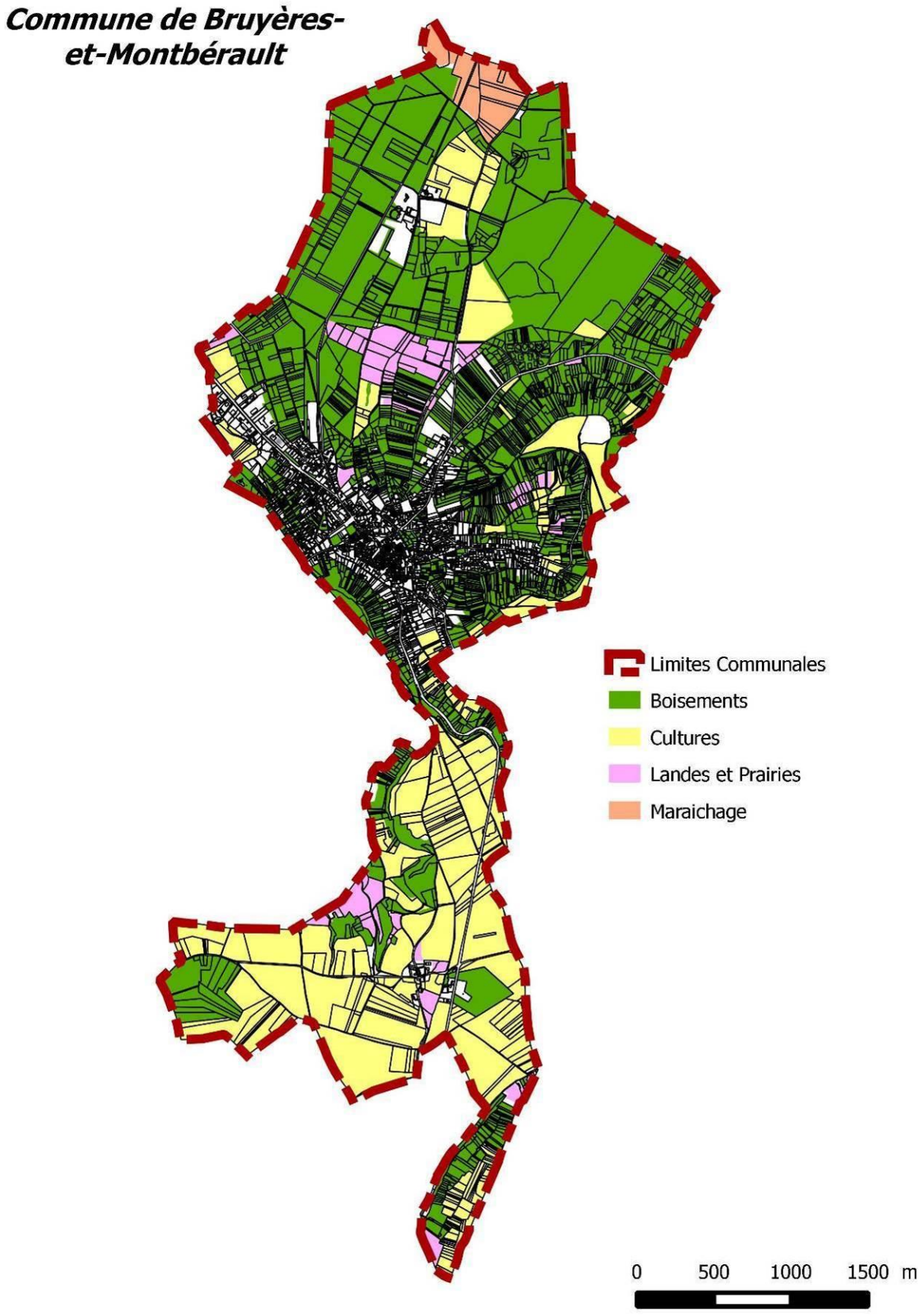
Les parties les plus escarpées de BRUYERES-ET-MONTBERAULT sont boisées. Les coteaux encerclent les zones bâties du village, notamment au Sud et à l'Est.

On y retrouve quelques peupleraies.

✓ La zone bâtie

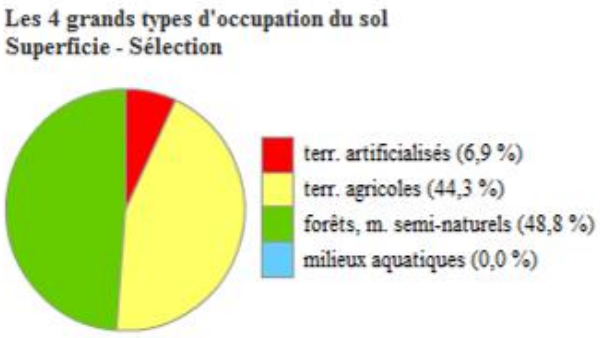
Le village s'est développé en une seule entité relativement étirée au fil du temps. Le tissu ancien s'est implanté au centre géographique du territoire communal, au pied de coteau, aux abords du ruisseau du Polton. Au fur et à mesure, le tissu bâti s'ést étiré venant se lover dans les échancrures creusées dans le coteau boisé (vers l'Est).

L'urbanisation est en grande partie conditionnée par des constraintes naturelles ; l'occupation des sols resulte fortement des critères géographiques qui ont contraint l'urbanisation intensive de la commune, en périphérie laonnoise.


Commune de Bruyères-et-Montbérault
Limites Communales
Boisements
Cultures
Landes et Prairies
Maraichage
0
500
1000
1500 m

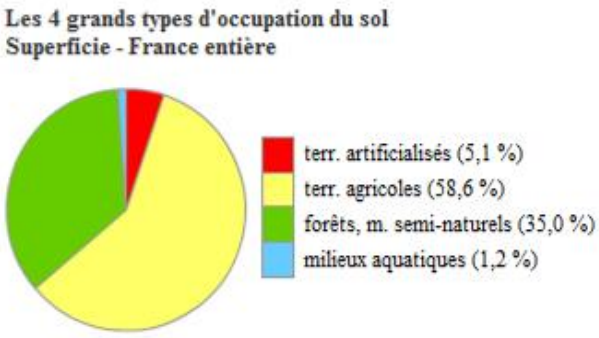
## ***Occupation du sol***

*BRUYERES-ET-MONTBERAULT*




*source : UE-SOeS, CORINE Land Cover, 2006*

*France*




*source : UE-SOeS, CORINE Land Cover, 2006*

**Les 4 grands types d'occupation du sol**

| Occupation du sol | Superficie (ha) | % sél. | % France entière | écart |
|---|---|---|---|---|
| Territoires artificialisés | 81 | 6,9 | 5,1 | 634 |
| Territoires agricoles | 519 | 44,3 | 58,6 | -3 490 |
| Forêts et milieux semi-naturels | 571 | 48,8 | 35 | 5 385 |
| Zones humides et surfaces en eau | 0 | 0 | 1,2 | -1 231 |
| Total | 1 171 | 100 | 100 | 0 |

*source : UE-SOeS, CORINE Land Cover, 2006*

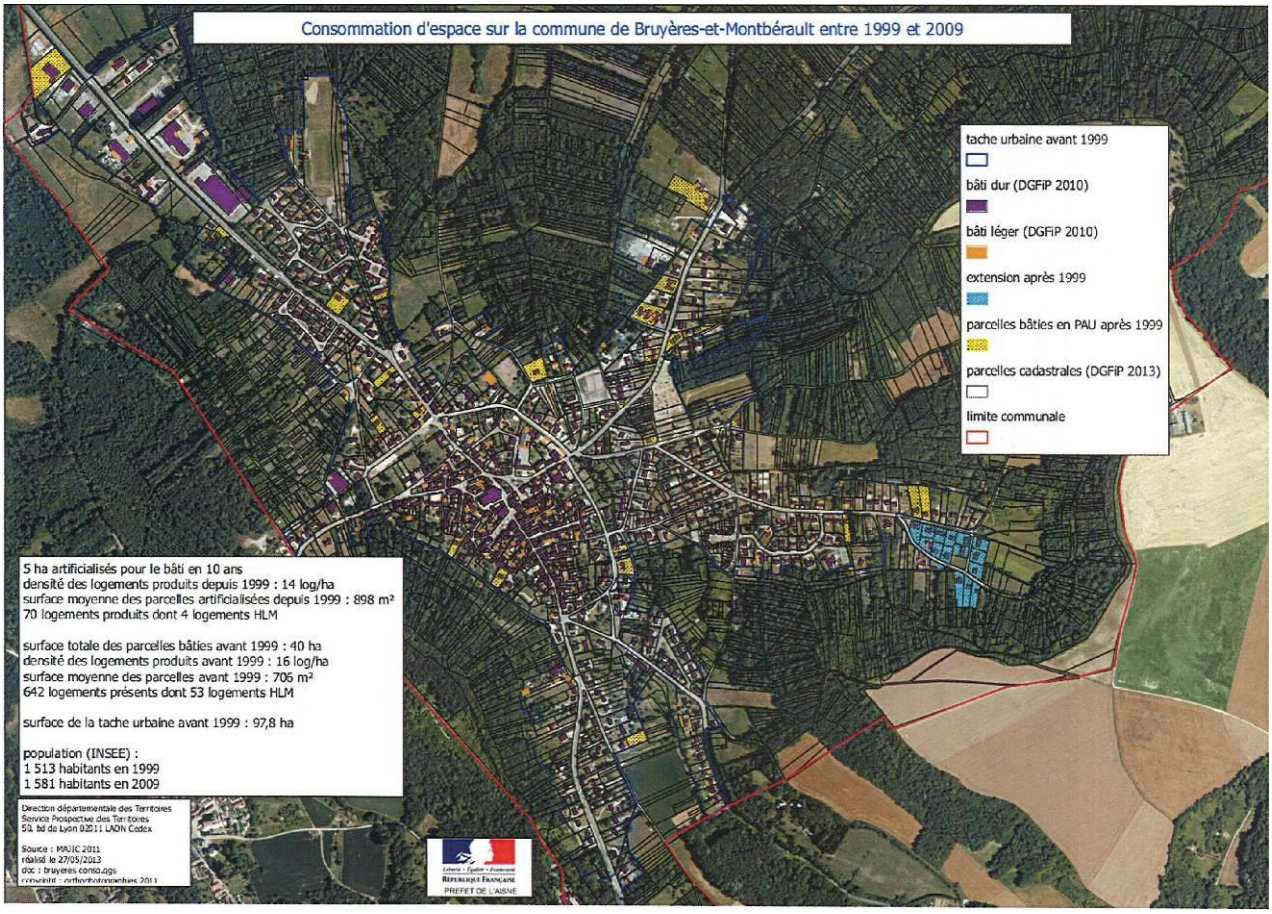
*Source : CORINE Land Cover – Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie ; Service de l'Observation et des Statistiques*

Dans le département de l'Aisne, près de 70 ha de terres agricoles ou naturelles sont consommés annuellement entre 2003 et 2008 au profit de l'habitat. Le rythme de consommation d'espace a triplé sur cette période. Ce résultat provient en partie de la faible maîtrise de l'urbanisation : baisse du taux de logements collectifs, augmetation de la vacance, implantation des activités en périphérie des centres urbains…

**Une étude plus approfondie a été menée sur la commune, par la Direction Départementale des territoires.**

**Il en ressort, qu'entre 1999 et 2009, 5 hectares ont été artificialisées, permettant la réalisation de 70 logements dont 4 logements HLM, soit une densité de 14 logements/ha.**

**Avant 1999, la surface totale des parcelles bâties était de 40ha pour 642 logements (dont 53 HLM), soit une densité de 16 logements / ha. La surface moyenne des parcelles est passée de 706m² en 1999 à 898m² en 2009, soit une évolution de 27%.**




*Source : Porter à connaissnace du SCOT du Pays de Laon (Partie 2- Page 71)*

## c) Les sensibilités paysagères

Éléments jouant sur la sensibilité paysagère

La constitution d'un paysage dépend de différents processus :

- ✓ *Dynamiques environnementales, modelant le relief, la nature du sous-sol, du sol, du climat, influant sur la couverture végétale.*
- ✓ *Dynamiques humaines, des structures agraires aux villes et industries, l'homme fait évoluer les paysages selon ses besoins et les progrès technologiques.*

Les types de paysage, d'aujourd'hui, sont hérités des siècles passés. Cependant, le paysage est en constante évolution principalement sous l'influence des dynamiques humaines. Elles portent essentiellement sur l'occupation des sols, le bâti et les voies de circulation. Ces évolutions contribuent-elles à améliorer ou dégrader le paysage ? S'inscrivent-elles dans un souci de conserver le paysage en place ou de le faire évoluer vers un autre type de paysage ?

D'autres facteurs peuvent être utilisés pour qualifier un paysage :

- ✓ *Les perspectives,* par exemple, dans un paysage très ouvert et plat, le clocher d'un village devient un point d'accroche définissant une perspective pour l'observateur.
- ✓ *Les volumes* auront un impact différent selon le lieu d'implantation : sur une hauteur, un bâtiment paraîtra plus imposant que dans un vallon. Les volumes participent au rythme du paysage.
- ✓ *Le rythme*, une allée d'arbres ponctuant le paysage casse la monotonie d'un paysage de plaine.

Chaque unité paysagère a une sensibilité propre, résultant de ses caractéristiques.

Principales sensibilités paysagères sur le territoire communal

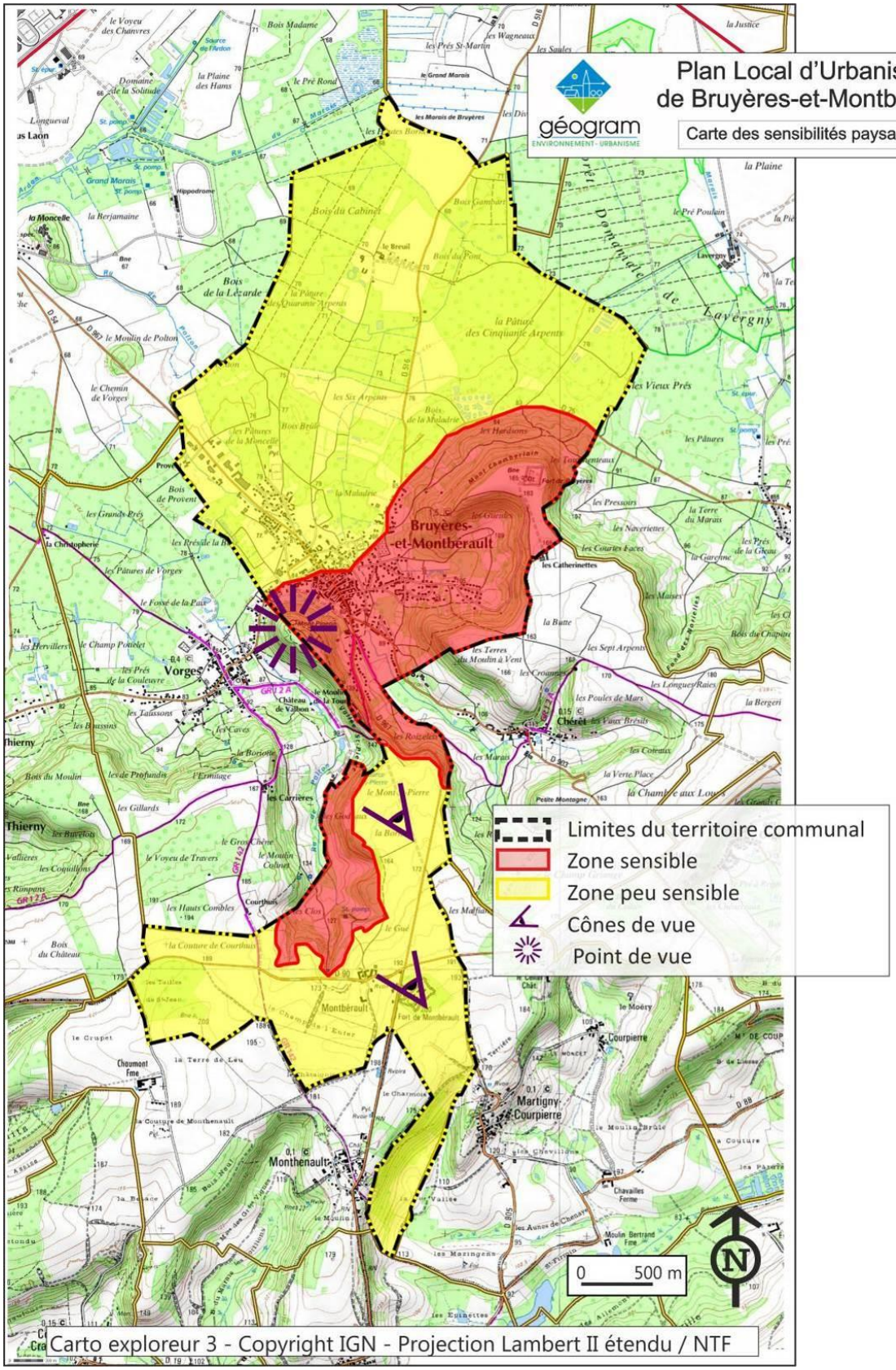
Grâce à la combinaison de ces différents facteurs, il est possible de définir deux zones de sensibilité paysagère sur le territoire communal de BRUYERES-ET-MONTBERAULT :

➔ **Les zones sensibles** : ce sont les secteurs où la qualité paysagère est bonne et qui ne sont et ne devraient généralement pas être le lieu de perturbations importantes. Dans ces zones, l'identité paysagère est clairement définie et ses qualités intrinsèques sont peu dégradées.

A BRUYERES-ET-MONTBERAULT, les coteaux offrent des vues remarquables à la fois sur BRUYERES mais aussi sur la plaine du Laonnois ainsi que la zone villageoise longeant le ruisseau du Polton constituent des zones sensibles.

➔ **Les zones peu sensibles** : ce sont les secteurs où la qualité paysagère présente moins d'intérêt.

Il s'agit essentiellement des zones agricoles. Le caractère monotone des grandes étendues agricoles est toutefois moindre bien que cette absence de végétation rende perceptible tout projet éventuel.


Plan Local d'Urbanisme
de Bruyères-et-Montbérault
géogram
ENVIRONNEMENT - URBANISME
Carte des sensibilités paysagères
Bruyères-
-et-Montbérault
Vorges
Thierry
Montbérault
Monthenault
Martigny-
Courpierre
Chéret
Limites du territoire communal
Zone sensible
Zone peu sensible
Cônes de vue
Point de vue
0 500 m
N
Carto exploreur 3 - Copyright IGN - Projection Lambert II étendu / NTF


Plan Local d'Urbanisme de Bruyères-et-Montbérault

## 2.2 - Les milieux naturels identifiés

*La transformation par l'homme des paysages locaux explique qu'il n'existe plus dans nos régions de zones véritablement naturelles où l'influence humaine ne se ferait pas sentir. Cependant, certains modes d'occupation du sol laisse plus de place que d'autres aux espèces animales et végétales et aux milieux « naturels » pour s'épanouir.*

Sur le territoire communal, on recense les inventaires suivants[27] :

### *a) Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique*

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique ont été créées en 1982 par le Ministère de l'Environnement et coordonnées par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN). Ces zones, une fois identifiées et localisées permettent de connaître, comme leur nom l'indique, les parties du territoire présentant un intérêt faunistique et floristique particulier dont la conservation est très largement conseillée. Cet inventaire est permanent et aussi exhaustif que possible. Une actualisation régulière du fichier national permet d'intégrer de nouvelles zones, d'affiner certaines délimitations ou d'exclure des zones qui ne présenteraient plus d'intérêt.

Il existe deux types de ZNIEFF : les ZNIEFF de type 1 et les ZNIEFF de type 2.

- Les premières sont des zones homogènes localisées, dont l'intérêt écologique est particulièrement marqué par des espèces rares et généralement fragiles, menacées ou caractéristiques du patrimoine régional. Ces zones sont à prendre fortement en considération lors de tout projet d'aménagement pouvant bouleverser leur biotope.

- Les secondes correspondent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés dont les potentialités biologiques sont remarquables. Comme pour les ZNIEFF de type 1, leur fonctionnement et leur dynamique doivent être pris en compte dans l'élaboration de projets d'aménagement et de développement.

[27] Voir fiches ZNIEFF et corridors en annexe de l'évaluation environnementale. Les fiches de présentation des ENS se trouvent en annexe du rapport.

Le territoire communal de BRUYERES-ET-MONTBERAULT est concerné par les inventaires suivants :

- la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique de type 1 « Bois de Parfondru »

D'une surface de 706 ha, elle s'étend sur les communes de BRUYERES, Chérêt, Festieux, Montchâlons, Parfondru et Veslud. La valeur biologique de ce complexe de milieux est importante et reconnue. Les substrats géologiques variés conditionnent les formes du relief et la structure de la végétation. Les pentes sont constituées d'une alternance de sables et d'argiles surmontée par la dalle structurale de l'Ile-de-France formée des calcaires du Lutécien.

Sur le territoire, la ZNIEFF concerne le bois entourant le Fort de BRUYERES.

- la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique de type 1 « Marais des pâtures à Parfondru et Forêt de Lavergny »

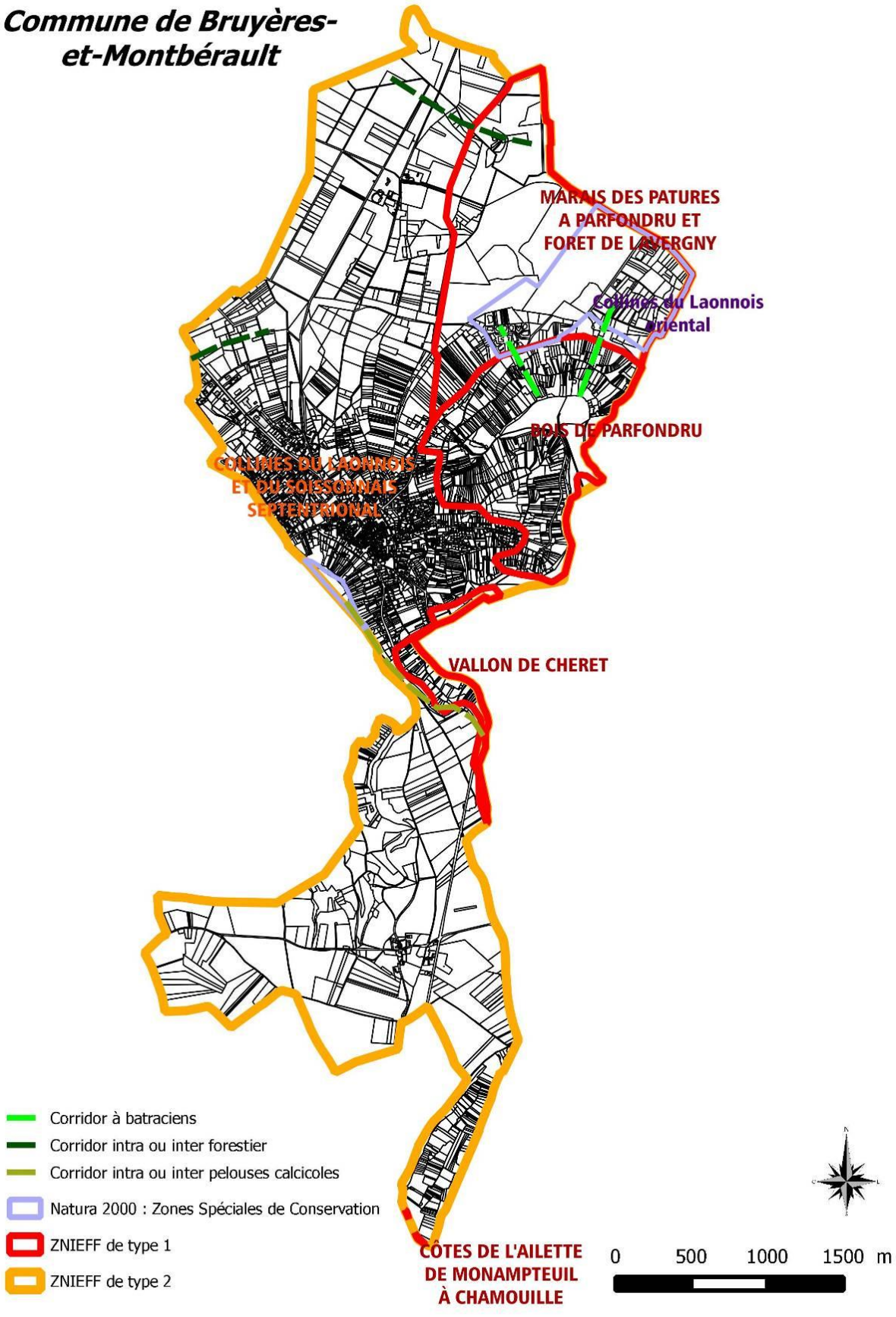
Cette ZNIEFF concerne 928 ha de forêts et de prairies situés sur les marges Nord-Est de la cuesta de l'Ile-de-France. La forêt est implantée sur des épandages sablonneux ou argileux de bas de pente, ce qui détermine une forêt fraîche à Chêne pédonculé et à Frêne. Le sous-bois est localement dominé par le Cerisier à grappes.

Cette ZNIEFF touche les bois situé au Nord-Ouest du territoire : Bois du Pont, le Bois de la Maladrie ainsi que la Pâture des Cinquante Arpents.

- la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique de type 1 « Vallon de Chérêt »

La zone est constituée d'un vallon orienté Sud-Est/Nord-Ouest. Plusieurs digitations terminent ce vallon à son extrémité Sud-Ouest. Un ruisseau, qui prend ses sources dans ces différentes digitations, coule en direction de Laon pour rejoindre l'Ardon. On observe, au niveau des sources et le long des ruisselets de la tête du ruisseau, la formation de milieux tuffeux. On note aussi, localement, sur les bords du RUISSEAU, des petites étendues paratourbeuses alcalines, très enrichies en oxyde de fer. Les formations végétales dominantes de ces milieux suintants et de petits marais sont constituées de petites roselières, de cariçaies et de fragments d'aulnaies-frênaies.

Le secteur des Roizelets est concerné par cet inventaire.


Commune de Bruyères-et-Montbérault
MARAIS DES PATURES A PARFONDRU ET FORET DE LAVERGNY
Collines du Laonnois oriental
BOIS DE PARFONDRU
COLLINES DU LAONNOIS ET DU SOISSONNAIS SEPTENTRIONAL
VALLON DE CHERET
CÔTES DE L'AILETTE DE MONAMPTEUIL À CHAMOUILLE
Corridor à batraciens
Corridor intra ou inter forestier
Corridor intra ou inter pelouses calcicoles
Natura 2000 : Zones Spéciales de Conservation
ZNIEFF de type 1
ZNIEFF de type 2
0
500
1000
1500 m

- la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique de type 2 « Collines du Laonnois et du Soissons septentrional ».

Sont concernés 36 217 hectares au Sud de Laon dont la totalité du territoire communal. Le site s'étend entre la cuesta d'Ile-de-France au Nord, la vallée de l'Aisne au Sud, les plaines de Champagne à l'Est et la forêt domaniale de Saint-Gobain à l'Ouest. Il intègre la totalité des collines du Laonnois (au Nord de l'Ailette) et les marges Nord-Est du Soissonnais (entre l'Ailette et l'Aisne).

Le site possède des caractéristiques topographiques intéressantes, avec des phénomènes de cloisonnement des vallées (Ailette, Ardon sur une partie de son cours) et d'opposition de versant très marqués.

### *b) Corridor écologique potentiel*

Dans le cadre du Contrat Plan État-Région 2000-2006, la nécessité de renforcer le réseau écologique picard a été établie. À cet effet, financée par le Conseil Régional, la DIREN (actuelle DREAL) et le FEDER, l'identification de corridors écologiques a été réalisée sous la maîtrise d'ouvrage du Conservatoire des Sites Naturels Picards. Ainsi, à l'échelle de la Picardie, un réseau fonctionnel de sites abritant des espèces et/ou des habitats patrimoniaux a été défini : il prend en compte le fonctionnement des populations des espèces concernées, les connexions entre les sites où elles sont présentes et la matrice qui les environne.

> *L'identification de ces corridors écologiques potentiels n'a aucune portée juridique. Il s'agit d'un outil d'aide à la décision : il permet entre autre une meilleure prévision des incidences occasionnées lors d'opération d'aménagement, ainsi que la mise en œuvre à l'échelle locale de stratégies de maintien ou de restauration des connexions écologiques.*

Des corridors potentiels sont identifiés sur le territoire. La DREAL a identifié le corridor n°02128 sur le territoire, soit :

- Deux couloirs à batraciens reliant « La Pâture des cinquante Arpents » (Forêt Domaniale de Lavergny) au Mont Chamberlain.
- Deux couloirs intra ou inter forestier reliant le Bois du Pont (Forêt Domaniale de Lavergny) et le Bois du Cabinet pour le premier et le Bois de Provent au Bois Brulé pour le second.

Ces couloirs sont empruntés par des chevreuils et sangliers en grande quantité, mais aussi par des petits mammifères (renard, blaireaux, raton-laveur, fouine, martre).

### *c) Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles*

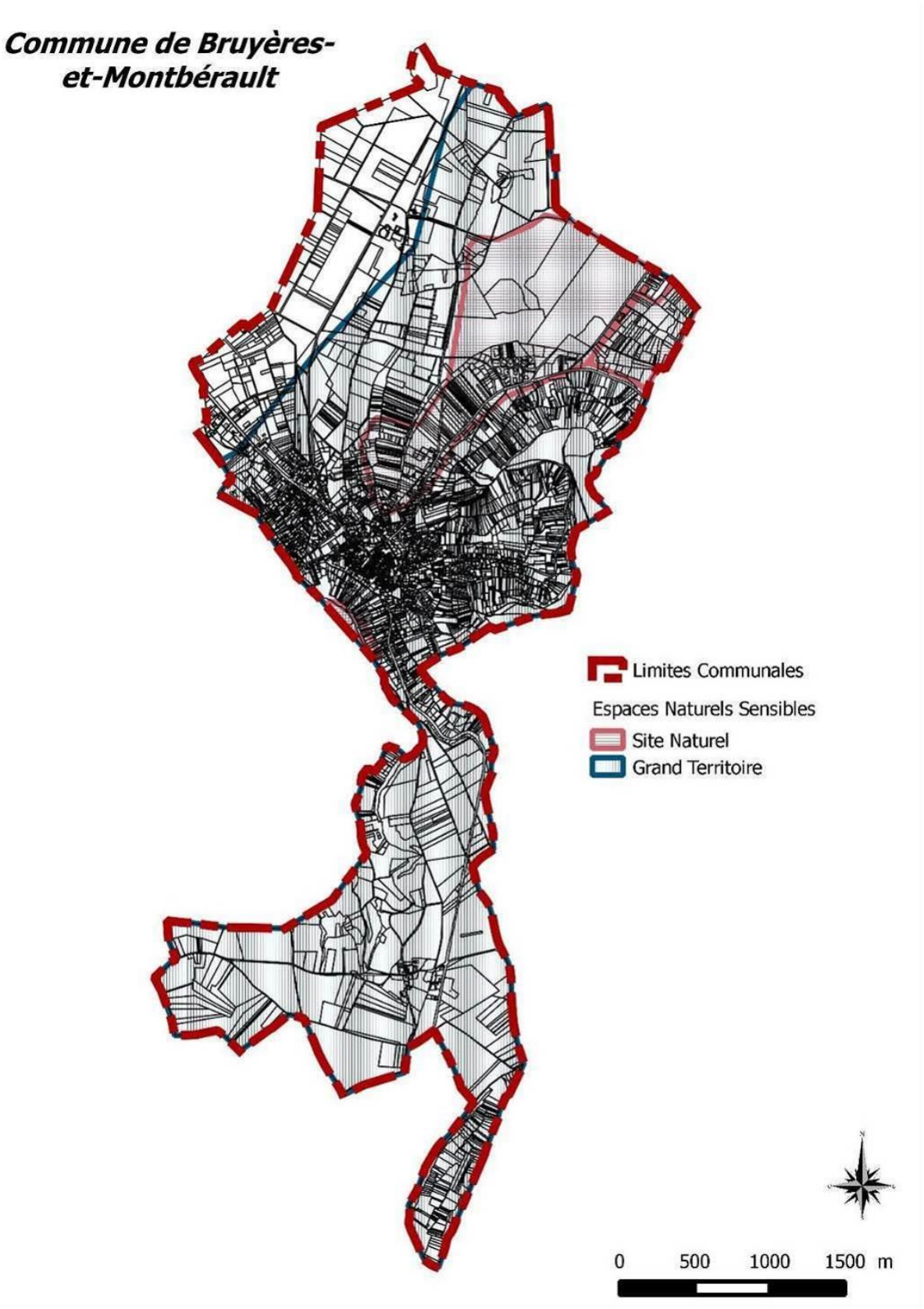
Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont un outil de protection des espaces naturels, basé sur leur acquisition foncière par le département ou par la signature de conventions entre le Conseil Général et les propriétaires privés ou publics. Cet inventaire distingue 2 types de sites :

- des sites dits « ENS Site Naturel » - espaces aux contours précis et présentant une superficie généralement limitée, ils intègrent un ou quelques habitat(s) à enjeux et/ou une ou quelques population(s) d'espèces à enjeux ;
- des ensembles plus vastes, dits « ENS Grands Territoires » - territoires d'une grande superficie et dont les contours ne sont qu'indicatifs, ils intègrent les fonctionnalités à l'échelle des grands paysages ; ils ne sont a priori pas destinés à une maîtrise foncière.

Le Schéma Départemental des Espaces Naturels et Sensibles a été adopté par le Conseil Général de l'Aisne, par délibération du 19 octobre 2009. Au total, il y a été défini 274 ENS.

La commune de BRUYERES-et-MONTBERAULT est concernée par quatre Espaces Naturels Sensibles :

| | |
|---|---|
| *Site Naturel* | ✓ *Le Mont Pigeon (Gl 023)* : Pelouses calcicoles sur plateau typique des pelouses du Laonnois ;<br>✓ *Le Bois de Parfondru ( Gl 032) :* Complexe de forêts submontagnardes, de prairies et autre milieux remarquables ;<br>✓ *La Pâture des Cinquante Arpents (Gl 034)* : Prairies humides et plans d'eau ; |
| *Grands Territoires* | ✓ *Les Collines du Laonnois (Gl 101) :* Diversité exceptionnelle de milieux dont les pelouses calcicoles, pelouses sur sables calcaires. |


Commune de Bruyères-et-Montbérault
Limites Communales
Espaces Naturels Sensibles
Site Naturel
Grand Territoire
0
500
1000
1500 m

### *d) Site Natura 2000 et évaluation environnementale*

**Le réseau Natura 2000**

Natura 2000 est un réseau écologique européen dont l'objectif est de préserver la biodiversité en conciliant les exigences économiques, sociales, culturelles et régionales propres à chaque site, dans une logique de développement durable.

Ce réseau est composé de sites naturels protégés relevant de la Directive « Oiseaux » du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et des milieux dont ils dépendent (Zones de Protection Spéciale - ZPS) et de la Directive « Habitats Faune Flore » du 21 mai 1992 relative à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (Zones Spéciales de Conservation - ZSC).

Le réseau Natura 2000 picard compte 48 sites dont :

- 1 Site d'Importance Communautaire marin ;
- 37 Zones Spéciales de Conservation ou sites d'Importance Communautaire terrestres proposés au titre de la directive « Habitats » ;
- 10 Zones de Protection Spéciale, au titre de la Directive « Oiseaux ».

L'ensemble de ces sites représente 4,7 % du territoire de la Région, pourcentage faible au regard du pourcentage national (12,5%).

**Evaluation environnementale**

La loi SRU du 13 décembre 2000 prévoit une prise en compte des impératifs d'environnement dans tous les documents d'urbanisme. Elle a été renforcée pour certains PLU par l'ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004 qui transpose la directive européenne n°2001 /42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (Évaluation Stratégique Environnementale).

Le décret du 23 août 2012 a modifié la liste des documents d'urbanisme soumis à évaluation environnementale. Font notamment l'objet d'une évaluation environnement systématique :

- Les schémas de cohérence territoriale, les schémas de secteur et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux comprenant les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale dans les conditions prévues à l'article L. 123-1-7 ;

- Les plans locaux d'urbanisme intercommunaux qui tiennent lieu de plans de déplacements urbains mentionnés à l'article L. 1214-1 du code des transports ;
- Les cartes communales dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000 ;
- Les plans locaux d'urbanisme dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000 ;

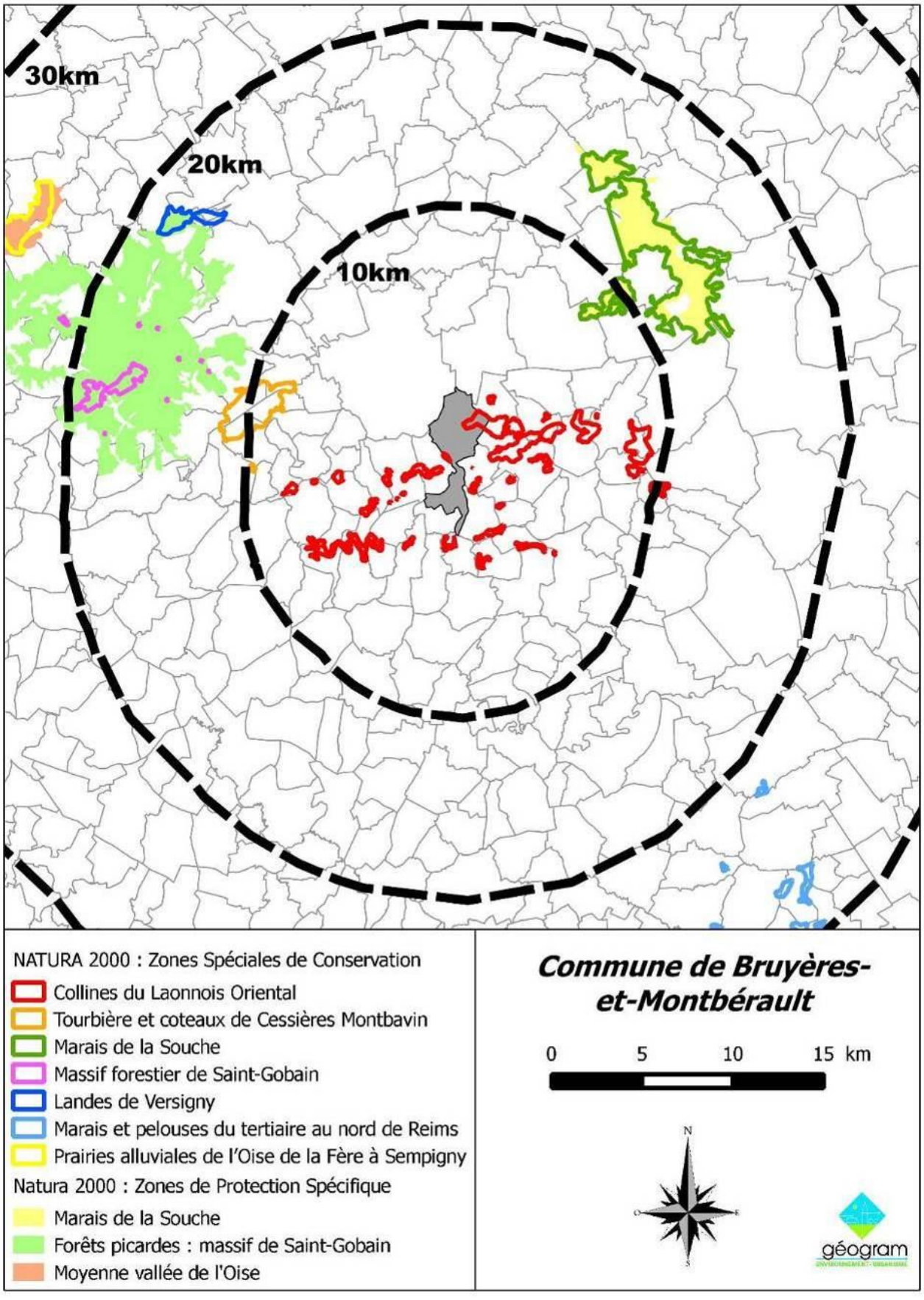
Ce décret détermine également les documents qui sont soumis ou non à évaluation environnementale après un examen au cas par cas :

- Les plans locaux d'urbanisme ne comportant pas de site Natura 2000 sur le territoire mais qui sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;
- Les cartes communales de communes limitrophes d'une commune dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, s'il est établi qu'elles sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000.

**► La commune accueille un site Natura 2000. Le présent PLU est donc soumis à la procédure d'évaluation environnementale.**

**Situation de la commune par rapport au réseau Natura 2000**

La commune accueille un site Natura 2000 : **Le Site d'Importance Communautaire « Collines du Laonnois Oriental » (FR2200395)**. Ce site recèle un échantillon exemplaire d'habitats du laonnois. Il regroupe en un site éclaté un réseau de coteaux, de vallées et de plateaux calcaires. Le site constitue un réservoir exceptionnel de diversité d'habitats et de flore sans équivalent en plaine, propre au laonnois, une petite région froide très originale sur le plan climatique. Les habitats sont constitués de pelouses chaudes et sèches à caractère montagnard avec diverses lisières, fourrés, pré-bois riches en orchidées ; on retrouve également des systèmes de bas-marins tourbeux (marais d'Haye) et de landes. La diversité des milieux naturels entraîne un intérêt biologique remarquable : la pelouse sèche calcaire, la forêt humide à aulnes et frênes… et accueille de nombreuses espèces animales d'intérêt communautaire : le cuivré des marais, les chauves-souris…


30km
20km
10km
NATURA 2000 : Zones Spéciales de Conservation
Collines du Laonnois Oriental
Tourbière et coteaux de Cessières Montbavin
Marais de la Souche
Massif forestier de Saint-Gobain
Landes de Versigny
Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims
Prairies alluviales de l'Oise de la Fère à Sempigny
Natura 2000 : Zones de Protection Spécifique
Marais de la Souche
Forêts picardes : massif de Saint-Gobain
Moyenne vallée de l'Oise
Commune de Bruyères-et-Montbérault
0 5 10 15 km
N
O
E
S
géogram

Un arrêté a été pris le 26 mars 2015 portant désignation du site Natura 2000 en Zone Spéciale de Conservation (ZSC).

A BRUYERES-ET-MONTBERAULT, le site concerne :

- 3,2ha, au sud de la zone villageoise, en limite communale avec Vorges (« Le Mont Pigeon ») ;
- 74,4ha au Nord du territoire, en limite communale avec Parfondru (« La Pâture des Cinquante Arpents »).

En dehors de ce site, on recense à moins de 10 kilomètres des limites communales, les sites suivants :

- la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Tourbières et coteaux de Cessières – Montbavin » ;
- la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Marais de la Souche » ;
- la Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Marais de la Souche ».

### *e) Trames vertes et bleues du territoire communal*

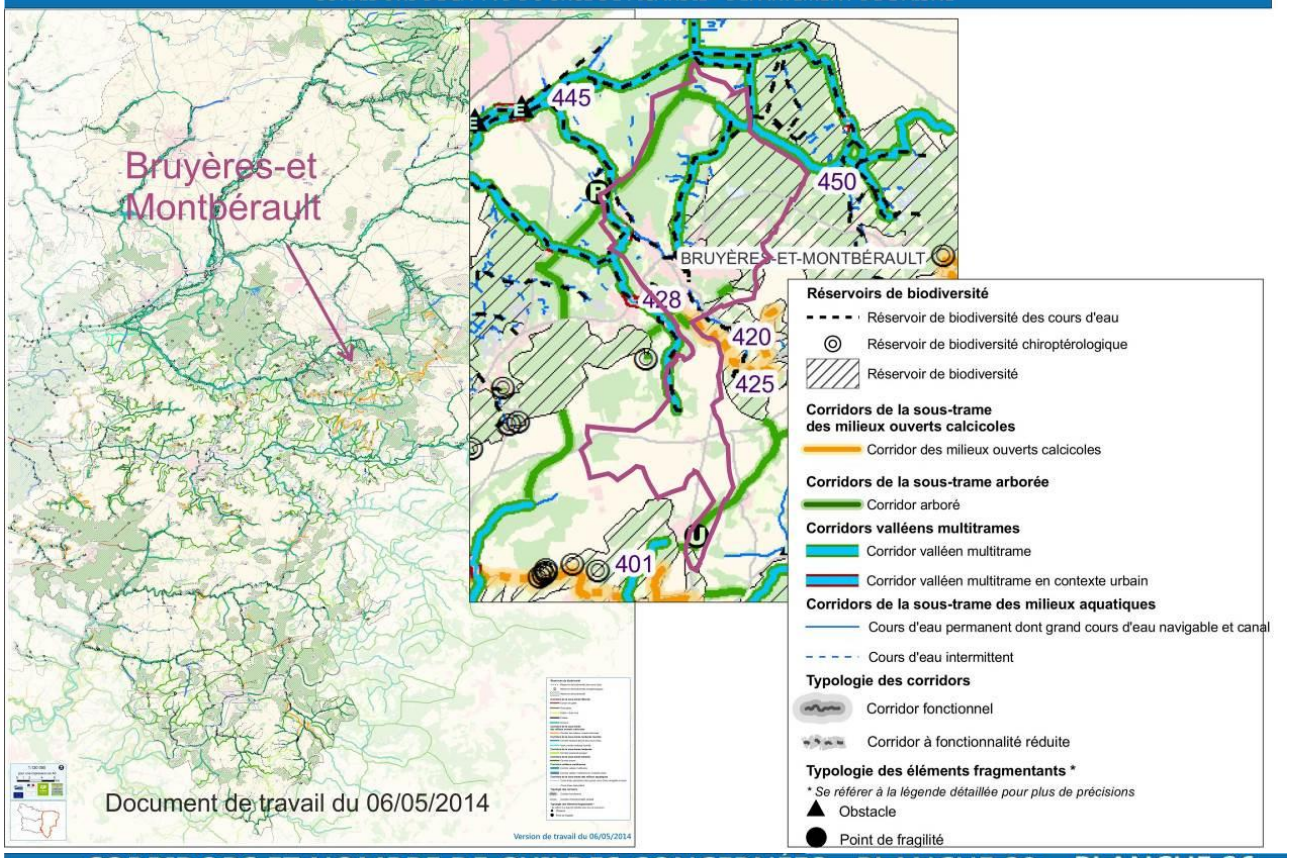
*La principale mesure du Grenelle de l'Environnement consiste en l'instauration de la Trame verte et bleue (TVB), afin de relier par des corridors écologiques, les réservoirs de biodiversité, espaces où elle est la plus riche et la plus diversifiée. Ces liaisons linéaires ou discontinues recouvrant des espaces publics et privés permettent aux espèces, remarquables comme ordinaires, de circuler et d'interagir et aux écosystèmes de maintenir voire développer leur fonctionnalité. Elle regroupe les réservoirs de biodiversité (parfois appelés zones nodales ou cœur de nature) et les corridors écologiques les reliant.*

La Région Picarde élabore actuellement un Schéma Régional de Cohérence Ecologique ; ce document vise à inventorier le patrimoine naturel national et proposer différentes mesures pour assurer sa préservation et, éventuellement, sa remise en état.

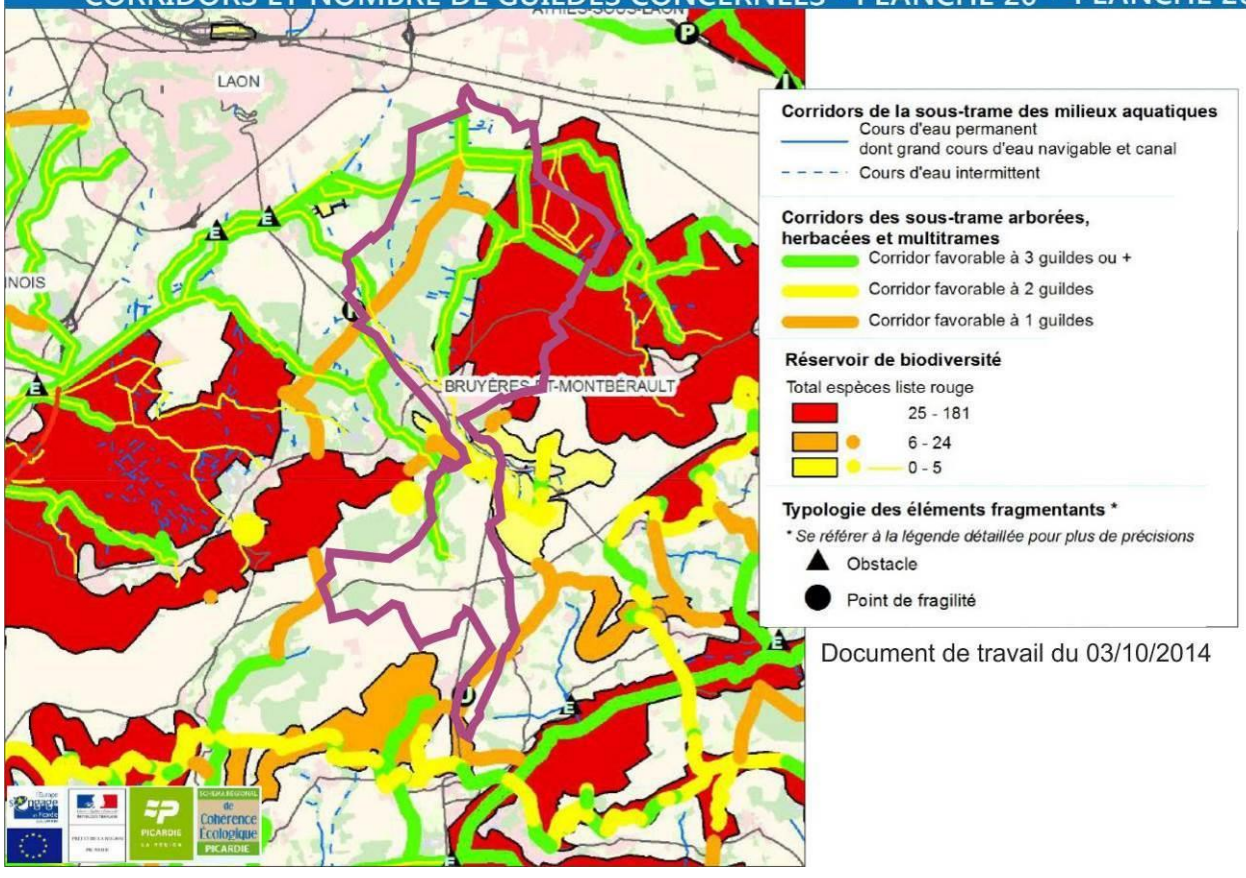
*La trame verte est définie dans le cadre du Grenelle de l'environnement comme un « outil d'aménagement du territoire qui permettra de créer des continuités territoriales ». Elle est complétée par une trame bleue formée des cours d'eau et masses d'eau et des bandes végétalisées généralisées le long de ces cours et plans d'eau. L'objectif de la trame verte et bleue est d'assurer une continuité biologique entre les grands ensembles naturels et dans les milieux aquatiques pour permettre notamment la circulation des espèces sauvages.*

La trame verte est très étendue sur le territoire. Elle se compose des différents boisements qui dessinent les coteaux abrupts ainsi que les étendues boisées accompagnant le réseau de rus qui maille le Nord du territoire communal. Ces rus, ainsi que leur exutoire : le ruisseau du Polton et leurs abords constituent la trame bleue de BRUYERES.

CORRIDORS DE LA TVB DU SRCE DE PICARDIE - DÉPARTEMENT DE L'AISNE




CORRIDORS ET NOMBRE DE GUILDES CONCERNÉES - PLANCHE 20 - PLANCHE 26



Ces trames participent au maintien de la biodiversité et assurent un cadre de vie agréable aux habitants.

Les fronts bâtis, bien que perméables pour la petite faune, sont des obstacles au déplacement des espèces, c'est pourquoi il est important de préserver des coupures d'urbanisation entre les communes. On remarque sur le territoire que le passage des départementales 516 et 967 sont susceptibles de constituer des obstacles aux continuités écologiques, notamment vis-à-vis des corridors écologiques potentiels identifiés par la DREAL.

## 2.3 - Les risques naturels

### *a) Zones à risque*

L'article L.121-1 du code de l'urbanisme impose notamment aux communes de prendre en compte les risques naturels et les risques technologiques.

Le PLU se doit de préserver les terrains connaissant des risques. Depuis l'arrêté du 29 décembre 1999 pris sur l'ensemble du département de l'Aisne (tempête de 1999), deux arrêtés de catastrophe naturelle ont été pris sur la commune :

| Type de catastrophe | Date de l'arrêté |
|---|---|
| Inondation et coulées de boue | 21/07/2000 |
| Inondation et coulées de boue | 25/10/2000 |

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs a été approuvé par arrêté préfectoral du 18 février 2014. La commune y figure au titre des risques d'inondation et de coulées de boue.

Les risques majeurs recensés de la commune ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2015.

Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) concernant la commune a été notifié par le Maire le 24 octobre 2011. Le Document d'Information Communal des populations sur les Risques Majeurs (DICRIM) a été notifié le 5 avril 2013.

Le risque d'inondation était autrefois récurrents à BRUYERES, notamment au Nord du village (carrefour avenue de Verdun – Porte de Paris et Cité Gaston Vendôme). Ce problème semble résolu en partie grâce à la création d'un boulevard de contournement qui a tenu compte des problèmes existants d'évacuation des eaux pluviales et à

l'aménagement de bassins de rétention qui permettent de recueillir les eaux arrivant notamment de l'Ouest du village (versants Est et Nord du Mont Pigeon).

### *b) Plan de Prévention du Risque Inondations*

La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT est comprise dans le périmètre du Plan de Prévention des Risques Inondation et Coulées de Boue du Sud est Laonnois, approuvé le 19 novembre 2015.

Le Plan de Prévention des Risques est un document élaboré par l'État qui permet de réglementer l'utilisation des sols en fonction des risques naturels auxquels ils sont soumis. Ce plan a pour objet de délimiter les zones directement exposées aux risques selon la nature et l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation ou, si ces opérations sont autorisées, de définir les conditions dans lesquelles elles peuvent l'être. Il comprend notamment un document graphique et un règlement précisant les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables dans chacune des zones ainsi que les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde. Ce PPR s'applique sur une large partie du territoire. Le zonage règlementaire distingue trois types de zones :

- Les zones « rouges » qui demeurent inconstructibles sauf cas particuliers. Elle inclut les zones les plus exposées - où les inondations par débordement de ru, les phénomènes de ruissellement et de coulées de boue sont redoutables en raison de l'urbanisation et de l'intensité de leurs paramètres physiques - et les zones d'expansion des crues, quelle que soit la hauteur d'eau ;

- Les zones « bleues » qui restent constructibles sous conditions. Elles incluent les zones urbanisées inondables (par débordement de ru) ou exposées aux phénomènes de ruissellement et coulées de boue, sauf degré d'exposition exceptionnel.

- La zone blanche qui correspond aux territoires n'appartenant pas aux autres zones.

Les coteaux bordant le village du côté Est (lieux-dits « Les Gueules » et « Le Champ des Pies ») ainsi que les abords des rus traversant BRUYERES sont classés en zone rouge, respectivement au titre des coulées de boue et d'inondation. Ces zones sont les plus fortement exposées aux risques.

Les secteurs des Ouies, La Fontaine minérale, Rue des Percheries et Rue de la Croisette sont concernés par la zone bleue. Cette zone englobe les zones urbanisées inondables. La

construction y est donc possible mais sous réserve du respect de prescriptions et de recommandations tenant compte des risques.

### *c) Cavités*

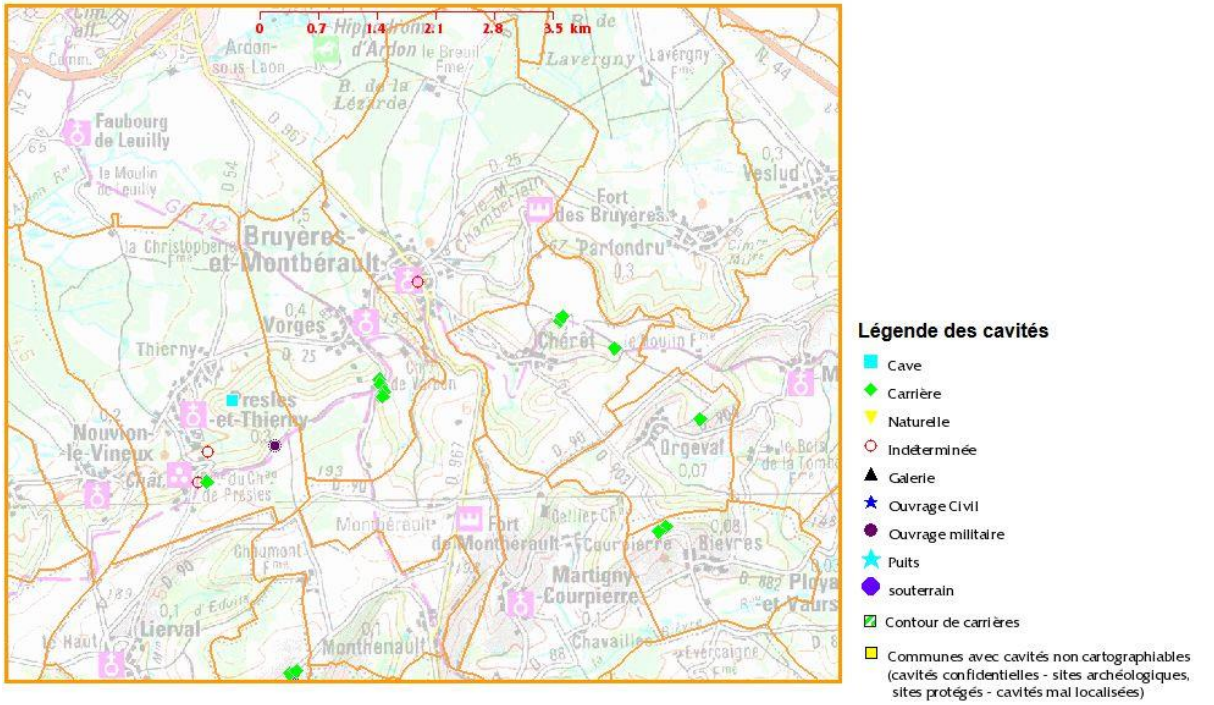
*« Les communes ou groupements compétents en matière de documents d'urbanisme élaborent, en tant que de besoin, des cartes délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol » (loi n°2003-699 du 30 juillet 2003).*

Les Ministères de l'Environnement et de l'Industrie ont sollicité le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), afin de collecter les informations disponibles sur les cavités souterraines abandonnées et sur les conséquences de leur dégradation. Des questionnaires ont été adressés à l'ensemble des communes, et ont permis l'établissement d'une liste qui recense toutes cavités souterraines connues.

Une cavité est inventoriée sur la commune ; il s'agit d'un orifice visible, situé au Sud-Ouest du bourg.

*A noter que cette liste n'est pas exhaustive ; il est possible que des cavités existantes ne soient pas recensées.*

## Cavités souterraines



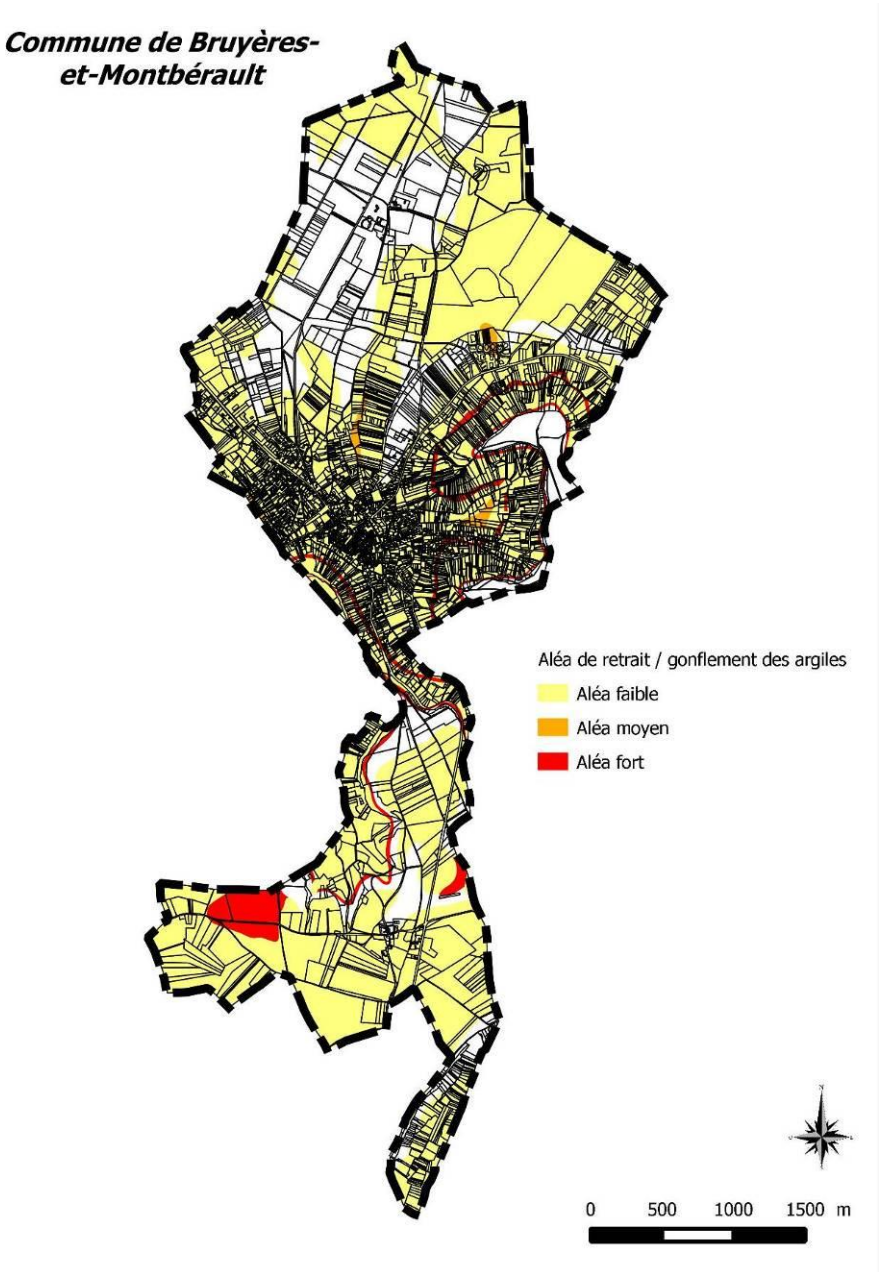

### *d) Aléa de retrait/gonflement des argiles*

Ce risque est directement lié aux propriétés physiques des argiles. En effet, les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements en périodes humides et des tassements en périodes sèches.

Ce phénomène de retrait-gonflement provoque des tassements différentiels qui affectent essentiellement les constructions d'habitations individuelles, notamment pour les raisons suivantes :

- ✓ les fondations relativement superficielles de ces bâtiments, par rapport à des habitats collectifs, les rendent plus vulnérables à des mouvements du sol d'assise ;
- ✓ la plupart de ces constructions sont réalisées sans étude géotechnique préalable qui permettrait de concevoir les bâtiments en tenant compte du risque associé.

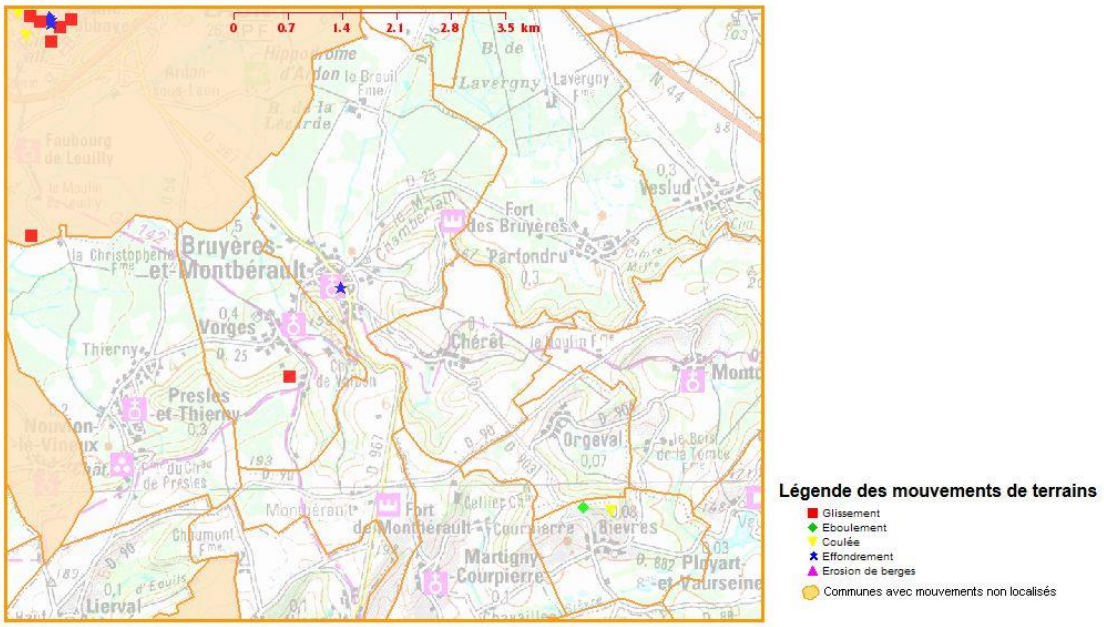
Du fait de la nature du sous-sol, BRUYERES-ET-MONTBERAULT est touchée par ce phénomène. L'aléa est faible ou nul sur une large partie du territoire, à l'exception des fossés, rus et rebord de coteau où il s'intensifie (aléa moyen et fort).




## e) Mouvements de terrain

La cartographie des mouvements de terrain signale la présence de ce phénomène sur le territoire communal. Un risque d'effondrement est localisé au cœur du village (Rue des Caves).




## *f) Remontées de nappe phréatiques*

Le site « www.inondationsnappes.fr » fournit des cartes de sensibilité au phénomène de remontées de nappes.

La sensibilité au risque de remontées de nappe est très variable sur l'ensemble du territoire communal : le risque est nul sur les coteaux et le plateau de MONTBERAULT mais la nappe est sub-affleurante sur la pointe Nord du territoire ainsi qu'au niveau du village.

## *f) Risque sismique*

Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français a classé l'intégralité du département de l'Aisne, à l'exception de sa frange nord (zone de sismicité faible), en zone de sismicité très faible (1).

BRUYERES-ET-MONTBERAULT s'inscrit dans cette zone de sismicité très faible (1), et n'est donc soumise à aucune contrainte particulière.

# 3] Le patrimoine bâti

## 3.1 - Organisation des zones bâties

BRUYERES-ET-MONTBERAULT présente une configuration relativement étirée du tissu bâti. Alors que le centre historique s'est implanté au pied du Mont Pigeon, au bord de la rivière du Polton, les extensions contemporaines se sont réalisées de manière très effilées le long des voies de communications, contraintes par la topographie et la nature humide des terrains.

L'ancien site médiéval est caractérisé par un bâti et un réseau viaire denses délimité par la Rue du Tour de Ville, vestige des anciens remparts. Le village s'est développé à partir d'un cœur historique centré sur l'église et la mairie, le long de la Rue de la Porte de Reims et de la Porte de Laon, autour de la Place Marcy, de la Place du Général de Gaulle, de la Place de la Mutte, Rue du Parvis… Les constructions anciennes sont également implantées le long des voies suivantes : Rue Henri 4, Rue des Chandeliers, Rue de la Germerie, Rue du Tilleul, Rue des Etuves, Rue des Hauts Monts, Rue de Vauclerc, Rue des Caves et Rue du petit Fort. L'implantation de ce centre ancien est particulière ; les constructions ont été réalisées sur la base d'une trame viaire orthogonale.

La croissance de l'habitat s'est faite progressivement autour de ce noyau, notamment le long de la Route de Chérêt, de la Rue des Chanteraines, Rue de la Sonnette, Place du 14 juillet, Rue de la Batterie, Avenue de Verdun, Rue de la Gare, Rue Vandorme et Rue du Polton.

En plus de ces extensions réalisées pour répondre à la demande de résidence, la configuration étirée du bourg est également liée au développement des bâtiments d'activités le long de la RD 967, dans le prolongement de la Rue de la Porte de Laon, vers le Nord-Ouest.

En dehors du bourg, on retrouve un groupement de constructions au niveau de MONTBERAULT et une ancienne ferme au Nord du territoire (lieu-dit Le Breuil).



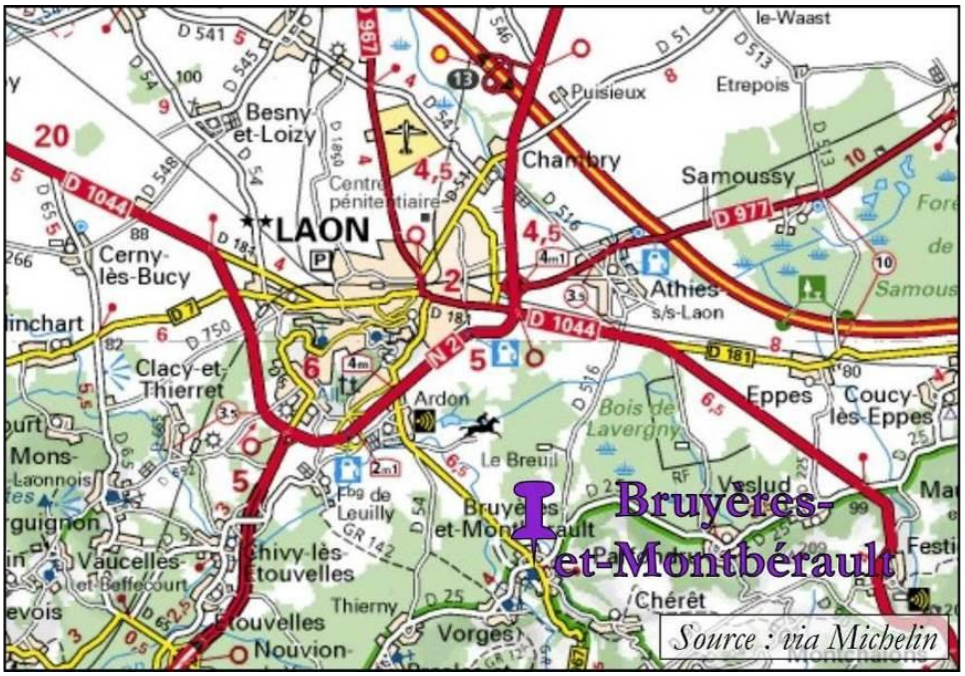

*Source : www.geoportail.fr*

## 3.2 - Desserte de la zone bâtie

La commune est traversée par plusieurs départementales :

- La départementale 967 qui relie Laon au Nord à Monthenault au Sud (vers Fismes/Chamouille/Base de loisirs de l'Ailette) ;
- La départementale 25 qui longe les communes du piedmont et relie Presles-et-Thierny, Vorges, Parfondru et Veslud ;
- La départementale 516 qui rejoint Athies-sous-Laon ;
- La départementale 90 qui traverse le territoire au niveau de MONTBERAULT.

Ces routes ne sont pas classées à grande circulation. La route 967 est la plus fréquentée : elle enregistre un trafic de moins de 5 000 véhicules / jour en 2009 dont 3% concerne les poids lourds.




La desserte interne des zones bâties semble suffisamment dimensionnée. BRUYERES et le hameau de MONTBERAULT sont desservis par un réseau de rues, assurant le bouclage du village et du hameau. Seuls quelques secteurs se terminent en impasse : Impasse des

Genets, Rue du Puit Bériol, Sente des Chanteraines, Chemin de la Maladrie ; les extensions Rue Henri Kinet et Rue François Mitterand, par exemple, sont organisées autour de placettes, limitant les difficultés de circulation.

Grâce à la réalisation du contournement, la circulation est améliorée[28] ; la sécurité des habitants est mieux assurée. Cet aménagement permet désormais d'éviter le centre-ville de BRUYERES. La mise en place de la déviation a permis de rénover la voirie du Nord au Sud du village et la Rue Arsène Houssaye. Les trottoirs sont sécurisés et accessibles aux personnes à mobilité réduite Place Marcy, Rue du Marais et Rue de la Porte de Reims.

Le nouveau giratoire a supprimé un dangereux point noir à l'intersection des routes d'Athies et de Parfondru. Le bruit lié la circulation en centre-ville et la gêne occasionnée pour les riverains sont également supprimés.

Entre 2008 et 2012, deux accidents ont eu lieu sur la commune, sur la RD516 ; ils ont provoqué deux blessés hospitalisés.

Concernant les transports en commun, BRUYERES est desservie par la ligne 510 / Laon – Reims (ligne régulière interurbaine), organisée par la Régie départementale des Transport de l'Aisne (RTA) ; les arrêts sont situés au niveau de l'école et près du café.

Des services de transports scolaires sont organisés par le département.

► Le porter à connaissance attire l'attention sur la nouvelle déviation de la RD 967 : cet axe ne doit pas être franchi par l'urbanisation ni devenir une voie de desserte aux zones urbanisées. La commune veillera également à la sécurité routière au niveau de Montbérault et aux conditions d'accès sur les rd 967 et 90.

### *Capacités de stationnement*

En journée, la plupart des véhicules sont stationnés sur l'espace public, sur les trottoirs dans le village ou sur des parkings organisés. Des possibilités de stationnement sont offertes :

[28] Lors des comptages routiers réalisés en 2006 (avant le contournement), on comptabilisait 5 023 véhicules/jour au Nord de BRUYERES et 2 823 véhicules/jour au Sud.

| | Nombre de places | Places handicapés |
|---|---|---|
| Place du Général de Gaulle | 30 places matérialisées | |
| Place des Leups | 16 places matérialisées | 1 |
| Place Marcy | 6 places matérialisées | |
| Place du Parvis | 12 places matérialisées | |
| Place de la Mutte | 6 places matérialisées | 1 |
| Place des Déportés | 9 places matérialisées | 1 |
| Rue du Marais | 22 places non matérialisées | 1 |
| Tour de Ville | 15 places environ | |
| Rue Porte de Reims | 8 places matérialisées | |
| Place du Puit Bériol | Quelques places non matérialisées pour les riverains | |
| Rue Tissreands et rue des Chanvriers | Quelques places pour les riverains | |
| Rue du Tilleul | Une dizaine de places non matérialisées | |
| Rue des Chanvriers | 5 places non matérialisées | |
| Avenue de Verdun | 8 places matérialisées | 1 |
| Total | Près de 100 places matérialisées<br>+ 50 places non matérialisées | 5 |

Depuis quelques années, la commune a créé ou réaménagé plusieurs aires de stationnement : Avenue de Verdun, Tour de Ville-Est, Place de la Mutte, Place des Déportés, soit plus d'une dizaine de places.

Le conseil municipal a renforcé la taxation pour non création de places de stationnement dans le cadre des opérations immobilières de rénovation des logements dans le centre-bourg. En portant cette taxe à 4 000 euros par emplacement, le conseil a voulu mettre en place une véritable mesure de dissuasion face à la multiplication des véhicules sans garage privé qui encombrent les rues et les places du centre.

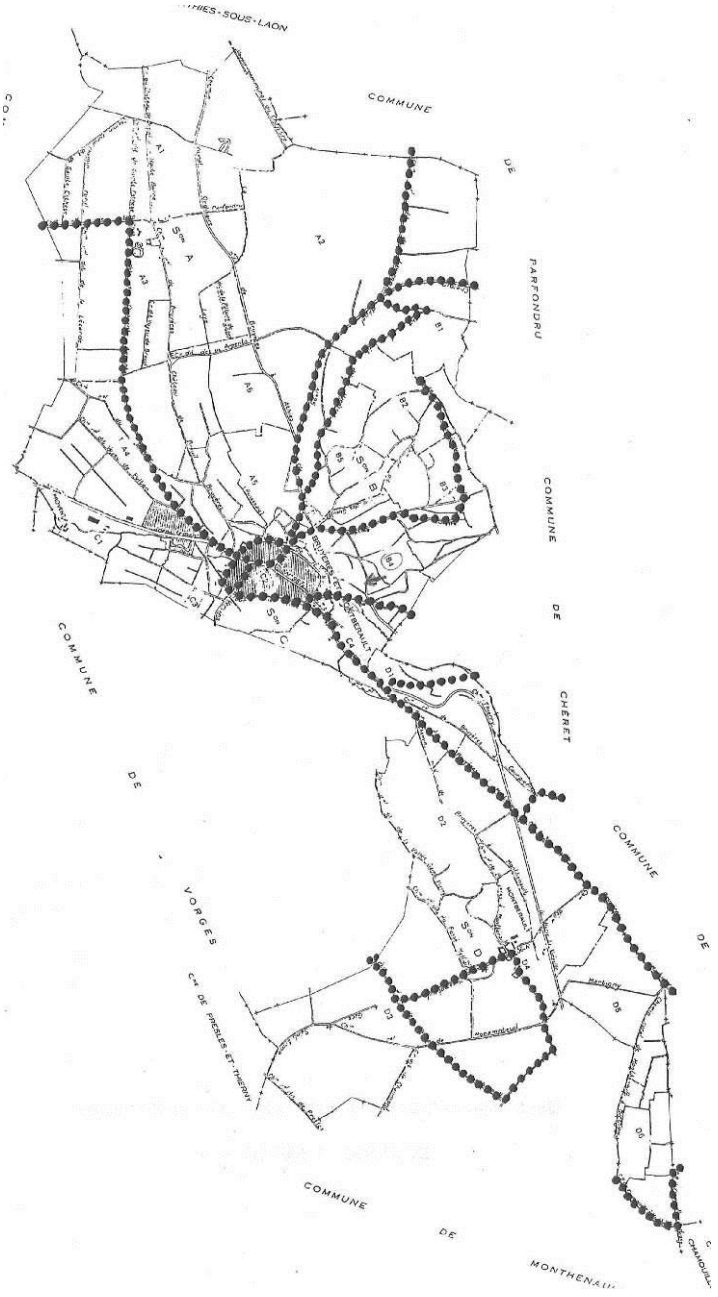
Les entreprises situées en limite communale avec Laon disposent chacune de parking destiné à recevoir leur clientèle ; leur dimensionnement est conforme à leur besoin.

### *Plan Départemental d'Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR)*

Le territoire communal compte plusieurs chemins inscrits au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenades et de Randonnées, approuvé par le conseil général le 22 novembre 1994. La commune a également inscrit d'autres chemins par la délibération du 15 novembre 1993.

Ces sentiers sont protégés juridiquement et ne peuvent être supprimés ou aliénés sans création d'un itinéraire de substitution. Sont concernés les itinéraires de randonnée et de promenades suivants :

- Le chemin rural dit de Lavergny ;
- Le chemin rural dit des Hardsons ;
- Le chemin rural de BRUYERES à Martigny ;
- Le chemin rural de Vorges à Monthenault (circuit des vendangeoirs pour partie et circuit du Pays d'accueil du Laonnois) ;
- Le tour de Ville (Circuit du Pays d'accueil du Laonnois pour partie) ;
- Le chemin rural dit des Aurante arpents (Circuit du Pays d'accueil du Laonnois pour partie) ;
- Le chemin rural de Laon à Parfondru (Circuit du Pays d'accueil du Laonnois pour partie) ;
- Le chemin rural dit de Chamouille à Martigny (Circuit du Pays d'accueil du Laonnois pour partie) ;
- Le chemin rural dit de Chamouille à Montbérault.




La commune est également traversée par les GR 142 et 12A. Différents parcours sont proposés[29] :

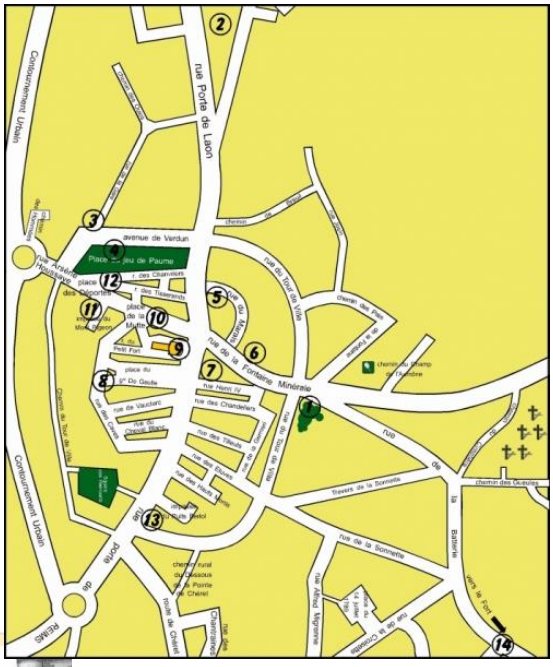
- « BRUYERES, ville franche derrière ses remparts » ;
- « Sous la montagne couronnées » ;
- « D la Montagne couronnée au chemin des Dames » ;

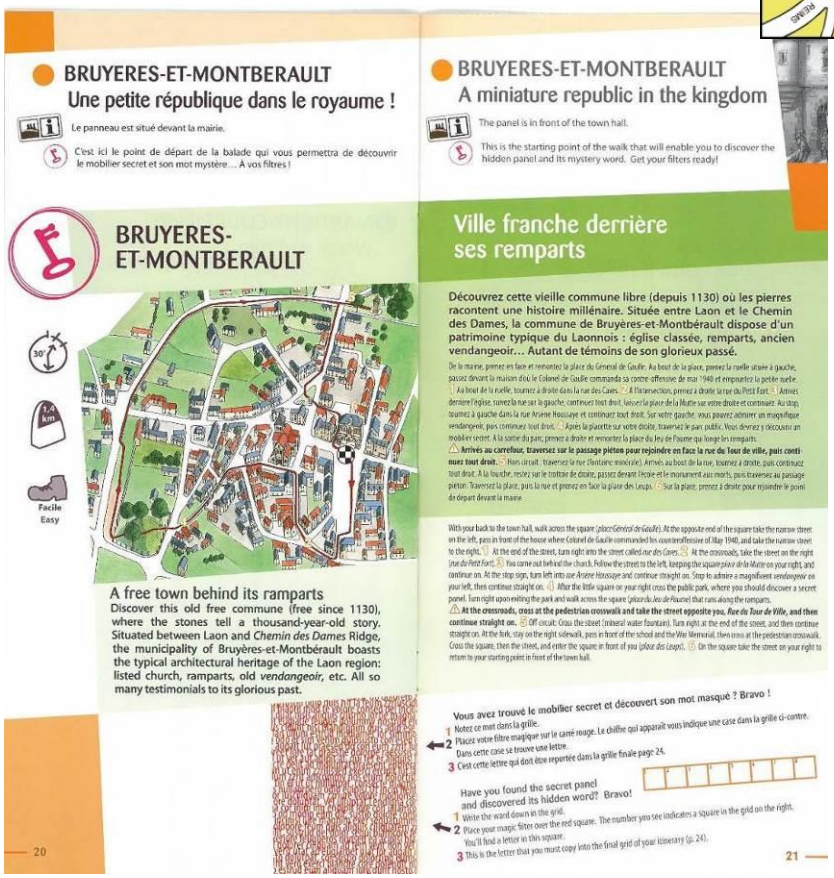
[29] Voir fiches parcours : www.randonner.fr.

- Mais aussi de parcours cyclistes : « L'Aisne à vélo : la route stratégique » et « Les vendangeoirs à VTT ».

Le circuit touristique des Collines du Laonnois passe par BRUYERES. Il s'étend sur une douzaine de village et vise la mise en valeur du mobilier et des édifices, liés à l'histoire des évêques de Laon[30].

Un circuit est également proposé par la commune pour découvrir le patrimoine local : la fontaine minérale (1), le Château de Parisis (2), l'ancienne gare (3), le jeu de paume (4), la vieille maison de la Rue du Marais (5), le monument aux morts (6), la mairie (7), la maison visitée par De Gaulle (8), l'église Notre Dame (9), la place de la Mutte (10), l'ancien vendangeoir (11), la place des déportés (12), l'effigie de Henri IV située Rue du Puit Bériol (13) et le Fort (14).





BRUYERES-ET-MONTBERAULT
Une petite république dans le royaume !
Le panneau est situé devant la mairie.
C'est ici le point de départ de la balade qui vous permettra de découvrir le mobilier secret et son mot mystère… A vos filtres !
BRUYERES-ET-MONTBERAULT
A miniature republic in the kingdom
The panel is in front of the town hall.
This is the starting point of the walk that will enable you to discover the hidden panel and its mystery word. Get your filters ready!
BRUYERES-ET-MONTBERAULT
Ville franche derrière ses remparts
Découvrez cette vieille commune libre (depuis 1130) où les pierres racontent une histoire millénaire. Située entre Laon et le Chemin des Dames, la commune de Bruyères-et-Montbérault dispose d'un patrimoine typique du Laonnois : église classée, remparts, ancien vendangeoir… Autant de témoins de son glorieux passé.
Facile
Easy
A free town behind its ramparts
Discover this old free commune (free since 1130), where the stones tell a thousand-year-old story. Situated between Laon and *Chemin des Dames* Ridge, the municipality of Bruyères-et-Montbérault boasts the typical architectural heritage of the Laon region: listed church, ramparts, old *vendangeoir*, etc. All so many testimonials to its glorious past.
Vous avez trouvé le mobilier secret et découvert son mot masqué ? Bravo !
Have you found the secret panel and discovered its hidden word? Bravo!
20
21

Le Pays de Laon – Monts et Merveilles propose aussi plusieurs parcours pour découvrir le laonnois ; l'un d'eux passe par BRUYERES : « BRUYERES-et-MONTBERAULT : Une Petite République dans le Royaume ! »

[30] Fiches de présentation du circuit en annexe.

## 3.3 - Caractéristiques principales des constructions

### *a) Époques de construction*

Le parc de logements n'est pas très ancien à BRUYERES. 39% des résidences principales ont été construites avant 1949. On distingue le bâti ancien dans la composition urbaine par l'architecture et les matériaux employés, et particulièrement avec le recours de la pierre. Le village ancien présente un caractère rural et architectural marqué par son passé et ses origines médiévales. Spatialement, les constructions les plus anciennes sont situées autour de l'église et de la Mairie. Les habitations plus récentes ont été réalisées dans le prolongement de ce noyau ancien.

### *b) Implantation des constructions*

Les constructions anciennes sont implantées en limite de propriété, très souvent appuyées sur les limites séparatives et la voirie. Elles sont imbriquées les unes dans les autres, laissant peu d'espaces non imperméabilisés. En cas de retrait, un mur de pierre redessine souvent l'alignement. De nombreux murs en pierres sont encore en très bon état et doivent être préservés.

A contrario, les constructions récentes, entourées de leurs jardins, ont été bâties en retrait par rapport à la voirie puis au fil du temps, également en retrait des limites séparatives.

### *c) Hauteur et volume des constructions*

Les hauteurs des constructions sont relativement comparables quelque soit la période de construction. Elles présentent au plus 2 étages plus combles. Au cours des opérations de lotissements les plus récentes, les maisons sont plus souvent à 1 étage plus combles aménagés.

### *d) Toitures et matériaux de couverture des constructions*

Que ce soit pour les constructions anciennes ou récentes, la toiture est généralement à deux pans, parfois coupés sur les constructions anciennes et agrémentés de chiens assis ou de châssis de toit. La couverture est faite soit en ardoises, soit en tuiles dont la couleur varie de rouges à brunes.

### *e) Façades des constructions*

Cette composante est essentielle pour distinguer les périodes de construction des bâtiments : la pierre constitue le matériau principalement employé pour le bâti ancien. Le

bâti récent, situé pour l'essentiel en périphérie du village, apparaît lisse et souvent couvert d'un enduit clair.

### *f) Espaces publics*

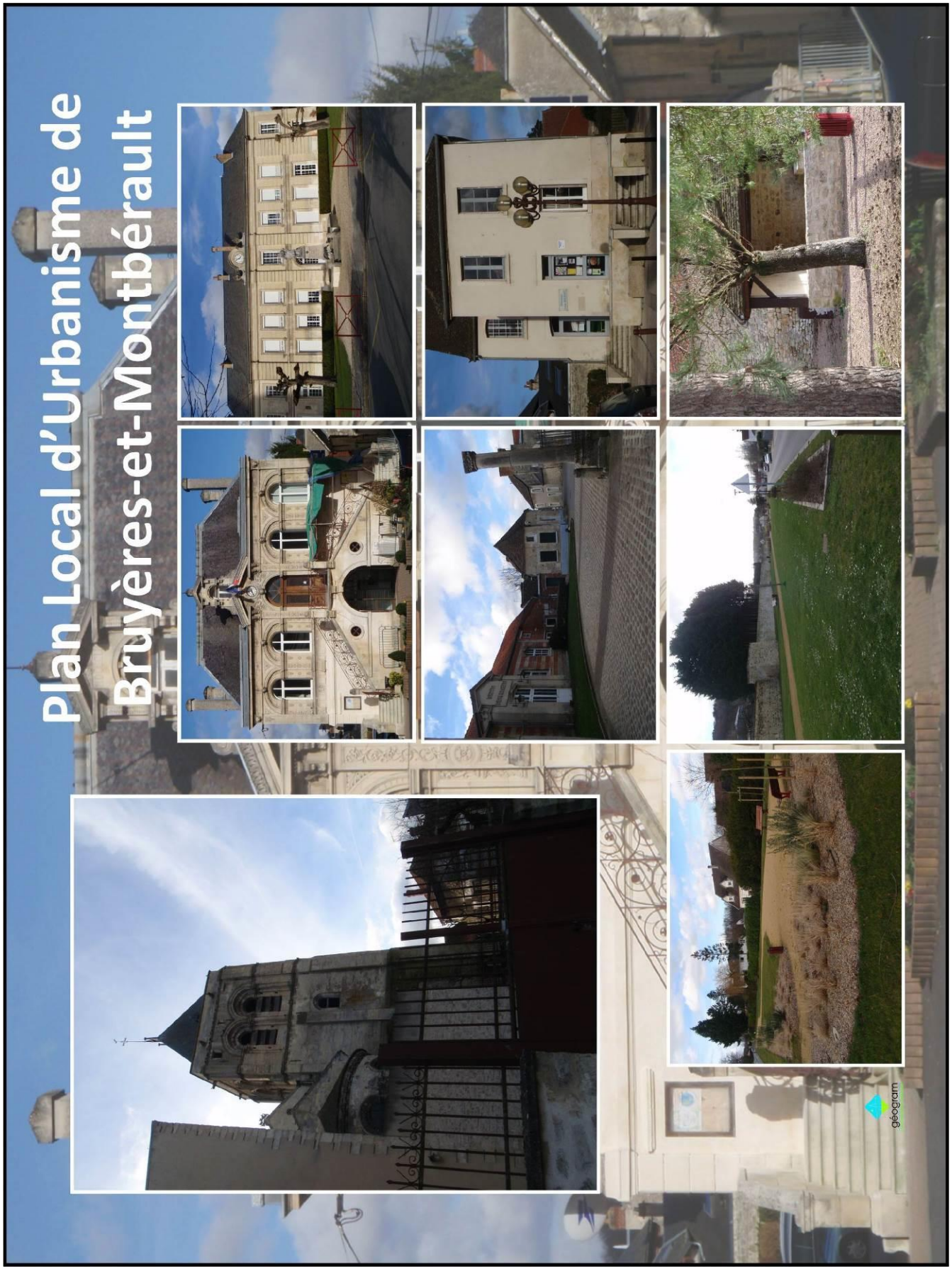
Les espaces publics sont très bien entretenus et mis en valeur. Grâce aux travaux réalisés pour le contournement, les réseaux électriques et téléphoniques ont été enterrés, et les espaces publics réaménagés : Place du jeu de paume, Place des Déportés, Rue Arsène Houssaye, square public et espace réservé aux enfants.

BRUYERES a obtenu en 2013, le premier prix départemental des communes fleuries.



# Plan Local d'Urbanisme de Bruyères-et-Montbérault


Plan Local d'Urbanisme de Bruyères-et-Montbérault
géogram
STOP


Plan Local d'Urbanisme de
Bruyères-et-Montbérault
géogram

Plan Local d'Urbanisme
de Bruyères-et
Montbérault

*3ème Partie :*

# Présentation et justification du Projet d'Aménagement et de Développement Durables



# 1] Synthèse des éléments du diagnostic et explication des enjeux définis dans le PADD et le règlement

Au regard des différentes composantes communales développées dans les deux premières parties de ce document (données socio-économiques, environnement naturel, environnement physique…), les principaux points du diagnostic pour la commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT sont les suivants :

## 1.1 - Diagnostic environnemental

Un environnement naturel entraînant de fortes contraintes de développement :

| Détermination des enjeux | Prise en compte dans le PLU |
|---|---|
| **Les zones à risque** | |
| → **Les risques naturels**<br>Le territoire communal de BRUYERES-ET-MONTBERAULT est concerné par le PPR Inondation et Coulées de boue du Sud Est Laonnois. Ce document permet d'identifier les zones à risque. Le zonage du PPR touche la zone bâtie.<br>Sont également recensés les risques suivants :<br>- l'aléa retrait-gonflement des argiles ;<br>- une cavité ;<br>- le risque de remontées de nappe ;<br>- un risque d'effondrement.<br>→ **Installations Classées**<br>Aucune activité générant des périmètres d'isolement n'est présente sur la commune. | ✓ Inventaire des zones exposées aux risques.<br>✓ Maîtrise de l'urbanisation dans les secteurs recensés et à proximité.<br>✓ Prise en compte du règlement du PPR. |
| **Le bruit** | |
| Aucune activité n'est considérée comme bruyante à BRUYERES-ET-MONTBERAULT. | ✓ Interdire les Installations Classées pour la Protection |

| | |
|---|---|
| | de l'Environnement susceptibles de générer des nuisances (telles que le bruit) dans les zones d'habitat. |

## L'air

| | |
|---|---|
| Mieux maîtriser et réduire l'exposition à la pollution de l'air extérieur est une nécessité compte tenu de l'impact reconnu sur la santé humaine.<br>☞ Aucune activité n'est considérée comme polluante. | ✓ Interdire les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement susceptibles de générer des nuisances dans les zones d'habitat. |

## L'eau, l'assainissement et les déchets

| | |
|---|---|
| ➝ **La ressource en eau**<br>L'eau provient d'un captage situé sur le territoire communal et dotés des périmètres de protection règlementaires.<br><br>➝ **Assainissement**<br>L'assainissement est de type collectif. Seuls les écarts sont assainis en mode autonome.<br>Une nouvelle station d'épuration est prévue sur le territoire communal. | ✓ Définition des objectifs d'accueil de nouveaux habitants en cohérence avec les capacités des réseaux.<br>✓ Tenir compte des périmètres de protection des captages et des dispositions s'y appliquant.<br>✓ Prévoir un emplacement réservé pour la réalisation de la station. |

## 1.2 - Diagnostic paysager et patrimonial

La qualité des espaces naturels et urbains est indiscutable. Le PLU doit tenir compte de ces caractéristiques et les mettre en valeur, grâce aux différents outils qu'il offre.

| Détermination des enjeux | Prise en compte dans le PLU |
|---|---|
| ☞ **Favoriser l'intégration des nouvelles constructions dans le paysage (hauteur, matériaux de constructions, mode** | ✓ Réglementer les articles permettant de satisfaire à ces objectifs (article 11 sur les aspects |

| | |
|---|---|
| **d'implantation, etc…).** | extérieurs). |
| ☞ **Protéger les zones à risque de l'urbanisation nouvelle.** | ✓ Identification des zones à risques pour les préserver. |
| ☞ **Protéger les espaces naturels inventoriés (ZNIEFF, ENS, Natura 2000…) et maintenir les corridors écologiques.** | ✓ Réalisation d'une évaluation environnementale.<br>✓ Classement en zone naturelle des secteurs les plus sensibles pour les préserver de l'urbanisation. |
| ☞ **Protéger de l'urbanisation nouvelle les secteurs boisés du paysage pour leur rôle paysager et garantir la stabilité des sols.** | ✓ Classement en zone naturelle et en espaces boisés. |
| ☞ **Privilégier la densification au développement linéaire de l'urbanisation.** | ✓ Encourager les constructions au cœur ou à proximité de l'enveloppe urbaine actuelle.<br>✓ Définir des possibilités d'accueil dans la continuité du bourg.<br>✓ Dimensionner les zones d'urbanisation, en cohérence avec les objectifs fixés par la municipalité. |

## 1.3 - Diagnostic démographique et socioéconomique

### L'habitat

L'analyse démographique met en évidence :

- ☐ Une progression constante de la population depuis 1968, essentiellement lié au solde migratoire :

| Année | Nombre d'habitants | Croissance totale | Croissance annuelle |
|---|---|---|---|
| 1990 | 1 410 | 11,49 % | 0,52 % |
| 2011 | 1 572 | | |

- ☐ Une baisse notable de la taille des ménages, passant de 2,78 en 1990 à 2,3 en 2011 ;
- ☐ Une tendance au vieillissement de la population : la part des plus de 45-59 ans est passée de 16% à 22% entre 1990 et 2011 ;

☐ Une forte augmentation du nombre de résidences principales pour répondre à l'augmentation de la population et la baisse de la taille des ménages.

| Année | Nombre de résidences principales | Croissance totale | Croissance annuelle |
|---|---|---|---|
| 1990 | 507 | 32,74 % | 1,36 % |
| 2011 | 673 | | |

☐ Une situation géographique favorable, BRUYERES-ET-MONTBERAULT étant notamment limitrophe de la ville de Laon.

## Détermination des enjeux

☐ **Permettre l'accueil de nouveaux habitants, en tenant compte des caractéristiques villageoises de BRUYERES-ET-MONTBERAULT ;**

☐ **Définir des possibilités de développement en cohérence avec le niveau des réseaux ;**

☐ **Privilégier la densification.**

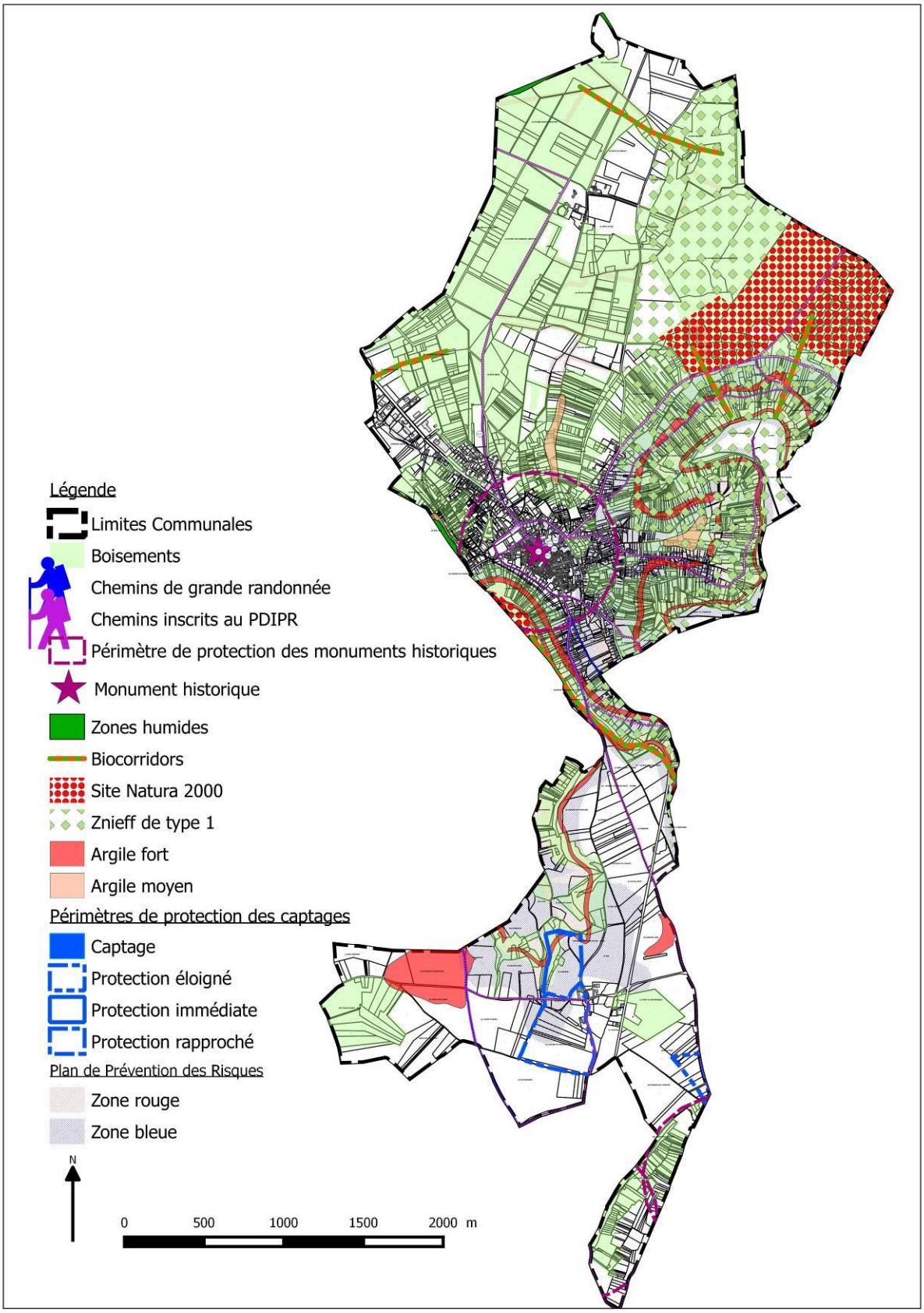
| Détermination des enjeux | Prise en compte dans le PLU |
|---|---|
| **Les activités économiques** | |
| → **Les activités agricoles** | |
| L'activité agricole est présente et essentiellement orientée vers les productions de céréales et d'oléo-protéagineux.<br>On recense 3 sièges d'exploitation à BRUYERES-ET-MONTBERAULT. La commune souhaite donner les moyens aux exploitants de pérenniser leurs activités et leur offrir des possibilités d'évolution et de diversification, nécessaires à l'adaptation aux rapides mutations de ce secteur. | ✓ Protéger les espaces agricoles par un zonage et une réglementation spécifique.<br>✓ Répondre aux besoins des exploitants. |
| → **Les activités artisanales et commerciales** | |
| La commune compte une quarantaine d'établissements dont elle souhaite faciliter le développement mais aussi en accueillir de nouveaux. | ✓ Définir un zonage adapté pour permettre le développement des activités existantes et en accueillir de nouvelles.<br>✓ Proposer un règlement permettant l'installation de nouvelles activités (tant qu'elle n'apporte aucune gêne au voisinage). |

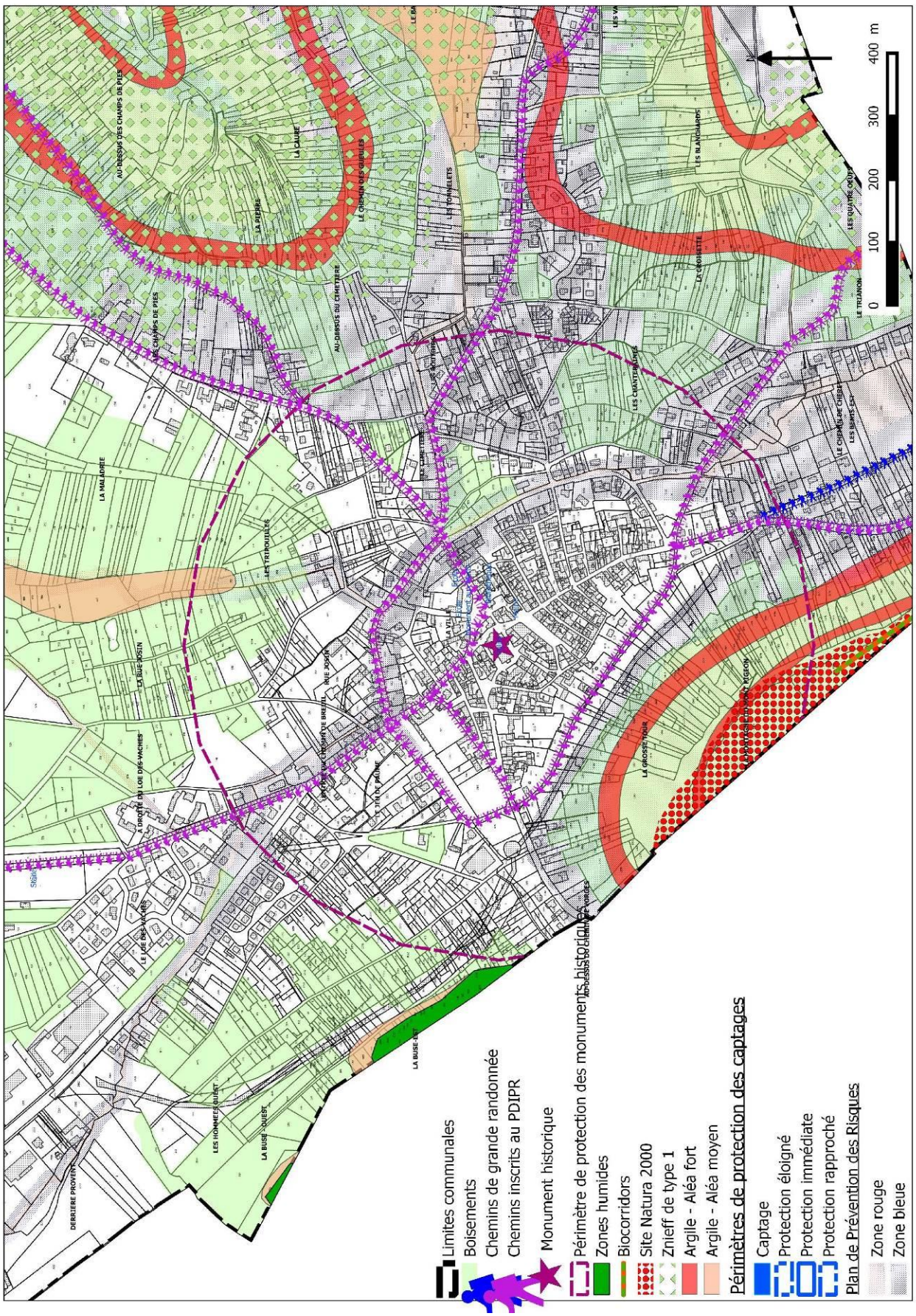
# Les déplacements

☞ **Prise en compte de la sécurité routière.**

☞ **Maintien des chemins de promenades.**

- ✓ Soumettre l'aménagement des zones d'extension aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (réalisation de plantations, accès et desserte…).
- ✓ Prévoir des emplacements réservés pour améliorer le stationnement.
- ✓ Prise en compte des chemins inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées et création de nouveaux cheminements d'intérêt local, au plan de zonage du PLU.
- ✓ Réglementation des accès et des voiries.
- ✓ Fixation d'un nombre de places de stationnement minimum à prévoir pour les constructions nouvelles.


Légende
Limites Communales
Boisements
Chemins de grande randonnée
Chemins inscrits au PDIPR
Périmètre de protection des monuments historiques
Monument historique
Zones humides
Biocorridors
Site Natura 2000
Znieff de type 1
Argile fort
Argile moyen
Périmètres de protection des captages
Captage
Protection éloigné
Protection immédiate
Protection rapproché
Plan de Prévention des Risques
Zone rouge
Zone bleue
N
0
500
1000
1500
2000 m


0
100
200
300
400 m
Limites communales
Boisements
Chemins de grande randonnée
Chemins inscrits au PDIPR
Monument historique
Périmètre de protection des monuments historiques
Zones humides
Biocorridors
Site Natura 2000
Znieff de type 1
Argile - Aléa fort
Argile - Aléa moyen
Périmètres de protection des captages
Captage
Protection éloigné
Protection immédiate
Protection rapproché
Plan de Prévention des Risques
Zone rouge
Zone bleue

# 2] Analyse de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers

## 2.1 - Evolution de l'occupation du sol sur le territoire communal

*Corinne Land Cover*

Le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (site statistique Corine Land Cover) recense les changements d'occupation des sols dès qu'ils affectent plus de 5 hectares.

Le ministère ne nous donne aucune information concernant le changement d'occupation 1990 et 2000 ni entre 2000 et 2006, les surfaces nouvellement urbanisées étant sans doute inférieures à 5ha.

*Ministère de l'agriculture*

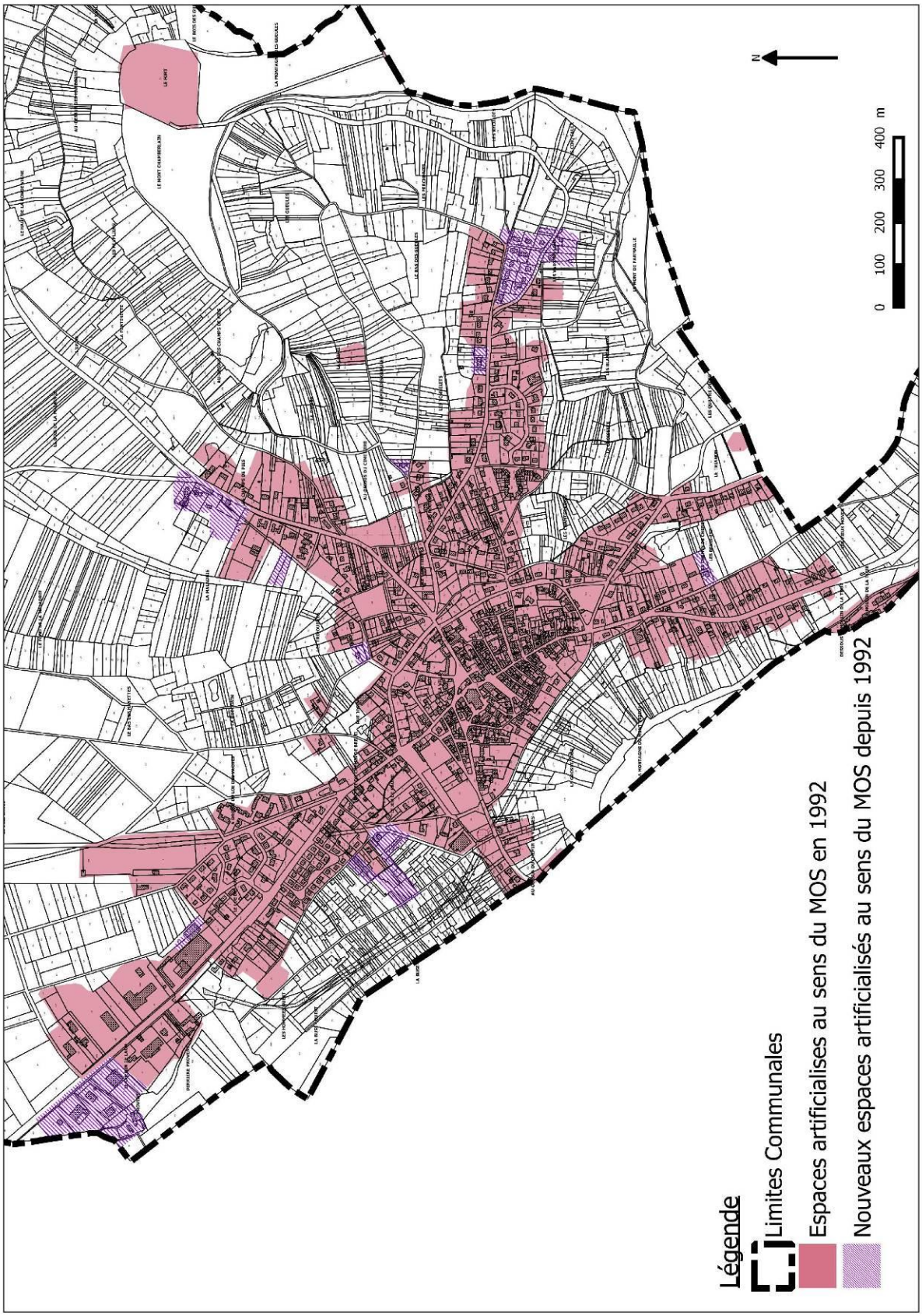
Les données du ministère de l'agriculture[31], basées sur le Registre Parcellaire Graphique, nous montrent qu'entre 2007 et 2012, la surface des terres cultivées sur BRUYERES-ET-MONTBERAULT s'est maintenue. Même si le type de production a évolué, les surfaces cultivées sont restées inchangées[32].

La commune autorise pourtant en moyenne 6 à 7 permis par an[33]. Ces constructions ont été réalisées dans le respect du Plan d'Occupation des Sols applicable depuis 1978, au sein des zones urbaines, sans empiéter ni morceler les terres agricoles ou les zones naturelles.

*Mode d'Occupation des Sols - GeoPicardie*

D'après les données GeoPicardie, les surfaces artificialisées se sont développées de plus de 9,36 ha depuis 1992, et ce au détriment des terres agricoles. Les espaces naturels (forêts, milieux semi-naturels, zones humides et surfaces en eau) se sont maintenus.

[31] Données issues du site : www.geoportail.fr
[32] Voir illustration en annexe.
[33] 64 permis ont été délivrés par la commune entre 2003 et 2012.


N
0 100 200 300 400 m
Légende
Limites Communales
Espaces artificialises au sens du MOS en 1992
Nouveaux espaces artificialisés au sens du MOS depuis 1992

Cette évolution est liée :

- Au développement de l'habitat :
    - Rue Jossin, Chemin de la Maladrie, Rue de la Fontaine Minérale, Chemin des Gueules pour quelques constructions réalisées au coup par coup, en face de constructions existantes ;
    - Rue des Percheries (lotissement d'une quinzaine de parcelles).
- Au développement d'activités économiques, Chemin de Laon sur 3 hectares.

| | Consommation foncière | Objet |
|---|---|---|
| Chemin des Ouies | 13 600m² | Jardins / annexes / abris |
| Rue Jossin | 1 900m² | 1 maison |
| Chemin de la Maladrie | 2 600m² | 1 annexe |
| Rue de la Fontaine Minérale | 15 600m² | 4 maisons |
| Chemin des Gueules | 1 300m² | 1 maison |
| Rue de la Batterie | 2 500m² | 1 maison |
| Rue des Percheries | 20 400m² | 15 maisons |
| Chemin de Laon | 31 100m² | 6 activités économiques |
| Chemin de Laon | 2 200m² | Extension d'un bâtiment |
| Chemin de Reims | 2 350m² | 1 maison |

Ces 9 hectares ont été artificialisés entre 1992 et 2002. D'après les données GeoPicardie, aucun changement d'affectation n'est à considérer entre 2002 et 2010. Les constructions réalisées depuis, l'ont été au sein des espaces déjà considérés comme artificialisés (dents creuses au sein de la partie actuellement urbanisée).

## 2.2 – Identification des capacités de densification

On dénombre plusieurs terrains libres desservis par les réseaux (eau, assainissement, voirie) au sein de la zone bâtie du territoire communal de BRUYERES ; ils représentent une surface de 7,8ha. Compte tenu de leur desserte et d'un taux de réalisation de 40%, on peut estimer à plus d'une quarantaine, le nombre de logements possibles. Ces capacités d'accueil ont été prises en compte dans la définition du projet de développement de la commune.


Limites Communales
Capacités d'accueil
0
100
200
300
400 m
N
LA MALADRIE
LES CHAMPS DE PIES
AU-DESSUS DES CHAMPS DE PIES
LA CAUSE
LA RUSSIE
LE CHEMIN DES GRELLES
AU-DESSUS DU CIMETIERE
LES TONNELETS
LES MONTOIRS
LES CHRISTOPHES
LES BLANCHARDS
LES QUATRE POINTS
LE TRIANON
LES BRAMS ESPS
LE CHEMIN DE CHEVRE
LES TEMPLIERS
LA VILLE
LA GROSSE TOUR
LA MONTAGNE DU PRIEURE
AU-DESSUS DU CHEMIN DE VORGES
LA BUSE OUEST
LES HOMMES OUEST
DERRIERE PROVENT
LE LOE DES VACHES
A DROITE DU LOE DES VACHES
LA LOE DOSIN
LE CHEMIN DE BREUIL
LA RUE JOSIN
LE CLOS DE PAUME

## 2.3 - Objectif de modération de consommation des espaces agricoles et naturels fixés dans le cadre du PLU

La municipalité souhaite développer le nombre de ses habitants, tout en limitant les impacts sur la consommation des terres agricoles ou des milieux naturels. Les possibilités sont définies en cohérence avec les objectifs quantitatifs de développement retenus (+300 habitants).

La ponction sur les terres agricoles et les milieux naturels ne dépassera pas 0,5% de la surface communale.

# 3] Traduction et justifications des orientations du PADD dans les documents graphiques

## 3.1 - Fondements du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Sur les bases du diagnostic, le PLU doit comprendre un Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Ce document traduit un projet global pour la commune, établi en prenant en compte les besoins en matière de logements, d'équipements, d'activités économiques, agricoles et forestières dans un souci d'équilibre et de préservation des espaces naturels présentant un intérêt d'aménagement durable.

Ce PADD est le fondement des choix et prescriptions en matière d'aménagement de la totalité du territoire communal, mais en tenant compte des données et besoins de l'ensemble du bassin de vie. Les autres pièces du dossier doivent être cohérentes avec ses orientations. Bien qu'étant la clé de voûte du PLU, il n'est pas opposable aux autorisations et déclarations.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT retient comme principales orientations d'urbanisme et d'aménagement :

- Maîtriser le développement de l'urbanisation dans une perspective de mixité intergénérationnelle et de l'habitat ;
- Renforcer la centralité du bourg en accompagnant le développement d'activités commerciales et de services pour tout le sud laonnois ;
- Préserver les paysages et le cadre de vie ;
- Tenir compte des contraintes naturelles et de l'environnement protégé du territoire.

La traduction de ces orientations est traitée autour des thèmes suivants, listés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables :

- Orientations concernant l'habitat ;
- Orientations concernant les transports et les déplacements ;
- Orientations concernant le développement des communications numériques ;
- Orientations concernant l'équipement commercial ;
- Orientations concernant le développement économique ;
- Orientations générales concernant les loisirs ;
- Orientations concernant les équipements communaux.

## 3.2 - Orientations concernant l'habitat

Les élus souhaiteraient poursuivre et encourager la dynamique démographique actuelle en permettant **l'accueil de 300 habitants**. Cette croissance permettrait d'atteindre près de 1 900 habitants d'ici une quinzaine d'année, **soit près de 150 logements**.

Cet objectif a été défini compte tenu :

### → Des volontés communales

Les élus souhaitent encourager l'arrivée de nouvelles populations en proposant des possibilités d'accueil pour des constructions neuves. Face au phénomène de desserrement des ménages, le parc de résidences doit se développer pour accueillir de nouveaux habitants.

### → Du phénomène de desserrement des ménages sur la commune

La taille des ménages a fortement diminué depuis 1982, passant de 2,95 à cette date, à 2,33 en 2011. En considérant la poursuite de ce phénomène, il conviendra de proposer environ 65 nouveaux logements pour maintenir un niveau de population constant d'ici 2025.

*Hypothèse : maintien du nombre d'habitants actuel*

| | *1982* | *1990* | *1999* | *2011* | | *2025* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *Population* | 1 269 | 1 410 | 1 513 | 1 572 | | **1 572** |
| *Taille des ménages* | 2,95 | 2,78 | 2,56 | 2,33 | | **2,13** |
| *Taux annuel d'évolution de la taille des ménages* | *0,81% par an* | | | | | |
| *Nombre de ménages* | 430 | 507 | 592 | 673 | | **738** |

*Si l'évolution de la taille des ménages poursuit son rythme actuel, d'ici 2025, un ménage se composera de 2,1 personnes (taux annuel : -0,81 constaté entre 1982 et 2011). 65 logements sont nécessaires au maintien du nombre d'habitants actuels.*

### → Du niveau des équipements communaux

La commune dispose d'un bon niveau d'équipement, à l'image d'un bourg. Les capacités d'accueil ont été définies en tenant compte du niveau des réseaux d'eau potable et d'assainissement. Les équipements scolaires et culturels de la commune sont également dimensionnés pour satisfaire la demande future : cantine scolaire, possibilité d'ouvrir une nouvelle classe si nécessaire, projet de médiathèque…

Compte tenu de ces paramètres et objectifs, trois mesures sont déclinées dans le PLU :

1. **Privilégier l'urbanisation en densifiant les espaces libres des zones bâties existantes** par l'implantation de constructions "au coup par coup" sur des terrains déjà desservis par l'ensemble des réseaux (eau, assainissement, électricité, voirie).

La municipalité souhaite atteindre cet objectif de développement en conciliant extension urbaine, risques liés aux inondations et aux coulées de boue, préservation du cachet paysager de la commune, préservation du patrimoine naturel et bâti et maîtrise des coûts liés à l'urbanisation.

La délimitation des zones constructibles à vocation principale d'habitat tient compte à la fois du nombre d'habitants supplémentaires susceptibles d'être accueillis, du besoin de logements lié au desserrement de la population et d'une estimation du taux de non réalisation de ces potentialités foncières.

Cette orientation se traduit au document graphique du PLU par le classement en zone urbaine des secteurs à dominante d'habitat.

**Les zones urbaines (dites zones U) sont des zones urbanisées ou en cours d'urbanisation dans lesquelles les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation permettent d'admettre immédiatement des constructions.**

Sur le territoire de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, les zones urbaines regroupent :

- l'ensemble de la zone bâtie et équipée du territoire communal, composé des habitations, de leurs jardins et des équipements (mairie, école…) ;
- le groupement de constructions constituant le hameau de MONTBÉRAULT;
- les terrains libres situés au cœur de la zone urbanisée, desservis par les réseaux ;
- les constructions situées de part et d'autre de la rue de la porte de Laon, à vocation d'activité.

**► Le PLU distingue deux types de zones urbaines à BRUYERES-ET-MONTBERAULT : les zones UA et UD, à vocation d'habitat et la zone UE, à vocation économique (voir infra).**

Concernant les zones à vocation d'habitat, on distingue sur le territoire communal : la zone UA et la zone UD. La distinction entre ces deux zones repose essentiellement sur leur période de construction, attribuant des caractéristiques spécifiques au bâti. La municipalité a émis le souhait de conserver ces caractéristiques en imposant des règles distinctes pour ces deux zones.

**► La zone UA :** Cette zone correspond au centre ancien de BRUYERES

La zone UA correspond aux constructions réalisées près de la mairie et de l'église, jusqu'au Chemin du Tour de Ville, correspondant aux anciens remparts. Il s'agit d'une zone à caractère central d'habitat avec des logements à deux niveaux, bien souvent édifiés en mitoyenneté et/ou implantés à l'alignement. Cette zone présente un tissu urbain dense et compact. La zone UA est donc très resserrée au centre de la zone agglomérée. Les constructions ont été réalisées de part et d'autre de voies étroites, renforçant ce sentiment de densité.

Le règlement vise à maintenir les caractéristiques morphologiques du bâti (densité, modes d'implantation des bâtiments) et à renforcer la diversification des occupations du sol, là où elle existe déjà (équipements, commerces, services), de manière à maintenir leur attractivité vis à vis des habitants.

La zone UA englobe l'ensemble des constructions situées de part et d'autre des voies suivantes :

- Rue du Parvis
- Place Marcy
- Rue du Marais
- Chemin des Chanvriers
- Rue des Tisserand
- Rue Arsène Houssaye
- Impasse du Mont Pigeon
- Rue du Petit Front
- Rue de Vauclerc
- Rue du Cheval Blanc
- Rue des Caves
- Rue de la Porte de Reims
- Rue du Puits Bériol
- Rue des Etuves
- Rue des Chandeliers
- Rue Henri 4
- Rue de la Germerie
- Rue du Tour de Ville
- Rue des Tilleuls.

Cette entité classée en zone UA présente un bâti ancien caractéristique nécessitant des règles spécifiques par rapport aux constructions plus récentes classées en zone UD.

► **La zone UD :** Il s'agit d'une zone à dominante d'habitat de type pavillonnaire mais qui compte aussi du bâti ancien. Elle comprend des habitats divers (constructions au coup par coup au gré des opportunités foncières et opérations de lotissements) associés à des activités de commerces, services, artisanats ainsi qu'à des équipements variés.

La morphologie du domaine bâti n'est guère susceptible d'évoluer fondamentalement et le règlement de la zone tend essentiellement à éviter que ne se développent des incompatibilités entre les utilisations du sol, tout en conservant la diversification des fonctions.

Cette zone englobe le tissu urbain qui s'est développé autour, et dans le prolongement de la zone UA, ainsi que le hameau de MONTBERAULT. Elle regroupe l'ensemble des constructions réalisées :

- Rue de la porte de Laon
- Rue et impasse des Genets
- Rue du Polton
- Chemin du Bois Brulé
- Rue Henri Kinet
- Rue François Mitterand
- Rue Gaston Vandorme
- Chemin des Ouies
- Rue de la Gare
- Chemin de Breuil
- Avenue de Verdun
- Rue de Vorges
- Rue des Près de la Fontaine
- Rue de la Fontaine Minérale
- Rue de la Batterie
- Chemin des Gueules
- Rue de la Sonnette

- Rue de la Croisette
- Rue Alfred Migrenne
- Rue de la Fontaine Cellier
- Rue des Percheries
- Et le long de la RD 967 (Montbérault).

Les limites de la zone UD ont été définies sur l'enveloppe des parties déjà urbanisées de la commune, au droit des dernières constructions, afin de limiter un développement linéaire de l'urbanisation, contraire aux objectifs définis dans le Grenelle de l'Environnement. En profondeur, les limites ont été pensées pour limiter autant que faire se peut, l'implantation de constructions dites « en 2ème rideau ». La zone UD comme la zone UA est suffisamment desservie par les réseaux. L'urbanisation est limitée le long des chemins ruraux et des voies se terminant en impasse pour des raisons sécuritaires et de confort d'usage.

Les règles édictées dans la zone UD visent essentiellement :

- à maintenir son caractère en limitant notamment la densité - emprise au sol de 40 % - et en excluant les modes d'occupation des sols non compatibles avec ce type de zone à caractère plus résidentiel ;
- à donner une homogénéité au tissu, notamment par des prescriptions concernant la hauteur et l'implantation des bâtiments.

D'ordonnancement distinct, la distinction entre la zone UA et la zone UD repose sur :

- Les caractéristiques architecturales du bâti :
  - habitat ancien construit en matériaux traditionnels pour la zone UA ;
  - habitat pavillonnaire pour la zone UD.
- L'implantation des éléments bâtis qui les composent :
  - habitat dense implanté en front de rue et en limite pour la zone UA ;
  - habitat plus disparate implanté en majorité en retrait de la voie et des limites séparatives pour la zone UD.
- L'emprise au sol : la densité moyenne est plus forte en zone UA qu'en zone UD.

La municipalité a émis le souhait de conserver ces caractéristiques en imposant des règles d'implantation par rapport voies et emprises, d'implantation par rapport aux limites séparatives, d'emprises au sol ainsi que de hauteur, distinctes pour ces deux zones :

| | |
|---|---|
| ***Article 6 / Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ou privées*** | La règle générale en zone UA est l'implantation en limite de voirie ; le retrait est possible jusqu'à 5 mètres. En zone UD, le retrait d'au moins 5 mètres est obligatoire (sauf pour les maisons en bande). |
| ***Article 7 / Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** | En zone UA, les constructions nouvelles s'implanteront en ordre continu ou semi-continu. En zone UD, les constructions pourront s'implanter indifféremment en retrait, en ordre continu ou discontinu. |
| ***Article 9 / Emprise au sol*** | L'emprise n'est pas règlementée en UA et limitée en UD pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes et de la nature du sol. |
| ***Article 10 / Hauteur des constructions*** | La hauteur maximale est de 7 mètres en UD et de 10 mètres en UA compte tenu des constructions existantes. |

➔ Au sein de l'ensemble des zones UA et UD, la réglementation autorise :

- ✓ le renforcement de l'habitat ;
- ✓ le développement des services et des activités compatibles en milieu urbain et ce, dans un souci de mixité.

➔ En revanche, y sont interdits dans un souci de protection des habitations et du cadre de vie des habitants :

- x L'ouverture et l'exploitation de toute carrière ;
- x Les campings et caravanings ;
- x Les habitations légères de loisirs ;
- x Les affouillements et exhaussement du sol ;
- x Les dépôts de toutes natures.

La réglementation applicable dans chacune de ces zones urbaines (UA et UD) autorise la construction d'habitations et l'implantation de services et d'activités compatibles avec le milieu environnant, et ce afin d'être en adéquation avec le principe de mixité urbaine et fonctionnelle. En revanche, les activités économiques qui engendrent des nuisances importantes, et de ce fait incompatibles avec le caractère résidentiel de ces zones, sont interdites.

L'ensemble de la zone UA ainsi qu'une partie de la zone UD sont inclus dans le périmètre de protection de l'église. Tout projet émanent à moins de 500 mètres du bâtiment sera soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France. Cet avis assurera la qualité des

futurs projets de construction. Des préconisations architecturales sont annexées au règlement du PLU, afin d'encourager le respect des caractéristiques architecturales du bâti (forme, matériau…) et d'assurer l'intégration des futures constructions dans leur environnement.

Ainsi délimitées, les zones urbaines UA et UD incluent quelques terrains desservis et pourtant non bâtis. Ces terrains constituent un potentiel non négligeable mais insuffisant pour permettre le développement souhaité. C'est pourquoi, afin de répondre à la demande de résider à BRUYERES-ET-MONTBERAULT, d'autres secteurs sont proposés pour le développement de l'urbanisation ; ils ont été définis en tenant compte des contraintes territoriales, des disponibilités foncières et du niveau des réseaux. Il s'agit des zones dites « AU » - zones à urbaniser.

*Dans la même logique que cette zone de développement futur réservée à l'habitat, une zone d'extension à vocation économique a été créée. Il s'agit de la zone AUE, dans le prolongement de la zone UE (voir infra).*

### 2. Proposer des possibilités d'extension dans la continuité du bourg

**Les zones à urbaniser (AU) sont des zones naturelles, non desservies par les réseaux et destinées à accueillir l'urbanisation future.**

Compte tenu des objectifs définis précédemment, il existe dans le PLU deux types de zones AU destinées aux extensions de l'urbanisation à court, moyen et long termes : la zone 1AU et la zone 2AU. Ces deux zones se situent au Nord-Ouest de la zone agglomérée de BRUYERES, au lieu-dit «  Rue Jossin ». Ces secteurs ont été retenus car ils se situent à proximité des réseaux existants, dans la continuité de la zone bâtie, et hors zones à risques majeurs. Les équipements sportifs de la commune se situent à l'Ouest des zones à urbaniser.

La zone 1AU est plus proche du bourg (et des réseaux) que la zone 2AU. La zone 1AU est urbanisable dès l'approbation du PLU pour la construction d'habitations mais aussi de commerces, bureaux et services, dans le respect des Orientations d'Aménagement et de Programmation jointes au dossier (Document n°3). Les réseaux existent en périphérie de la zone (nouvelle station proche) ; la desserte interne par ces réseaux devra être entièrement créée.

Ses limites s'appuient :

- A l'Ouest, par les constructions existantes ;
- Au Sud, par les terrains libres mais desservis par les réseaux, classés en zone urbaine UD ;
- A l'Est, en offrant la possibilité de réalisation d'un front de construction au-delà du chemin de Breuil, qui servira de trame viaire au projet, sous réserve d'un renforcement ;
- Au Nord, pour permettre un aménagement cohérent de la zone, afin de profiter de points d'accroche sur le Chemin du Bois Brulé, pour la desserte future.

La zone 1AU bénéficiera de 4 accès : deux par le chemin de Breuil et deux par le Chemin du Bois Brulé. Des liaisons pour rejoindre la zone 2AU devront être préservées ; en complément, un dernier accès direct sur le chemin de Breuil permettra de desservir ultérieurement la 2AU.

La zone 2AU se situe au Nord de la précédente. Il s'agit d'une zone pour laquelle les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité, et d'assainissement en périphérie sont insuffisant, voire absents. Ce secteur n'est pas aménageable par le présent PLU. Le déclenchement de son ouverture à urbanisation ne sera possible qu'après l'aménagement de la zone 1AU (qui améliorera la proximité des réseaux), et sous réserve d'une procédure de modification / révision du PLU. La collectivité garde la maîtrise de son développement, l'aménagement de la zone 2AU étant en partie dépendant de la future station.

Les limites de la zone 2AU s'appuient sur la zone urbaine desservie par les réseaux à l'Est, la zone 1AU non encore aménagée au Sud, les bois qui doivent être maintenus au Nord et les équipements sportifs existants à l'Ouest. Une fois aménagées, les zones à urbaniser permettront de relier le bourg actuel aux équipements sportifs, ainsi qu'au lotissement des Genets.

**Ces secteurs étaient déjà en partie inscrits en possibilités de développement au Plan d'Occupation des Sols de BRUYERES. Ils sont actuellement à l'étude pour recevoir un projet porté par l'OPAL. Y sont prévus la vente de terrains à bâtir, la réalisation de logements adaptés pour des personnes à mobilité réduite et personnes âgées ainsi que des logements locatifs, pour favoriser la mixité résidentielle.**

Ces secteurs de développement ont été délimités dans les zones de moindres contraintes en évitant les secteurs où les enjeux environnementaux sont trop forts à savoir :

- Le site Natura 2000 et les zones sensibles d'un point de vue environnemental ;
- Les zones à risque autant que possible ;
- Les zones de fortes pentes sur les versants ;
- Les secteurs en discontinuité avec le tissu urbain actuel, ce qui morcellerait à la fois les zones urbaines mais aussi les ilots de cultures, rendant plus difficile une exploitation rationnelle des terres ;
- Les périmètres d'alimentation des captages d'eau potable ;
- Les parties du territoire ayant aujourd'hui un aspect principalement naturel ou agricole, par le choix de localisation dans la continuité du bâti.

Ce secteur est peu concerné par le Plan de Prévention contre les Risques d'inondation et de Coulées de Boue. Une zone rouge traverse la zone 2AU. Cet aléa devra être pris en compte lors de l'aménagement de la zone. Les bois situés à proximité seront maintenus et classés en Espaces Boisés Classés.

La réglementation applicable dans la zone à urbaniser 1AU est proche des dispositions proposées dans la zone UD. Elle autorise notamment :

- Les constructions dans le respect des Orientations d'Aménagement et de Programmation ;
- Les constructions à usage d'habitation mais aussi de commerce, d'artisanat, de bureaux et de service ;
- Les ensembles de constructions groupées ainsi que les lotissements à usage principal d'habitation ;
- Les équipements collectifs.

Ces constructions demeurent autorisées, dans le respect des Orientations d'Aménagement et de Programmation. En effet, une réflexion a été menée sur l'accès, la desserte et l'aménagement de ces zones d'extension afin d'intégrer au mieux ces futurs quartiers de la commune au sein de la zone agglomérée. Des propositions d'accès et de desserte ont été retenues ainsi que plusieurs principes d'aménagement qui devront être pris en compte lors de la phase opérationnelle. Ces principes sont présentés dans le *document n°3 du PLU : Orientation d'Aménagement et de Programmation.*

**Les délimitations des zones urbaines et à urbaniser ont été étudiées en tenant compte des objectifs de développement fixés par les élus, dans le respect des contraintes territoriales, et du niveau des réseaux et des équipements divers.**

### 3. Préserver le patrimoine bâti

L'intégration paysagère et architecturale des futures constructions et des rénovations est recherchée par l'adoption d'une réglementation spécifique à chacune des zones urbaines et à urbaniser du PLU et visant à régir :

- L'implantation des constructions par rapport aux voies publiques et aux limites séparatives (articles 6, 7 et 8) ;
- La hauteur et le volume des constructions nouvelles (article 10) ;
- L'aspect extérieur : matériaux de couverture, enduit, clôtures, ouvertures... (article 11) ;
- Les plantations (article 13).

La zone UA est entièrement incluse dans le périmètre de protection de l'église, classée monument historique ainsi qu'une grande partie de la zone UD. Au sein de ce périmètre, tout projet est soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, assurant la qualité des projets présentés. Les préconisations du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine sont annexées au règlement.

## 3.3 - Orientations concernant les transports et les déplacements

Concernant les transports et le déplacement, il est prévu au PLU de :

### 1. Sécuriser les circulations sur la commune

Afin de réduire les risques en matière de sécurité routière et d'optimiser le confort d'usage, le règlement du PLU prévoit l'application des dispositions suivantes :

- L'obligation de desserte par une voie publique ou privée ouverte à la circulation suffisamment dimensionnée ;
- que les voies nouvelles devront avoir au minimum les caractéristiques suffisantes pour le passage des véhicules de secours ;

- que les impasses devront avoir leur partie terminale aménagée pour que les véhicules puissent faire aisément demi-tour ;
- des règles de stationnement adaptées aux différents types de constructions autorisées ;
- des retraits des constructions en UD et 1AU d'au moins 5 mètres pour faciliter le stationnement devant la construction.

### 2. Mener une réflexion sur l'accès et la desserte des zones d'extension

Une réflexion a été portée sur l'aménagement et la desserte des zones 1AU, 2AU et AUE au travers les Orientations d'Aménagement et de Programmation pour intégrer au mieux ces secteurs d'extension, limiter le nombre d'accès pour rejoindre ces zones et les situer aux endroits les plus sécurisés.

Les aménagements proposés permettront d'établir des circulations en boucle, sans impasse, et en lien avec les zones bâties existantes pour les zones d'extension à vocation d'habitat.

En accompagnement de ces OAP, le règlement fixe pour la zone 1AU, des caractéristiques minimums pour les voiries nouvelles à créer assurant ainsi un dimensionnement et une organisation (accès aux parcelles et communication avec les autres secteurs de la commune) aptes à minimiser les risques en matière de sécurité routière et à optimiser le confort d'usage (création de places de stationnement…). Par ailleurs, la création de voies dédiées au cheminement doux est prévue pour la relier au centre-bourg.

La mise en place de ces liaisons permet de limiter l'usage des véhicules particuliers ce qui permet à la fois de réduire les risques routiers, de limiter la pollution de l'air, de lutter contre le réchauffement climatique et de renforcer la trame verte sur le territoire conformément aux lois du « Grenelle de l'environnement ».

Une attention particulière devra être portée à la gestion des eaux pluviales lors de l'aménagement de ces zones. Une zone rouge du PPR traverse la zone 2AU, le point bas se situant au Nord Est de la zone. Des espaces verts en accompagnement de la trame viaire et des réseaux devront permettre de réguler les excédents en cas d'épisodes pluvieux abondants.

Ces principes d'aménagement sont présentés dans le document n°3 du PLU : Orientations d'Aménagement et de Programmation.

## 3. Mener une réflexion sur les déplacements alternatifs

Les chemins inscrits au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenades et de Randonnées sont identifiés sur les plans de zonage. Ces chemins seront maintenus. En complément, deux liaisons piétonnes d'intérêt local ont été identifiées au plan de zonage. Elles permettent de relier :

- Le Mont Pigeon via le Moulin de la Tour ;
- Le Fort de BRUYERES depuis la fontaine, située à l'intersection de la Rue de la Fontaine et de la rue de la Batterie.

Des sentes piétonnes seront créées en accompagnement des projets d'aménagement des zones AU-Habitat. Elles permettront de relier le centre bourg aux équipements sportifs, situés au Nord-Ouest.

Les chemins ruraux seront préservés pour assurer le libre accès aux parcelles agricoles.

Deux emplacements réservés ont également été définis pour améliorer la circulation, les accès, le stationnement et la sécurité des usagers et des riverains :

- *Emplacement réservé n°4 :* Une réserve est prévue pour élargir le carrefour au niveau de l'intersection des rues de la Porte de Laon et du Chemin du Bois Brulé. Elle permettra d'améliorer la circulation dans ce secteur, notamment en prévision des flux supplémentaires de véhicules générés par l'aménagement des zones AU.

- *Emplacement réservé n°6 :* La municipalité souhaite réaliser un parking au centre du bourg. Le centre historique de BRUYERES est très dense et présente des difficultés de stationnement. Cette réserve devrait permettre de résoudre, ou tout au moins réduire cette difficulté.

*Le PLU peut en effet instaurer des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts. Ces emplacements réservés assurent la programmation rationnelle des futurs équipements publics. Ils sont soumis à un statut spécial afin qu'ils ne fassent pas l'objet d'une utilisation en contradiction avec un projet général, et permettent d'assurer à leur bénéficiaire l'inconstructibilité à titre privé des terrains concernés. En contrepartie, le propriétaire des terrains peut mettre en demeure le bénéficiaire de la réserve d'acquérir.*

D'autres emplacements réservés sont prévus au PLU :

- *La réserve n°1* est prévue pour la réalisation d'une nouvelle station d'épuration qui permettra de désengorger la station de Laon arrivant à saturation. Cet équipement est d'intérêt supra-communal car il assurera le traitement des eaux usées des habitants des quatre communes du syndicat (BRUYERES-ET-MONTBERAULT, Chéret, Vorges et Presles-et-Thierny) au moins. Son emprise est importante en vue des lits de séchage qui pourront s'avérer nécessaires à la gestion des boues et de la capacité escomptée de l'équipement (des études sont toujours en cours pour connaitre les communes à raccorder et fixer la capacité de la station).

- *Les réserves 2 et 3* sont définies sur des terrains en friches et sont prévues pour le développement d'installations sportives. Elles incluent les quatre parcelles du secteur pour lesquelles la commune n'est pas propriétaire.

- *L'emplacement réservé n°5* est défini derrière l'école en vue de son extension éventuelle ;

- *Les réserves 7 et 8* sont prévues pour l'extension du cimetière ; elles englobent les terrains qui ne sont pas encore propriété communale. Ces terrains étaient déjà réservés au POS (pour partie de l'ER1). Ces terrains sont aujourd'hui délaissés ; s'y sont développées des friches spontanées.

| N° | Objet | Superficie | Bénéficiaire |
|---|---|---|---|
| 1 | Station d'épuration | 30 000m² | Commune de BRUYERES ET MONTBERAULT |
| 2 | Installations sportives | 2 750m² | Commune de BRUYERES ET MONTBERAULT |
| 3 | Installations sportives | 5 620m² | Commune de BRUYERES ET MONTBERAULT |
| 4 | Aménagement du carrefour entre la Rue de la Porte de Laon et le chemin du Bois Brulé | 340 m² | Commune de BRUYERES ET MONTBERAULT |
| 5 | Extension de l'école | 1500 m² | Commune de BRUYERES ET MONTBERAULT |
| 6 | Parking aménagé et bassin de rétention | 4 430 m² | Commune de BRUYERES ET MONTBERAULT |
| 7 | Extension du cimetière | 1 020m² | Commune de BRUYERES ET MONTBERAULT |
| 8 | Extension du cimetière | 1 430m² | Commune de BRUYERES ET MONTBERAULT |

## 3.4 - Orientations concernant le développement des communications numériques

Les zones AU et AUE sont situées à proximité des zones urbaines desservies et seront raccordées au réseau existant.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Laon doit être équipée par la fibre optique d'ici 2020/2021. BRUYERES sera raccordé au réseau, ce qui améliorera la qualité de vie des habitants et pourra favoriser la venue d'entreprises.

Le règlement impose pour l'ensemble des zones que les fourreaux nécessaires au raccordement soient prévus dans les travaux d'aménagement de voirie et d'enfouissement des réseaux.

## 3.5 - Orientations concernant l'équipement commercial et le développement économique

La commune détient déjà plusieurs artisans et sièges d'exploitation agricole. Ces activités génèrent de l'emploi et offrent différents services à la population. Les élus souhaitent pérenniser les activités existantes, encourager leur développement et en accueillir de nouvelles.

Pour atteindre cet objectif, il est prévu au PLU :

### 1. D'assurer le maintien et le développement des activités artisanales, commerciales et de services

Dans un souci de mixité fonctionnelle, le PLU permet à travers son règlement le maintien et le développement d'activités de commerce de proximité et l'implantation d'établissements nouveaux.

➔ Au sein des zones à vocation d'habitat (UA, UD, AU), la réglementation autorise les constructions à usage d'activités tant qu'elles n'engendrent aucune nuisance ou danger incompatible avec le caractère résidentiel de ces zones.

➔ La zone UE délimitée le long de la Rue de la Porte de Laon englobe plusieurs entreprises déjà installées. Le règlement du PLU conforte cette vocation en y interdisant notamment les habitations (non liées aux activités).

Y sont notamment autorisées les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) quelque soit leur régime, à condition que leurs nuisances

puissent faire l'objet de mesures de prévention efficaces en raison de la proximité des zones d'habitat.

➔ La zone d'activités existante arrivant à saturation, la municipalité a souhaité prévoir d'autres terrains pour le développement économique futur et répondre à la dynamique locale. Elle souhaiterait accueillir de nouvelles activités à usage industriel, artisanal, commercial, tertiaire… dans le prolongement de la zone d'activités existante UE. Une zone AUE est définie en face des bâtiments existants le long de la Rue de la Porte de Laon. La profondeur de la zone est limitée compte tenu de l'écoulement d'un bras du Polton, au Nord. Ce secteur dispose d'accès facilités et de suffisamment de place pour y permettre le stationnement.

Cette zone d'extension était en partie prévue lors de l'élaboration du POS. Elle est légèrement réduite au Nord et étendue vers l'Ouest, jusqu'à l'emplacement réservé prévu pour la future station d'épuration, au PLU.

### 2. De maintenir les espaces agricoles

L'activité agricole est pérennisée au PLU par :

- la prise en compte des sièges d'exploitation existants ;
- un règlement adapté permettant leur développement.

L'activité agricole marque l'occupation du territoire et ces espaces doivent être protégés autant que possible pour leur potentiel agronomique. Pour cela, les terres agricoles du territoire communal bénéficient d'un classement particulier au PLU : **la zone agricole (A).**

**La zone A comprend les secteurs des territoires communaux, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Seules sont autorisées dans cette zone, les constructions et installations liées aux activités agricoles.**

Ce zonage concerne les terres cultivées, soit une vaste partie du territoire communal. La zone Agricole concerne essentiellement le plateau et la plaine. Sont donc concernées les secteurs suivants :

- *Au Nord du territoire :* « Les Hautes Bornes », « Derrière Breuil », « le Bois du Cabinet », « Le Gros chêne », « Les Six Arpents », « Les Hayettes » ;

- « Les Pâtures de la Moncelle » et « Derrière Provent » près des zones d'activités ;
- *A l'Est du bourg :* « Le Mont Chamerlain », « La Montagne des Gueules », « Le Mont de Parmaille », « Le Chemin de Chéret » ;
- *Sur la moitié Sud du territoire :* « Au-dessus des Pothions », « La Terrière », « au-dessus des Godeaux », « Au-dessus du Chassis », « le Cheval Mort », « Le Saut du Lièvre », « Les Clos », « Les Déboulis », « Les Blancs Ries », « La Garenne », « La Couture de Courthuis », « le Voyeu des Louips », « Le Bois Giffart », « Le Champ d'enfer », « Montant Chaumont », « Les Taillis Saint-Jean », La Couture de Montbérault, Lez Chataigner », « au-dessus des Chamois », « Sous le Fort » et « le Gué ».

Les bâtiments agricoles sont également classés en zone Agricole ; Ils se situent au Moulin de la Tour, au hameau de Breuil et au niveau du hameau de MONTBERAULT.

➔ Au sein de cette zone A, sont notamment autorisés :

- La création, les aménagements et extensions de constructions liées et nécessaires à une exploitation agricole ou à la gestion du milieu naturel ;
- Les installations classées ou non directement liées à l'activité agricole ;
- Les constructions liées et nécessaires à la diversification des activités agricoles ;
- Les constructions à usage d'habitation strictement indispensables à l'activité des exploitations agricoles à condition qu'elles soient implantées à proximité des sièges de ces exploitations ;
- L'aménagement, l'extension mesurée, et la reconstruction après sinistre des bâtiments existants dans la zone, ainsi que leurs annexes ;
- La construction d'ouvrages publics ou d'installations d'intérêt général jugés compatibles avec le site (exemple : station d'épuration…) ;
- Les affouillements et exhaussements du sol indispensables à la réalisation des occupations et utilisations du sol autorisées.

Aucun élevage n'est présent sur la commune.

Les exploitations agricoles sont toutes situées à l'écart de la zone villageoise et bénéficient d'un classement en zone agricole. Le règlement prévoit donc les dispositions nécessaires à la pérennisation de l'activité agricole en permettant la réalisation des constructions liées et nécessaires à cette dernière tout en envisageant la diversification dans le prolongement de l'acte de production.

La classification en zone naturelle a toutefois été retenue dès lors que des impératifs liés à la protection du milieu (Natura 2000, ZNIEFF, corridors écologiques, pentes), à la protection de la ressource en eau potable (périmètre des captages) ou à des risques

éventuels, ont été identifiés. Si ce classement limite les possibilités de constructions, il est cependant sans effet sur les pratiques culturales et n'empêche pas l'exploitation normale des fonds ruraux.

On distingue le *secteur Ah* au sein de la zone agricole. Il concerne les habitations isolées au sein de la zone agricole, qui n'ont pas de lien avec l'activité (*voir infra*).

La réserve prévue pour la nouvelle station d'épuration est incluse dans cette zone (ER1), à l'écart de la zone d'habitat mais assez proche pour faciliter le raccordement futur et proche du Polton pour en faciliter la gestion.

## 3.6 - Orientations concernant les loisirs et le cadre de vie

Les caractéristiques géographiques et écologiques de la commune ont formé un environnement naturel de qualité : occupation des sols variée et richesse écologique marquée. Ces atouts participent à l'attractivité de la commune et à son identité. Néanmoins, cet environnement présente également de fortes contraintes liées aux risques d'inondation, identifiés par le Plan de Prévention contre les Risques Naturels.

Dans cette optique et dans le cadre d'un développement durable, la commune souhaite :

### 1. Protéger de l'urbanisation nouvelle les milieux naturels sensibles identifiés sur le territoire communal

Le territoire recèle une richesse environnementale dont témoigne différents inventaires (Natura 2000, ZNIEFF, corridors écologiques, Espaces Naturels Sensibles, zones humides…). Ces espaces naturels et paysagers sont protégés au PLU par leur classement en zone naturelle inconstructible.

**La zone N correspond en effet aux secteurs des territoires communaux, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. Toute construction nouvelle y est interdite.**

En classant ces secteurs en zone Naturelle, la protection des continuités écologiques est assurée, dans le respect des trames vertes et bleues du territoire.

Sont concernés :

- Les bois qui se sont développés au Nord du territoire, ponctués par plusieurs étangs : « la Pâture Saint-Esthèse », « la Pâture des Quarante Arpents », « le Bois Brulé », « le Bois Gambart », « les Vieux Prés » (Site Natura 2000), « le Bois de la Maladrie » ;

- Les bois de coteaux, entourant le bourg au Nord et à l'Est : « Dessus des Hardons », « la Vallée de Parfondru », « le Haut de la Ronde Vigne », « le Carré des Peupliers », « Au-dessus des Champs de Prés », « la Pierre », « le Chemin des Gueules », « les Tonnelets », « les Gueules », « les Percheries », « les Reculots », « les Blanchards », « les Chanteraines », « les Quatre Œufs », « le Trianon »

- Le site du Mont Pigeon, classé en Natura 2000 et le secteur de la Buse et des Roses de Paix, plus au Nord.

- Le secteur des Vieux Monts et des Pothions, au sud du bourg ; il s'agit d'un secteur de jardins.

### 2. Pérenniser les secteurs boisés du territoire et préserver les continuités écologiques

Les espaces boisés sont des éléments du patrimoine naturel qui participent fortement aux équilibres physiques et biologiques des milieux. Ils constituent des zones de refuges pour la faune et la flore, contribuent à l'épuration de l'air et des sols et de l'eau, à la lutte contre l'érosion, à la diversité biologique et à la richesse des paysages.

*Le Plan Local d'Urbanisme peut en effet classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils soient soumis ou non au régime forestier, clos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignement. Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue aux chapitres I et II du titre I du Livre III du Code Forestier.*

La protection en Espaces Boisés Classés est une protection forte qui oblige à réviser le PLU si la commune souhaite la suppression de ce classement. Pour mémoire, les espaces boisés ne faisant pas l'objet d'un classement au PLU sont déjà protégés par la législation forestière (autorisation préalable de défrichement) s'ils appartiennent à un ensemble boisé de plus de 4 ha (Articles L 311-1 et suivants du code forestier).

La protection de ces bois est d'intérêt général ; elle participe à la stabilité des sols et à la protection des habitations et des habitants, notamment sur un territoire où les secteurs à risques de coulées de boue et de ruissellement existent. Sont concernés :

- Les boisements identifiés au Nord du territoire, correspondant à la zone naturelle. Les abords des étangs situés sur le site Natura 2000 sont exclus, dans le respect du SDAGE. Une bande a été détourée sur 50 mètres.

- Les bois de coteaux situés à l'Est et au Sud du bourg. Ce classement assurera la stabilité des sols. Au niveau du Mont Pigeon, la protection s'applique sur les versants ; le point haut n'est pas concerné, le site Natura étant constitué de pelouses.

- Les abords boisés du site du Fort de MONTBERAULT pour préserver la qualité du site.

Les peupleraies identifiées ont été exclues du classement en Espaces Boisés Classés, pour ne pas contraindre l'exploitation.

### 3. Prise en compte des risques naturels

Le territoire communal est concerné par le Plan de Prévention contre les Risques d'Inondation et Coulées de Boue du Sud Est Laonnois. Le PPR distingue plusieurs zonages selon le degré de l'aléa : les zones rouges sont les plus exposées. En dehors d'un couloir traversant la zone 2AU, les zones non bâties sont préservées par un classement en zone naturelle voire agricole, pour limiter les possibilités de constructions nouvelles.

A noter que les zones bâties sont également concernées par le PPR. Le règlement du PPR s'applique dans ces zones.

### 4. Prise en compte de constructions isolées

Sont concernées les habitations situées au niveau du lieu-dit de Breuil. Il s'agit de magnifiques demeures. Ces constructions servent en partie, en tant que gite. Le PLU doit permettre l'entretien des bâtiments existants et permettre le développement de l'activité touristique et de loisirs. Ces constructions sont isolées, au milieu de la zone agricole mais

ne relèvent pas de l'activité agricole. Compte tenu de la capacité des réseaux (insuffisants pour permettre l'accueil de nouvelles constructions), ces bâtiments bénéficient d'un règlement adapté, dans le cadre de STECAL, Secteur de Taille et de Capacités d'Accueil Limitées : *le secteur Ah.*

Article L.123-1-5 al.6 du code de l'urbanisme : *« Le règlement peut (…) à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières, des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :*
*a) Des constructions ;*
*b) Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage (…) ;*
*c) Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.*
*Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone (…) ».*



Dans ce secteur, sont également admis :

- Le changement de destination ;
- Les constructions nouvelles liées à ce changement de destination.

Par rapport à la zone A détenant une vocation agricole, le *secteur Ah* présente une vocation d'habitat et de loisirs. Des dispositions applicables uniquement dans ce secteur viennent compléter le règlement de zone, notamment ses articles 6 à 8, 10 et 11 :

| | |
|---|---|
| ***Article 6 / Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ou privées*** | Dans le respect des constructions existantes, les constructions nouvelles pourront être édifiées soit à l'alignement de voie, soit en respectant un retrait d'au moins 5 mètres (sauf extension et reconstruction après sinistre) alors que dans la zone A, le recul imposé est d'au moins 15 mètres. |
| ***Article 7 / Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** | Le recul imposé en zone A est d'au moins 4 mètres par rapport aux limites séparatives compte tenu de la vocation de la zone. Or des constructions sont déjà implantées en limites dans le secteur Ah. Cette possibilité est donc maintenu au PLU. |
| ***Article 8 / Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété*** | La distance entre deux constructions sur une même propriété est réduite à 4 mètres dans le secteur Ah (au lieu de 5 mètres en zone A), en cohérence avec le bâti traditionnel de BRUYERES (disposition applicable de la zone UA). |
| ***Article 10 / Hauteur des constructions*** | De même, la hauteur permise dans le secteur Ah est en cohérence avec les dispositions de la zone UA. La hauteur maximale est portée à 10 mètres contre 7 mètres en zone A (sauf extension et reconstruction). |
| ***Article 11 / Aspect extérieur*** | En plus de règles prévues au sein de la zone agricole, des précisions sont apportées concernant les toitures, les murs, et les constructions annexes, toujours dans un souci de cohérence avec les dispositions retenues dans la zone UA. |

### 5. Faciliter le développement d'activités de loisirs et sportives

Deux secteurs ont été définis pour permettre d'une part les équipements sportifs, et d'autre part les aménagements ludiques.

Concernant les équipements sportifs, un *secteur Ns* a été retenu autour des équipements sportifs existants, à l'Ouest du bourg, au Nord de la zone d'activité, et dans la continuité des zones AU prévues pour le développement de l'habitat. Dans ce secteur, sont donc autorisés les équipements nécessaires aux activités sportives et les équipements publics.

Concernant les activités de loisirs, un *secteur Nl* a été prévu autour des forts de BRUYERES et de MONTBERAULT. Y sont autorisés les équipements légers de loisirs, les réfections, aménagements et travaux à condition qu'ils soient de nature à préserver le caractère des lieux et à favoriser les activités culturelles, pédagogiques ou ludo-agricoles et la construction de bâtiments destinés aux activités définies ci-dessus, les locaux de gardiennage et les équipements publics. Ce site est support de développement touristique, ce qu'entend encourager la municipalité.

Un projet de ferme pédagogique est à l'étude sur les terrains situés à l'Est du cimetière. Pour permettre la réalisation de ce projet, un classement en Nl est défini, sur le périmètre prévu. Y est autorisée la construction de bâtiments destinés aux activités culturelles, pédagogiques ou ludo-agricole.

## 6. Protection des captages et de la qualité de l'eau distribuée

Deux captages sont présents sur la commune et le périmètre de protection éloigné lié au captage de Martigny-Courpierre s'étend en partie sur le territoire.

Le PLU de BRUYERES a classé en zone Naturelle le périmètre de protection immédiat du captage du Zezin, situé au niveau de MONTBERAULT. Une autre source est présente en limite communale, au Sud du Moulin de la Tour. Cette source n'est pas protégée par des périmètres règlementaires. Pour préserver la qualité de la ressource (bien que non exploitée actuellement), ses abords seront classés en zone Naturelle.

Concernant le captage de Martigny, seul le périmètre éloigné s'étend sur BRUYERES. Ce secteur est maintenu en zone Agricole.

## 3.7 - Superficie et capacité d'accueil des zones du PLU

### *3.7.1 Tableau récapitulatif des surfaces de chacune des zones*

Les 1 161 hectares du territoire communal se répartissent comme suit :

| ***Dénomination*** | ***Surfaces*** |
|---|---|
| **Zones urbaines** | |
| Zone UA | 14 hectares et 57 ares |
| Zone UD | 65 hectares et 12 ares |
| Zone UE | 11 hectares et 13 ares |
| **Zone à urbaniser** | |
| Zone 1AU | 2 hectares et 34 ares |
| Zone AUE | 4 hectares et 62 ares |
| Zone 2AU | 3 hectares et 71 ares |
| **Zone agricole** | |
| Zone A | 479 hectares et 66 ares |
| *Dont secteur Ah* | *1 hectare et 91 ares* |
| **Zone naturelle** | |
| Zone N | 579 hectares et 85 ares |
| *Dont secteur Nl* | *12 hectares et 28 ares* |
| *Dont secteur Ns* | *6 hectares et 87 ares* |
| **Surface totale** | **1 161 hectares** |
| Espaces Boisés Classés | 382 hectares et 29 ares |

### *3.7.2 Capacité d'accueil théorique*

Les capacités évaluées dans ce chapitre sont des estimations. La réalisation effective des opérations pourra donner des résultats sensiblement différents, plusieurs paramètres n'étant pas maîtrisés dans le cadre du PLU et en particulier :

- ✓ Le **taux de non réalisation** (pour des raisons de spéculation, de statut foncier ou de convenances personnelles, les détenteurs des droits à construire sur les terrains ne les utiliseront pas forcément au cours des 10 à 15 prochaines années, horizon des prévisions pour ce document) ;
- ✓ La **densité effective de construction** (Les logements construits n'auront pas nécessairement la capacité maximale possible suivant les règles édictées dans ce document ; de même, la superficie des parcelles éventuellement créées peut varier selon les desiderata de l'aménageur) ;
- ✓ La **forme et la taille des parcelles** éventuellement découpées par le propriétaire ;
- ✓ Les éventuelles **démolitions suivies de reconstructions** de logements n'ayant pas les mêmes capacités qu'à l'origine ;
- ✓ La **destination des bâtiments**, le règlement laissant la possibilité d'implanter des activités non nuisantes au sein des zones d'habitat dans un souci de mixité urbaine prôné par la loi SRU.

Suivant les facteurs présentés ci-dessus, on obtient donc pour la commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, les potentialités et la projection en termes d'habitant suivants :

- **Estimations des dents creuses au sein des zones constructibles**

La capacité résiduelle peut être estimée à **7,8 hectares**, compte tenu des terrains encore disponibles au sein de la zone bâtie…. En fonction de la desserte de ces terrains, on peut estimer la réalisation d'environ **89 nouvelles habitations**.

> *Toutefois, il s'agit de terrains desservis, inclus dans la Partie Actuellement Urbanisée. Ils disposent déjà de droit à construire au Plan d'Occupation des Sols. Le PLU en tant que tel, n'aura pas d'incidence directe sur leur réalisation effective. On peut donc imputer un taux de réalisation de 60% sur ces possibilités de constructions nouvelles, car leurs propriétaires ne vont pas unanimement modifier leur comportement suite à l'approbation du PLU et construire sur ces terrains.*

| Projection en nombre de logements et d'habitants | | |
|---|---|---|
| *Paramètres* | | 89 logements possibles |
| Taux de réalisation | 40% | 44 logements |
| Taille moyenne des ménages | 2,1 pers/foyer[34] | 92 habitants supplémentaires |

- **Capacité des zones d'extension :**

| Projection en nombre de logements et d'habitants | | | | |
|---|---|---|---|---|
| *Paramètres* | | 1AU<br>A droite du Loe des Vaches (23 400m²) | 2AU<br>A droite du Loe des Vaches (37 100m²) | Total<br>(somme) |
| Voirie à réaliser | 20% | 18 720m² | 29 680m² | 48 400m² |
| Taille moyenne des parcelles | 500 m² | 37 constructions possibles | 59 constructions possibles | 96 constructions possibles |
| Taille moyenne. des ménages | 2,1 pers/foyer | 77 habitants supplémentaires | 123 habitants supplémentaires | 200 habitants supplémentaires |

**► Au total environ 140 constructions possibles, soit sur la base du taux d'occupation moyen des ménages de 2.1, près de 300 habitants supplémentaires alors que l'on recense 1 570 habitants, soit une évolution de 19%.**

Ces capacités d'accueil répondent aux besoins exprimés par la commune dans le cadre de sa politique de développement de son nombre d'habitants, comme exprimé dans le PADD.

De plus, le règlement de ces zones à urbaniser répond aux objectifs fixés par la loi SRU en matière de mixité urbaine en laissant la possibilité d'accueillir aussi bien du logement qu'il soit individuel ou collectif que des constructions à usage d'activités tertiaires, de bureaux et de services compatibles avec le caractère résidentiel des zones concernées.

[34] La taille des ménages était de 2,56 en 1999 et de 2,33 en 2009. En considérant la poursuite du desserrement des ménages, on peut supposer une taille des ménages de 2,1 d'ici 10 ans.

# 4] Traduction de ces orientations dans le document écrit (règlement du PLU) et motifs des limitations administratives à l'utilisation du sol

Le document écrit du règlement du PLU qui fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune des zones définies aux documents graphiques dans les conditions prévues à l'article R 123-9.Il peut comprendre tout ou partie des règles suivantes :

1. Les occupations et utilisations du sol interdites ;
2. Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières ;
3. Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public ;
4. Les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement ;
5. La superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée ;
6. L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ;
7. L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives ;
8. L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété ;
9. L'emprise au sol des constructions ;
10. La hauteur maximale des constructions ;
11. L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords ainsi que, éventuellement, les prescriptions de nature à assurer la protection des éléments de paysage, des quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger mentionnés au i de l'article R. 123-11 ;
12. Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement ;
13. Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations ;
14. Les obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales ;
15. Les obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques.

Conformément aux orientations d'aménagement définies dans le PADD, la réglementation du PLU de BRUYERES-ET-MONTBERAULT s'attache à prendre en compte les caractéristiques morphologiques du tissu urbain existant ainsi que les adaptations indispensables à l'évolution du bâti existant et à permettre l'insertion harmonieuse des constructions nouvelles dans le paysage urbain et naturel.

## 4.1 - Dispositions applicables aux zones urbaines

### *4.1.1 Dispositions applicable à la zone UA*

*Dans l'emprise des zones à risque reportées sur le plan de zonage, s'appliquent les dispositions du règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation et Coulées de Boue de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, Chérêt, Parfondru et Veslud.*

| Dispositions du règlement | Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol |
|---|---|
| **ARTICLE UA 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES** | |
| ✓ Les installations classées pour la protection de l'environnement hors cas mentionnés à l'article 2 ;<br>✓ l'ouverture et l'exploitation de toute carrière ;<br>✓ les campings et caravanings ;<br>✓ les habitations légères de loisirs ;<br>✓ les constructions de maisons individuelles isolées en remplacement d'immeubles édifiés actuellement en ordre continu ;<br>✓ les installations à usage d'activités ou d'entrepôts hors cas mentionnés à l'article 2 ;<br>✓ les affouillements et exhaussements du sol hors cas mentionné à l'article 2 ;<br>✓ les dépôts de toute nature. | ✓ Respect de la vocation principale de la zone à savoir l'habitat.<br>✓ Maintien et préservation de l'identité du bourg.<br>✓ Protection du paysage urbain et du cadre de vie. |
| **ARTICLE UA 2 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL ADMISES SOUS CONDITION** | |
| ✓ Les dépôts de combustibles en complément de chaufferies d'immeubles et à condition que des dispositions particulières soient prises pour limiter les risques d'incendie et en éviter la propagation.<br>✓ Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumise à | ✓ Prise en compte des constructions existantes.<br>✓ Protection du paysage urbain.<br>✓ Favoriser la mixité activité /habitat en protégeant l'habitat de toutes nuisances. |

| | |
|---|---|
| autorisation préalable si elles sont indispensables au bon fonctionnement du secteur et si toutes les précautions sont prises pour éviter gêne et danger pour le voisinage.<br>✓ Les installations ou établissements existants classés dont la création ne serait pas autorisée pourront être maintenus à leur emplacement actuel ; toutefois toute extension devant provoquer une augmentation des nuisances pour le voisinage ne pourra être admise. En outre, lorsque pour une raison quelconque cessera leur exploitation, les terrains et les bâtiments ne pourront être réaffectés à aucun usage autre que d'habitation ou d'activité autorisée dans la zone par le présent règlement.<br>✓ Les affouillements et exhaussements des sols nécessaires à la réalisation des occupations et utilisations du sol autorisées. | |
| **ARTICLE UA 3 - ACCES ET VOIRIE** | |
| **3.1. Accès**<br>Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur un fonds voisin, dans les conditions fixées par l'article 682 du Code Civil.<br>**3.2. Voirie**<br>Les constructions et installations doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques correspondent à leur destination et permettent l'accès du matériel de lutte contre l'incendie et des véhicules de service (ramassage des ordures ménagères, camions hydrocureurs…).<br>Les voies en impasse doivent avoir leur partie terminale aménagée de manière à permettre aux véhicules de service (lutte contre l'incendie, enlèvement d'ordures ménagères, camions hydrocureurs) de faire aisément demi-tour.<br>La constructibilité sera refusée si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès.<br>Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques. | ✓ Sécurité des biens et des personnes : Permettre un accès aux voies comprenant toutes les mesures de sécurité.<br>✓ Intégrer la voie dans l'environnement urbain car la voirie constitue un élément important de la qualité des espaces publics, elle doit être adaptée aux usages qu'elle supporte.<br>✓ Préservation du confort d'usage d'un bien commun (voirie publique). |

| ARTICLE UA 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX | |
|---|---|
| **4.1. Alimentation en eau potable**<br>Toute construction ou installation nouvelle nécessitant une alimentation en eau potable doit être desservie par une conduite de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.<br>**4.2. Assainissement**<br>✓ **Eaux usées** :<br>Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement.<br>En cas d'impossibilité technique de raccordement ou d'absence de réseau d'assainissement communal, les eaux usées seront dirigées sur des dispositifs de traitement individuel conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur.<br>Toutes les activités commerciales, industrielles, artisanales ne doivent rejeter au réseau public que les effluents ne nécessitant pas de pré-épuration ou pré-épurés conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.<br>✓ **Eaux pluviales :**<br>Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (article 640 et 641 du code civil).<br>Toute construction nouvelle devra disposer des installations permettant l'infiltration à la parcelle.<br>Exceptionnellement, le trop plein pourra, après examen et autorisation des services compétents, être dirigé vers le réseau collectif quand celui-ci existe au droit de la propriété. | ✓ Respect de la réglementation en vigueur.<br>✓ Protection de l'environnement. |
| **ARTICLE UA 5 – CARACTERISTIQUE DES TERRAINS** | |
| Non règlementé. | |
| **ARTICLE UA 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES** | |
| 1° - Les constructions principales doivent être édifiées, à l'alignement des voies publiques existantes, à modifier ou à créer. Cette prescription s'applique également aux constructions édifiées en bordure de voies privées déjà construites à l'alignement. Dans ce cas, la limite latérale effective de la voie | ✓ Intégration des constructions nouvelles dans le tissu existant.<br>✓ Volonté d'homogénéisation du tissu urbain.<br>✓ Prise en compte des constructions existantes ne respectant pas ces règles. |

| | |
|---|---|
| privée est prise comme alignement.<br>2° - Des retraits et décrochements d'une distance maximum de 5 mètres à l'alignement pourront être autorisés, après avis du maire, s'ils sont motivés par la composition architecturale ou des impératifs techniques.<br>3° - Lorsque le projet de construction concerne un terrain jouxtant un ou des immeubles en bon état déjà construits le long de la ou des limites séparatives communes, la construction nouvelle peut être édifiée en respectant la même marge de reculement que les bâtiments existants.<br><br>Les balcons en saillies sont interdits sur la façade donnant sur la voie publique.<br>Les extensions de constructions existantes peuvent être édifiées avec un recul identique à celles-ci.<br>La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas ces règles est autorisée. | |
| **ARTICLE UA 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUXLIMITES SEPARATIVES** | |
| 1° - Les constructions principales doivent être édifiées :<br>- en ordre continu si la parcelle présente une largeur inférieure à 20 mètres ;<br>- en ordre semi-continu dans les autres cas.<br>2° - Lorsqu'une construction ne joint pas une limite séparative de propriété, la distance horizontale de tout point du bâtiment à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces 2 points sans pouvoir être inférieur à 3 mètres.<br>3° - Au-delà de la profondeur de 15 mètres par rapport à l'alignement, des constructions peuvent être édifiées le long des limites séparatives des parcelles à condition que leur hauteur n'excède pas 3,50 mètres à l'adossement ainsi que les constructions ayant une toiture à double pente et n'excédant pas 3,50 mètres à l'égout de toit.<br>Les extensions de construction ne respectant ces règles peuvent être édifiées dans le prolongement de celle-ci. | ✓ Respect des constructions existantes et de la morphologie urbaine.<br>✓ Volonté d'homogénéisation du tissu urbain.<br>✓ Préserver l'ensoleillement et l'éclaircissement en cas de retrait.<br>✓ Intégration des constructions nouvelles dans le tissu traditionnel existant. |

| | |
|---|---|
| La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas ces règles est autorisée. | |
| **ARTICLE UA 8 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE** | |
| La distance entre deux constructions non contiguës implantées sur une même propriété ne sera pas inférieure à 4 mètres.<br>La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas cette règle est autorisée. | ✓ Préserver l'ensoleillement et l'éclaircissement en cas de retrait, pour les habitations.<br>✓ Faciliter le passage de véhicules entre deux constructions non contiguës. |
| **ARTICLE UA 9 EMPRISE AU SOL** | |
| Il n'est pas fixé de règle. | |
| **ARTICLE UA 10 HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS** | |
| La hauteur maximale des constructions nouvelles à usage d'habitation ne doit pas excéder 10 mètres à l'égout de toit (R + 1 + combles).<br>Dans le tissu urbain ancien, toute construction édifiée en ordre continu peut, si elle dépasse la hauteur autorisée, avoir une hauteur égale aux immeubles attenants en bon état.<br>La bonne intégration au volume bâti existant reste la règle, en vertu de laquelle des adaptations plus ou moins restrictives seront exigées.<br>Les extensions de constructions ne respectant ces règles sont autorisées dans la limite de hauteur du bâtiment étendu.<br>La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas cette règle est autorisée. | ✓ Prise en compte des habitations existantes.<br>✓ Harmonisation de la hauteur des constructions nouvelles.<br>✓ Dérogations possibles sous réserve d'une intégration dans le cadre bâti. |
| **ARTICLE UA 11 ASPECT EXTERIEUR** | |
| **11.1. Dispositions générales**<br>Les constructions doivent présenter une simplicité de volume et une unité d'aspect et de matériaux permettant une bonne intégration dans le paysage urbain et la tenue générale de l'agglomération.<br>En application de l'article R.111-21 du Code de l'Urbanisme, « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrage à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte | ✓ Prise en compte de la qualité du bâti de la zone.<br>✓ Prise en compte de l'architecture locale.<br>✓ Assurer l'homogénéité du bâti et de leur environnement urbain immédiat.<br>✓ Préserver et mettre en valeur le paysage urbain et la qualité architecturale locale.<br>✓ Faciliter la réalisation de projets respectueux de l'environnement. |

au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».
Les projets contemporains faisant l'objet d'une recherche architecturale manifeste et innovante avec des matériaux de qualité sont acceptés. Ils pourront, dans ce cas, faire l'objet d'adaptations aux prescriptions indiquées ci-dessous.
L'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions en fonction des caractéristiques de ces constructions pourront faire l'objet de dérogation aux dispositions de cet article.
*Dans le respect de l'article L 111-6-2, les dispositions édictées par le présent article pourront ne pas être imposées s'il s'agit de projets d'architecture contemporaine ou innovante sur le plan énergétique sous réserve que l'intégration de la construction à réaliser dans l'environnement soit particulièrement étudiée.*
Sont annexées au règlement, les recommandations du SDAP pour assurer la qualité des constructions nouvelles dans leur environnement.

**Sont interdits :**

- tout pastiche d'une architecture étrangère à la région,
- les constructions de quelque importance que ce soit édifiées en matériaux présentant un caractère précaire ;
- les imitations de matériaux, tels que fausses briques, faux pans de bois ;
- l'emploi à nu en parements extérieurs de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses et parpaings ;
- les bardages en tôle ondulée ;
- les plaques préfabriquées.

**11.2. Volume des constructions**

Les volumes doivent être simples, s'accorder avec les volumes environnants et s'insérer dans l'ensemble existant en s'inscrivant dans le mouvement général des groupements anciens.
Les constructions doivent être au niveau de la

| | |
|---|---|
| chaussée. Si un sous-sol rendu nécessaire par la configuration du sol est projeté, il ne pourra dépasser le niveau du terrain naturel de plus de 0,40 m, cette hauteur étant mesurée dans le cas de terrains en pente au milieu de la façade la plus enterrée.<br>Les mouvements de terre créant un relief artificiel en surélévation apparente par rapport au sol naturel sont interdits.<br>Les perrons autorisés seront traités en maçonnerie pleine formant garde-corps.<br>Les constructions adventives telles que vérandas, serres ... sont autorisées dans la mesure où elles s'intègrent à la construction par leur traitement et leur volume.<br>Les locaux techniques (poubelle, chaufferie…) seront situés sur la parcelle privative hors domaine public et intégrés au bâtiment.<br>**11.3. Toitures**<br>Les toitures des constructions à usage d'habitation seront obligatoirement à deux pentes, d'une inclinaison comprise entre 30 et 50°. Les annexes accolées ou dépendances implantées en limite séparatives pourront avoir une pente plus faible, une toiture mono-pente ou un toit terrasse.<br>Le matériau de couverture doit être de l'ardoise, de la tuile plate, de la tuile mécanique petit moule ou tout autre matériau de substitution et d'appareillage identique. Pour les bâtiments d'activités et les annexes, les matériaux de type « bac acier » de teinte ardoise ou tuile sont autorisés.<br>Des adaptations à ces règles pourront être tolérées pour permettre une harmonisation avec les constructions édifiées sur les parcelles attenantes.<br>Les lucarnes seront autorisées à condition qu'elles soient de formes traditionnelles, peu nombreuses sans avoir plus de 1,30 mètre de largeur.<br>Les châssis de toit sont autorisés.<br>Les cheminées existantes seront conservées dans leur hauteur, leur forme et leurs matériaux. La démolition de celles qui ne participent pas à la structure des bâtiments pourra être autorisée ou imposée.<br>Les mitrons en terre cuite ou d'aspect équivalent sont seuls autorisés. | |

**11.4. Murs**

Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec les constructions proches. Les pignons seront traités avec le même soin que les façades principales.

Les matériaux de façade seront choisis avec un souci de cohérence et de continuité avec le bâti avoisinant aussi bien pour le bâtiment principal que pour les annexes.

Les enduits seront de tonalité neutre, beige ou ocre clair, en harmonie avec les maçonneries de pierre locale, et de préférence à finition « grattée ». Les jointements des murs en moellons devront être « beurrés » et non creusés.

Les climatiseurs sont interdits en façade.

**11.5. Ouvertures et huisserie**

La forme et les dimensions des ouvertures s'inspireront des caractéristiques des ouvertures traditionnelles.

Les menuiseries extérieures, huisseries, volets et persiennes, qu'ils soient en matériaux traditionnels , en aluminium laqué ou en PVC teintés dans la masse, seront de couleurs blanc cassé, gris clair, vert wagon, brun van dyck.

**11.6. Garages et annexes**

Les annexes et garages devront, sauf impossibilité technique constatée, être accolés à la construction principale. Ils doivent être traités en harmonie avec celle-ci du point de vue de la nature et de la mise en œuvre des matériaux, notamment pour les couvertures qui devront être réalisées avec le même matériau que la couverture principale ou avec un matériau de substitution autorisé pour celle-ci.

Les garages préfabriqués constitués de plaques de ciment scellées entre des poteaux d'ossature formant des saillies sur la face externe des parois sont interdits, de même que les garages en tôles.

**11.7. Constructions diverses**

Les constructions affectées à un usage autre que l'habitation ou ses dépendances restent soumises à l'ensemble des règles ci-dessus. Toutefois, des adaptations demeureront

| | |
|---|---|
| possibles en fonction de la nature et de l'importance des bâtiments à édifier.<br><br>**11.8. Clôtures**<br>Les clôtures doivent être sobres, dépourvues de toute ornementation fantaisiste.<br>Elles doivent être constituées soit par des murs de 2 mètres de hauteur maximale, ou de murets ne dépassant pas 1 mètre de hauteur surmontés de grille, soit par des haies vives (en privilégiant les arbustes d'essences locales), doublées ou non d'un grillage.<br>Les clôtures en fond de parcelle peuvent être entièrement pleines, leur hauteur restant limitée à 2 mètres.<br>Les grilles dites décoratives en béton moulé pleines ou ajourées, ainsi que les motifs en fer forgé fantaisistes sont interdits.<br>La reconstruction des murs anciens devra être effectuée à l'identique des murs existants (possibilité d'employer des matériaux différents), l'aspect général étant similaire à celui d'origine (enduit rustique par exemple).<br>En tout état de cause lorsqu'un mur ancien préexiste, il devra être conservé et entretenu.<br>Les clôtures formées de plaques de ciment scellées entre des poteaux d'ossature formant des saillies sur la face externe des parois sont interdites. | |
| **ARTICLE UA 12 STATIONNEMENT** | |
| Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux modes d'utilisation du sol soumis à permis de construire ou déclaration de travaux doit être assuré en dehors de la voie publique. Il est exigé :<br>- Pour les constructions à usage d'habitation<br>* Pour les immeubles collectifs, une surface de stationnement d'au moins 1 place par logement minimum.<br>* Pour les logements individuels, une place.<br>En cas de division ou d'aménagement d'une construction existante, il sera demandé une place de stationnement à l'intérieur de la propriété par logement créé.<br>En cas de changement de | ✓ Adaptation de la réglementation aux besoins et à la réalité locale.<br>✓ Sécurité routière.<br>✓ Préservation du confort d'usage d'un bien commun (voirie publique).<br>✓ Règle adaptée aux différents types de constructions autorisées. |

| | |
|---|---|
| destination d'un garage ou de toute autre construction permettant de stationner un véhicule (grange…), le nombre de places supprimées devra être recréé.<br>* Pour les logements locatifs financés par l'Etat, une place de stationnement.<br>Des adaptations pourront être apportées à cette norme dans le cas de constructions individuelles implantées à l'alignement, en ordre continu et ne faisant pas partie d'un lotissement ou d'un groupe d'habitations.<br>Toute construction recevant du public doit aussi comporter une aire pour le stationnement des bicyclettes, vélomoteurs.<br>La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables. | |
| **ARTICLE UA 13 ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS - ESPACES BOISES CLASSES** | |
| La composition des espaces libres et espaces verts doit être simple afin d'éviter tout excès, toute surcharge et tout décor compliqué.<br>Les plantations existantes seront conservées.<br>Les parties de parcelles libres devant toute construction et installation ainsi que les marges latérales doivent être aménagées et soigneusement entretenues. | ✓ Enrichir le paysage urbain en végétation pour le préserver. |
| **ARTICLE UA 14 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES** | |
| Les constructions devront prendre en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la préservation de l'environnement suivants tout en s'inscrivant en harmonie avec le paysage urbain existant :<br>✓ Utiliser les matériaux renouvelables, récupérables, recyclables ;<br>✓ Intégrer des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;<br>✓ Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;<br>✓ Utiliser des énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire), géothermie,… et des énergies | ✓ Prise en compte des objectifs du Grenelle de l'Environnement en termes de développement durable et de maîtrise de la consommation énergétique. |

| | |
|---|---|
| recyclées ;<br>✓ Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques. | |
| **ARTICLE UA 15 OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES** | |
| Les fourreaux nécessaires au raccordement à la fibre devront être prévus dans les travaux d'aménagement de voirie ou d'enfouissement des réseaux. | ✓ Favoriser le développement des communications numériques. |

### *4.1.2 Dispositions applicable à la zone UD*

*Dans l'emprise des zones à risque reportées sur le plan de zonage, s'appliquent les dispositions du règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation et Coulées de Boue de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, Chérêt, Parfondru et Veslud.*

| **Dispositions du règlement** | **Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol** |
|---|---|
| **ARTICLE UD 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES** | |
| ✓ Les installations classées pour la protection de l'environnement hors cas mentionnés à l'article 2 ;<br>✓ l'ouverture et l'exploitation de toute carrière ;<br>✓ les campings et caravanings ;<br>✓ les habitations légères de loisirs ;<br>✓ les affouillements et exhaussements du sol hors cas mentionné à l'article 2 ;<br>✓ les dépôts de toute nature. | ✓ Respect de la vocation principale de la zone à savoir l'habitat.<br>✓ Maintien et préservation de l'identité du bourg.<br>✓ Protection du paysage urbain et du cadre de vie.<br>✓ Prise en compte des paysages et de la qualité architecturale. |
| **ARTICLE UD 2 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL ADMISES SOUS CONDITION** | |
| ✓ Les dépôts de combustibles en complément de chaufferies d'immeubles et à condition que des dispositions particulières soient prises pour limiter les risques d'incendie et en éviter la propagation.<br>✓ Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumise à autorisation préalable si elles sont indispensables au bon fonctionnement du secteur et si toutes les précautions sont prises pour éviter gêne et danger pour le voisinage.<br>✓ Les installations ou établissements existants classés dont | ✓ Prise en compte des constructions existantes.<br>✓ Protection du paysage urbain.<br>✓ Favoriser la mixité activité /habitat en protégeant l'habitat de toutes nuisances. |

| | |
|---|---|
| la création ne serait pas autorisée pourront être maintenus à leur emplacement actuel ; toutefois toute extension devant provoquer une augmentation des nuisances pour le voisinage ne pourra être admise. En outre, lorsque pour une raison quelconque cessera leur exploitation, les terrains et les bâtiments ne pourront être réaffectés à aucun usage autre que d'habitation ou d'activité autorisée dans la zone par le présent règlement.<br>✓ Les affouillements et exhaussements des sols nécessaires à la réalisation des occupations et utilisations du sol autorisées.<br>✓ Les activités industrielles permises dans la zone ne pourront être implantées sur plus de 2 000 m² pour en limiter l'importance. | |
| **ARTICLE UD 3 - ACCES ET VOIRIE** | |
| **3.1. Accès**<br>Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur un fonds voisin, dans les conditions fixées par l'article 682 du Code Civil.<br>**3.2. Voirie**<br>Les constructions et installations doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques correspondent à leur destination et permettent l'accès du matériel de lutte contre l'incendie et des véhicules de service (ramassage des ordures ménagères, camions hydrocureurs…).<br>Les voies en impasse doivent avoir leur partie terminale aménagée de manière à permettre aux véhicules de service (lutte contre l'incendie, enlèvement d'ordures ménagères, camions hydrocureurs) de faire aisément demi-tour.<br>Les accès ne devront présenter aucun risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès.<br>Dans le cas de lotissement ou de groupe d'habitations, il est exigé que :<br>✓ Les accès donnant sur les R.D. 967, R.D. 25 et R.D. 903 soient mutualisés ;<br>✓ des pans coupés ménagent la bonne visibilité aux intersections. | ✓ Sécurité des biens et des personnes : Permettre un accès aux voies comprenant toutes les mesures de sécurité.<br>✓ Intégrer la voie dans l'environnement urbain car la voirie constitue un élément important de la qualité des espaces publics, elle doit être adaptée aux usages qu'elle supporte.<br>✓ Préservation du confort d'usage d'un bien commun (voirie publique). |
| **ARTICLE UD 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX** | |
| **4.1. Alimentation en eau potable**<br>Toute construction ou installation nouvelle nécessitant une alimentation en eau potable doit être desservie par une conduite de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.<br>**4.2. Assainissement**<br>✓ **Eaux usées** :<br>Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au | ✓ Respect de la réglementation en vigueur.<br>✓ Protection de l'environnement. |

| | |
|---|---|
| réseau collectif d'assainissement.<br>En cas d'impossibilité technique de raccordement ou d'absence de réseau d'assainissement communal, les eaux usées seront dirigées sur des dispositifs de traitement individuel conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur.<br>Toutes les activités commerciales, industrielles, artisanales ne doivent rejeter au réseau public que les effluents ne nécessitant pas de pré-épuration ou pré-épurés conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.<br>✓ **Eaux pluviales :**<br>Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (article 640 et 641 du code civil).<br>Toute construction nouvelle devra disposer des installations permettant l'infiltration à la parcelle.<br>Exceptionnellement, le trop plein pourra, après examen et autorisation des services compétents, être dirigé vers le réseau collectif quand celui-ci existe au droit de la propriété. | |
| **ARTICLE UD 5 – CARACTERISTIQUE DES TERRAINS** | |
| Les terrains non desservis par le réseau collectif d'assainissement devront avoir une superficie permettant un assainissement individuel. | ✓ Tenir compte de la réglementation en vigueur.<br>✓ Salubrité publique.<br>✓ Protection de l'environnement. |
| **ARTICLE UD 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES** | |
| Les constructions doivent être édifiées avec un recul d'au moins 5 mètres de l'alignement des voies, sauf pour les maisons en bandes pour lesquelles l'implantation à l'alignement peut être autorisée le long des voies exclusivement à usage de desserte.<br>Toutefois, lorsque la construction projetée est voisine d'une construction en bon état implantée à l'alignement ou avec une moindre marge de reculement, la construction nouvelle pourra être implantée dans les mêmes conditions que la construction existante.<br>Les extensions de bâtiments jouxtant des constructions existantes peuvent également être édifiées avec un recul identique à celles-ci.<br>La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas ces règles est autorisée. | ✓ Intégration des constructions nouvelles dans le tissu existant.<br>✓ Volonté d'homogénéisation du tissu urbain.<br>✓ Faciliter le stationnement devant la construction, en cas de retrait. |
| **ARTICLE UD 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUXLIMITES SEPARATIVES** | |
| A défaut de s'implanter sur l'une au moins des limites séparatives, toute construction devra respecter une distance | ✓ Respect des constructions |

| | |
|---|---|
| d'implantation par rapport à ces limites au moins égale à la moitié de sa hauteur totale, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.<br>Les extensions de construction ne respectant pas la règle peuvent être édifiées dans le prolongement de celle-ci.<br>La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas ces règles est autorisée. | existantes et de la morphologie urbaine.<br>✓ Volonté d'homogénéisation du tissu urbain.<br>✓ Préserver l'ensoleillement et l'éclaircissement en cas de retrait.<br>✓ Intégration des constructions nouvelles dans le tissu traditionnel existant. |
| **ARTICLE UD 8 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE** | |
| Les constructions non contiguës doivent être édifiées de telle manière que la distance horizontale entre tous points de deux bâtiments soit toujours au moins égale à :<br>✓ la hauteur du bâtiment le plus élevé s'il s'agit de deux murs comportant des ouvertures constituant l'éclairage essentiel de pièces principales, cette distance ne pouvant être inférieure à 8 mètres ;<br>✓ la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé dans les autres cas, cette distance ne pouvant être inférieure à 4 mètres.<br>La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas cette règle est autorisée. | ✓ Préserver l'ensoleillement et l'éclaircissement en cas de retrait, pour les habitations.<br>✓ Faciliter le passage de véhicules entre deux constructions non contiguës. |
| **ARTICLE UD 9 EMPRISE AU SOL** | |
| L'emprise au sol des constructions ne peut excéder 40 % de la surface de la parcelle.<br>Ce pourcentage est porté à 50 % pour les constructions comprenant des activités économiques. | ✓ Prise en compte de la nature du sol.<br>✓ Prise en compte de la densité actuelle de la zone. |
| **ARTICLE UD 10 HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS** | |
| La hauteur maximale de toute construction principale ne peut excéder 7 mètres à l'égout de toit. Celle des autres constructions ne peut excéder soit 3,50 mètres à l'adossement soit 3,50 mètres à l'égout de toit pour les toitures à double pente.<br>En cas de nécessité technique et sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage, les bâtiments d'activités pourront dépasser la hauteur autorisée.<br>Les extensions de constructions ne respectant ces règles sont autorisées dans la limite de hauteur du bâtiment étendu.<br>La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas cette règle est autorisée. | ✓ Harmonisation de la hauteur des constructions nouvelles.<br>✓ Prise en compte des habitations existantes et du voisinage.<br>✓ Dérogations possibles sous réserve d'une intégration dans le cadre bâti. |
| **ARTICLE UD 11 ASPECT EXTERIEUR** | |
| **11.1. Dispositions générales** | ✓ Assurer l'homogénéité du |

| | |
|---|---|
| Les constructions doivent présenter une simplicité de volume et une unité d'aspect et de matériaux permettant une bonne intégration dans le paysage urbain et la tenue générale de l'agglomération.<br>En application de l'article R.111-21 du Code de l'Urbanisme, « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrage à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».<br>Les projets contemporains faisant l'objet d'une recherche architecturale manifeste et innovante avec des matériaux de qualité sont acceptés. Ils pourront, dans ce cas, faire l'objet d'adaptations aux prescriptions indiquées ci-dessous.<br>L'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions en fonction des caractéristiques de ces constructions pourront faire l'objet de dérogation aux dispositions de cet article.<br>*Dans le respect de l'article L 111-6-2, les dispositions édictées par le présent article pourront ne pas être imposées s'il s'agit de projets d'architecture contemporaine ou innovante sur le plan énergétique sous réserve que l'intégration de la construction à réaliser dans l'environnement soit particulièrement étudiée.*<br>Sont annexées au règlement, les recommandations du SDAP pour assurer la qualité des constructions nouvelles dans leur environnement.<br><br>**<u>Sont interdits</u> :**<br>- tout pastiche d'une architecture étrangère à la région,<br>- les constructions de quelque importance que ce soit édifiées en matériaux présentant un caractère précaire,<br>- les imitations de matériaux, tels que fausses briques, faux pans de bois,<br>- l'emploi à nu en parements extérieurs de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses et parpaings.<br>- les bardages en tôle ondulée ;<br>- les plaques préfabriquées.<br><br>**<u>11.2. Volume des constructions</u>**<br>Les volumes doivent être simples, s'accorder avec les volumes environnants et s'insérer dans l'ensemble existant en s'inscrivant dans le mouvement général des groupements anciens.<br>Les constructions doivent être au niveau de la chaussée. Si un sous-sol rendu nécessaire par la configuration du sol est | bâti et de leur environnement urbain immédiat.<br>✓ Préserver et mettre en valeur le paysage urbain et la qualité architecturale locale.<br>✓ Prise en compte de l'architecture locale.<br>✓ Faciliter la réalisation de projets respectueux de l'environnement. |

projeté, il ne pourra dépasser le niveau du terrain naturel de plus de 0,40 m, cette hauteur étant mesurée dans le cas de terrains en pente au milieu de la façade la plus enterrée.
Les mouvements de terre créant un relief artificiel en surélévation apparente par rapport au sol naturel sont interdits.
Les perrons autorisés seront traités en maçonnerie pleine formant garde-corps.
Les constructions adventives telles que vérandas, serres ... sont autorisées dans la mesure où elles s'intègrent à la construction par leur traitement et leur volume.
Les constructions comportant un sous-sol enterré nécessitant la réalisation d'une tranchée d'accès ne devront pas, sauf exception, comporter d'entrée de garage en façade sur rue.
Les constructions de style contemporain, dans les extensions des agglomérations ne peuvent être autorisées que si elles respectent les principes de base suivants visant à en assurer la meilleure intégration possible du paysage bâti.

- simplicité des lignes
- légèreté des structures
- adoption de proportion telle que la hauteur ne dépasse pas le tiers de la longueur du bâtiment.

Les locaux techniques (poubelle, chaufferie…) seront situés sur la parcelle privative hors domaine public et intégrés au bâtiment.

**11.3. Toitures**

Les toitures des constructions à usage d'habitation seront obligatoirement à deux pentes, d'une inclinaison comprise entre 30 et 50°. Les annexes accolées ou dépendances implantées en limite séparatives pourront avoir une pente plus faible, une toiture mono-pente ou un toit terrasse.
Le matériau de couverture doit être de l'ardoise, de la tuile plate, de la tuile mécanique petit moule ou tout autre matériau de substitution et d'appareillage identique. Pour les bâtiments d'activités et les annexes, les matériaux de type « bac acier » de teinte ardoise ou tuile sont autorisés.
Des adaptations à ces règles pourront être tolérées pour permettre une harmonisation avec les constructions édifiées sur les parcelles attenantes.
Les lucarnes seront autorisées à condition qu'elles soient de formes traditionnelles, peu nombreuses sans avoir plus de 1,30 mètre de largeur.
Les chiens assis sont autorisés.

**11.4. Murs**

Il sera fait usage des matériaux traditionnels locaux utilisés et appareillés simplement conformément à l'usage traditionnel.
Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent être traités en harmonie avec les façades.

Les murs des constructions réalisées sur sous-sol devront présenter une continuité d'aspect sur toute leur hauteur apparente, les parements extérieurs étant établis en principe au même aplomb.
Les enduits seront d'une tonalité neutre, ton ocre léger ou ton pierre. Les enduits teintés dans la masse seront préférés aux peintures. Le blanc pur est interdit.
Les climatiseurs sont interdits en façade.

**11.5. Ouvertures et huisseries**

La forme et les dimensions des ouvertures s'inspireront des caractéristiques des ouvertures traditionnelles.
Les menuiseries extérieures, huisseries, volets et persiennes, qu'ils soient en matériaux traditionnels, en aluminium laqué ou en PVC teintés dans la masse, seront de couleurs blanc cassé, gris clair, vert wagon, brun van dyck.

**11.6. Garages et annexes**

Les annexes et garages devront, sauf impossibilité technique constatée, être accolés à la construction principale. Ils doivent être traités en harmonie avec celle-ci du point de vue de la nature et de la mise en œuvre des matériaux, notamment pour les couvertures qui devront être réalisées avec le même matériau que la couverture principale ou avec un matériau de substitution autorisé pour celle-ci.
Les garages préfabriqués constitués de plaques de ciment scellées entre des poteaux d'ossature formant des saillies sur la face externe des parois sont interdits, de même que les garages en tôles.

**11.7. Constructions diverses**

Les constructions affectées à un usage autre que l'habitation ou ses dépendances restent soumises à l'ensemble des règles ci-dessus. Toutefois, des adaptations demeureront possibles en fonction de la nature et de l'importance des bâtiments à édifier.

**11.8. Clôtures**

Les clôtures doivent être sobres et dépourvues de toute ornementation fantaisiste.
Elles seront composées soit :

- de haies vives, doublées ou non d'un grillage, composées de plusieurs essences locales ;
- de murs pleins, leur hauteur étant limitée à 2 mètres ;
- de murets de 0,60 mètre de hauteur maximale ;
- de murs bahuts de 0,50 mètre de hauteur maximale surmonté ou non de grilles ou grillage ;
- les lices de ciments sur poteaux ciment d'une hauteur maximale de 0,80 mètre sont admises ;
- les grilles dites décoratives sont interdites.

| | |
|---|---|
| Les clôtures formées de plaques de ciment scellées entre des poteaux d'ossature formant des saillies sur la face externe des parois sont interdites. | |
| **ARTICLE UD 12 STATIONNEMENT** | |
| Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux modes d'utilisation du sol soumis à permis de construire ou déclaration de travaux doit être assuré en dehors de la voie publique. Il est exigé :<br>- Pour les constructions à usage d'habitation<br>* Pour les logements individuels, deux places de stationnement privatif y compris le garage. En cas de division ou d'aménagement d'une construction existante, il sera demandé deux places de stationnement à l'intérieur de la propriété par logement créé.<br>* Pour les immeubles collectifs, une surface de stationnement privatif d'au moins 1,5 place par logement minimum et 0,5 place visiteur par logement.<br>* Pour les logements locatifs financés par l'Etat, une place de stationnement.<br>Des adaptations pourront être apportées à cette norme dans le cas de constructions individuelles implantées à l'alignement, en ordre continu et ne faisant pas partie d'un lotissement ou d'un groupe d'habitations.<br>- Pour les constructions à usage de bureau (y compris les bâtiments publics) : Une place de stationnement pour 30 $m^2$ de la surface de plancher de bureau, cette norme pouvant être modifiée soit en fonction du nombre de visiteurs attendus, soit en fonction de l'effectif réel de l'établissement.<br>- Pour les établissements commerciaux : Une surface de parking au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'établissement, à partir de 100 $m^2$ de surface de vente.<br>- Pour les établissements industriels, artisanaux et les activités diverses : Une place de stationnement pour 100 $m^2$ de la surface de plancher de la construction. Toutefois, le nombre d'emplacements pour le stationnement des véhicules peut être réduit, sans être inférieur à une place pour 200 $m^2$ de la surface de plancher, si la densité d'occupation des locaux industriels à construire doit être inférieure à un emploi par 25 $m^2$. A ces espaces à aménager pour les véhicules de transport des personnes, s'ajoutent les espaces à réserver pour le stationnement des camions et divers véhicules utilitaires.<br>Toute construction recevant du public doit aussi comporter une aire pour le stationnement des bicyclettes, vélomoteurs.<br>La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.<br>Les parcs de stationnement, qu'ils soient publics ou privés, doivent comporter des écrans boisés dès lors que leur superficie est supérieure à 1 000 $m^2$. En outre, lorsque leur surface excède 2 000 $m^2$, les parkings seront divisés par des | ✓ Adaptation de la réglementation aux besoins et à la réalité locale.<br>✓ Sécurité routière.<br>✓ Préservation du confort d'usage d'un bien commun (voirie publique).<br>✓ Règle adaptée aux différents types de constructions autorisées. |

| | |
|---|---|
| rangées d'arbres ou des haies vives afin d'en améliorer l'aspect et d'en réduire les nuisances.<br>Tout parking excédant 250 m² de superficie recevra obligatoirement des plantations à raison d'un arbre pour deux places de stationnement. | |
| **ARTICLE UD 13 ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS - ESPACES BOISES CLASSES** | |
| La composition des espaces libres et espaces verts doit être simple.<br><u>1° - Espaces privatifs</u><br>La surface des espaces verts doit être au moins égale à la surface construite.<br>Les parties de parcelles libres devant toute construction, ainsi que les marges latérales ou de reculement, doivent être aménagées en espaces verts et soigneusement entretenues.<br><br><u>2° - Espaces communs</u><br>Les lotissements et groupes d'habitations doivent comporter des aires publiques de stationnement, paysagées et plantées, destinées au stationnement des véhicules légers qui ne pourraient trouver place sur les aires privées de parking de chacune des habitations.<br>Ces espaces doivent correspondre à 10% de la surface des terrains à bâtir pour les opérations supérieures à 5 000m². | ✓ Enrichir le paysage urbain en végétation pour le préserver et le mettre en valeur. |
| **ARTICLE UD 14 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES** | |
| Les constructions devront prendre en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la préservation de l'environnement suivants tout en s'inscrivant en harmonie avec le paysage urbain existant :<br>✓ Utiliser les matériaux renouvelables, récupérables, recyclables ;<br>✓ Intégrer des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;<br>✓ Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;<br>✓ Utiliser des énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire), géothermie,… et des énergies recyclées ;<br>✓ Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques. | ✓ Prise en compte des objectifs du Grenelle de l'Environnement en termes de développement durable et de maîtrise de la consommation énergétique. |
| **ARTICLE UD 15 OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES** | |
| Les fourreaux nécessaires au raccordement à la fibre devront être prévus dans les travaux d'aménagement de voirie ou d'enfouissement des réseaux. | ✓ Favoriser le développement des communications |

| | |
|---|---|
| | numériques |

### *4.1.3 Dispositions applicable à la zone UE*

*Dans l'emprise des zones à risque reportées sur le plan de zonage, s'appliquent les dispositions du règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation et Coulées de Boue de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, Chérêt, Parfondru et Veslud.*

| Dispositions du règlement | Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol |
|---|---|
| **ARTICLE UE 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES** | |
| ✓ Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes ;<br>✓ Les terrains de camping et de caravaning ;<br>✓ Les habitations légères de loisirs ;<br>✓ Les installations classées pour la protection de l'environnement hors cas mentionnés à l'article 2. | ✓ Respect de la vocation principale de la zone, à savoir une zone réservée aux activités économiques.<br>✓ Développer l'économie locale.<br>✓ Respect du cadre de vie pour les riverains. |
| **ARTICLE UE 2- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS** | |
| ✓ Les constructions à usage industriel, artisanal, commercial et d'entrepôts ;<br>✓ Les dépôts de véhicules liés à une activité de réparation ;<br>✓ Les constructions d'ouvrage public ou d'installation d'intérêt général ;<br>✓ L'extension des bâtiments nécessaires aux activités déjà exercées dans la zone ;<br>✓ Les installations classées quels que soient le régime auquel elles sont soumises à condition que leurs nuisances (fumées, odeurs, bruit, danger) puissent faire l'objet de mesures de prévention efficace en raison de la proximité des zones d'habitat ;<br>✓ Les logements de fonction nécessaires au gardiennage des activités. | ✓ Respect de la vocation principale de la zone.<br>✓ Préserver et développer l'économie locale.<br>✓ Prise en compte des besoins spécifiques aux activités économiques. |
| **ARTICLE UE 3- ACCES ET VOIRIE** | |
| **3.1. Accès**<br>Le permis de construire sera refusé pour toute construction dont le terrain ne serait pas desservi directement par une voie publique ou privée qui permette l'accès des véhicules de lutte contre l'incendie et qui, de plus, ne présenterait pas des | ✓ Sécurité des biens et des personnes : Permettre un accès aux voies comprenant toutes les mesures de sécurité. |

| | |
|---|---|
| caractéristiques suffisantes correspondant à la destination de la construction projetée.<br>Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présente une gêne ou un risque pour la circulation est interdit.<br>**3.2. Voirie**<br>Les constructions et installations doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques correspondent à leur destination et permettent l'accès du matériel de lutte contre l'incendie et des véhicules de service (ramassage des ordures ménagères, camions hydrocureurs…).<br>Les voies en impasse doivent avoir leur partie terminale aménagée de manière à permettre aux véhicules de service (lutte contre l'incendie, enlèvement d'ordures ménagères, camions hydrocureurs) de faire aisément demi-tour.<br>La constructibilité sera refusée si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. | |
| **ARTICLE UE 4- DESSERTE PAR LES RESEAUX** | |
| **4.1. Eau potable**<br>Toute construction ou installation nouvelle nécessitant une alimentation en eau potable doit être desservie par une conduite de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.<br>**4.2. Assainissement**<br>✓ **Eaux usées** :<br>Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement.<br>En cas d'impossibilité technique de raccordement ou d'absence de réseau d'assainissement communal, les eaux usées seront dirigées sur des dispositifs de traitement individuel conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur.<br>Toutes les activités commerciales, industrielles, artisanales ne doivent rejeter au réseau public que les effluents ne nécessitant pas de pré-épuration ou pré-épurés conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.<br>✓ **Eaux pluviales :**<br>Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (article 640 et 641 du code civil).<br>Toute construction nouvelle devra disposer des installations permettant l'infiltration à la parcelle. | ✓ Respect de la réglementation en vigueur.<br>✓ Protection de l'environnement et du cadre de vie. |
| **ARTICLE UE 5- CARACTERISTIQUES DES TERRAINS** | |
| Il n'est pas fixé de règle. | |
| **ARTICLE UE 6- IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES** | |

| | |
|---|---|
| Toute construction doit être implantée à une distance minimum de 5 mètres de l'alignement des voies et emprises publiques. Cette distance est portée à 25 mètres le long de la R.D. 967.<br>En cas d'extension ou d'aménagement, le bâtiment à édifier peut être implanté en prolongement des bâtiments existants.<br>La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas ces règles est autorisée. | ✓ Permettre le stationnement sur la parcelle.<br>✓ Sécurité routière.<br>✓ Intégration des constructions nouvelles dans le tissu existant. |
| **ARTICLE UE 7- IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES** | |
| Toute construction doit être implantée à une distance des limites séparatives, au moins égale à la moitié de sa hauteur sans pourvoir être inférieure à 5 mètres.<br>Toutefois, en cas d'extension ou d'aménagement, le bâtiment à édifier peut être implanté en prolongement des bâtiments existants sous réserve que puissent être mis en œuvre tous dispositifs efficaces de protection contre l'incendie.<br>La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas ces règles est autorisée. | ✓ Permettre le passage des véhicules entre les constructions, en cas d'implantation en retrait des limites séparatives.<br>✓ Intégration des constructions nouvelles dans le tissu existant. |
| **ARTICLE UE 8- IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE** | |
| La distance entre deux constructions non contiguës implantées sur une même propriété ne sera pas inférieure à 8 mètres.<br>La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas ces règles est autorisée. | ✓ Faciliter le passage de véhicules entre deux constructions non contiguës. |
| **ARTICLE UE 9- EMPRISE AU SOL** | |
| L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 60 % de la surface de la parcelle. | ✓ Prise en compte de la nature des sols.<br>✓ Prise en compte de la densité actuelle au sein des zones d'activités. |
| **ARTICLE UE 10- HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS** | |
| La hauteur maximale des constructions est fixée à 10 mètres à l'égout du toit.<br>Des hauteurs supérieures motivées par des contraintes techniques pourront être autorisées sur justification d'une intégration du bâtiment dans le paysage.<br>La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas la règle est autorisée. | ✓ Prise en compte de la vocation de la zone et de la nature des bâtiments possibles.<br>✓ Harmonisation de la hauteur des constructions nouvelles.<br>✓ Dérogations possibles sous réserve d'une intégration dans le cadre bâti. |

| ARTICLE UE 11- ASPECT EXTERIEUR | |
|---|---|
| *Dans le respect de l'article L 111-6-2, les dispositions édictées par le présent article pourront ne pas être imposées s'il s'agit de projets d'architecture contemporaine ou innovante sur le plan énergétique sous réserve que l'intégration de la construction à réaliser dans l'environnement soit particulièrement étudiée.*<br><br>Les murs et les clôtures constitués de plaques de ciment scellées entre des poteaux d'ossature formant des saillies sur la face extérieure des parois sont interdites.<br>Les grillages utilisés comme clôture seront doublés d'une haie végétale d'arbustes de plusieurs essences locales les dissimulant aux vues de l'espace public.<br>Les citernes, dépôts de matériaux ou de résidus ainsi que les installations similaires doivent être placés en des lieux non visibles de la voie publique et masqués par un écran minéral ou végétal dense. | ✓ Prise en compte de la vocation de la zone.<br>✓ Prise en compte du développement durable.<br>✓ Assurer l'intégration des constructions nouvelles dans le paysage urbain et naturel.<br>✓ Faciliter la réalisation de projet respectueux de l'environnement. |
| **ARTICLE UE 12- OBLIGATION DE REALISER DES PLACES DE STATIONNEMENT** | |
| Sur chaque parcelle, il doit être aménagé des aires suffisantes pour assurer le stationnement et l'évolution des véhicules de livraison et de service, ainsi que ceux du personnel.<br>Il est exigé une place de stationnement pour 100 $m^2$ de la surface de plancher de la construction. Toutefois, le nombre d'emplacements pour le stationnement des véhicules peut être réduit sans être inférieur à une place pour 200 $m^2$ de la surface de plancher si la densité d'occupation des locaux industriels à construire doit être inférieure à un emploi par 25 $m^2$.<br>A ces espaces à aménager pour le stationnement des véhicules de transport des personnes, il faut ajouter les espaces nécessaires au stationnement des camions et divers véhicules utilitaires. | ✓ Adaptations de la réglementation aux besoins et à la réalité locale.<br>✓ Adaptation à la vocation de la zone.<br>✓ Sécurité routière. |
| **ARTICLE UE 13- ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS - ESPACES BOISES CLASSES** | |
| Les parcs de stationnement, qu'ils soient publics ou privés, doivent comporter des plantations à raison d'un arbre pour deux places dès lors que leur superficie est supérieure à 250 $m^2$. En outre, lorsque leur surface dépasse 1000 $m^2$, ils seront divisés par des rangées d'arbres ou des haies vives afin tout à la fois d'en améliorer l'aspect et d'en réduire les nuisances.<br>Les surfaces non construites devront être plantées. Les espaces verts doivent comporter un arbre de moyenne tige pour 100 $m^2$ de terrain.<br>Toute construction recevant du public doit aussi comporter une aire pour le stationnement des bicyclettes, vélomoteurs. | ✓ Enrichir le paysage urbain en végétation pour le préserver. |
| **ARTICLE UE 14 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES** | |
| Les constructions devront prendre en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la préservation de l'environnement suivants tout en s'inscrivant en harmonie | ✓ Prise en compte des objectifs du Grenelle de |

| | |
|---|---|
| avec le paysage urbain existant :<br>✓ Utiliser les matériaux renouvelables, récupérables, recyclables ;<br>✓ Intégrer des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;<br>✓ Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;<br>✓ Utiliser des énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire), géothermie,… et des énergies recyclées ;<br>✓ Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques. | l'Environnement en termes de développement durable et de maîtrise de la consommation énergétique. |
| **ARTICLE UE 15 OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES** | |
| Les fourreaux nécessaires au raccordement à la fibre devront être prévus dans les travaux d'aménagement de voirie ou d'enfouissement des réseaux. | ✓ Favoriser le développement des communications numériques |

## 4.2 - Dispositions applicables à la zone à urbaniser

### *4.2.1 Dispositions applicable à la zone 1AU*

| Dispositions du règlement | Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol |
|---|---|
| **ARTICLE 1AU 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES** | |
| ✓ l'ouverture et l'exploitation de toute carrière ;<br>✓ les terrains de camping et de caravanage ;<br>✓ l'installation d'habitations légères de loisirs hors terrain aménagé ;<br>✓ les constructions à usage d'activités susceptibles de générer des nuisances (bruit, fumée, odeur, stationnement / circulation de poids lourds…) ou des dangers incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone et le voisinage des constructions à occupation permanente ou fréquente de la population. | ✓ Respect de la vocation principale de la zone, à savoir l'habitat.<br>✓ Protection du paysage urbain.<br>✓ Maintien de la qualité du cadre de vie. |
| **ARTICLE 1AU 2- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS** | |
| **Sont autorisés les occupations et utilisations du sol suivantes dans le respect des Orientations d'Aménagement et de Programmation :** | ✓ Respect de la vocation principale de la zone. |

| | |
|---|---|
| ✓ les constructions et installations à usage d'équipements collectifs à condition qu'ils ne perturbent pas la vocation principale de la zone, et qu'ils n'entraînent aucune obligation d'équipement pour la commune ;<br>✓ les affouillements et exhaussements du sol nécessaires à l'aménagement de la zone ;<br>✓ les lotissements et constructions groupées à usage d'habitation sous réserve de la réalisation des équipements nécessaires et de ne pas compromettre un aménagement cohérent de la zone ;<br>✓ les constructions à usage d'habitation, de commerce, d'artisanat, de bureaux et de services ;<br>✓ les installations classées pour la protection de l'environnement à condition qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants de la zone et que toutes les dispositions soient prises pour éviter nuisances et dangers pour le voisinage. | ✓ Protection du paysage urbain et du paysage naturel.<br>✓ Prise en compte des principes définis dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation.<br>✓ Favoriser la mixité activité /habitat en protégeant l'habitat de toutes nuisances. |
| **ARTICLE 1AU 3- ACCES ET VOIRIE** | |
| **3.1. Accès**<br>Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur un fonds de ses voisins, dans les conditions fixées par l'article 682 du Code Civil.<br>Les accès ne devront présenter aucun risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès.<br><br>**3.2. Voirie**<br>Les constructions et installations doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques correspondent à leur destination et permettent l'accès du matériel de lutte contre l'incendie et des véhicules de service.<br>Les voies en impasse doivent avoir leur partie terminale aménagée de manière à permettre aux véhicules de service de faire aisément demi-tour.<br>Il peut être exigé que l'accès des lotissements et groupe d'habitations soit limité au strict minimum sur les voies assurant une fonction de distribution ou d'écoulement. | ✓ Sécurité des biens et des personnes : Permettre un accès aux voies comprenant toutes les mesures de sécurité.<br>✓ Assurer un confort d'usage et améliorer la sécurité routière.<br>✓ Intégrer la voie dans l'environnement urbain.<br>✓ Adapter les voies aux usages qu'elles supportent. |
| **ARTICLE 1AU 4- DESSERTE PAR LES RESEAUX** | |
| **4.1. Alimentation en eau potable**<br>Toute construction ou installation nouvelle nécessitant une alimentation en eau potable doit être desservie par une conduite de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.<br>**4.2. Assainissement**<br>✓ **Eaux usées** :<br>Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement. | ✓ Respect de la réglementation en vigueur.<br>✓ Protection de l'environnement. |

| | |
|---|---|
| En cas d'impossibilité technique de raccordement ou d'absence de réseau d'assainissement communal, les eaux usées seront dirigées sur des dispositifs de traitement individuel conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur.<br>Toutes les activités commerciales, industrielles, artisanales ne doivent rejeter au réseau public que les effluents ne nécessitant pas de pré-épuration ou pré-épurés conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.<br>✓ **Eaux pluviales :**<br>Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (article 640 et 641 du code civil).<br>Toute construction nouvelle devra disposer des installations permettant l'infiltration à la parcelle.<br>Exceptionnellement, le trop plein pourra, après examen et autorisation des services compétents, être dirigé vers le réseau collectif quand celui-ci existe au droit de la propriété. | |
| **ARTICLE 1AU 5- CARACTERISTIQUES DES TERRAINS** | |
| Il n'est pas fixé de règle. | |
| **ARTICLE 1AU 6- IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES** | |
| Toute construction nouvelle devra être implantée suivant un reculement d'au moins 5 mètres par rapport à l'alignement des voies et emprises publiques. | ✓ Respect de la morphologie urbaine et volonté d'homogénéisation du tissu urbain par rapport au village.<br>✓ Prise en compte de la typologie des constructions implantées en zone pavillonnaire : implantation en retrait majoritaire.<br>✓ Volonté d'homogénéisation du tissu urbain avec le bâti existant notamment au sein de la zone UD.<br>✓ Permettre le stationnement sur la parcelle. |
| **ARTICLE 1AU 7- IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES** | |
| A défaut de s'implanter sur l'une au moins des limites séparatives, toute construction devra respecter une distance d'implantation par rapport à ces limites au moins égale à la | ✓ Respect de la morphologie urbaine et volonté d'homogénéisation du |

| | |
|---|---|
| moitié de sa hauteur totale, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. | tissu urbain par rapport au village.<br>✓ Prise en compte de la typologie des constructions implantées en zone pavillonnaire.<br>✓ Volonté d'homogénéisation du tissu urbain avec le bâti existant notamment au sein de la zone UD, à dominante pavillonnaire.<br>✓ Préserver l'ensoleillement et l'éclaircissement en cas de retrait. |
| **ARTICLE 1AU 8- IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE** | |
| Les constructions non contiguës doivent être édifiées de telle manière que la distance horizontale entre tous points de deux bâtiments soit toujours au moins égale à :<br>* la hauteur du bâtiment le plus élevé s'il s'agit de deux murs comportant des ouvertures constituant l'éclairage essentiel de pièces principales, cette distance ne pouvant être inférieure à 8 mètres ;<br>* la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé dans les autres cas, cette distance ne pouvant être inférieure à 4 mètres. | ✓ Préserver l'ensoleillement et l'éclaircissement en cas de retrait, pour les habitations.<br>✓ Faciliter le passage de véhicules entre deux constructions non contiguës. |
| **ARTICLE 1AU 9- EMPRISE AU SOL** | |
| L'emprise au sol des constructions ne peut excéder 40 % de la surface de la parcelle. | ✓ Prise en compte de la nature du sol ;<br>✓ Prise en compte de la densité existante au sein des zones pavillonnaires. |
| **ARTICLE 1AU 10- HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS** | |
| La hauteur maximale de toute construction principale ne peut excéder 7 mètres à l'égout de toit. Celle des autres constructions ne peut excéder soit 3,50 mètres à l'adossement, soit 3,50 mètres à l'égout de toit pour les toitures à double pente.<br>Pourront dépasser cette hauteur pour des raisons techniques ou fonctionnelles dans la mesure où le dépassement ne porte pas atteinte au cadre bâti et aux paysages :<br>✓ les ouvrages publics et les constructions d'équipements d'intérêt général,<br>✓ les bâtiments reconstruits après sinistre sans | ✓ Harmonisation de la hauteur des constructions nouvelles.<br>✓ Intégration paysagère.<br>✓ Dérogations possibles sous réserve d'une intégration dans le cadre bâti, pour les ouvrages et constructions d'équipements d'intérêt |

| | |
|---|---|
| toutefois dépasser leur hauteur initiale | général. |
| **ARTICLE 1AU 11- ASPECT EXTERIEUR** | |
| **11.1. Dispositions générales**<br>Les constructions doivent présenter une simplicité de volume et une unité d'aspect et de matériaux permettant une bonne intégration dans le paysage urbain et la tenue générale de l'agglomération.<br>En application de l'article R.111-21 du Code de l'Urbanisme, « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrage à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».<br>Les projets contemporains faisant l'objet d'une recherche architecturale manifeste et innovante avec des matériaux de qualité sont acceptés. Ils pourront, dans ce cas, faire l'objet d'adaptations aux prescriptions indiquées ci-dessous.<br>L'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions en fonction des caractéristiques de ces constructions pourront faire l'objet de dérogation aux dispositions de cet article.<br>*Dans le respect de l'article L 111-6-2, les dispositions édictées par le présent article pourront ne pas être imposées s'il s'agit de projets d'architecture contemporaine ou innovante sur le plan énergétique sous réserve que l'intégration de la construction à réaliser dans l'environnement soit particulièrement étudiée.*<br><br>**Sont interdits :**<br>- tout pastiche d'une architecture étrangère à la région,<br>- les constructions de quelque importance que ce soit, édifiées en matériaux présentant un caractère précaire,<br>- les imitations de matériaux, tels que fausses briques, faux pans de bois,<br>- l'emploi à nu en parements extérieurs de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses et parpaings ;<br>- les bardages en tôle ondulée ;<br>- les plaques préfabriquées.<br><br>**11.2. Volume des constructions**<br>Les volumes doivent être simples, s'accorder avec les volumes environnants et s'insérer dans l'ensemble existant en s'inscrivant dans le mouvement général des groupements anciens.<br>Les constructions doivent être au niveau de la chaussée. Si un | ✓ Assurer l'homogénéité du bâti par rapport aux zones urbaines.<br>✓ Préserver la qualité du cadre de vie et l'identité locale.<br>✓ Préserver et mettre en valeur le paysage urbain.<br>✓ Prise en compte du développement durable. |

sous-sol rendu nécessaire par la configuration du sol est projeté, il ne pourra dépasser le niveau du terrain naturel de plus de 0,40 m, cette hauteur étant mesurée dans le cas de terrains en pente au milieu de la façade la plus enterrée.
Les mouvements de terre créant un relief artificiel en surélévation apparente par rapport au sol naturel sont interdits.
Les perrons autorisés seront traités en maçonnerie pleine formant garde-corps.
Les constructions adventives telles que vérandas, serres ... sont autorisées dans la mesure où elles s'intègrent à la construction par leur traitement et leur volume.
Les constructions comportant un sous-sol enterré nécessitant la réalisation d'une tranchée d'accès ne devront pas, sauf exception, comporter d'entrée de garage en façade sur rue.
Les constructions de style contemporain, dans les extensions des agglomérations ne peuvent être autorisées que si elles respectent les principes de base suivants visant à en assurer la meilleure intégration possible du paysage bâti :

- simplicité des lignes
- légèreté des structures
- adoption de proportion telle que la hauteur ne dépasse pas le tiers de la longueur du bâtiment.

Des plantations d'accompagnement seront exigées.
Les locaux techniques (poubelle, chaufferie…) seront situés sur la parcelle privative hors domaine public et intégrés au bâtiment.

**11.3 Toitures**

Les toitures des constructions à usage d'habitation seront obligatoirement à deux pentes, d'une inclinaison comprise entre 30 et 50°. Les annexes accolées ou dépendances implantées en limite séparatives pourront avoir une pente plus faible, une toiture mono-pente ou un toit terrasse.
Le matériau de couverture doit être de l'ardoise, de la tuile plate, de la tuile mécanique petit moule ou tout autre matériau de substitution et d'appareillage identique.
Les lucarnes seront autorisées à condition qu'elles soient de formes traditionnelles, peu nombreuses sans avoir plus de 1,30 mètre de largeur.
Des adaptations à ces règles pourront être tolérées pour permettre une harmonisation avec les constructions édifiées sur les parcelles attenantes.

**11.4. Murs**

Il sera fait usage des matériaux traditionnels locaux utilisés et appareillés simplement conformément à l'usage traditionnel.
Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent être traités en harmonie avec les façades.
Les murs des constructions réalisées sur sous-sol devront

présenter une continuité d'aspect sur toute leur hauteur apparente, les parements extérieurs étant établis en principe au même aplomb.
Les enduits seront d'une tonalité neutre, ton ocre léger ou ton pierre. Les enduits teintés dans la masse seront préférés aux peintures. Le blanc pur est interdit.

**11.5. Ouvertures et huisseries**

La forme et les dimensions des ouvertures s'inspireront des caractéristiques des ouvertures traditionnelles.
Les menuiseries extérieures, huisseries, volets et persiennes, qu'ils soient en matériaux traditionnels, en aluminium laqué ou en PVC teintés dans la masse, seront de couleurs blanc cassé, gris clair, vert wagon, brun van dyck.

**11.6. Garages et annexes**

Les annexes et garages devront, sauf en cas d'impossibilité technique constatée, être accolés à la construction principale. Ils doivent être traités en harmonie avec celle-ci du point de vue de la nature et de la mise en œuvre des matériaux, notamment pour les couvertures qui devront être réalisées avec le même matériau que la couverture principale ou avec un matériau de substitution autorisé pour celle-ci.
Les garages préfabriqués constitués de plaques de ciment scellées entre des poteaux d'ossature formant des saillies sur la face externe des parois sont interdits, ainsi que les garages en tôle.
Les toitures des annexes et garages accolés à la construction principale présenteront une pente identique à celle de cette dernière. Ces constructions pourront avoir une toiture mono-pente.

**11.7. Constructions diverses**

Les constructions affectées à un usage autre que l'habitation ou ses dépendances restent soumises à l'ensemble des règles ci-dessus. Toutefois, des adaptations demeureront possibles en fonction de la nature et de l'importance des bâtiments à édifier.

**11.8. Clôtures**

Les clôtures doivent être sobres et dépourvues de toute ornementation fantaisiste.
Elles seront composées soit :

- de haies vives, doublées ou non d'un grillage, composées de plusieurs essences locales ;
- de murs pleins, leur hauteur étant limitée à 2 mètres ;
- de murets de 0,60 mètre de hauteur maximale ;
- de murs bahuts de 0,50 mètre de hauteur maximale surmonté ou non de grilles ou grillage, l'ensemble ne pouvant dépasser 2 mètres ;

| | |
|---|---|
| - les lices de ciments sur poteaux ciment d'une hauteur maximale de 0,80 mètre sont admises ;<br>- les grilles dites décoratives sont interdites.<br>Les clôtures formées de plaques de ciment scellées entre des poteaux d'ossature formant des saillies sur la face externe des parois sont interdites.<br><br>**11.9. Dispositions particulières**<br>Les règles du présent article s'appliqueront aux lotissements et aux groupes d'habitations sauf si un parti architectural différent (architecture contemporaine) est défini par des règles propres à ces opérations et applicables à l'ensemble. | |
| **ARTICLE 1AU 12- OBLIGATION DE REALISER DES PLACES DE STATIONNEMENT** | |
| Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques. Il est exigé :<br>- Pour les constructions à usage d'habitation<br>* Pour les immeubles collectifs, une surface de stationnement d'au moins 1,5 place par logement minimum.<br>* Pour les logements individuels, deux places de stationnement y compris le garage.<br>* Pour les logements locatifs financés par l'Etat, une place de stationnement.<br>Pour les logements collectifs, une surface de 1,5m² par logement devra être prévue pour le stationnement des vélos.<br>Des adaptations pourront être apportées à cette norme dans le cas de constructions individuelles implantées à l'alignement, en ordre continu et ne faisant pas partie d'un lotissement ou d'un groupe d'habitations.<br>- Pour les constructions à usage de bureau (y compris les bâtiments publics) : Une place de stationnement pour 30m² de la surface de plancher de bureau, cette norme pouvant être modifiée soit en fonction du nombre de visiteurs attendus, soit en fonction de l'effectif réel de l'établissement.<br>- Pour les établissements commerciaux : Une surface de parking au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'établissement, à partir de 100 m² de surface de vente.<br>- Pour les établissements artisanaux et les activités diverses<br>Une place de stationnement pour 80 m² de la surface de plancher de la construction. Toutefois, le nombre d'emplacements pour le stationnement des véhicules peut être réduit, sans être inférieur à une place pour 200 m² de la surface de plancher, si la densité d'occupation des locaux industriels à construire doit être inférieure à un emploi par 25 m². A ces espaces à aménager pour les véhicules de transport des personnes, s'ajoutent les espaces à réserver pour le | ✓ Incitation au stationnement sur la parcelle (sécurité routière, confort du cadre de vie et accès des véhicules de secours).<br>✓ Adaptation de la réglementation aux besoins et à la réalité locale. |

| | |
|---|---|
| stationnement des camions et divers véhicules utilitaires.<br>Toute construction recevant du public doit aussi comporter une aire pour le stationnement des bicyclettes, vélomoteurs.<br>La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables. Des adaptations peuvent être apportées à ces normes si le nombre de place projeté résulte d'étude fournie par le demandeur et obtient l'approbation de la municipalité.<br>Les parcs de stationnement, qu'ils soient publics ou privés, doivent comporter des écrans boisés dès lors que leur superficie est supérieure à 1 000 $m^2$. En outre, lorsque leur surface excède 2 000 $m^2$, les parkings seront divisés par des rangées d'arbres ou des haies vives afin d'en améliorer l'aspect et d'en réduire les nuisances.<br>Tout parking excédant 250 $m^2$ de superficie recevra obligatoirement des plantations à raison d'un arbre pour deux places de stationnement. | |
| **ARTICLE 1AU 13- ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS - ESPACES BOISES CLASSES** | |
| La composition des espaces libres et espaces verts doit être simple.<br><u>1° - Espaces privatifs</u><br>La surface des espaces verts doit être au moins égale à la surface construite.<br>Les parties de parcelles libres devant toute construction, ainsi que les marges latérales ou de reculement, doivent être aménagées en espaces verts et soigneusement entretenues.<br>Elles doivent être plantées à raison d'un arbre de moyenne tige pour 1000 $m^2$ d'espace libre.<br>En plantation d'ornement, seules les essences locales seront autorisées, toutes autres espèces (de type méditerranéen, par exemple) seront interdites. Les arbres fruitiers sont recommandés.<br><br><u>2° - Espaces communs</u><br>Les lotissements et groupes d'habitations doivent comporter des aménagements verts plantés, notamment d'accompagnement de la voirie, destinés à améliorer le cadre de vie des habitants et à offrir à ceux-ci des lieux communs de rencontre, de promenade et de jeux correspondant à 10 % de la surface des terrains à bâtir pour les opérations concernant des terrains dont la superficie est supérieure à 5000 $m^2$. | ✓ Enrichir le paysage urbain en végétation pour le préserver et le mettre en valeur.<br>✓ Favoriser la création d'espaces verts.<br>✓ Soin du cadre de vie. |
| **ARTICLE 1AU 14 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES** | |
| Les constructions devront prendre en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la préservation de l'environnement suivants tout en s'inscrivant en harmonie avec le paysage urbain existant :<br>✓ Utiliser les matériaux renouvelables, | ✓ Prise en compte des objectifs du Grenelle de l'Environnement en termes de développement durable et de maîtrise de la |

| | |
|---|---|
| récupérables, recyclables ;<br>✓ Intégrer des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;<br>✓ Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;<br>✓ Utiliser des énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire), géothermie,… et des énergies recyclées ;<br>✓ Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques. | consommation énergétique. |
| **ARTICLE 1AU 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES** | |
| Les fourreaux nécessaires au raccordement à la fibre devront être prévus dans les travaux d'aménagement de voirie ou d'enfouissement des réseaux. | ✓ Favoriser le développement des communications numériques |

### *4.2.2 Dispositions applicable à la zone AUE*

*Dans l'emprise des zones à risque reportées sur le plan de zonage, s'appliquent les dispositions du règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation et Coulées de Boue de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, Chérêt, Parfondru et Veslud.*

| Dispositions du règlement | Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol |
|---|---|
| **ARTICLE AUE 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES** | |
| Les occupations du sol non mentionnées à l'article AUE 2 sont interdites. | ✓ Respect de la vocation principale de la zone.<br>✓ Développer l'économie locale.<br>✓ Protection du cadre de vie. |
| **ARTICLE AUE 2- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS** | |
| **Sont autorisés les occupations et utilisations du sol suivantes dans le respect des Orientations d'Aménagement et de Programmation :**<br>✓ Les constructions à usage industriel, artisanal, d'entrepôt, de commerces et les activités tertiaires (services et bureaux).<br>✓ Les constructions d'ouvrages publics ou d'installations | ✓ Respect de la vocation principale de la zone.<br>✓ Préserver et développer l'économie locale.<br>✓ Prise en compte des principes définis dans les |

| | |
|---|---|
| d'intérêt général.<br>✓ Les installations classées quels que soient le régime auquel elles sont soumises à condition que leurs nuisances (fumées, odeurs, bruit, danger) puissent faire l'objet de mesures de prévention efficace en raison de la proximité des zones d'habitat.<br>✓ Les aires de stationnement ouvertes au public ;<br>✓ Les exhaussements et affouillements nécessaires à la réalisation des occupations et utilisations des sols autorisés ;<br>✓ Les constructions d'ouvrages publics ou installations d'intérêt général ;<br>✓ Les logements de fonction destinés au logement du personnel dont la présence est strictement nécessaire pour assurer le fonctionnement, la surveillance et la sécurité des établissements autorisés. Ce logement devra être intégré à la structure du bâtiment d'activité ; | Orientations d'Aménagement et de Programmation. |
| **ARTICLE AUE 3- ACCES ET VOIRIE** | |
| Les accès doivent être adaptés à la circulation des véhicules automobiles, poids lourds et avoir une largeur d'au moins 5 mètres sur la voie publique ou privée.<br>Le raccordement de l'accès automobile à la parcelle avec la voirie externe devra comporter en prolongement de la sortie de la parcelle une plate-forme de 3 mètres de longueur et 5 mètres de largeur visible de la chaussée.<br>Les accès aux établissements seront étudiés de manière à permettre aux véhicules d'entrer et de sortir sans manœuvre.<br>Toutes construction doit être disposée de manière à permettre l'accès du matériel de lutte contre l'incendie.<br>Les voies publiques ou privées desservant les terrains industriels devront avoir une chaussée d'au moins 7 mètres de largeur pour une plate-forme minimale de 12 mètres de largeur. | ✓ Sécurité des biens et des personnes : Permettre un accès aux voies comprenant toutes les mesures de sécurité.<br>✓ Préservation du confort d'usage d'un bien commun (voirie publique). |
| **ARTICLE AUE 4- DESSERTE PAR LES RESEAUX** | |
| **4.1. Alimentation en eau potable**<br>Le branchement sur le réseau d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui requiert une alimentation en eau.<br>L'alimentation en eau industrielle par captage ou forage particuliers susceptibles de satisfaire, sans préjudice pour l'environnement, les besoins prévisibles, est permise mais doit être faite en accord avec les services compétents et conforme à la législation en vigueur.<br>**4.2. Assainissement**<br>✓ **Eaux usées**<br>Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement.<br>En cas d'impossibilité technique de raccordement ou | ✓ Respect de la réglementation en vigueur.<br>✓ Protection de l'environnement et du cadre de vie. |

| | |
|---|---|
| d'absence de réseau d'assainissement communal, les eaux usées seront dirigées sur des dispositifs de traitement individuel conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur.<br>Toutes les activités commerciales, industrielles, artisanales ne doivent rejeter au réseau public que les effluents ne nécessitant pas de pré-épuration ou pré-épurés conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.<br>✓ **Eaux pluviales**<br>Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (article 640 et 641 du code civil).<br>Toute construction nouvelle devra disposer des installations permettant l'infiltration à la parcelle.<br>Exceptionnellement, le trop plein pourra, après examen et autorisation des services compétents, être dirigé vers le réseau collectif quand celui-ci existe au droit de la propriété.<br>En tout état de cause, des garanties techniques doivent être données par le constructeur pour éviter que les eaux pluviales collectées par le réseau ne soient mises en contact avec les agents polluants de la zone industrielle. | |
| **ARTICLE AUE 5- CARACTERISTIQUES DES TERRAINS** | |
| Non réglementé. | |
| **ARTICLE AUE 6- IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES** | |
| Toute construction doit être implantée à une distance minimum de 5 mètres de l'alignement des voies. Cette distance est portée à 25 mètres le long de la R.D. 967. | ✓ Permettre le stationnement sur la parcelle.<br>✓ Faciliter les déplacements autour des bâtiments.<br>✓ Sécurité routière. |
| **ARTICLE AUE 7- IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES** | |
| Toute construction doit être implantée à une distance des limites séparatives au moins égale à sa hauteur sans pouvoir être inférieure à 5 mètres. Toutefois, en cas d'extension ou d'aménagement, le bâtiment à édifier peut être implanté en prolongement des bâtiments existants sous réserve que puissent être mis en œuvre tous dispositifs efficaces de protection contre l'incendie. | ✓ Permettre le passage des véhicules entre les constructions.<br>✓ Sécurité civile (limitation de l'extension des conséquences d'un incendie aux terrains voisins).<br>✓ Volonté d'homogénéisation avec la zone d'activités voisine. |
| **ARTICLE AUE 8- IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX** | |

| AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE | |
|---|---|
| La distance entre deux constructions non contiguës doit être au minimum de 4 mètres. | ✓ Faciliter le passage de véhicules entre deux constructions non contiguës. |
| **ARTICLE AUC 9- EMPRISE AU SOL** | |
| L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 60 % de la surface de la parcelle. | ✓ Prise en compte de la nature des sols<br>✓ Prise en compte des risques naturels |
| **ARTICLE AUE 10- HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS** | |
| La hauteur des bâtiments ne devra pas dépasser 10 mètres à l'égout du toit.<br>Pourront dépasser cette hauteur pour des raisons techniques ou fonctionnelles dans la mesure où le dépassement ne porte pas atteinte au cadre bâti et aux paysages :<br>✓ les équipements collectifs d'infrastructure et de superstructure lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent ;<br>✓ l'aménagement et l'extension d'un bâtiment existant d'une hauteur supérieure à celle autorisée, la hauteur maximum dans ce cas étant celle de l'existant ;<br>✓ les bâtiments reconstruits après sinistre sans toutefois dépasser leur hauteur initiale. | ✓ Prise en compte de la vocation de la zone et de la nature des bâtiments possibles.<br>✓ Harmonisation de la hauteur des constructions nouvelles.<br>✓ Dérogations possibles sous réserve d'une intégration dans le cadre bâti.<br>✓ Volonté d'homogénéisation avec la zone d'activités voisine. |
| **ARTICLE AUE 11- ASPECT EXTERIEUR** | |
| Les constructions doivent présenter un aspect soigné, tant au point de vue des volumes, des matériaux mis en œuvre que des coloris employés.<br>La nature des matériaux de façades doit être de bonne qualité.<br>Les teintes doivent être discrètes et s'harmoniser entre elles.<br>Les clôtures ne pourront dépasser une hauteur de 2 mètres.<br>Elles devront être d'un modèle simple et constituées :<br>- soit d'une mur-bahut de 0,40 mètre de hauteur surmonté d'une partie à claire voie de 1 mètre doublée à l'intérieur sur le domaine privé d'une haie vive d'une hauteur uniforme ne dépassant pas 2 mètres.<br>- soit d'une bordurette doublée par une haie vive d'un maximum de 2 mètres.<br>Les murs pleins sont interdits sauf justification tenant à la nature de l'activité.<br>Les dépôts de matériaux devront être faits à l'arrière du bâtiment principal ou masqués par des plantations. | ✓ Prise en compte de la vocation de la zone et de la nature des constructions possibles.<br>✓ Prise en compte du développement durable.<br>✓ Assurer l'intégration des constructions nouvelles dans le paysage urbain et naturel. |
| **ARTICLE AUE 12- OBLIGATION DE REALISER DES PLACES DE STATIONNEMENT** | |
| Pour chaque parcelle, il doit être aménagé les aires suffisantes | ✓ Adaptation de la |

| | |
|---|---|
| pour assurer le stationnement et l'évolution des véhicules de livraison et de service, ainsi que ceux du personnel.<br>Il est exigé une place de stationnement par 80 $m^2$ de la surface de plancher de la construction. Toutefois, le nombre d'emplacements pour le stationnement des véhicules peut être réduit sans être inférieur à une place par 200 $m^2$ de la surface de plancher si la densité d'occupation des locaux industriels à construire est inférieure à un emploi par 25$m^2$.<br>A ces espaces à aménager pour le stationnement des véhicules de transport des personnes s'ajoutent les espaces à réserver pour le stationnement des camions et divers véhicules utilitaires.<br>Pour les logements autorisés, il est exigé 2 places par logement.<br>Les parcs de stationnement, qu'ils soient publics ou privés doivent comporter des écrans boisés dès lors que leur superficie est supérieure à 1000 $m^2$. En outre, lorsque leur surface dépasse 2000 $m^2$, ils sont divisés par des rangées d'arbres ou des haies vives afin, tout à la fois, d'en améliorer l'aspect et d'en réduire les nuisances.<br>Toute construction recevant du public doit aussi comporter une aire pour le stationnement des bicyclettes, vélomoteurs. | réglementation aux besoins et à la réalité locale.<br>✓ Sécurité routière.<br>✓ Adaptation à la vocation de la zone. |
| **ARTICLE AUE 13- ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS - ESPACES BOISES CLASSES** | |
| La surface des espaces verts et plantés ne pourra être inférieure à 10 % de la surface totale de la parcelle.<br>La surface non construite et en particulier la marge de reculement devra être plantée à raison d'un arbre de haute tige par 100 $m^2$ de terrain. | ✓ Enrichir le paysage urbain en végétation pour le préserver. |
| **ARTICLE AUE14 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES** | |
| Les constructions devront prendre en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la préservation de l'environnement suivants tout en s'inscrivant en harmonie avec le paysage urbain existant :<br>✓ Utiliser les matériaux renouvelables, récupérables, recyclables ;<br>✓ Intégrer des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;<br>✓ Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;<br>✓ Utiliser des énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire), géothermie,… et des énergies recyclées ;<br>✓ Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques. | ✓ Prise en compte des objectifs du Grenelle de l'Environnement en termes de développement durable et de maîtrise de la consommation énergétique. |
| **ARTICLE AUE 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE** | |

| COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES | |
|---|---|
| Les fourreaux nécessaires au raccordement à la fibre devront être prévus dans les travaux d'aménagement de voirie ou d'enfouissement des réseaux. | ✓ Favoriser le développement des communications numériques |

### *4.2.3 Dispositions applicable à la zone 2AU*

Cette zone devant faire l'objet d'une procédure de modification (ou de révision) du PLU avant d'être ouverte à l'urbanisation, elle doit être considérée comme une réserve foncière dont il importe de ne pas obérer l'avenir, c'est pourquoi, toutes les occupations et utilisations du sol y sont interdites à l'exception :

- → des affouillements et exhaussements du sol nécessaires à la réalisation des occupations et utilisations du sol autorisées.
- → des constructions d'équipements d'infrastructure, de voiries et de réseaux divers ainsi que tous ouvrages et installations qui leur sont liés.

Dans le même esprit les articles 3, 4, 5 et 8 à 14 ne sont pas réglementés ; ils seront étudiés dans le cadre de la procédure de modification. Les articles 6 et 7 sont quant à eux réglementés conformément à la réglementation en vigueur. Dans un souci de cohérence, y sont applicables les règles définies pour la zone 1AU.

## 4.3 - Dispositions applicables à la zone agricole

*Dans l'emprise des zones à risque reportées sur le plan de zonage, s'appliquent les dispositions du règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation et Coulées de Boue de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, Chérêt, Parfondru et Veslud.*

| Dispositions du règlement | Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol |
|---|---|
| **ARTICLE A 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES** | |
| ✓ Les carrières ;<br>✓ Les terrains de camping et de caravaning ;<br>✓ Les habitations légères de loisirs ;<br>✓ Les garages de caravanes à ciel ouvert ;<br>✓ Les constructions non liées aux activités agricoles, à l'exception des cas mentionnés à l'article A2. | ✓ Préserver l'agriculture en protégeant les terrains à vocation agricole. |
| **ARTICLE A 2 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL ADMISES SOUS CONDITION** | |

| | |
|---|---|
| ✓ La création, les aménagements et extensions de constructions liées et nécessaires à une exploitation agricole ou à la gestion du milieu naturel ;<br>✓ Les installations classées ou non directement liées à l'activité agricole ;<br>✓ Les constructions liées et nécessaires à la diversification des activités agricoles ;<br>✓ Les constructions à usage d'habitation strictement indispensables à l'activité des exploitations agricoles à condition qu'elles soient implantées à proximité des sièges de ces exploitations ;<br>✓ L'aménagement, l'extension mesurée, et la reconstruction après sinistre des bâtiments existants dans la zone, ainsi que leurs annexes ;<br>✓ La construction d'ouvrages publics ou d'installations d'intérêt général jugés compatibles avec le site (exemple : station d'épuration…) ;<br>✓ Les affouillements et exhaussements du sol indispensables à la réalisation des occupations et utilisations du sol autorisées.<br>✓ *Dans le secteur Ah,* sont également autorisés le changement de destination et les nouvelles constructions liées à la nouvelle destination. | ✓ Pérenniser les activités agricoles existantes au sein de la zone A.<br>✓ Répondre aux besoins de l'activité agricole en facilitant ses possibilités de diversification.<br>✓ Prise en compte des constructions existantes, y compris des habitations isolées non liées à l'activité agricole (secteur Ah).<br>✓ Protéger le territoire agricole d'autres mutations.<br>✓ Permettre la réalisation d'équipements publics, dont notamment la station d'épuration d'intérêt intercommunal. |
| **ARTICLE A 3 ACCES ET VOIRIE** | |
| Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur un fonds voisin, dans les conditions fixées par l'article 682 du Code Civil.<br>Les constructions doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques correspondent à leur destination et permettent l'accès du matériel de lutte contre l'incendie.<br>Les accès ne devront présenter aucun risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. | ✓ Sécurité des biens et des personnes.<br>✓ Préservation du confort d'usage d'un bien commun (la voirie publique). |
| **ARTICLE A 4 DESSERTE PAR LES RESEAUX** | |
| **4.1. Alimentation en eau potable**<br>Toute construction ou installation nouvelle doit être alimentée soit par une conduite de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes, soit par captage, forage ou puits particuliers, sous réserve du respect des règlements en vigueur.<br>**4.2. Assainissement**<br>✓ **Eaux usées :**<br>S'il n'existe pas de réseau public d'assainissement toutes les eaux et matières usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement conformément aux exigences des textes réglementaires.<br>L'évacuation des eaux usées à usage domestiques dans les | ✓ Respect de la réglementation en vigueur.<br>✓ Protection de l'environnement. |

| | |
|---|---|
| fosses étanches ou les égouts pluviaux est interdite.<br>✓ **Eaux pluviales :**<br>Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (article 640 et 641 du code civil). Les aménagements réalisés sur tout le terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectant ces eaux s'il existe.<br>En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. | |
| **ARTICLE A 5 – CARACTERISTIQUE DES TERRAINS** | |
| Il n'est pas fixé de règle. | |
| **ARTICLE A 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES** | |
| Les nouvelles constructions doivent être implantées, par rapport à l'axe des voies à au moins :<br>✓ 25 m : R.D. 25 - R.D. 903 - R.D. 967<br>✓ 15 m : toutes voies publiques autres que celles énumérées ci-dessus.<br>*Dans le secteur Ah*, les constructions nouvelles pourront être édifiées :<br>✓ soit à l'alignement de voie ;<br>✓ soit en respectant un retrait d'au moins 5 mètres.<br>*Dans l'ensemble de la zone :* Ne sont pas soumises à ces règles de recul :<br>✓ Les constructions d'ouvrages publics ou d'installations d'intérêt général (exemple : station d'épuration…) ;<br>✓ L'aménagement et l'extension d'un bâtiment existant qui ne respecteraient pas le recul imposé, extension pouvant dans ce cas être édifiée avec un recul identique à celui du bâtiment.<br>✓ La reconstruction à l'identique après sinistre. | ✓ Assurer la sécurité routière aux abords des voies.<br>✓ Prise en compte des besoins en matière de circulation et de stationnement des engins agricoles.<br>✓ Prise en compte des constructions existantes, dont notamment les constructions non agricoles, ne respectant pas le cadre général (secteur Ah). |
| **ARTICLE A 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUXLIMITES SEPARATIVES** | |
| La largeur des marges de reculement séparant une construction nouvelle des limites de la propriété sur laquelle elle est édifiée sera au moins égale à 4 m.<br>Toutefois, en cas d'extension ou d'aménagement, le bâtiment à édifier peut être implanté en prolongement des bâtiments existants sous réserve que puissent être mis en œuvre tous dispositifs efficaces de protection contre l'incendie.<br>La reconstruction à l'identique des bâtiments détruits suite à un sinistre et ne respectant pas ces règles est autorisée.<br>Ne sont pas soumises à ces règles de recul :<br>✓ Les constructions d'ouvrages publics ou d'installations | ✓ Prise en compte des besoins en matière de circulation et de stationnement des engins agricoles.<br>✓ Prise en compte des constructions existantes, dont notamment les constructions non agricoles, ne respectant pas le cadre général (secteur Ah). |

| | |
|---|---|
| d'intérêt général (exemple : station d'épuration…) ;<br>✓ Les locaux techniques nécessaires au fonctionnement des équipements collectifs et des services publics.<br>*Dans le secteur Ah,* les constructions pourront également être édifiées sur les limites séparatives. | |
| **ARTICLE A 8 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE** | |
| Les constructions non contiguës doivent réserver entre elles un espace libre au moins égal à 5 mètres.<br>*Dans le secteur Ah,* les constructions non contiguës doivent réserver entre elles un espace libre au moins égal à 4 mètres. | ✓ Prise en compte de la vocation de la zone.<br>✓ Permettre le passage d'un véhicule entre deux bâtiments non accolés.<br>✓ Prise en compte des constructions existantes dans le secteur Ah. |
| **ARTICLE A 9 EMPRISE AU SOL** | |
| Il n'est pas fixé de règle. | |
| **ARTICLE A 10 HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS** | |
| La hauteur des constructions à usage d'habitation ne peut excéder un niveau de 7 mètres mesurés à l'égout de toit.<br>La hauteur au faîtage des autres constructions autorisées ne peut excéder 10 mètres. Des dépassements de hauteur peuvent être autorisés pour raisons fonctionnelles ou techniques, notamment pour les ouvrages publics et les bâtiments agricoles.<br>*Dans le secteur Ah,* la hauteur des constructions à usage d'habitation ne peut excéder 10 mètres à l'égout de toit (R+1+combles).<br>*Dans l'ensemble de la zone :* Ne sont pas soumises à ces règles :<br>✓ Les constructions d'ouvrages publics ou d'installations d'intérêt général (exemple : station d'épuration…) ;<br>✓ L'aménagement et l'extension d'un bâtiment existant qui ne respecteraient pas la règle imposée, extension pouvant dans ce cas être édifiée avec une hauteur identique à celui du bâtiment qu'elle étend.<br>✓ La reconstruction à l'identique après sinistre. | ✓ Prise en compte des besoins spécifiques que peut engendrer l'activité agricole.<br>✓ Prise en compte des constructions existantes et notamment du secteur Ah. |
| **ARTICLE A 11 ASPECT EXTERIEUR** | |
| **Dispositions générales**<br>Les constructions doivent présenter une simplicité de volume et une unité d'aspect et de matériaux permettant une bonne intégration dans le paysage.<br>*Dans le respect de l'article L 111-6-2, les dispositions édictées par le présent article pourront ne pas être imposées s'il s'agit de projets d'architecture contemporaine ou innovante sur le plan énergétique sous réserve que l'intégration de la construction à réaliser dans* | ✓ Assurer l'intégration des constructions nouvelles dans l'environnement naturel.<br>✓ Faciliter la réalisation de projet respectueux de l'environnement.<br>✓ Prise en compte des constructions existantes, et |

| | |
|---|---|
| *l'environnement soit particulièrement étudiée.*<br>Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions par leur situation, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.<br><br>**Sont interdits :**<br>✓ tout pastiche d'une architecture étrangère à la région,<br>✓ les constructions de quelque importance que ce soit édifiées en matériaux présentant un caractère précaire,<br>✓ les imitations de matériaux, tels que fausses briques, faux pans de bois,<br>✓ l'emploi à nu en parements extérieurs de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses et parpaings.<br><br>**Le volume des constructions**<br>Les volumes doivent être simples, s'accorder avec les volumes environnants et s'insérer dans l'ensemble existant. La construction devra s'intégrer harmonieusement dans le paysage notamment du point de vue des volumes et des couleurs.<br>Les constructions doivent être au niveau de la chaussée. Si un sous-sol est projeté, il ne pourra dépasser le niveau du terrain naturel de plus de 0,40 m, cette hauteur étant mesurée dans le cas de terrains en pente au milieu de la façade la plus enterrée.<br>Les mouvements de terre créant un relief artificiel en surélévation apparente par rapport au sol naturel sont interdits.<br>Les perrons autorisés seront traités en maçonnerie pleine formant garde-corps.<br>Les constructions adventives telles que vérandas, serres ..., sont autorisées dans la mesure où elles s'intègrent à la construction par leur traitement et leur volume.<br><br>**Les murs**<br>Il sera fait usage des matériaux traditionnels locaux utilisés et appareillés simplement conformément à l'usage traditionnel.<br>Les murs séparatifs et les murs aveugles apparents d'un bâtiment doivent être traités en harmonie avec les façades.<br>Les piliers obliques sont interdits.<br>L'emploi de plus de deux matériaux différents pour constituer un décor est interdit de même que les | notamment du secteur Ah, avec certaines dispositions similaires à celles applicables en zone urbaine, dans un souci de cohérence. |

| | |
|---|---|
| appareillages différents du même matériau.<br>Les murs des constructions réalisées sur sous-sol devront présenter une continuité d'aspect sur toute leur hauteur apparente, les parements extérieurs étant établis en principe au même aplomb.<br>Les enduits seront d'une tonalité neutre, ton ocre léger ou ton pierre. Le blanc pur est interdit.<br>Les enduits seront teintés dans la masse.<br>Les pierres apparentes dispersées dans l'enduit sont interdites de même que les motifs fantaisistes formant relief et les faux joints.<br><br>**Les ouvertures**<br>La forme et les dimensions des ouvertures s'inspireront des caractéristiques des ouvertures traditionnelles.<br>Les linteaux cintrés sont interdits.<br>Les menuiseries en P.V.C. ou en aluminium laqué sont admises.<br>Les menuiseries extérieures, volets et persiennes, seront de couleurs blanc cassé, gris clair, vert wagon ou brun van dyck.<br>Les grilles et balcons en ferronnerie seront traités simplement, en barreaudage vertical, à l'exclusion de tous motifs et de tous profils compliqués; ils seront de teintes foncées.<br><br>**Bâtiments d'exploitation agricole et constructions diverses**<br>Ils devront tenir compte des prescriptions suivantes :<br>- volumes simples ;<br>- matériaux de gros œuvre : pierres, briques, matériaux modernes (parpaings à conditions qu'ils soient enduits, ou soigneusement mis en œuvre) bardage peint de couleur sombre (brun - vert foncé), ou bois mis en œuvre traditionnellement ;<br>- écran végétal dense dissimulant les bâtiments.<br>Si les matériaux de couverture suivants sont employés : tôle ondulée, bardage métallique, les toitures devront être peintes de couleurs sombres (brun - vert foncé).<br><br>**Les clôtures**<br>Dans tous les cas les clôtures seront exclusivement végétales : haies vives de différents arbustes d'essences locales et si elles sont doublées de grillage celui-ci devra permettre le passage de la petite faune sauvage (gros grillage).<br><br>***En complément, dans le secteur Ah :***<br>**Toitures**<br>Les toitures des constructions à usage d'habitation seront | |

| | |
|---|---|
| obligatoirement à deux pentes, d'une inclinaison comprise entre 30 et 50°. Les annexes accolées ou dépendances implantées en limite séparatives pourront avoir une pente plus faible, une toiture mono-pente ou un toit terrasse.<br>Le matériau de couverture doit être de l'ardoise, de la tuile plate, de la tuile mécanique petit moule ou tout autre matériau de substitution et d'appareillage identique. Pour les bâtiments d'activités et les annexes, les matériaux de type « bac acier » de teinte ardoise ou tuile sont autorisés.<br>Des adaptations à ces règles pourront être tolérées pour permettre une harmonisation avec les constructions édifiées sur les parcelles attenantes.<br>**Murs**<br>Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec les constructions proches.<br>Les matériaux de façade seront choisis avec un souci de cohérence et de continuité avec le bâti avoisinant aussi bien pour le bâtiment principal que pour les annexes.<br>**Constructions diverses**<br>Les constructions affectées à un usage autre que l'habitation restent soumises à l'ensemble des règles ci-dessus. Toutefois, des adaptations demeureront possibles en fonction de la nature et de l'importance des bâtiments à édifier. | |
| **ARTICLE A 12 - OBLIGATION DE REALISER DES PLACES DE STATIONNEMENT** | |
| Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et exploitations autorisées doit être assuré en dehors des voies publiques. | ✓ Règles minimales de stationnement adaptées à la vocation de la zone. |
| **ARTICLE A 13 ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS - ESPACES BOISES CLASSES** | |
| Les Espaces Boisés Classés sont soumis aux dispositions des articles L 130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme. Ce classement interdit tout changement d'affectation ainsi que tout mode d'occupation des sols, de nature à compromettre la conservation et la création de boisements.<br>Les demandes de défrichements sont irrecevables dans les espaces boisés classés.<br>Les bâtiments qui par leur forme, leur aspect ou leur nature s'intégreront mal dans le paysage doivent être ceinturés dans une bande de 5 m, autour de ceux-ci, par des plantations denses d'arbres à hautes tiges de différentes essences locales.<br>Les plantations existantes seront renforcées. | ✓ Intégration paysagère des constructions dans l'environnement.<br>✓ Protection des boisements existants.<br>✓ Prise en compte des risques naturels, justifiant le classement d'espaces boisés pour la stabilité des sols. |
| **ARTICLE A 14 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES** | |
| Les constructions devront prendre en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la | ✓ Prise en compte des objectifs du Grenelle de l'Environnement en |

| | |
|---|---|
| préservation de l'environnement suivants tout en s'inscrivant en harmonie avec le paysage urbain existant :<br>✓ Utiliser les matériaux renouvelables, récupérables, recyclables ;<br>✓ Intégrer des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;<br>✓ Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;<br>✓ Utiliser des énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire), géothermie,… et des énergies recyclées ;<br>✓ Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques. | termes de développement durable et de maîtrise de la consommation énergétique. |
| **ARTICLE A 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES** | |
| Les fourreaux nécessaires au raccordement à la fibre devront être prévus dans les travaux d'aménagement de voirie ou d'enfouissement des réseaux. | ✓ Faciliter l'accès aux communications numériques. |

## 4.4 - Dispositions applicables à la zone naturelle

*Dans l'emprise des zones à risque reportées sur le plan de zonage, s'appliquent les dispositions du règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation et Coulées de Boue de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, Chérêt, Parfondru et Veslud.*

| Dispositions du règlement | Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol |
|---|---|
| **ARTICLE N 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES** | |
| Toutes les formes d'occupation ou d'utilisation du sol qui ne figurent pas à l'article N2, notamment :<br>✓ L'ouverture de carrières ;<br>✓ Les affouillements et exhaussements du sol non liés à une utilisation du sol autorisée ;<br>✓ Les installations classées pour la protection de l'environnement ;<br>✓ Les terrains de camping et de caravanage ;<br>✓ L'installation d'habitations légères de loisirs hors terrain aménagé ;<br>✓ Le stationnement des caravanes. | ✓ Respect de la vocation de la zone, à savoir une zone naturelle à protéger de l'urbanisation nouvelle.<br>✓ Protection des lisières<br>✓ Protection des cours d'eau.<br>✓ Préservation des sites naturels remarquables (Natura 2000)<br>✓ Prise en compte des zones à risques. |
| **ARTICLE N 2 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL ADMISES SOUS CONDITION** | |

| | |
|---|---|
| **Dans toute la zone, sont admis sous conditions :**<br>✓ Les constructions et installations indispensables à la gestion du milieu naturel ;<br>✓ Les constructions à usage d'équipements collectifs et d'ouvrages publics dont la localisation est liée à des impératifs techniques et sous réserve qu'ils soient jugés compatibles avec le site ;<br>✓ La reconstruction d'un bâtiment détruit par sinistre à égalité de surface ;<br>✓ Les aménagements et extensions des installations ou bâtiments existants restant compatibles avec la vocation de la zone et ne pouvant avoir pour effet de dénaturer le caractère de la zone considérée et à condition de respecter leur destination initiale. Les extensions sont autorisées dans la limite de 30% de l'emprise au sol de la construction étendue.<br>✓ Les travaux, ouvrages ou installations nécessaires à la distribution de l'eau potable, à l'exploitation et à la maintenance des captages d'eau potable.<br>*Dans le secteur Nl, sont également autorisés :*<br>✓ Les équipements légers de loisirs ;<br>✓ Les réfections, aménagements et travaux à condition qu'ils soient de nature à préserver le caractère des lieux et à favoriser les activités culturelles, pédagogiques ou ludo-agricoles;<br>✓ La construction de bâtiments destinés aux activités définies ci-dessus, les locaux de gardiennage et les équipements publics,<br>*Dans le secteur Ns, sont également autorisés :*<br>✓ Les équipements nécessaires aux activités sportives;<br>✓ Les équipements publics. | ✓ Préservation de la vocation naturelle de la zone.<br>✓ Permettre les aménagements liés aux loisirs et au tourisme (secteur Nl).<br>✓ Faciliter la réalisation de la ferme pédagogique (secteur Nl).<br>✓ Permettre les aménagements et équipement sportifs.<br>✓ Prise en compte des besoins éventuels pour la réalisation d'ouvrages publics. |
| **ARTICLE N 3 ACCES ET VOIRIE** | |
| Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur un fonds voisin, dans les conditions prévues par l'article 682 du Code Civil.<br>Les constructions doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques correspondent à leur destination et permettent l'accès du matériel de lutte contre l'incendie.<br>Les accès ne devront présenter aucun risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. | ✓ Sécurité des biens et des personnes.<br>✓ Préservation du confort d'usage d'un bien commun (la voirie publique). |
| **ARTICLE N 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX** | |
| **4.1. Alimentation en eau potable**<br>Toute construction ou installation nouvelle nécessitant | ✓ Respect de la réglementation en |

| | |
|---|---|
| une alimentation en eau potable doit être alimentée soit par une conduite de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes, soit par captage, forage ou puits particuliers, sous réserve du respect des règlements en vigueur.<br>**4.2. Assainissement**<br>✓ **Eaux usées :**<br>S'il n'existe pas de réseau public d'assainissement toutes les eaux et matières usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement conformément aux exigences des textes réglementaires.<br>L'évacuation des eaux usées à usage domestique dans les fosses étanches ou les égouts pluviaux est interdite.<br>✓ **Eaux pluviales :**<br>Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (article 640 et 641 du code civil). Les aménagements réalisés sur tout le terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectant ces eaux s'il existe.<br>En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. | vigueur.<br>✓ Protection de l'environnement. |
| **ARTICLE N 5 – CARACTERISTIQUE DES TERRAINS** | |
| Il n'est pas fixé de règle. | |
| **ARTICLE N 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES** | |
| Les constructions autorisées doivent être édifiées à au moins 5 mètres de l'alignement des voies. | ✓ Assurer la sécurité routière aux abords des voies.<br>✓ Respect de la vocation de la zone. |
| **ARTICLE N 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUXLIMITES SEPARATIVES** | |
| Toute construction doivent être implantée à une distance des limites de propriété au moins égale à sa hauteur et jamais inférieure à 4 mètres. | ✓ Respect de la vocation de la zone. |
| **ARTICLE N 8 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE** | |
| Les bâtiments non contigus doivent être séparés d'une distance au moins égale à 5 mètres. | ✓ Permettre le passage entre deux bâtiments non contigus. |
| **ARTICLE N 9 EMPRISE AU SOL** | |
| L'emprise au sol des constructions ne peut excéder 10% de la surface de la parcelle. | ✓ Prise en compte des projets en cours et de la vocation de la zone. |

| ARTICLE N 10 HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS | |
|---|---|
| Hormis l'aménagement et extension de bâtiments existants, la hauteur des constructions autorisées ne peut excéder 7 mètres à l'égout des toitures.<br>Des adaptations de hauteur peuvent cependant être autorisées pour raisons fonctionnelles ou techniques, pour les ouvrages et équipements publics. | ✓ Prise en compte de la vocation de la zone.<br>✓ Protection de l'environnement et des paysages. |
| **ARTICLE N 11 ASPECT EXTERIEUR** | |
| Les constructions doivent présenter une simplicité de volume et une unité d'aspect et de matériaux permettant une bonne intégration dans le paysage.<br>*Dans le respect de l'article L 111-6-2, les dispositions édictées par le présent article pourront ne pas être imposées s'il s'agit de projets d'architecture contemporaine ou innovante sur le plan énergétique sous réserve que l'intégration de la construction à réaliser dans l'environnement soit particulièrement étudiée.*<br>Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions par leur situation, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.<br>**Sont interdits :**<br>- tout pastiche d'une architecture étrangère à la région,<br>- les constructions de quelque importance que ce soit édifiées en matériaux présentant un caractère précaire,<br>**Volumes**<br>Lorsqu'une construction est à édifier, elle doit s'intégrer dans l'ensemble préexistant et être en harmonie avec celui-ci.<br><br>**Toitures**<br>Elles doivent présenter une simplicité de volume et une unité de conception.<br><br>**Parements extérieurs**<br>Pour la construction de tout bâtiment, les matériaux seront de qualité et choisis avec un souci de cohérence et de continuité avec le bâti avoisinant éventuel.<br><br>**Ouvertures et huisseries**<br>La forme et les dimensions des ouvertures s'inspireront des caractéristiques des ouvertures traditionnelles.<br>Les menuiseries extérieures, huisseries, volets et persiennes, qu'ils soient en matériaux traditionnels, en aluminium laqué | ✓ Assurer l'intégration des constructions nouvelles dans l'environnement naturel<br>✓ Faciliter la réalisation de projet respectueux de l'environnement. |

| | |
|---|---|
| ou en PVC teintés dans la masse, seront de couleurs blanc cassé, gris clair, vert wagon, brun van dyck.<br><br>**<u>Clôtures</u>**<br>Les clôtures doivent être constituées par une haie vive d'arbustes d'essences locales doublées ou non d'un grillage. | |
| **ARTICLE N 12 - OBLIGATION DE REALISER DES PLACES DE STATIONNEMENT** | |
| Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions ou exploitations autorisées doit être assuré en dehors des voies publiques. | ✓ Règles minimales de stationnement adaptées à la vocation de la zone. |
| **ARTICLE N 13 ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS - ESPACES BOISES CLASSES** | |
| Les Espaces Boisés Classés sont soumis aux dispositions des articles L 130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme. Ce classement interdit tout changement d'affectation ainsi que tout mode d'occupation des sols, de nature à compromettre la conservation et la création de boisements.<br>Les bâtiments qui par leur forme, leur aspect ou leur nature s'intègreront mal dans le paysage doivent être ceinturés dans une bande de 5 m, autour de ceux-ci, par des plantations denses d'arbres à hautes tiges de différentes essences locales.<br>Les plantations existantes seront renforcées. | ✓ Protection des boisements identifiés.<br>✓ Intégration paysagère des constructions dans l'environnement.<br>✓ Prise en compte des risques naturels, justifiant le classement d'espaces boisés pour la stabilité des sols. |
| **ARTICLE N 14 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES** | |
| Les constructions devront prendre en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la préservation de l'environnement suivants tout en s'inscrivant en harmonie avec le paysage urbain existant :<br>✓ Utiliser les matériaux renouvelables, récupérables, recyclables ;<br>✓ Intégrer des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;<br>✓ Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;<br>✓ Utiliser des énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire), géothermie,… et des énergies recyclées ;<br>✓ Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques. | ✓ Prise en compte des objectifs du Grenelle de l'Environnement en termes de développement durable et de maîtrise de la consommation énergétique. |
| **ARTICLE N 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES** | |
| Il n'est pas fixé de règle. | |

# 5] Compatibilité avec les autres documents supra communaux

En application de l'article L.123-1 du code de l'urbanisme, le PLU doit être compatible avec différents documents de normes supérieures :

- ✓ le Schéma de COhérence Territoriale (S.C.O.T.) ;
- ✓ le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) ;
- ✓ le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) ;
- ✓ le Programme Local de l'Habitat (P.L.H.) ;
- ✓ le Plan de Déplacements Urbains (P.D.U.).

La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT est concernée par :

- ✓ **Le SCOT du Pays de Laon :** Le SCOT est en cours d'élaboration (Phase de diagnostic) ;
- ✓ **Et le SDAGE Seine-Normandie** : ***Confère document n°1b Annexe au rapport de présentation - Evaluation environnementale du PLU.***

# 6] Exposé des motifs des changements apportés au POS dans le cadre de cette procédure de révision générale

La révision générale du Plan d'Occupation des Sols et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de BRUYERES-ET-MONTBERAULT ne modifie pas profondément le projet qui était déjà porté par la municipalité à la fin des années soixante-dix. Sur certains points, il vient même le conforter :

| Principales orientations du projet porté par le POS[35] | Principales orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables portées par le PLU révisé |
|---|---|
| ➔ Préserver et valoriser l'environnement et le patrimoine architectural ;<br>➔ Mener une politique du logement, dans le cadre de l'agglomération laonnoise ;<br>➔ Conserver un tissu économique stable. | ➔ Maîtriser le développement de l'urbanisation dans une perspective de mixité intergénérationnelle et de l'habitat ;<br>➔ Renforcer la centralité du bourg en accompagnant le développement d'activités commerciales et de services pour tout le sud laonnois ;<br>➔ Préserver les paysages et le cadre de vie ;<br>➔ Tenir compte des contraintes naturelles et de l'environnement protégé du territoire. |

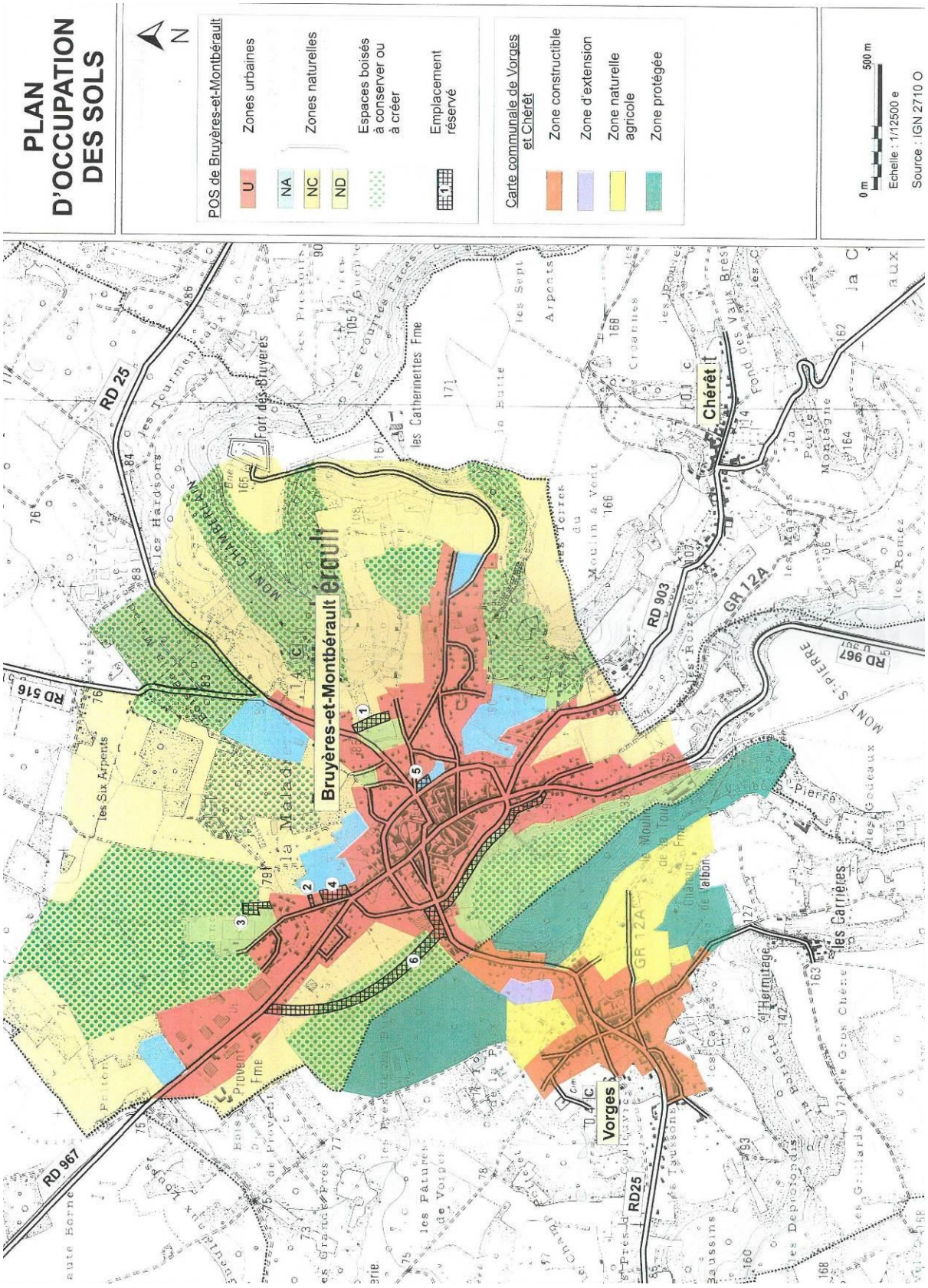
## 6.1. Motifs des changements apportés au zonage[36]

### *6.1.1 Changements apportés aux zones urbaines à vocation d'habitat*

Les zones urbaines n'ont pas subi de profonds changements ; il s'agit plutôt d'une actualisation du document pour tenir compte de l'existant.

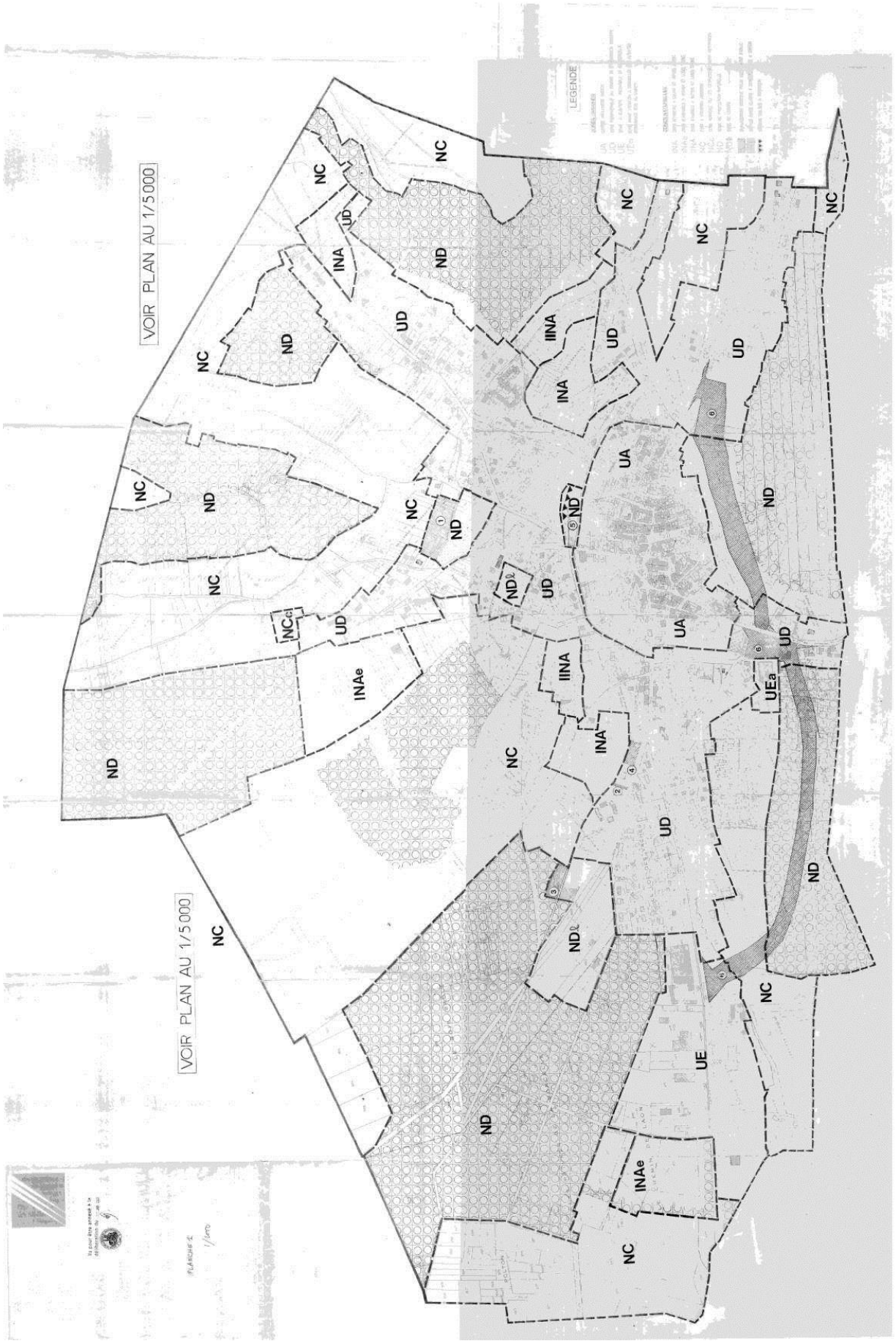
[35] Objectifs présentés page 37 du rapport de présentation de 2001.

[36] A noter que les dénominations des zones ont évolué depuis le POS, même si leur vocation est proche : La zone NC du POS est une zone naturelle protégée à vocation essentiellement agricole. Elle est similaire à la zone A du PLU. La zone ND est une zone de protection du milieu naturel, tout comme la zone N du PLU. Les zones NA sont destinées à l'urbanisation future, comme les zones AU du PLU.




**Carte extraite de l'étude de contraintes environnementales réalisée en 2002 en vue de la réalisation de la déviation de la RD 967**


ND
NC
ND
NC
ND
VOIR PLAN AU 1/2000
NC
NC
ND
NC
ND
ND
NC
ND
NC
NC
ND
LEGENDE


LEGENDE
VOIR PLAN AU 1/5 000
VOIR PLAN AU 1/5 000
NC
ND
UD
INA
IINA
UA
UE
UEa
INAe
NDℓ
NCc

## Zone UA

Au niveau de la zone UA, seule la limite sud a été modifiée ; la zone est légèrement étendue, pour s'appuyer sur la limite de la zone à risque au PPRI (lieu-dit « La Grosse Tour »).

## Zone UD

Plusieurs ajustements sont apportés à la zone UD, compte tenu du niveau de desserte et de risque identifiés :

- Près de l'Avenue de Verdun, la zone est étendue pour inclure le bâtiment existant, anciennement classé en UEa. Il s'agit en effet d'un bâtiment d'activité, dédié aujourd'hui à une activité notariale compatible avec le voisinage et la vocation de la zone UD.

- Au Sud de l'Avenue de Verdun, la profondeur de la zone est limitée au bâti existant, au PLU compte tenu de l'existence de zones à risque.

- Rue de la Porte de Reims, la profondeur de la zone UD est également fortement réduite du fait des risques identifiés au PPR (proximité de la zone rouge).

- En cohérence Rue de Chéret, la profondeur de la zone est également reprise pour exclure autant que possible la zone rouge du PPR de la zone urbaine.

- A contrario, Chemin du Mont de Meziaux, les limites sont légèrement étendues pour inclure les abords desservis de deux parcelles classées en zone bleue au PPR. Ces terrains étaient en partie classés en NC et en 2NA au POS.

- Rue du Bas des Chanteraines, la zone est étendue pour inclure la construction existante ;

- Chemin du Mont de Pamaille et Chemin des Vaux Bellons, la zone UD est réduite, excluant les terrains situés en zone rouge au PPR ;

- Désormais, la zone urbaine incluant le lotissement des Vaux Bellons aujourd'hui réalisé. Ces terrains étaient classés 1NA au POS.

- Rue de la Batterie, la profondeur de la zone est réduite pour ne pas approcher la zone rouge PPR, ni permettre les constructions en deuxième rideau.

- Chemin des gueules, la zone est étendue au niveau du cimetière, incluant les parcelles desservies par les réseaux.

- Les terrains classés NDl au POS, situé au cœur du bourg, sont classés en zone UD ; il s'agit des terrains de sport.

- Au Nord Rue de la Fontaine Minérale, la zone UD est étendue pour tenir compte des constructions aujourd'hui réalisées, qui ont été autorisées car classées en 1NAe au POS.

La zone UD sur le hameau de MONTBERAULT est créée de toute pièce.

### *6.1.2 Changements apportés aux zones urbaines à vocation économique*

Les limites de la zone UE ont été corrigées à la marge :

- Au Nord, la profondeur de la zone est réduite pour préserver le coteau et les lisières ;

- Au Nord-Ouest, la zone est étendue jusqu'à l'emplacement prévu de la future station ;

- Au Sud, les limites ont été reprises pour inclure les constructions existantes.

Le secteur UEa du POS a été supprimé. Il est désormais classé en partie en UD (construction existante) et en zone Naturelle du fait de la proximité des jardins et de l'occupation naturelle des terrains.

### *6.1.3 Changements apportés aux zones d'extension à vocation d'habitat*

Les zones NA du POS sont revues dans leur ensemble :

Les zones 1NA et 2NA au lieu-dit Les Chanteraines sont supprimées. En dehors de la limite sud de la zone 1NA, désormais incluse en UD, ces zones sont classées en zone naturelle, compte tenu du PPR et du mode d'occupation de ces terrains.

La zone 1NA Rue Jossin est maintenue à l'identique (classement en 1AU). La zone 2NA Rue Jossin est supprimée telle que retenue au POS. Le PLU prévoit une zone 2AU Rue Jossin, au Nord de la zone 1AU reliant les équipements sportifs au Nord –Ouest.

### *6.1.4 Changements apportés aux zones d'extension à vocation d'activités*

Le POS prévoyait deux zones d'extension 1NAe, destinées au développement économique :

La zone prévue au lieu-dit « La Maladrie » est supprimée. Ses abords desservis et construits sont classés en zone UD. Les arrières de parcelles sont classés en zone N.

La zone 1NAe Rue de la Porte de Laon est maintenue (zone AUE) et étendue vers le Nord-Ouest. Sa profondeur est réduite, tout comme la zone UE riveraine.

### *6.1.5 Changements apportés à la zone agricole*

*Sur la moitié Nord, la zone Agricole est réduite :*

- Au profit de la zone naturelle au nord du bourg : Les Tripouilles / La Maladrie, pour tenir compte de l'occupation des terrains (Bois) – et de la zone 2AU ;
- Au Fort de BRUYERES, classés en Nl pour préserver et valoriser le site ;
- Les bois de coteaux situés à l'Est du bourg (La Fontinette, Les Champs de Pies, Le Chemin des Gueules, les tonnelets, les Percheraies) étaient classés en NC au POS ; ils sont désormais classées en zone N (espace à préserver au PPR et projet de ferme pédagogique) ;
- Au Mont de Parmaille, pour n'inclure que les terres cultivées ;
- Au Moulin de la Tour : seules les constructions sont classées en zone A ; la zone NC incluait des espaces aujourd'hui boisés ;
- A l'Ouest du bourg, les jardins situés aux Ouies classés en NC au POS, sont classés en zone Naturelle au PLU ;
- La zone agricole est également réduite au Chemin de Laon au profit des zones d'activités ;
- Le secteur NCc identifiant les possibilités d'extraction de matériaux destinées à pérenniser l'activité d'entreprise existante, est supprimé.

*Sur la moitié Sud du territoire :*

La zone Agricole est légèrement étendue au niveau des Godeaux, compte tenu de la présence de terres cultivées.

L'enclave laissée en zone naturelle pour la protection du périmètre de captage est reprise ; les limites s'appuient sur le périmètre reconnu comme servitude d'utilité publique.

Le hameau et le Fort de Montbérault classés respectivement en UD et Nl pour permettre leur préservation, ponctionnent également les surfaces agricoles NC du POS.

Au niveau de Breuil, un secteur Ah est créé pour permettre le développement des habitations isolées, non liées à l'activité agricole.

### *6.1.6 Changements apportés à la zone naturelle*

La zone naturelle est étendue compte tenu des zones à risque et de l'occupation réelle des sols.

L'extension de la zone naturelle concerne principalement les bois de coteau, classés en NC au POS. Les dispositions de la zone naturelle sont plus adaptées à la protection de ces espaces et la stabilité des sols.

La zone N est légèrement étendue au Nord de la zone d'activité, pour protéger les bois et les lisières. A contrario, elle est réduite près des équipements sportifs au profit de la zone d'urbanisation future.

La zone naturelle est étendue au Sud-Ouest du bourg, pour inclure le secteur de jardin, concerné par une zone à risque du PPR.

Les limites de la zone sont reprises au Pied du Mont Pigeon, compte tenu des zones à risque.

Le secteur NDl-Chemin des Près de la Fontaine, réservé pour les équipements de loisirs au POS est supprimé. Ces terrains de sport situés au cœur du bourg, peuvent être classés en zone urbaine. Le secteur NDl-Bas des Hayettes est repris sous la dénomination Ns ; ses limites sont réduites au Sud au profit de la zone 2AU et étendue au Nord.

Au niveau du cimetière, les terrains desservis sont classés en zone UD.

Au niveau du Mont de Parmaille, les limites sont ajustées par rapport à l'occupation réelle des sols. Les zones NA supprimées sont classées en zone Naturelle.

Sur la moitié sud du territoire, la zone N est réduite au niveau des Godeaux (les terres cultivées sont désormais classées en zone agricole).

Les limites de la zone ND au niveau de MONTBERAULT sont reprises compte tenu du périmètre de captage reconnu.

### 6.1.7 Changements apportés aux Espaces Boisés Classés

Les EBC ont été mis à jour. Ont été exclus les peupleraies (La Pâture des cinquante Arpents, la Maladrie) et les abords des étangs au niveau du site Natura 2000 ainsi que les pelouses du Mont Pigeon. Les EBC prévus près des terrains de sport (zone Ns et 2AU) et dans la zone d'activités sont supprimés pour ne pas gêner tout projet d'aménagement éventuel, dont notamment celui de la station d'épuration.

Les EBC identifiés au Sud du bourg sont également supprimés, au niveau du contournement de BRUYERES, afin de permettre des aménagements routiers si nécessaire. Les EBC sont également réduits au niveau des Godeaux, compte tenu de l'occupation réelle du sol (terres cultivées).

A contrario, les bois de coteaux seront classés en EBC pour les préserver et assurer la stabilité des sols. Ces bois sont identifiés au PPR.

### 6.1.8 Changements apportés aux Emplacements réservés

Les emplacements réservés sont fortement modifiés.

L'ER1 du POS, prévu pour l'extension du cimetière, est réduit. La commune a déjà acquis une partie des terrains concernés. Les ER 6 et 7 du PLU concernent les terrains que la commune n'a pas encore pu acquérir ; leur objet est identique.

L'ER2 est supprimé. D'autres accès sont possibles pour rejoindre la zone 1AU.

L'ER3 est également supprimé. Il concerne des terrains désormais classés en 2AU. La commune dispose déjà d'une salle polyvalente.

L'ER4 est supprimé. La commune a désormais la maîtrise foncière. Ce terrain sera utile en vue d'aménagements et permettre l'accès à la zone 1AU.

L'ER5 du POS est étendu. Prévu pour améliorer la circulation au niveau du carrefour, il permettra également la réalisation d'un parking au PLU, pour améliorer le stationnement près du centre historique dense de BRUYERES.

L'ER6 prévu pour le contournement de BRUYERES a été réalisé ; il n'est plus utile de le maintenir au PLU.

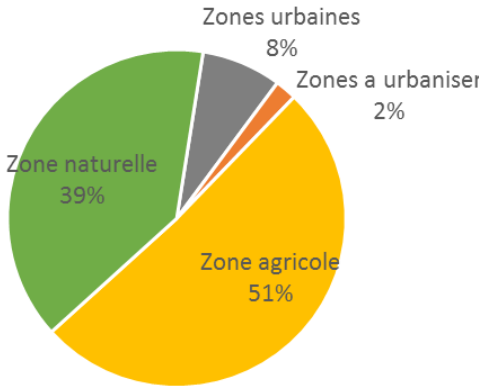
### 6.1.9 Evolution des surfaces des zones

Ces modifications impliquent une évolution des surfaces :

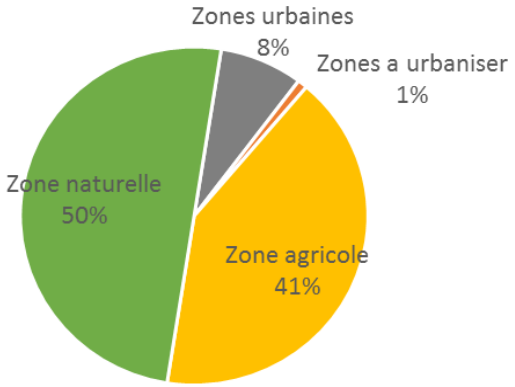
| Zones et secteurs | Superficie au POS[37] | Zones et secteurs | Superficie au PLU | Variation |
|---|---|---|---|---|
| ***Zones urbaines*** | | | | |
| **UA** | **13,7ha** | **UA** | **14,57ha** | **+0,87ha** |
| **UD** | **62,4ha** | **UD** | **65,12ha** | **+2,72ha** |
| **UE** | **11,9ha** | **UE** | **11,13ha** | **-0,77ha** |
| **UEa** | **0,7ha** | | | **-0,7ha** |
| **Total zones urbaines** | **88,7ha** | | **90,82** | **+2,12ha** |
| ***Zones à urbaniser*** | | | | |
| **1NA** | **15ha** | **1AU** | **2,34ha** | **-12,66ha** |
| **1NAe** | **7,6ha** | **AUE** | **4,62ha** | **-2,98ha** |
| **2NA** | **1,4ha** | **2AU** | **3,71ha** | **+2,31ha** |
| **Total zones à urbaniser** | **24ha** | | **10,67** | **-13,33ha** |
| ***Zone agricole*** | | | | |
| **NC** | **592,4ha** | **A** | **479,66ha** | |
| **NCc** | **0,5ha** | *Dont Ah* | *1,91ha* | |
| **Total zone agricole** | **592,9ha** | | **479,66ha** | **-113,24ha** |
| **Zone naturelle** | | | | |
| **ND** | **450,4ha** | **N** | **579,85ha** | |
| **NDl** | **5ha** | *Dont Nl* | *12,28ha* | |
| | | *Dont Ns* | *6,87ha* | |
| **Total zone naturelle** | **455,4ha** | | **579,85ha** | **+124,45ha** |
| ***Total général*** | ***1 161 ha*** | ***Total général*** | ***1 161 ha*** | |
| Espaces Boisés Classés | 403,8 ha | Espaces Boisés Classés | 382,29 ha | |

[37] Tableaux des superficies – page 47 du rapport de présentation du POS de 2001.

Répartition de la surface des zones du POS




Répartition de la surface des zones du PLU




Les surfaces agricoles ont fortement diminué mais c'est au profit des espaces naturels. Rappelons que l'exploitation agricole demeure possible en zone naturelle. Les dispositions applicables en zone N limitent *uniquement* les possibilités de construction nouvelle.

## 6.2. Motifs des changements apportés au règlement

A noter que :

➔ Le contenu règlementaire des articles 1 et 2 a été modifié entre le POS et le PLU :

| Plan d'Occupation des Sols | Plan Local d'Urbanisme |
|---|---|
| Article 1 : Occupation et utilisations du sol admises | Article 1 : Occupation et utilisations du sol interdites |
| Article 2 : Occupation et utilisations du sol interdites | Article 2 : Occupation et utilisations du sol autorisées sous condition |

➔ L'article 14 permettant de réglementer le COS a été supprimé par la loi ALUR :

➔ Deux nouveaux articles sont réglementés pour l'ensemble des zones du PLU :

- Pour maîtriser la consommation énergétique des constructions nouvelles, des obligations sont imposées dans l'article 14 du règlement de chacune des zones du PLU :

Les constructions devront prendre en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la préservation de l'environnement suivants tout en s'inscrivant en harmonie avec le paysage urbain existant :

- Utiliser les matériaux renouvelables, récupérables, recyclables ;
- Intégrer des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;
- Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;
- Utiliser des énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire), géothermie,… et des énergies recyclées

- Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques.

o Afin de favoriser le développement des communications numériques des obligations sont imposées dans l'article 15 : « les fourreaux nécessaires au raccordement à la fibre devront être prévus dans les travaux d'aménagement de voirie ou d'enfouissement des réseaux ».

### *a) Changements réglementaires des zones urbaines*

*Les références réglementaires sont modifiées pour tenir compte des modifications apportées au code de l'urbanisme.*

| Articles concernés | Modifications apportées par la révision |
|---|---|
| UA – 6 | La possibilité des retraits et décrochements est passée de 3 à 5mètres au PLU, pour permettre le stationnement sur la parcelle. Cette possibilité était offerte au POS uniquement dans le cas de maisons individuelles isolées. |
| UA – 11 | Il est précisé que l'utilisation d'énergies renouvelables pourra faire l'objet de dérogations aux dispositions prévues.<br>L'article est complété par l'interdiction d'utiliser les bardages en tôle ondulée et les plaques préfabriquées.<br>Il est également précisé que les locaux techniques devront être situés sur la parcelle (hors domaine public) et intégrés au bâtiment.<br>La règle relative aux pentes de toitures est assouplie pour tenir compte des projets contemporains : elles pourront respecter une inclinaison comprise entre 30 et 50° (contre 45 à 50° au POS). Les annexes accolées et dépendances pourront avoir une pente inférieure, une toiture mono-pente ou un toit terrasse.<br>L'interdiction concernant les chiens assis et lucarnes rampantes est levée.<br>Seules les mitrons en terre cuite (ou d'aspect équivalent) sont les seuls autorisés.<br>Les cheminées existantes devront être conservées. |
| UA – 12 | Il est précisé qu'une seule place de stationnement est obligatoire pour tout type de logement. En cas de changement de destination d'un garage, le nombre de places de parking supprimé devra être remplacé.<br>L'article est assoupli compte tenu des possibilités de construction au sein de la zone. |
| UD – 1 | Les activités soumises à autorisation ne sont plus interdites de fait ; elles peuvent être autorisées si elles sont indispensables au fonctionnement de la zone et qu'elles n'apportent pas de nuisance au regard de l'habitat. |
| UD – 5 | Cet article est repris pour rappeler uniquement que les terrains non desservis par le réseau devront avoir une superficie permettant le traitement individuel. |
| UD – 9 | L'emprise maximale est levée ; elle passe de 30 à 40% pour faciliter les projets de construction. |
| UD – 11 | Il est précisé que l'utilisation d'énergies renouvelables pourra faire l'objet de dérogations aux dispositions prévues.<br>L'article est complété par l'interdiction d'utiliser les bardages en tôle ondulée et les plaques préfabriquées.<br>Il est également précisé que les locaux techniques devront être situés sur la parcelle |

| | |
|---|---|
| | (hors domaine public) et intégrés au bâtiment.<br>La règle relative aux pentes de toitures est assouplie pour tenir compte des projets contemporains : elles pourront respecter une inclinaison comprise entre 30 et 50° (contre 45 à 50° au POS). Les annexes accolées et dépendances pourront avoir une pente inférieure, une toiture mono-pente ou un toit terrasse.<br>L'interdiction concernant les chiens assis et lucarnes rampantes est levée. |
| UD – 12 | Pour les logements individuels, deux places de stationnement sont désormais demandées (contre 1,5 au POS) compte tenu du besoin actuel des ménages.<br>Il est précisé qu'une seule place de stationnement est obligatoire dans le cas de logements locatifs aidés.<br>L'article est assoupli compte tenu des possibilités de construction au sein de la zone. |

| | |
|---|---|
| | Le secteur UEa réservé aux activités non nuisantes, compte tenu de la proximité immédiate des habitations, est supprimé. Les constructions seront classées en zone UD, au sein de laquelle les activités sont autorisés dans le respect de l'habitat. |
| UE - 3 | Il est précisé que les voies en impasse doivent avoir leur partie terminale aménagée de manière à permettre aux véhicules de service de faire aisément demi-tour. |
| UE – 8 | La distance minimale entre deux constructions non contiguës est portée à 8 mètres (contre 4 mètres au POS), compte tenu de la vocation de la zone et pour limiter le risque de propagation des incendies. |

### *b) Changements réglementaires des zones à urbaniser*

| **Articles concernés** | **Modifications apportées par la révision** |
|---|---|
| 1AU – 2 | Les constructions seront autorisées dans le respect des Orientations d'Aménagement et de Programmation |
| 1AU – 5 | L'article n'est plus règlementé. |
| 1AU - 9 | L'emprise maximale est levée ; elle passe de 30 à 40% pour faciliter les projets de construction, en cohérence avec les dispositions applicables en zone UD. |
| 1AU - 11 | Il est précisé que l'utilisation d'énergies renouvelables pourra faire l'objet de dérogations aux dispositions prévues.<br>L'article est complété par l'interdiction d'utiliser les bardages en tôle ondulée et les plaques préfabriquées.<br>Il est également précisé que les locaux techniques devront être situés sur la parcelle (hors domaine public) et intégrés au bâtiment.<br>La règle relative aux pentes de toitures est assouplie pour tenir compte des projets contemporains : elles pourront respecter une inclinaison comprise entre 30 et 50° (contre 45 à 50° au POS). Les annexes accolées et dépendances pourront avoir une pente inférieure, une toiture mono-pente ou un toit terrasse.<br>L'interdiction concernant les chiens assis et lucarnes rampantes est levée. |
| 1AU – 12 | Il est précisé qu'une seule place de stationnement est obligatoire dans le cas de logements locatifs aidés.<br>L'article est assoupli compte tenu des possibilités de construction au sein de la zone. |
| | |
| 2AU – 6 | Non règlementé au POS, il est précisé au PLU que les constructions autorisées devront être implantées soit à l'alignement, soit avec un retrait d'au moins 5m. |
| 2AU - 7 | Non règlementé au POS, il est précisé au PLU que les constructions autorisées devront être implantées soit en limite séparative, soit avec un retrait d'au moins 3m. |

### *c) Changements réglementaires de la zone agricole*

| Articles concernés | Modifications apportées par la révision |
|---|---|
| | Le secteur Ac destiné à l'extraction de sable est supprimé. |
| A – 1 | Un secteur Ah est créé. Le changement de destination et les constructions nouvelles sont autorisés. |
| A – 6 | Des dispositions propres au secteur Ah sont ajoutées pour permettre la construction soit à l'alignement, soit en retrait de 5 mètres. |
| A – 7 | En Ah, les constructions pourront être implantées sur les limites séparatives. |
| A – 8 | En Ah, la distance entre deux constructions est d'au moins 4 mètres (contre 5 mètres dans le restant de la zone). |
| A – 10 | Les règles de hauteur sont également adaptées pour tenir compte du secteur Ah (10 mètres). |
| A – 11 | Les dispositions sont reprises là aussi pour tenir compte du secteur Ah :<br>Les règles de toitures sont supprimées en A mais maintenues en Ah, en reprenant les termes prévus en zone urbaine. |

### *d) Changements réglementaires de la zone naturelle*

| Articles concernés | Modifications apportées par la révision |
|---|---|
| N – 2 | Le secteur Nl du PLU est similaire au secteur NDl du POS. Le secteur Ns lié aux activités sportives est créé. |
| N – 11 | Des précisions sont apportées concernant les ouvertures pour encourager les menuiseries de type traditionnel. |

*4ème Partie :*

# Incidences des dispositions du plan sur l'environnement



# 1] Impacts socio-économiques

## 1.1 - Développement économique et activités

L'impact du Plan Local d'Urbanisme sur le développement économique de la commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT est lié principalement :

- A la pérennisation des activités économiques existantes et à la possibilité d'accueillir de nouvelles activités sur les terrains disponibles au sein des différentes zones urbaines. Les activités sont autorisées dans les zones urbaines à vocation d'habitat (UA et UD) à condition qu'elles ne génèrent aucune nuisance vis-à-vis de l'habitat. De même, une zone UE est spécifiquement dédiée au développement économique. L'ensemble des entreprises de BRUYERES génère 372 emplois (données 2011) ; il est d'intérêt général d'assurer la pérennité de ces entreprises ;
- A la possibilité d'accueillir des activités, de services, de bureaux, ou encore de commerces au sein des zones urbaines et à urbaniser dans l'objectif de favoriser la mixité et de diversifier l'offre sur le territoire. A noter que les constructions à usage d'activités susceptibles de générer des nuisances ou des dangers incompatibles avec le voisinage sont interdites, notamment en UA, UD et 1AU.
- A la délimitation d'une zone spécifiquement dédiée aux activités économiques AUE, dans le prolongement des dispositions prévues en zone UE ; elle est destinée au développement des entreprises déjà existantes sur la commune ou à l'implantation de nouvelles ;
- A la protection des terres agricoles contre un développement urbain excessif ou mal maîtrisé ;
- A l'augmentation de population rendue possible par la création des zones d'extension urbaine qui sera également source de rentrées fiscales et participera à l'attractivité de BRUYERES-ET-MONTBERAULT, pour les commerces et les services.

## 1.2 - Impact sur l'agriculture

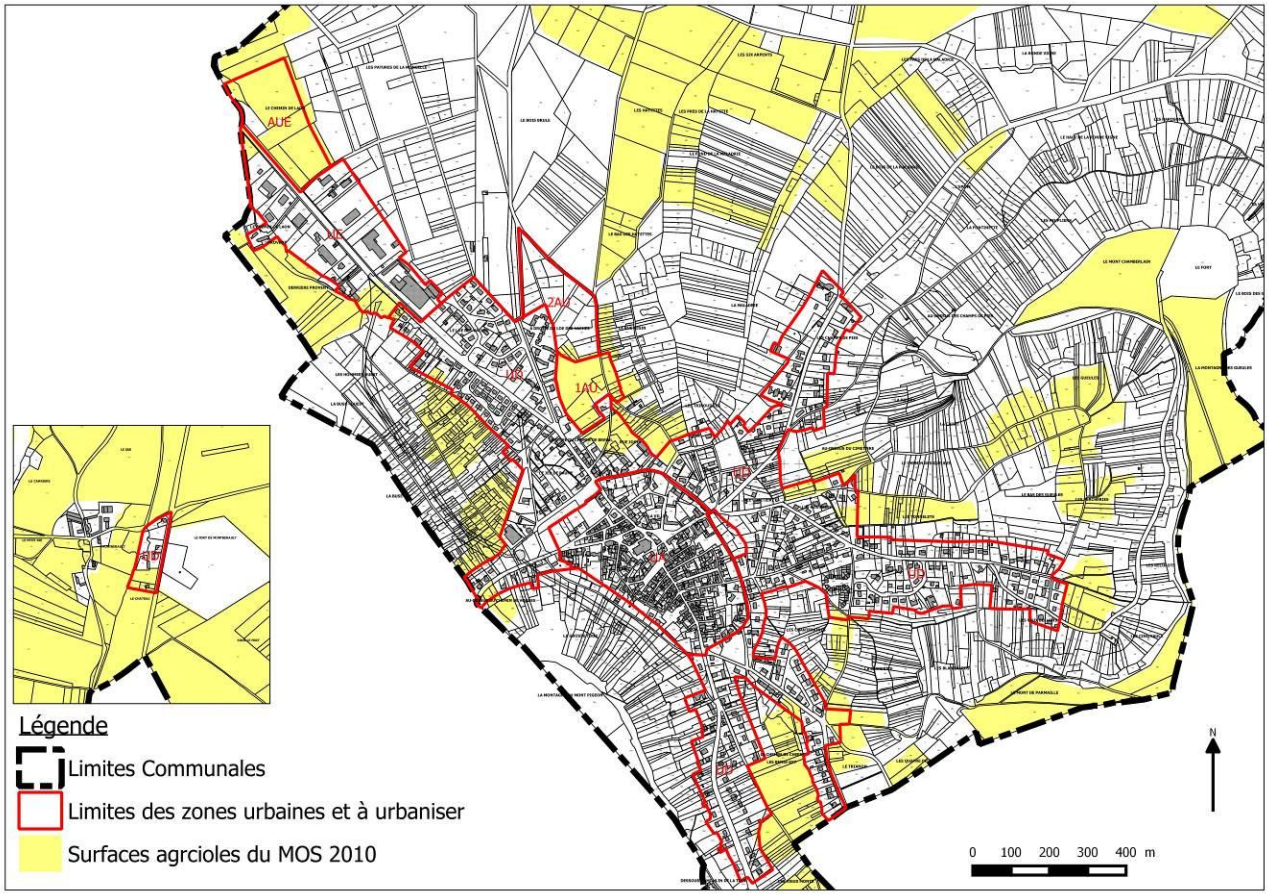
L'impact sur l'agriculture d'un document d'urbanisme en l'occurrence le PLU, doit être examiné en terme de consommation de l'espace agricole et de prise en compte des activités agricoles existantes :

### *1.2.1. Consommation d'Espaces Agricoles*

En termes de consommation de l'espace agricole, les impacts sont liés principalement à la modification de l'occupation des sols et cela par les mutations de terres agricoles en zone d'urbanisation ayant vocation à accueillir des constructions à usage d'habitat (1AU et 2AU) et d'activités (AUE) à BRUYERES-ET-MONTBERAULT.

Les zones AU définies par le présent PLU reprennent en partie des zones déjà définies par l'ancien document d'urbanisme (1AU et AUE). Elles sont définies dans le prolongement du village, et ne créent pas d'enclave aux parcelles agricoles de grande taille.

Les objectifs de densité fixés par les élus permettent de définir une politique urbaine compacte et cohérente.




*Source : GeoPicardie (terres arables et prairies)*

| | **Surface totale des zones** | ***Dont surfaces cultivées*** |
|---|---|---|
| UA | 14,57 ha | --- |
| UD | 65,12 ha | *3,64 ha* |
| UE | 11,13 ha | *0,99 ha* |

| | | |
|---|---|---|
| 1AU – Rue Jossin | 2,34 ha | *2,20 ha* |
| AUE – Chemin de Laon | 4,62 ha | *4,17 ha* |
| 2AU – Rue Jossin | 3,71 ha | *0,21 ha* |
| **Total** | **101,49 ha** | ***11,21 ha*** |

L'ensemble des zones urbaines et à urbaniser, à vocation d'habitat et d'activités touchent 11hectares de terres de culture, soit 2,6% des surfaces considérées comme agricoles au sens du MOS-GeoPicardie.

De plus, soulignons :

- Qu'il s'agit d'un impact potentiel : le classement d'un terrain en zone urbanisable ne signifie pas qu'il sera effectivement urbanisé.
- Que les surfaces des zones urbanisées et urbanisables ont été réduites de plus de 11ha par rapport au POS : les surfaces des zones UA, UD, UE, 1NA, 1NAE et 2NA atteignaient 112,7ha contre moins de 101,49ha pour les zones UA, UD, UE, 1AU, AUE et 2AU du PLU.
- Qu'un phasage des zones à urbaniser a été mis en place. Ce n'est que par une procédure de modification du PLU que la zone 2AU pourra être ouverte à l'urbanisation.
- Que la délimitation des zones a cherché à limiter l'impact sur l'exploitation des terres en évitant les décrochés, délaissés et autres contraintes qui gêneraient les exploitants dans leur activité au quotidien.

### *1.2.2. Prise en compte des activités agricoles existantes*

Quant à la prise en compte des activités agricoles existantes, BRUYERES-ET-MONTBERAULT compte trois sièges d'exploitation, dont aucun soumis au régime des ICPE, ni au RSD.

Leur pérennité et besoin d'extension sont assurés par l'application d'un zonage et d'un règlement spécifique pour la zone agricole au sein de laquelle sont notamment autorisées les constructions à usage d'habitation indispensables à l'exploitation ainsi que les constructions nécessaires à la diversification agricole.

Les terrains exploités sont classés soit en zone A, soit en zone N lorsqu'ils sont concernés par un risque (inondation ou coulées de boue).

Au sein de la zone agricole, les constructions liées à l'activité sont autorisées ; au sein de la zone naturelle, les constructions nouvelles sont interdites (sauf quelques exceptions, mais les constructions agricoles n'en font pas partie).

#### *1.2.3. Circulation agricoles*

La localisation des zones d'extension de l'urbanisation dans la continuité des zones déjà bâties, le classement en zone A des corps de ferme de même que l'organisation des voiries nouvelles imposées par les Orientations d'Aménagement et de Programmation permettront limiter les risques de mitage de l'espace et garantir la poursuite d'un bon accès des exploitants à l'ensemble du terroir.

# 2] Impacts sur le paysage

Seront abordés les impacts sur le paysage naturel (milieu naturel) et sur le paysage urbain (zones bâties).

## 2.1. Le paysage naturel

L'impact d'un document d'urbanisme sur le paysage naturel et urbain d'un territoire doit être examiné en termes de consommation de l'espace, de prise en compte des espaces naturels et d'intégration des constructions nouvelles dans le paysage naturel :

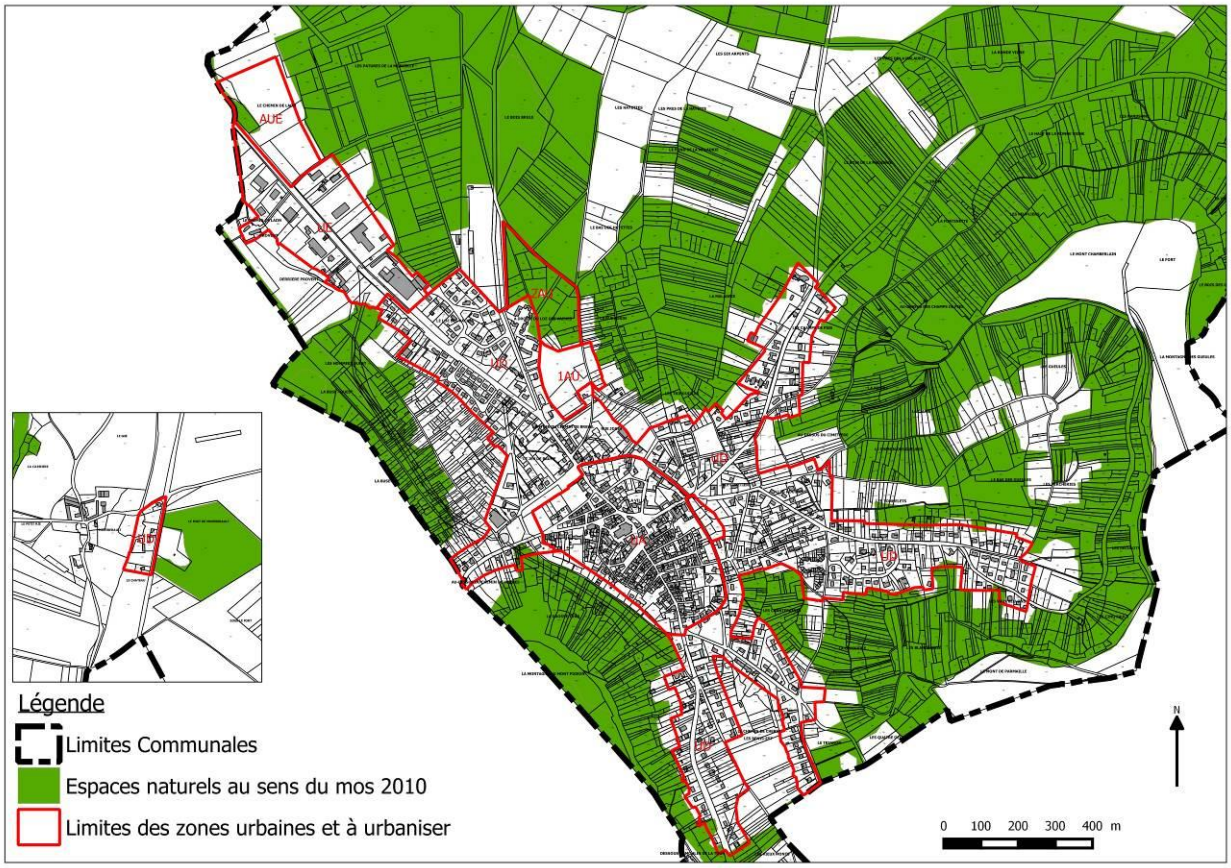
#### *2.1.1 Consommation d'espace naturel*

Cet impact est limité compte tenu des perspectives de développement définies par la municipalité. Les zones d'extension se situent dans le prolongement de la zone urbaine actuelle ; elles correspondent en partie aux zones déjà définies dans l'ancien document d'urbanisme.

De plus, elles se situent à l'écart des secteurs sensibles d'un point de vue environnemental (Natura 2000, ZNIEFF, zones à risques). L'impact de l'urbanisation sur les espaces naturels est surtout lié à la zone 2AU. L'aménagement de cette zone reste soumis à la modification du présent document d'urbanisme.

Seule le secteur Nl délimité pour le projet de ferme pédagogique concernerait, sur une partie (parcelle 1237) des espaces considérés comme naturel au MOS.

| | Surface totale des zones | *Dont espaces naturels* |
|---|---|---|
| UA | 14,57 ha | ---[38] |
| UD | 65,12 ha | *1,18 ha* |
| UE | 11,13 ha | *0,11 ha* |
| 1AU – Rue Jossin | 2,34 ha | ---[39] |
| AUE – Chemin de Laon | 4,62 ha | *0,41 ha* |
| 2AU – Rue Jossin | 3,71 ha | *3,43 ha* |
| **Total** | **101,49 ha** | ***5,15 ha*** |




## 2.1.2 Protection du paysage

En termes de prise en compte du paysage naturel et dans un souci de développement durable, le PLU comporte des mesures destinées à protéger différentes composantes du paysage :

- Préserver les espaces naturels, qualifiés de sensibles sur le plan paysager par un classement en zone naturelle et la pérennisation des boisements en Espaces Boisés Classés. La commune souhaite que ces bois soient préservés pour garantir au

[38] Surface négligeable (inférieure à 100m²).
[39] Surface négligeable (inférieure à 100m²).

territoire la pérennité d'un environnement de qualité. La protection de ces boisements contribuera également au maintien et à la stabilité des sols. Leur protection est primordiale afin de limiter les risques de coulées de boue.

- Fixer dans le cadre d'un développement harmonieux, une réglementation visant à intégrer au mieux les constructions nouvelles dans le cadre paysager. A ce titre, l'ensemble des articles du PLU permettant de satisfaire cet objectif a été réglementé à savoir : règles de hauteur, réglementation des aspects extérieurs des constructions nouvelles, aménagements paysagers…
- L'obligation de réaliser des espaces verts et/ou des plantations participant à l'insertion des futurs projets dans leur environnement.

## 2.2. Le paysage urbain

Les éléments les plus caractéristiques du paysage urbain de BRUYERES-ET-MONTBERAULT ont été pris en compte au PLU notamment par la délimitation de zones urbaines distinctes, disposant chacune d'un règlement approprié à la morphologie urbaine des différentes entités bâties et favoriser l'intégration des nouvelles constructions dans l'environnement bâti et paysager.

L'impact du PLU sur le paysage urbain s'entend en terme d'intégration des constructions nouvelles au sein des zones bâties. Pour chacune des zones définies dans le PLU, un règlement a été établi pour assurer une intégration harmonieuse des constructions nouvelles notamment par l'application :

- de règles d'implantation par rapport aux emprises publiques et aux limites séparatives,
- de règles de hauteur,
- de règles régissant les aspects extérieurs (volume, type de matériaux de constructions, aspect des façades, type de clôtures, etc.).

# 3] Autres impacts

## 3.1. Le trafic et la sécurité routière

L'accueil de nouvelles constructions va générer un trafic routier tendanciellement plus important au sein des zones déjà urbanisées de la commune de BRUYERES, proportionnellement aux possibilités d'accueil. Plusieurs dispositions ont été prises en

compte dans le cadre du PLU afin de limiter l'impact sur le trafic et la sécurité routière et d'intégrer au mieux ces futurs quartiers au sein de la zone agglomérée :

- Les possibilités de développement de l'habitat sont situées dans la continuité de la zone bâtie, à proximité des voies de desserte.
- Des prescriptions ont été fixées dans le règlement du PLU au sein de la zone urbaine, en cas de réalisation de voies nouvelles (article 3 du règlement).
- Des Orientations d'Aménagement et de Programmation ont été réalisées pour assurer des accès et une desserte cohérente dans les zones 1AU, 2AU et AUE.
- Des nombres de places de stationnement minimum à réaliser ont été imposés pour les constructions nouvelles afin d'éviter le stationnement sur le domaine public (article 12 du règlement).
- Les chemins inscrits au PDIPR seront conservés et des liaisons d'intérêt local ont été identifiées ; ces chemins facilitent les déplacements piétons.
- Des emplacements réservés ont été fixés pour améliorer d'une part, la sécurité et la circulation au niveau du carrefour entre la rue de la Porte de Laon et le chemin du Bois Brulé, ainsi que, d'autre part le stationnement en centre-bourg.

## 3.2. Le patrimoine archéologique

Si les aménagements sont susceptibles d'affecter les éléments du patrimoine archéologique, le préfet de région pourra prescrire des mesures de détection, et le cas échéant de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique.

La carte des zones de présomption de prescriptions archéologiques définit les zones et seuils selon lesquels les demandes de permis de construire, permis de démolir, autorisations d'installations, travaux divers et autorisations de lotir devront être transmises à la DRAC. Les opérations d'aménagement de type Zac, opérations de lotissement, travaux soumis à étude d'impact et travaux pour les immeubles classés au titre des monuments historiques, font l'objet d'une saisie systématique selon les termes du décret 2002-89 (article 1).

L'article R.111-4 du code de l'urbanisme disposant que : « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques » est d'ordre public et d'application générale sur l'ensemble du territoire, y compris par conséquent dans les communes dotées d'un PLU approuvé.

## 3.3. Les zones à risque du territoire communal

BRUYERES-ET-MONTBERAULT est concernée par le Plan de Prévention des Risques d'Inondations et Coulées de Boue du Sud-Est Laonnois. Les zones à risque définies concernent une grande partie du territoire, y compris au sein des zones déjà bâties. Il a été tenu compte de l'aléa dans la delimitation des zones AU. Les zones NA Les Blanchards du POS n'ont pas été reprises au PLU.

*Le règlement du PPRI s'applique en complément du règlement du PLU dans les zones identifiées.*

# 4] Impact sur le milieu physique

Confère document n°1b Annexe au rapport de présentation - Evaluation environnementale du PLU.

# 5] Impact sur le milieu naturel

Confère document n°1b Annexe au rapport de présentation - Evaluation environnementale du PLU.

# 6] Impacts sur la santé publique, l'eau et les déchets

Confère document n°1b Annexe au rapport de présentation - Evaluation environnementale du PLU.

**La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT tout en optant pour une politique d'extension, souhaite ainsi préserver son identité et son cadre de vie à travers le Plan Local d'Urbanisme.**

*5ème Partie :*

# Indicateurs proposés pour l'évaluation du plan



L'article L.123-12-1 prévoit qu'au plus tard 9 ans après l'approbation du Plan Local d'Urbanisme (ou après la dernière délibération portant révision de ce plan), un débat doit être organisé au sein du conseil municipal sur les résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L.121-1 du code de l'urbanisme.

Conformément à l'article R. 123-2 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation du PLU doit présenter des indicateurs pour évaluer les résultats du plan, en vue de ce débat.

Cette partie présente une grille d'indicateurs permettant de faciliter la mise en place du suivi.

| Thèmes | Indicateurs de suivi proposés : |
|---|---|
| Démographie | - Taux d'évolution de la population<br>- Evolution de la taille des ménages |
| Habitat | - Nombre de demandes de permis de construire déposées/ accordées<br>- Nombre de logements correspondants<br>- Nombre de demandes de déclarations préalables déposées / accordées<br>- Evolution des logements vacants<br>- Réhabilitation / Changement d'occupation des bâtiments. |
| Foncier | - Densité des logements à l'hectare<br>- Nombre d'activités créées / surface (m2)<br>- Bilan de la consommation des espaces (naturels / agricoles)<br>- Mutation des bâtiments agricoles en logements |
| Logements | - Part d'habitat individuel / collectif / mixte dans le parc existant. |
| Transport | - Développement du transport en commun : fréquence / fréquentation.<br>- Usage de la voiture |
| Environnement | - Confère document n°1.b : évaluation environnementale / 6ème partie « Critères, indicateurs et modalités de suivi des effets sur l'environnement » |

***Périodicité :*** comptage annuel

# Annexes :



# Annexe 1 : Contraintes archéologiques

Décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 – extrait

Chapitre Ier : Dispositions générales.

Article 1
Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations.

Article 2
Les mesures mentionnées à l'article 1er sont prescrites par le préfet de région.
Toutefois, lorsque les aménagements, ouvrages ou travaux affectent ou sont susceptibles d'affecter des biens culturels maritimes, le ministre chargé de la culture exerce les compétences dévolues au préfet de région par le présent décret. Il est saisi du dossier par le maître d'ouvrage. La commission consultative compétente est le Conseil national de la recherche archéologique prévu au titre Ier du décret du 27 mai 1994 susvisé.

Article 3
Pour l'application du présent décret, sont dénommées :
a) "Aménageurs" les personnes qui projettent d'exécuter les travaux ;
b) "Opérateurs" les personnes qui réalisent les opérations archéologiques.

Article 4
Entrent dans le champ de l'article 1er :
1° Lorsqu'ils sont réalisés dans les zones prévues à l'article 5 et portent, le cas échéant, sur des emprises au sol supérieures à un seuil défini par l'arrêté de zonage, les travaux dont la réalisation est subordonnée :
a) A un permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
b) A un permis de démolir en application des articles L. 430-1 et L. 430-2 du même code ;
c) A une autorisation d'installations ou de travaux divers en application des articles R. 442-1 et R. 442-2 du même code ;
d) A une autorisation de lotir en application des articles R. 315-1 et suivants du même code ;
e) A une décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du même code ;
2° La réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme et affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares ;
3° Les opérations de lotissement régies par les articles R. 315-1 et suivants du code de l'urbanisme, affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares ;
4° Les travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 442-3-1 du code de l'urbanisme ;
5° Les aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
6° Les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine.
Entrent également dans le champ de l'article 1er les opérations mentionnées aux articles 6 et 7.

Article 5
Sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation les projets d'aménagements affectant le sous-sol qui sont réalisés dans les zones définies dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique nationale, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 522-5 du code du patrimoine, par arrêté du préfet de région pris après avis de la commission interrégionale de la recherche archéologique, en fonction des informations scientifiques conduisant à envisager la présence d'éléments du patrimoine archéologique.
L'arrêté du préfet de région est adressé au préfet du département ou des départements intéressés par le zonage aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, ainsi qu'aux maires des communes intéressées. Il fait l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois à compter du jour où il a été reçu. Il est tenu à la disposition du public dans les préfectures et dans les mairies.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE LA REGION PICARDIE**

**Le Préfet de la Région Picardie**
**Préfet de la Somme**
**chevalier de la légion d'honneur**

-VU le code du patrimoine, notamment ses articles L.522-4 et L.522-5 prévoyant la possibilité de définir, dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique nationale, des zones de présomption de prescriptions archéologiques, préalablement à la réalisation de projets d'aménagement affectant le sous-sol,

-VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.121-2 relatif au porter à la connaissance des informations dont dispose l'Etat notamment en matière d'inventaire du patrimoine culturel, et R.442-3-1 relatif à la déclaration préalable de travaux,

-VU le décret n° 2004 - 490 du 3 juin 2004, notamment ses article 4 et 5 relatifs aux zones archéologiques prévues aux articles L.522-4 et L.522-5 susvisés du code du patrimoine, et ses articles 69 et 70 précisant notamment les conditions de communication des éléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique aux autorités administratives chargées de l'élaboration des documents d'urbanisme ou de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux susceptibles d'affecter le patrimoine archéologique,

-VU l'avis de la Commission interrégionale de la recherche archéologique, en date des 12,13,14 juin 2006 sur le zonage archéologique objet du présent arrêté,

-CONSIDERANT que l'évolution de la législation et de la réglementation en matière d'archéologie préventive nécessite de mettre à jour les précédentes dispositions régionales relatives à la transmission des dossiers de demandes d'aménagement, notamment les arrêtés fixant les seuils et surfaces de saisine du préfet de région,

**ARRETE 2007-52**

**ARTICLE 1er :** Les zones définies dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique nationale sur la commune de Bruyères-et-Montbérault (Aisne) sont indiquées sur la liste en annexe du présent arrêté et délimitées sur le plan en annexe du présent arrêté.

1

**ARTICLE 2 :** Les projets d'aménagement entrant dans le champ de l'article 4 (1° et 2°) du décret n° 2004 – 490 doivent faire l'objet d'une saisine du préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles – service régional de l'archéologie – 5, rue Henri Daussy 80044 Amiens cedex 1) au-dessus des seuils d'emprise au sol des travaux indiqués en légende du plan annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 3** : En application de l'article 70 du décret n° 2004 - 490, le zonage archéologique de la commune de Bruyères-et-Montbérault (plan et liste annexés au présent arrêté) sera transmis au maire par le préfet de département, dans le cadre de la procédure du porter à la connaissance, afin d'être joint au Plan Local d'Urbanisme de la commune

**ARTICLE 4 :** En application de l'article 5 du décret n° 2004 - 490 susvisé, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de l'Aisne. Une copie de l'arrêté sera adressée par le Préfet de département au maire de la commune de Bruyères-et-Montbérault.

Fait à Amiens, le 14 FEV. 2007 le Préfet

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE - SGAR

Michel SAPPIN

**Annexe : liste des zones archéologiques**

2

## Annexe 2 : Courrier du préfet délégué pour la Défense et la Sécurité Nord

Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RECU le
30 SEP. 2014

PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ NORD

Le Préfet Délégué pour la Défense
et la Sécurité Nord

Secrétariat Général pour
l'Administration
du Ministère de l'Intérieur

Direction des Systèmes d'Information
et de Communication

Affaire suivie par :
Christophe MAGNALDI
Tél : 03 20 08 10 28
christophe.magnaldi@interieur.gouv.fr

SGAMI Nord/DSIC/DRM/14- 00 970

Lille, le 18 septembre 2014

Monsieur le Maire,

Par correspondance du 11 septembre 2014, vous nous avez transmis une invitation afin de participer à une réunion relative à la révision du Plan d'Occupation des Sols et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de BRUYERES-ET-MONTBERAULT.

En tant que gestionnaire, pour la zone de défense Nord, des servitudes radioélectriques se rapportant aux centres de réception radioélectriques exploités et contrôlés par le Ministère de l'intérieur, nous avons examiné votre pré-dossier transmis sur internet.

La commune de BRUYERES-ET-MONTBERAULT n'est pas concernée par les décrets du 9 janvier 2002 et du 16 janvier 2002 qui fixent, pour le département de l'Aisne, l'étendue des zones et les servitudes applicables au voisinage de centres radioélectriques exploités par le Ministère de l'intérieur, respectivement pour la protection contre les perturbations électromagnétiques et pour celle contre les obstacles.

En conséquence, la direction des systèmes d'Information et de communication (D.S.I.C.) du Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (S.G.A.M.I.) Nord n'a donc pas d'avis à donner sur ce dossier et ne participera donc pas à la réunion du 01 octobre 2014.

En vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Guy SYOEN

Maire de BRUYERES-ET-MONTBERAULT
Place du Général-de-Gaulle
BP 12
02860 BRUYERES-ET-MONTBERAULT

À l'attention de M. Gérard DOREL
Maire de BRUYERES-ET-MONTBERAULT

Adresse postale SGAMI Nord/DSIC : 27 rue Jacquemars Giélée - 59000 LILLE
Tél. : 03 20 30 59 23 - Courriel : sgami-nord-dsic@interieur.gouv.fr

# Annexe 3 : Qualité de l'air

Synthèse/ Campagne de mesure de la qualité de l'air à Laon
2012/001/R/version du 17 juin 2013

## PRESENTATION DE L'ÉTUDE

Afin de répondre aux obligations européennes en matière de surveillance de la qualité de l'air et conformément à notre PSQA (Plan de Surveillance de la Qualité de l'Air), notre association a mis en œuvre un programme de surveillance des zones où des mesures fixes et permanentes ne s'imposaient pas. Ce programme concerne en particulier les unités urbaines picardes ayant une population comprise entre 10 000 et 100 000 habitants.
C'est dans ce cadre et en collaboration avec la ville de Laon que nous avons réalisé une campagne de mesure de la qualité de l'air sur 5 périodes de 3 à 4 semaines entre le 1er mars et le 13 décembre 2013 au niveau de la place Sœur Marie Catherine, puis place Édouard HÉRIOT pour la 5ème campagne.

- 1ère période : du 1er au 22 mars 2012
- 2nde période : du 22 mai au 12 juin 2012
- 3ème période : du 22 août au 19 septembre 2012
- 4ème période : du 25 octobre au 15 novembre 2012
- 5ème période : du 15 novembre au 15 décembre 2012

Au cours de ces périodes, nous avons relevé les concentrations en oxydes d'azote, dioxyde de soufre, poussières (PM10), ozone et monoxyde de carbone ainsi que les paramètres météorologiques.

L'intégralité de l'étude se trouve dans le rapport d'essai intitulé « **Campagne de mesure de la qualité de l'air à Laon/2012/001/Version du 17 juin 2013**»

## LOCALISATION DU SITE DE MESURE

Compte tenu de la typologie de la ville de Laon, nous avons choisi 2 sites d'investigation, le premier (ville haute) afin de faire une étude traditionnelle, et le deuxième (ville basse) pour vérifier si les résultats étaient comparables au site de la ville haute. Le camion laboratoire a donc été installé place Sœur Marie Catherine (ville haute) pour les 4 premières campagnes, et place Édouard HÉRIOT (ville basse) pour la cinquième campagne.






Ces sites ont dû répondre à plusieurs critères :

- être suffisamment dégagé,
- être facile d'accès,
- être à bonne distance de toute source importante d'émission,
- avoir une alimentation électrique.

La carte ci-dessous présente l'implantation du camion laboratoire sur la commune de Laon.




Image Google earth

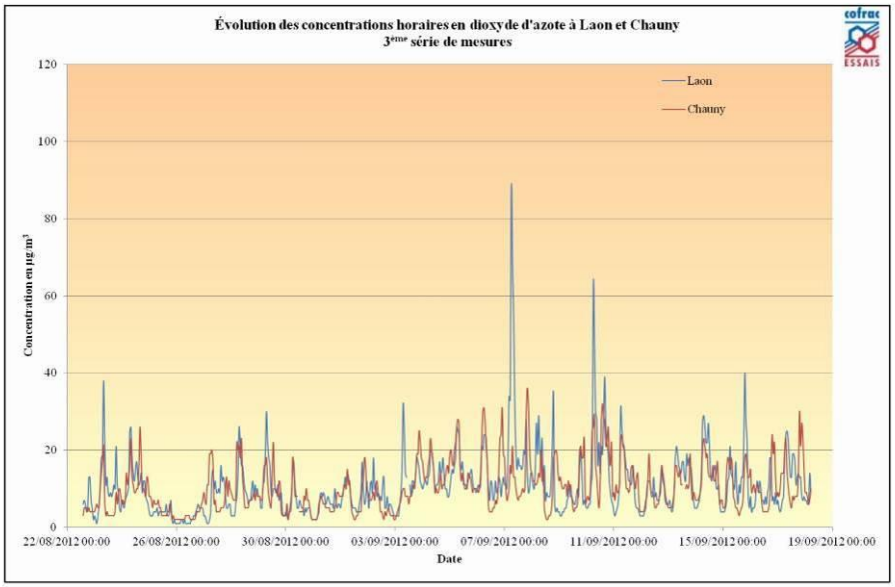
## RÉSULTATS

Au cours des 5 campagnes de mesure réalisées au niveau de la place Sœur Marie Catherine puis place Édouard HÉRIOT pour la 5ème campagne à Laon durant l'année 2012, il apparait que :

- L'évolution des concentrations horaires en **oxyde d'azote ($NO_2$)** est relativement proche entre les villes de Laon et Chauny. En ce qui concerne l'estimation de la moyenne annuelle, la moyenne des 4 périodes de mesure et la moyenne annuelle 2012 pour Nogent-sur-Oise et Creil sont assez proches. La moyenne annuelle en dioxyde d'azote pour la ville de Laon est 18 µg/m$^3$, celle de Chauny de 16 µg/m$^3$. Cette moyenne annuelle estimée est bien inférieure aux valeurs réglementaires.

Le seuil d'information et de recommandation n'a pas été dépassé au cours des 5 campagnes de mesure. Le maximum horaire enregistré sur la ville de Laon en $NO_2$ est de 88 µg/m$^3$.

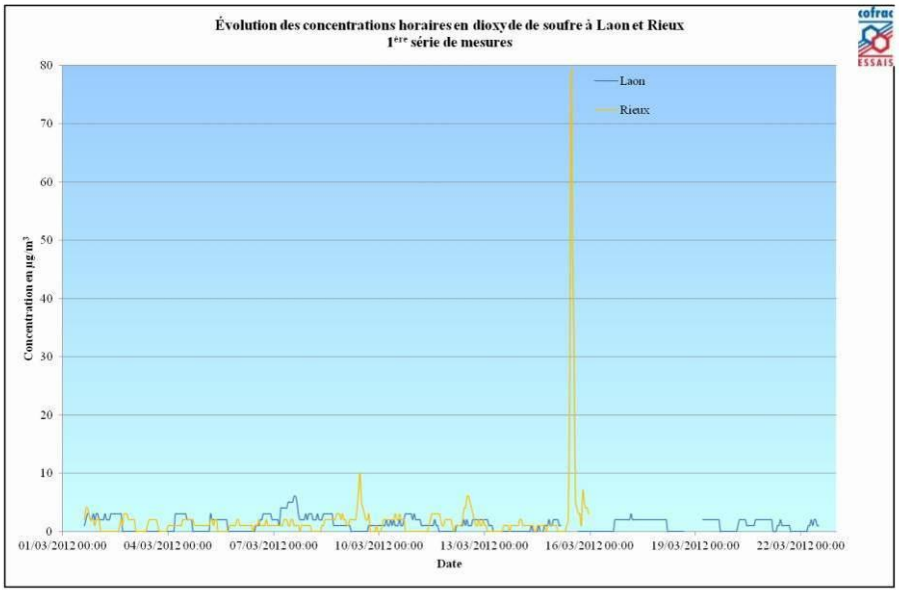
Synthèse/ Campagne de mesure de la qualité de l'air à Laon
2012/001/R/version du 17 juin 2013




| | |
|---|---|
| Moyenne des campagnes 2012 réalisées à Laon | 18 µg/m$^3$ |
| Moyenne sur les 4 périodes pour la station de Chauny | 16 µg/m$^3$ |

Synthèse/ Campagne de mesure de la qualité de l'air à Laon
2012/001/R/version du 17 juin 2013

- Les concentrations obtenues en **dioxyde de soufre ($SO_2$)** sont très faibles. La moyenne des 4 campagnes de mesure 2012 réalisées à Mogneville est identique à celle de la station fixe de Rieux. Cette estimation de la moyenne annuelle 2012 est inférieure aux différentes valeurs de référence définies dans l'article R221-1 du code de l'environnement. Aucun dépassement des différents seuils d'alerte n'a été constaté au cours des mesures.

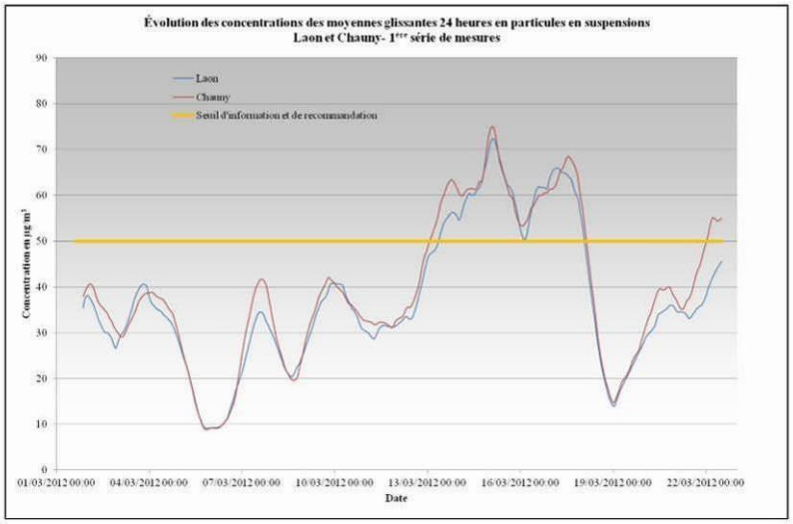



| | |
|---|---|
| Moyenne des campagnes 2012 réalisées à Laon | 1 µg/m$^3$ |
| Moyenne sur les 4 périodes pour la station de Rieux | 1 µg/m$^3$ |

Synthèse/ Campagne de mesure de la qualité de l'air à Laon
2012/001/R/version du 17 juin 2013

- Les évolutions des concentrations horaires et des moyennes glissantes sur 24h en **poussières (PM10)** au cours des 4 campagnes sont très comparables à celles relevées sur la commune de Chauny. La moyenne annuelle 2012 en PM10 pour la ville de Laon est de 24 µg/m$^3$. Cette moyenne annuelle estimée est inférieure à l'objectif de qualité et aux différentes valeurs limites définies dans l'article R221-1 du code de l'environnement.

Les mêmes dépassements du seuil d'information et de recommandation sont observés à Laon et sur le site de Chauny.

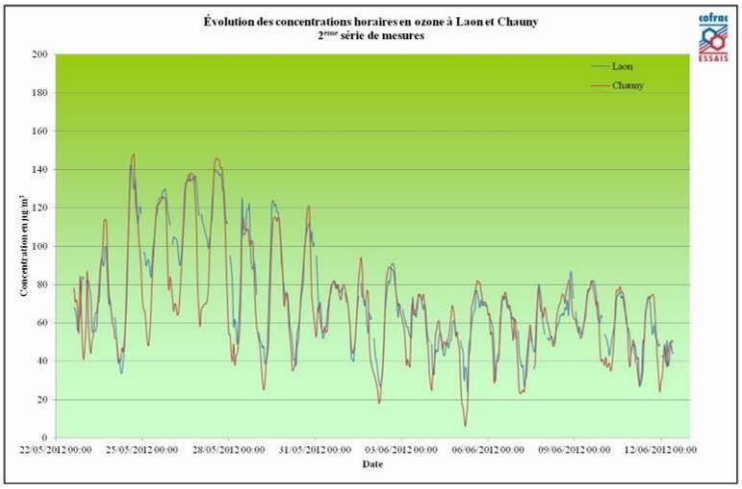



| | |
|---|---|
| Moyenne des campagnes 2012 réalisées à Laon | 24 µg/m$^3$ |
| Moyenne sur les 5 périodes pour la station de Chauny | 25 µg/m$^3$ |

Synthèse/ Campagne de mesure de la qualité de l'air à Laon
2012/001/R/version du 17 juin 2013

- Les concentrations en ozone mesurées sur le site de la place Sœur Marie Catherine sont parfois supérieures à celles observées sur le site de Chauny. Cela peut être la conséquence de l'altitude et du vent. En effet le vent peut avoir une influence sur les concentrations en ozone, car le vent favorise une meilleure homogénéisation verticale de la masse d'air. Généralement, les teneurs en ozone sont plus faibles au niveau du sol, puisque une partie de cet ozone est consommé par certains polluants tels que le monoxyde d'azote.

Le seuil d'information et de recommandation n'a été dépassé au cours des campagnes de mesure.




| | |
|---|---|
| Moyenne des campagnes 2012 réalisées à Laon | 51 µg/m$^3$ |
| Moyenne sur les 5 périodes pour la station de Chauny | 43 µg/m$^3$ |

Synthèse/ Campagne de mesure de la qualité de l'air à Laon
2012/001/R/version du 17 juin 2013

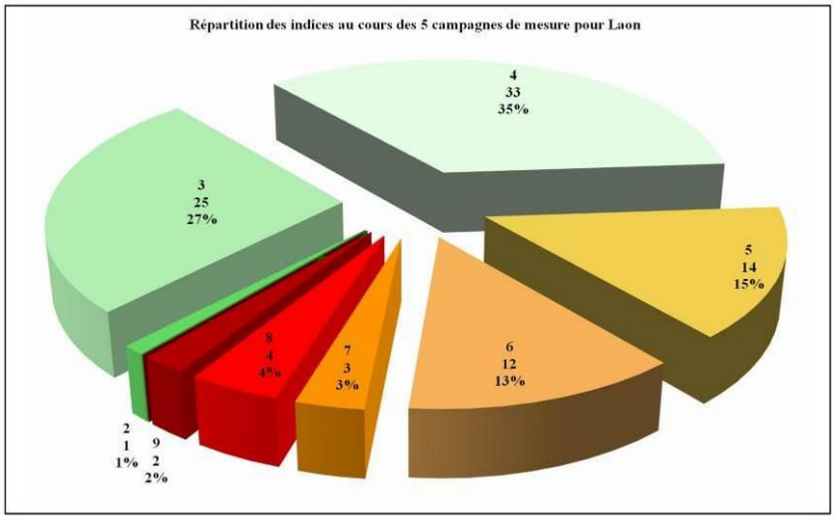
- Les niveaux en **monoxyde de carbone (CO)** restent faibles et comparables à ceux des villes de Laon et de Mers-les-Bains.




| | |
|---|---|
| Moyenne des campagnes 2012 réalisées à Mogneville | 0,21 mg/m$^3$ |
| Moyenne des campagnes 2012 réalisées à Laon | 0,22 mg/m$^3$ |
| Moyenne des campagnes 2012 réalisées à Mers-les-Bains | 0,24 mg/m$^3$ |

Synthèse/ Campagne de mesure de la qualité de l'air à Laon
2012/001/R/version du 17 juin 2013

- L'**Indice de Qualité de l'Air** est globalement bon (62%) sur l'ensemble des campagnes de mesure. Les particules sont le polluant majoritairement responsable des indices (48 %) suivi de l'ozone (24 %) et de l'association ozone et poussières (28 %).




## CONCLUSION

Les concentrations dans l'air ambiant relevées au cours de ces campagnes de mesures, au niveau de la place Sœur Marie Catherine et de la place Édouard HÉRIOT, sont correctes en comparaison avec les différents seuils réglementaires en vigueur pour le $NO_2$, $O_3$, CO, $SO_2$ et similaires et cohérents aux niveaux enregistrés par les stations fixes de mesure de la qualité de l'air en PM10.

## Annexe 4 : Fiches de présentation des Espaces Naturels Sensibles (ENS)

**Mont Pigeon** — **Numéro : GL 023**

n° CSNP :
Prior. CSNP :
n° CBNB :
Prior. CBNB :

**Description :** Pelouses calcicoles sur plateau typique des pelouses du Laonnois

**Pays :** Grand Laonnois

**Type ENS :** ENS site naturel

*Si ENS site naturel :* Superficie :
Lin. cours d'eau (km) :

*Si ENS grand territoire :* Superficie :

**CRITERES NATURALISTES**

**HABITATS** — Fonctionnalité externe :
*Etat de conservation : Possibilité de restauration :*

HAB. 1
HAB. 2
HAB. 3

*Si ENS site naturel :*
Intérêt des habitats : fortement prioritaire

*Si ENS grand territoire :*
Intérêt de la mosaïque d'habitats :

**ESPECES** — Intérêt des groupes suivants :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Insectes : | | Lichens : | |
| Poissons : | | Bryophytes : | |
| Reptiles : | | Ptéridophytes : | |
| Amphibiens : | | Phanérogames : | oui |
| Oiseaux : | | Autres groupes : | |
| Mammifères : | | | |

Carex ornithopoda
Dianthus carthusianorum subsp. carthusi

Commentaires :

**MILIEU PHYSIQUE**

☐ Intérêt géologique ou géomorphologique

**ORIGINALITE**

Originalité à l'échelle de l'Aisne : peu d'équivalents

**FONCTIONNALITE EXTERNE** — *pour quel(les) habitat(s) / espèce(s) :*

Situation dans le réseau écologique : site en réseau possible

Possibilités de restauration des continuités écologiques : difficile

Page 87

**Mont Pigeon** — **Numéro : GL 023**

**MENACES** *Pour mémoire, niveau de menaces selon les données CSNP :*

| | | |
|---|---|---|
| **Dynamique naturelle :** | moyenne | embrouissaillement et développement de pins |
| **Dérangement dû à la fréquentation :** | forte | fréquentation importante avec perturbations liées à des foyers de feux et une fréquentation importante de véhicules à moteur en certains endroits |
| **Activités humaines :** | faible | promenade, lieu de rassemblement |
| **Projet d'aménagement :** | nulle | |

**EN SYNTHESE DES CRITERES NATURALISTES, ECHELLE D'INTERET ECOLOGIQUE :** régional

**ZONAGES, PROTECTIONS, MODES DE GESTION**

**Zones d'intérêt écologique reconnu ou zones de protection :**

- ☐ ZNIEFF type I
- ☐ ZNIEFF type II
- ☐ Natura 2000 (ZPS)
- ☐ Natura 2000 (ZIC)
- ☐ Arrêté de Protection de Biotope
- ☐ Réserve Naturelle Nationale
- ☐ Réserve Naturelle Régionale
- ☐ Réserve biologique domaniale
- ☐ Forêt de protection
- ☐ Série d'intérêt écologique

**Zones d'intérêt paysager :**

- ☐ Site inscrit
- ☐ Site classé

**Gestion :**

L'ENS est géré pour le patrimoine naturel : non

Si oui, gestionnaire :

☐ Existence d'un document de gestion conservatoire

**PEDAGOGIE ET ACCESSIBILITE**

- ☑ ENS présentant un potentiel pédagogique
- ☐ Existence d'une information du public sur l'ENS
- ☑ Facilité d'accès à l'ENS pour le grand public
- ☐ Proximité de l'ENS avec un itinéraire de randonnée

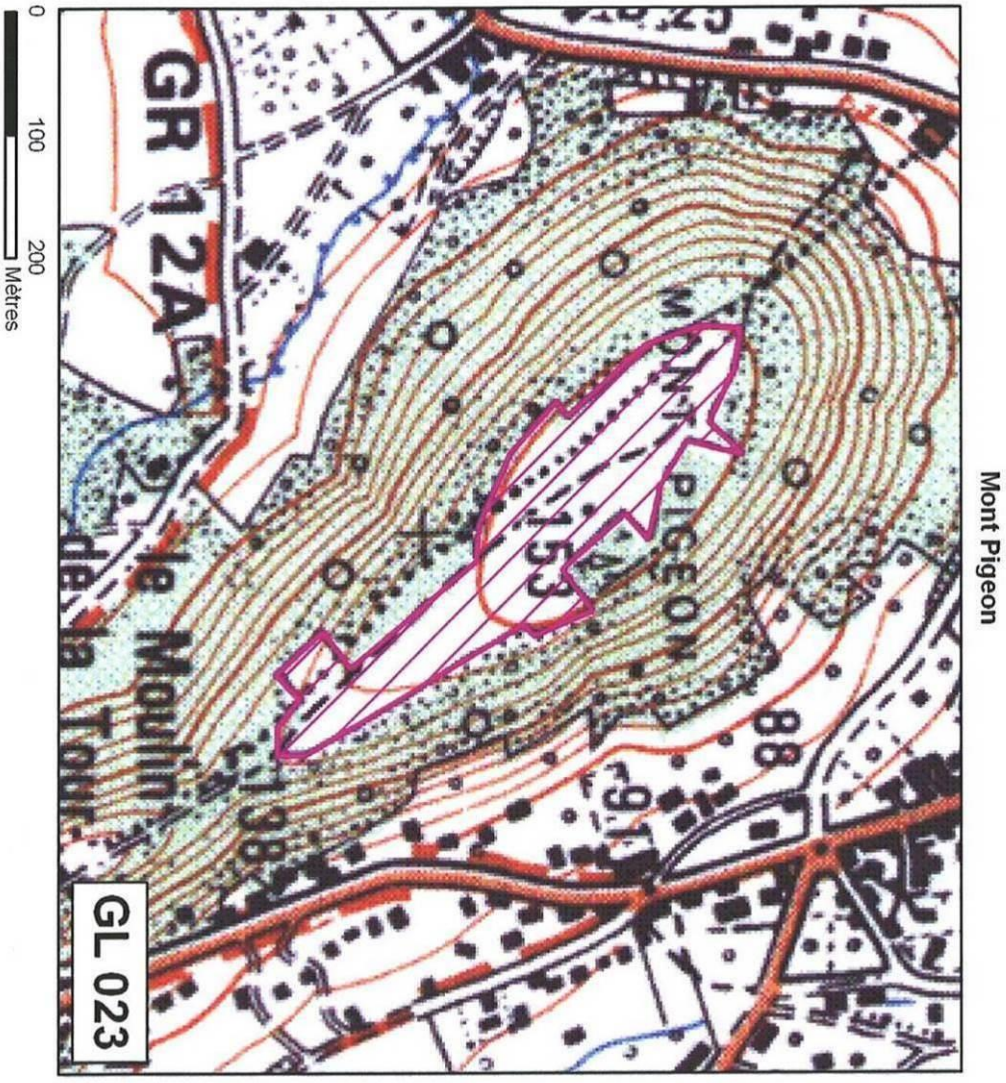
**CONTEXTE LOCAL**

**Manifestation d'intérêt des acteurs locaux :** sensibilité des populations locales à la préservation du caractère pittoresque du site. Site privé

**COMMUNES CONCERNEES**

BRUYERES-ET-MONTBERAULT
VORGES

Page 88




Mont Pigeon

**Bois de Perfondru** — **Numéro : GL 032**

n° CSNP : 154-156
Prior. CSNP : site géré
n° CBNB : 88-89-91-93-95-96
Prior. CBNB :

**Description :**
Complexe de forêts subontagnardes, de prairies oligotrophes humides et sèches, et d'autres milieux remarquables sans équivalent à l'échelle des plaines du nord de la France. (Laser blanc, Géranium sanguin, potamot à feuilles de renouée) ;

**Pays :** Grand Laonnois

**Type ENS :** ENS site naturel

*Si ENS site naturel :* **Superficie :** plus de 50 ha
**Lin. cours d'eau (km) :**

*Si ENS grand territoire :* **Superficie :**

## CRITERES NATURALISTES

### HABITATS

| | | Fonctionnalité externe : Etat de conservation : | Possibilité de restauration : |
|---|---|---|---|
| HAB. 1 | Pelouse sur sables mobiles acides | bon | sans objet |
| HAB. 2 | Dépression sur substrat tourbeux | bon | sans objet |
| HAB. 3 | | | |

*Si ENS site naturel :* **Intérêt des habitats :** fortement prioritaire

*Si ENS grand territoire :* **Intérêt de la mosaïque d'habitats :**

### ESPECES

Intérêt des groupes suivants :

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Insectes : | oui | Cordulegaster boltonii<br>Sympecma fusca | Lichens : | pas d'info | |
| Poissons : | pas d'info | | Bryophytes : | pas d'info | |
| Reptiles : | oui | Lacerta agilis<br>Vipera berus | Ptéridophytes : | pas d'info | |
| Amphibiens : | pas d'info | | Phanérogames : | oui | Laserpitium latifolium<br>Cardamine heptaphylla<br>Salix repens subsp. rosmarinifolia |
| Oiseaux : | oui | Dryocopus martius | Autres groupes : | | |
| Mammifères : | oui | Myotis nattereri<br>Myotis bechsteini<br>Myotis myotis | | | |

**Commentaires :** Au moins quatre habitats naturels déterminants d'intérêt européen en bon état de conservation. Au moins 10 espèces végétales déterminantes et au moins 5 espèces animales déterminantes. Station unique de Laserpitium latifolium. Présence de 16 plantes menacées dont le rare Geranium sylvaticum

### MILIEU PHYSIQUE

☐ Intérêt géologique ou géomorphologique

### ORIGINALITE

Originalité à l'échelle de l'Aisne : sans équivalent

### FONCTIONNALITE EXTERNE

| | | *pour quel(lles) habitat(s) / espèce(s) :* |
|---|---|---|
| Situation dans le réseau écologique : | site en réseau possible | boisements |
| Possibilités de restauration des continuités écologiques : | envisageable | |

Page 105

**Bois de Parfondru** — **Numéro : GL 032**

**MENACES** *Pour mémoire, niveau de menaces selon les données CSNP : moyennes*

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Dynamique naturelle :** | moyenne | ⇨ | fermeture des milieux, assèchement |
| **Dérangement dû à la fréquentation :** | | ⇨ | |
| **Activités humaines :** | moyenne | ⇨ | abandon des pratiques pastorales |
| **Projet d'aménagement :** | | ⇨ | |

**EN SYNTHESE DES CRITERES NATURALISTES, ECHELLE D'INTERET ECOLOGIQUE :** régional

**ZONAGES, PROTECTIONS, MODES DE GESTION**

**Zones d'intérêt écologique reconnu ou zones de protection :**

- ☑ ZNIEFF type I
- ☑ ZNIEFF type II
- ☐ Natura 2000 (ZPS)
- ☑ Natura 2000 (ZIC)
- ☐ Arrêté de Protection de Biotope
- ☐ Réserve Naturelle Nationale
- ☐ Réserve Naturelle Régionale
- ☐ Réserve biologique domaniale
- ☐ Forêt de protection
- ☐ Série d'intérêt écologique

**Zones d'intérêt paysager :**

- ☐ Site inscrit
- ☐ Site classé

**Gestion :**

L'ENS est géré pour le patrimoine naturel : en partie

Si oui, gestionnaire : CSNP

☐ Existence d'un document de gestion conservatoire

**PEDAGOGIE ET ACCESSIBILITE**

- ☑ **ENS présentant un potentiel pédagogique**
- ☐ **Existence d'une information du public sur l'ENS**
- ☑ **Facilité d'accès à l'ENS pour le grand public**
- ☐ **Proximité de l'ENS avec un itinéraire de randonnée**

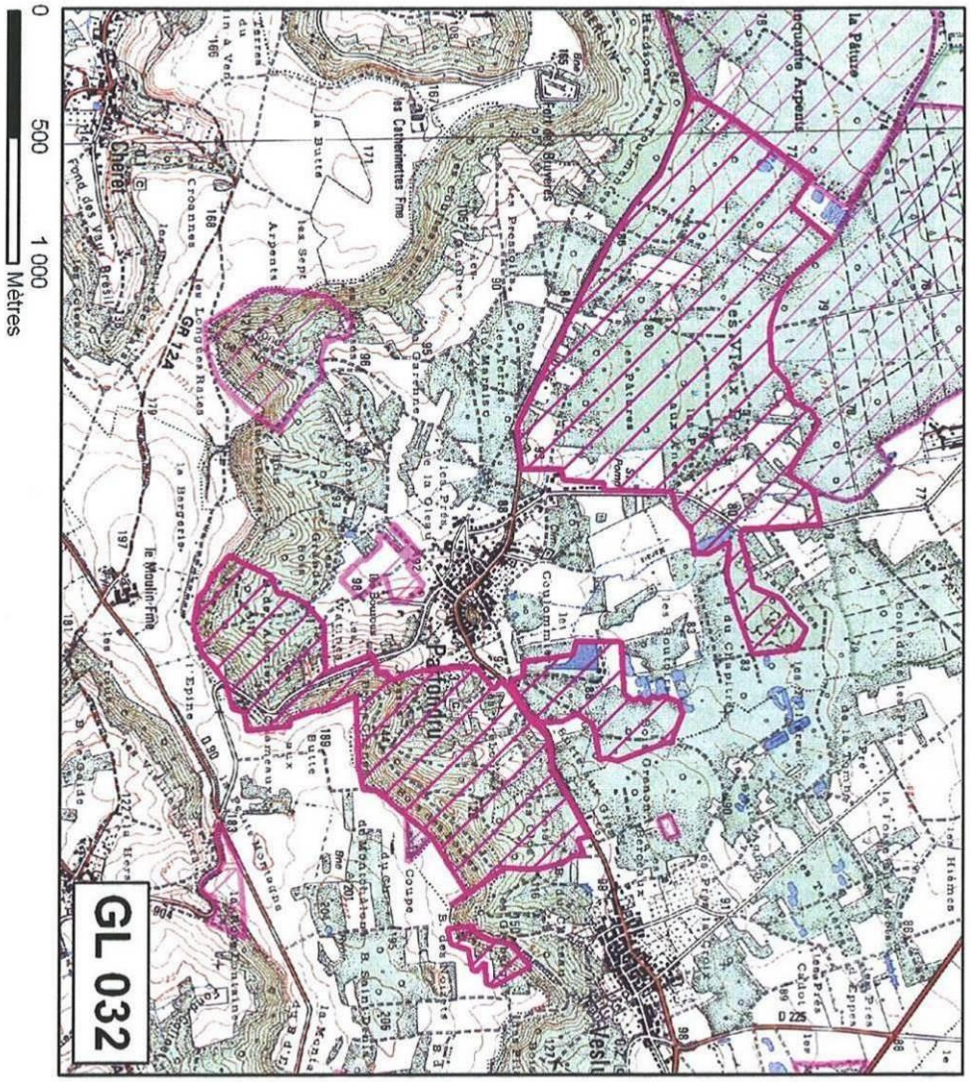
**CONTEXTE LOCAL**

**Manifestation d'intérêt des acteurs locaux :**

**COMMUNES CONCERNEES**

BRUYERES-ET-MONTBERAULT
PARFONDRU
BRUYERES-ET-MONTBERAULT
MONTCHALONS
PARFONDRU
VESLUD

Page 106


Bois de Parfondru
GL 032
0
500
1 000
Mètres
Parfondru
GR 124

**La Pâture des Cinquante Arpents** — **Numéro : GL 034**

n° CSNP :
Prior. CSNP :
n° CBNB : 097
Prior. CBNB :

**Description :**
Prairies humides et plans d'eau

**Pays :** Grand Laonnois

**Type ENS :** ENS site naturel

*Si ENS site naturel :* **Superficie :** plus de 50 ha
**Lin. cours d'eau (km) :**

*Si ENS grand territoire :* **Superficie :**

## CRITERES NATURALISTES

### HABITATS

Fonctionnalité externe :
*Etat de conservation : Possibilité de restauration :*

HAB. 1
HAB. 2
HAB. 3

*Si ENS site naturel :*
**Intérêt des habitats :** fortement prioritaire

*Si ENS grand territoire :*
**Intérêt de la mosaïque d'habitats :**

### ESPECES

Intérêt des groupes suivants :

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Insectes :** | pas d'info | **Lichens :** | pas d'info |
| **Poissons :** | sans objet | **Bryophytes :** | pas d'info |
| **Reptiles :** | pas d'info | **Ptéridophytes :** | pas d'info |
| **Amphibiens :** | pas d'info | **Phanérogames :** | oui — Dactylorhiza praetermissa, Utricularia vulgaris, Myosotis discolor |
| **Oiseaux :** | pas d'info | **Autres groupes :** | |
| **Mammifères :** | pas d'info | | |

**Commentaires :** Présence de la rarissime sous espèce Myosotis discolor dubia

### MILIEU PHYSIQUE

☐ Intérêt géologique ou géomorphologique

### ORIGINALITE

Originalité à l'échelle de l'Aisne : peu d'équivalents

### FONCTIONNALITE EXTERNE

*pour quel(lles) habitat(s) / espèce(s) :*

**Situation dans le réseau écologique :** site isolé — Plans d'eau

**Possibilités de restauration des continuités écologiques :**

Page 109

**La Pâture des Cinquante Arpents** — **Numéro : GL 034**

**MENACES** *Pour mémoire, niveau de menaces selon les données CSNP :*

| | |
|---|---|
| Dynamique naturelle : | |
| Dérangement dû à la fréquentation : | |
| Activités humaines : | |
| Projet d'aménagement : | |

**EN SYNTHESE DES CRITERES NATURALISTES, ECHELLE D'INTERET ECOLOGIQUE :** départemental

## ZONAGES, PROTECTIONS, MODES DE GESTION

**Zones d'intérêt écologique reconnu ou zones de protection :**

- ☑ ZNIEFF type I
- ☑ ZNIEFF type II
- ☐ Natura 2000 (ZPS)
- ☐ Natura 2000 (ZIC)
- ☐ Arrêté de Protection de Biotope
- ☐ Réserve Naturelle Nationale
- ☐ Réserve Naturelle Régionale
- ☐ Réserve biologique domaniale
- ☐ Forêt de protection
- ☐ Série d'intérêt écologique

**Zones d'intérêt paysager :**

- ☐ Site inscrit
- ☐ Site classé

**Gestion :**

L'ENS est géré pour le patrimoine naturel : non

Si oui, gestionnaire :

☐ Existence d'un document de gestion conservatoire

## PEDAGOGIE ET ACCESSIBILITE

- ☑ ENS présentant un potentiel pédagogique
- ☐ Existence d'une information du public sur l'ENS
- ☑ Facilité d'accès à l'ENS pour le grand public
- ☑ Proximité de l'ENS avec un itinéraire de randonnée

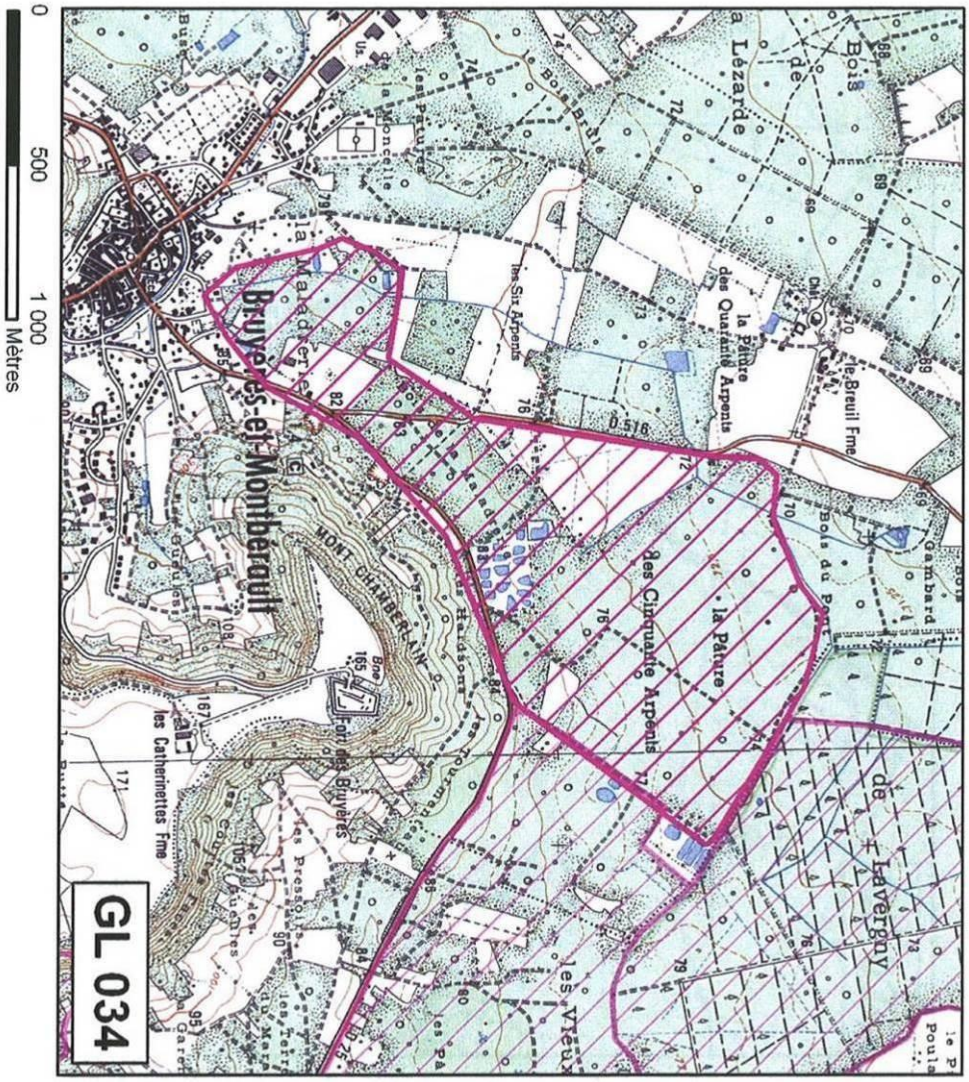
## CONTEXTE LOCAL

**Manifestation d'intérêt des acteurs locaux :**

## COMMUNES CONCERNEES

BRUYERES-ET-MONTBERAULT
BRUYERES-ET-MONTBERAULT
PARFONDRU

Page 110


La Pâture des Cinquante Arpents
GL 034
Bruyères-et-Montbérault
0
500
1 000
Mètres

| Collines du Laonnois | | Numéro : GL 101 |
|---|---|---|
| n° CSNP :<br>Prior. CSNP :<br>n° CBNB :<br>Prior. CBNB : | **Description :**<br>Le Laonnois est sans doute l'une des petites régions naturelle de Picardie les plus diversifiées et les plus originales pour les communautés végétales. Cet ensemble est caractérisé à la fois par une diversité exceptionnelle de milieux dont les pelouses calcicoles, pelouses sur sables calcaires. Les pentes abruptes et la présence de suintements contribuent ensemble à renforcer une ambiance sub-montagnarde très nette des côtes exposées au nord. Des marais tourbeux et des prairies humides paratourbeuses | **Pays :** Grand Laonnois<br>**Type ENS :** ENS grand territoire |

***Si ENS site naturel :*** **Superficie :** **Lin. cours d'eau (km) :**

***Si ENS grand territoire :*** **Superficie :** plus de 3000 ha

## CRITERES NATURALISTES

### HABITATS

| | | Fonctionnalité externe : Etat de conservation : | Possibilité de restauration : |
|---|---|---|---|
| HAB. 1 | Hêtraies calcicoles médio-européennes | bon | sans objet |
| HAB. 2 | Dépression sur substrat tourbeux | bon | sans objet |
| HAB. 3 | | | |

***Si ENS site naturel :***

**Intérêt des habitats :** fortement prioritaire

***Si ENS grand territoire :***

**Intérêt de la mosaïque d'habitats :** mosaïque très diversif

### ESPECES

**Intérêt des groupes suivants :**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Insectes :** | oui | | **Lichens :** | pas d'info | |
| **Poissons :** | sans objet | | **Bryophytes :** | oui | Sphagnum palustre<br>Sphagnum papillosum var laeve<br>Sphagnum fimbriatum |
| **Reptiles :** | oui | Coronella austriaca<br>Lacerta agilis<br>Vipera berus | **Ptéridophytes :** | oui | Equisetum sylvaticum<br>Oreopteris limbosperma |
| **Amphibiens :** | pas d'info | | **Phanérogames :** | oui | Aster amellus<br>Laserpitium latifolium<br>Trifolium montanum |
| **Oiseaux :** | oui | Lanius collurio<br>Pernis apivorus<br>Dryocopus martius | **Autres groupes :** | | |
| **Mammifères :** | oui | Myotis myotis<br>Rhinolophus ferrumequinum<br>Rhinolophus hipposideros | | | |

**Commentaires :**

### MILIEU PHYSIQUE

☑ Intérêt géologique ou géomorphologique

### ORIGINALITE

Originalité à l'échelle de l'Aisne : sans équivalent

### FONCTIONNALITE EXTERNE

| | *pour quel(lles) habitat(s) / espèce(s) :* |
|---|---|
| **Situation dans le réseau écologique :** | |
| **Possibilités de restauration des continuités écologiques :** | |

Page 7

## Collines du Laonnois — Numéro : GL 101

**MENACES** *Pour mémoire, niveau de menaces selon les données CSNP :*

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Dynamique naturelle :** | moyenne | ⇨ | embroussaillement des prairies, eutrophisation des eaux |
| **Dérangement dû à la fréquentation :** | forte | ⇨ | surfréquentation des derniers espaces pelousaires restants |
| **Activités humaines :** | moyenne | ⇨ | abandon des pratiques pastorales, creusement de mares de loisirs, drainage |
| **Projet d'aménagement :** | | ⇨ | |

**EN SYNTHESE DES CRITERES NATURALISTES, ECHELLE D'INTERET ECOLOGIQUE :** national

### ZONAGES, PROTECTIONS, MODES DE GESTION

**Zones d'intérêt écologique reconnu ou zones de protection :**

- ☑ ZNIEFF type I
- ☑ ZNIEFF type II
- ☐ Natura 2000 (ZPS)
- ☑ Natura 2000 (ZIC)
- ☐ Arrêté de Protection de Biotope
- ☐ Réserve Naturelle Nationale
- ☐ Réserve Naturelle Régionale
- ☐ Réserve biologique domaniale
- ☐ Forêt de protection
- ☐ Série d'intérêt écologique

**Zones d'intérêt paysager :**

- ☐ Site inscrit
- ☐ Site classé

**Gestion :**

L'ENS est géré pour le patrimoine naturel : en partie

Si oui, gestionnaire :

☐ Existence d'un document de gestion conservatoire

### PEDAGOGIE ET ACCESSIBILITE

- ☑ **ENS présentant un potentiel pédagogique**
- ☐ **Existence d'une information du public sur l'ENS**
- ☑ **Facilité d'accès à l'ENS pour le grand public**
- ☑ **Proximité de l'ENS avec un itinéraire de randonnée**

### CONTEXTE LOCAL

**Manifestation d'intérêt des acteurs locaux :**

### COMMUNES CONCERNEES

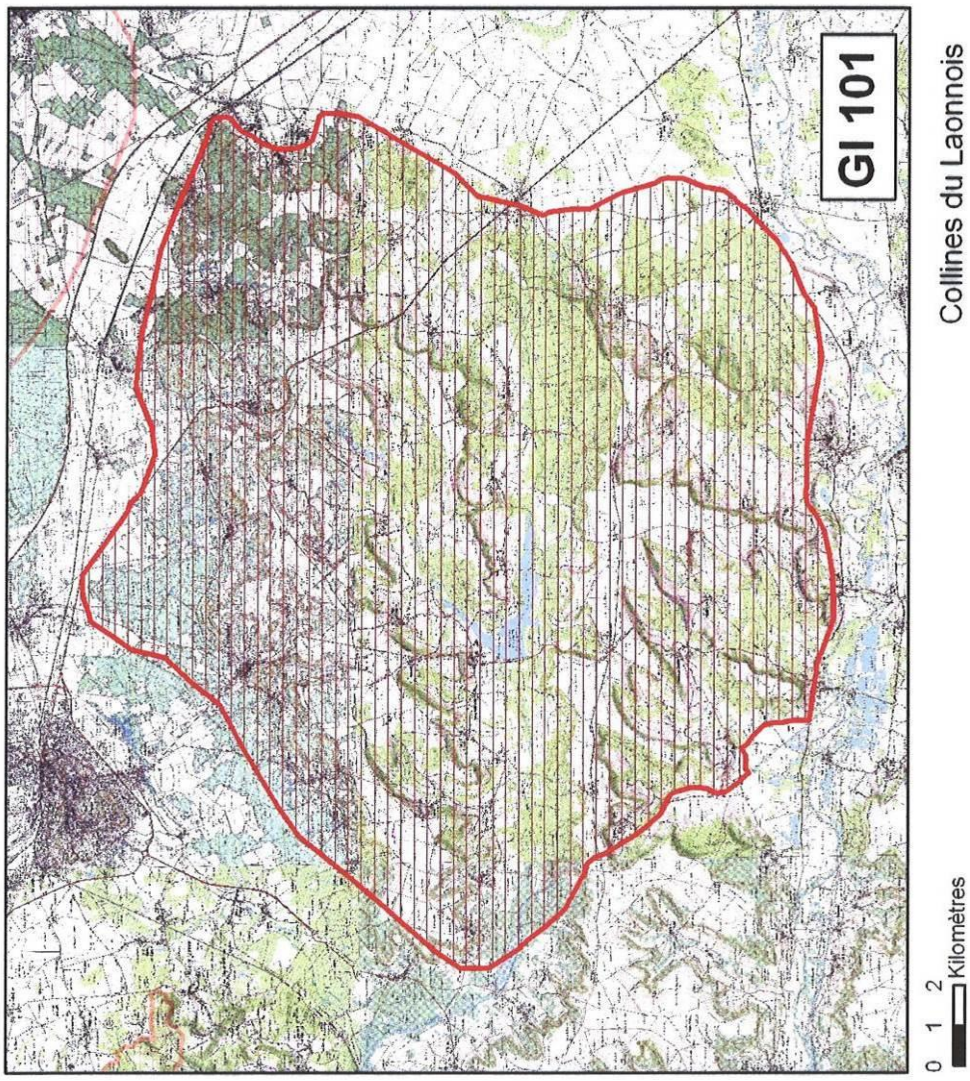
AIZELLES
ARRANCY
ATHIES-SOUS-LAON
AUBIGNY-EN-LAONNOIS
BEAURIEUX
BERRIEUX
BIEVRES
BOUCONVILLE-VAUCLAIR
BOURG-ET-COMIN
BRAYE-EN-LAONNOIS
BRUYERES-ET-MONTBERAULT
CERNY-EN-LAONNOIS
CHAMOUILLE
CHAUDARDES
CHERET
CHERMIZY-AILLES

Page 8

| Collines du Laonnois | Numéro : GL 101 |
|---|---|

CHEVREGNY
COLLIGIS-CRANDELAIN
CORBENY
COUCY-LES-EPPES
COURTRIZY-ET-FUSSIGNY
CRAONNE
CRAONNELLE
CUIRY-LES-CHAUDARDES
CUISSY-ET-GENY
EPPES
FESTIEUX
FILAIN
GOUDELANCOURT-LES-BERRIEUX
JUMIGNY
LAVAL-EN-LAONNOIS
LIERVAL
MARTIGNY-COURPIERRE
MAUREGNY-EN-HAYE
MONAMPTEUIL
MONTAIGU
MONTCHALONS
MONTHENAULT
MOULINS
MOUSSY-VERNEUIL
NEUVILLE-SUR-AILETTE
NOUVION-LE-VINEUX
OEUILLY
ORGEVAL
OULCHES-LA-VALLEE-FOULON
PAISSY
PANCY-COURTECON
PARFONDRU
PARGNAN
PLOYART-ET-VAURSEINE
PONTAVERT
PRESLES-ET-THIERNY
SAINTE-CROIX
SAINT-ERME-OUTRE-ET-RAMECOURT
SAINT-THOMAS
SOUPIR
TRUCY
URCEL
VASSOGNE
VENDRESSE-BEAULNE
VESLUD
LA VILLE-AUX-BOIS-LES-PONTAVERT
VORGES

Page 9


GI 101
Collines du Laonnois
0 1 2
Kilomètres

## Annexe 5 : Arrêté relatif aux risques sur la commune

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'AISNE

Préfecture
Cabinet
Service Interministériel de Défense
et de Protection Civile

**Le Préfet de l'Aisne,**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

---

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;
**Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 ;
**Vu** le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;
**Vu** le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;
**Vu** le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
**Vu** l'arrêté du 30 juin 2014 relatif à l'information des acquéreurs et locataires;
**Vu** l'arrêté du 19 novembre 2015 portant approbation de la révision du Plan de Prévention des Risques inondations et coulées de boue sur les communes de Bruyères et Montbérault, Parfondu, Veslud et Chérêt ;
**Sur** proposition du Sous-préfet directeur de cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La commune de **BRUYERES ET MONTBERAULT** fait partie du plan de prévention des risques inondations et de coulées de boue sur les communes de Bruyères et Montbérault, Parfondu, Veslud et Chérêt dont la révision a été approuvée le 19 novembre 2015.
La liste des documents utiles à l'établissement de l'état des risques tel que prévu par les textes est la suivante :
- le dossier départemental des risques majeurs approuvé,
- le plan de prévention des risques inondations et coulées de boue révisé

Ces documents sont consultables :
- à la préfecture,
- à la mairie,
- à la direction départementale des territoires,
- sur le site internet des services de l'Etat dans l'Aisne : http://www.aisne.gouv.fr

**Article 2** : L'arrêté du 30 juin 2014 est abrogé.

**Article 3** : Le Sous-préfet directeur de cabinet, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le maire de la commune et le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LAON, le 29 DEC. 2015
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet Directeur de Cabinet,

Cédric BONAMIGO

2, rue Paul Doumer – CS 20656 – 02010 LAON CEDEX – Téléphone : 03.23.21.82.82 – Télécopie : 03.23.20.69.58 – Serveur vocal : 03.23.21.82.80
Courriel : prefecture@aisne.gouv.fr - Les jours et heures d'accueil du public sont consultables sur le site Internet des Services de l'Etat dans l'Aisne : www.aisne.gouv.fr

DCI/IAL 2015

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'AISNE

code postal : 02860 | **BRUYERES ET MONTBERAULT** | code Insee : 02128

# Fiche communale d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques

pour l'application des I, II de l'article L 125-5 du Code de l'environnement

**1. Fiche communale annexée à l'arrêté préfectoral**

n° du 29 DEC. 2015 mis à jour le

## servitudes

**2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques [ PPR ]**

2.1 **La commune est située dans le périmètre d'un PPR** **naturels** X **miniers** **technologiques** **non**

**révision approuvée** date **19/11/2015** aléa **Inondations et Coulées de Boue**

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

| | |
|---|---|
| **La note de présentation** | consultable sur Internet * X |
| **Le règlement** | consultable sur Internet * X |
| **La carte de zonage** | consultable sur Internet * X |

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux **oui** X **non**

2.2 La commune est située dans le périmètre d'un PPR **naturels** **miniers** **technologiques** **non**

date aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

consultable sur Internet *
consultable sur Internet *
consultable sur Internet *

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux **oui** **non**

**3. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité**

en application de l'article R 563-4 du code de l'environnement

| | Forte | Moyenne | Modérée | Faible | Très faible |
|---|---|---|---|---|---|
| La commune est située dans une zone de sismicité | zone 5 | zone 4 | zone 3 | zone 2 | Zone 1 * X |

* Il n'existe aucune obligation réglementaire pour le niveau 1 de sismicité

Le document de référence mentionné à l'article R125-24 du Code de l'environnement est :

**Article D 563-8-1 sur la répartition des communes entre les cinq zones de sismicité** consultable sur Internet *

## pièces jointes

**4. Cartographie**

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus en application de l'article R15-26 du Code de l'environnement

PPR consultable en Mairie, à la Préfecture, à la Direction Départementale des Territoires ou sur le site internet http://www.aisne.gouv.fr

**5. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique**

à la date de l'édition de la présente fiche communale

! La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail **www.prim.net** dans la rubrique : Ma commune face aux risques

catastrophes naturelles **nombre** 3 catastrophes technologiques **nombre** 0

Date 29 DEC. 2015 Le préfet de département

site* www.aisne.gouv.fr

## Annexe 6 : Arrêté approuvant la révision du PPR Inondations et Coulées de Boues

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

*Direction départementale des territoires*

Service Environnement

Unité Prévention des Risques

***ARRÊTÉ***
***portant approbation de la révision du plan de prévention des risques inondation et coulées de boues (PPRich) de Bruyères-et-Montbérault, Chérêt, Parfondru et Veslud***

**LE PREFET DE L'AISNE**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L 125-2, L 125-5, L 562-1 à L 562-8, R 125-9 à R 125-14, R 125-23 à R 125-27, et R 562-1 à R 562-10 ;

**VU** le code de l'urbanisme et notamment les articles L.121-1, L.126-1, R.111-2et R.126-1 ;

**VU** le code de la sécurité intérieure et notamment l'article L731-3 ;

**VU** le code des assurances et notamment les articles A.125-1, L.125-1, L.125-2, et L.125-6 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 juin 2014 prescrivant la révision du plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de Bruyères-et-Montbérault, Chérêt, Parfondru et Veslud ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2014 portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas prévu à l'article R.122-18 du code de l'environnement du projet de révision du plan de prévention des risques inondations et coulées de boue du Sud-Est Laonnois sur les communes de Bruyères-et-Montbérault, Chêret, Veslud et Parfondru ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 24 juin 2015 relatif à l'ouverture d'une enquête publique concernant la révision du plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de Bruyères-et-Montbérault, Chérêt, Parfondru et Veslud ;

**VU** les délibérations de la Commune de Chérêt des 31 mars 2014, 23 avril 2015 et 24 septembre 2015 ;

**VU** les avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aisne des 3 novembre 2014 et 27 avril 2015 ;

**VU** l'avis de la Communauté d'Agglomération du Pays de Laon du 11 décembre 2014 ;

**VU** les avis de la Chambre de l'Agriculture des 20 novembre 2014 et 18 mars 2015 ;

.../...

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La révision du plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de Bruyères-et-Montbérault, Chérêt, Parfondru et Veslud est approuvée telle qu'elle est annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 2** : Un exemplaire de ce document est tenu à la disposition du public à la Préfecture, à la direction départementale des territoires et en mairies de Bruyères-et-Montbérault, Chérêt, Parfondru et Veslud.
Il servira notamment de document de référence pour :

- l'établissement de l'état des risques prévu par l'article L. 125-5 du code de l'environnement ;
- l'information bisannuelle du public par le maire selon les modalités définies à l'article L. 125-2 du code de l'environnement ;
- le plan communal de sauvegarde (ou intercommunal) prévu à l'article L.731-3 du code de la sécurité intérieure ;
- le document d'information et de communication des risques majeurs, prévu à l'article R.125-11-II du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.
Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de Bruyères-et-Montbérault, Chérêt, Parfondru et Veslud pendant une période d'un mois au minimum.

**ARTICLE 4** : Le plan de prévention des risques approuvé **vaut** servitude d'utilité publique. Il doit être annexé par arrêté municipal aux documents d'urbanisme des communes concernées dans un délai de trois mois.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80011 Amiens Cedex 01, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, les maires des communes de Bruyères-et-Montbérault, Chérêt, Parfondru et Veslud, ainsi que le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A LAON, le 19 NOV. 2015

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Bachir BAKHTI

# Annexe 7 : Circuit des Collines du Laonnois

**INVENTAIRE DES POINTS D'INTERÊT**

**SIGNALISATION D'INTERPRETATION DES MONUMENTS - CIRCUIT COLLINES DU LAONNOIS**

**Définition du circuit**

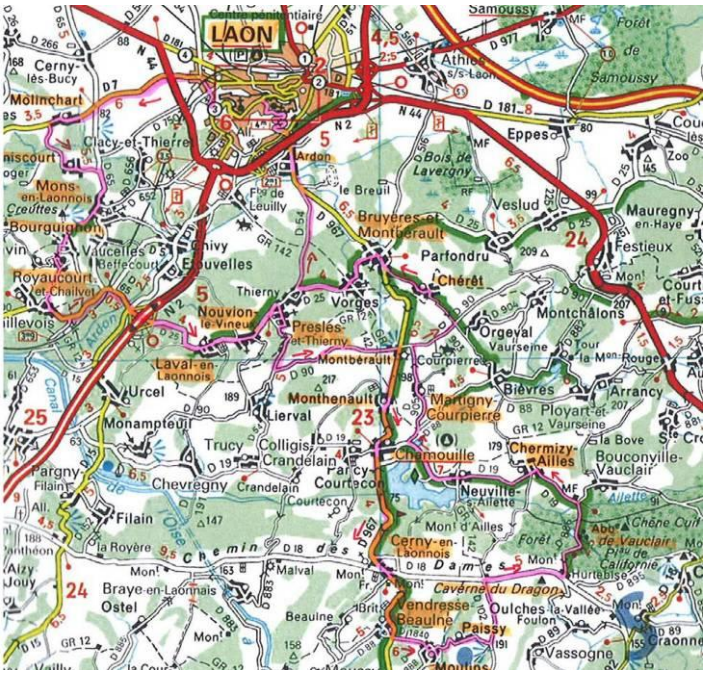
- type de visite : sites du Pays de Laon valorisés par des circuits de visites piétonnier pour la ville de Laon et routiers sur le sud-laonnois
- Les panneaux de sites et monuments donneront l'essentiel des informations par des textes concis et des visuels attractifs. La ligne graphique sera linéaire et reproduite sur les outils de communication.
- Proposer un circuit en cohérence avec les besoins de la clientèle valorisant une sélection de sites intéressants sur un rayonnement à proximité de Laon et du Centerparcs. La durée moyenne du parcours effectué par les résidants sortants est estimée à 20 minutes.

Les circuits sont constitués ainsi :
- Jalonnement de la ville haute de Laon au Chemin des Dames : détails ci-dessous
- Mise en place d'une signalétique de monuments sur plusieurs sites, exceptés les sites du Chemin des dames ayant déjà des éléments de communication
- Proposition de mini-visites dans quelques villages (exemple : Bourguignon, Presles et Thierny, Paissy…)
- Possibilité de subdiviser le circuit en mini-boucles : axe Centerparcs/Laon, axe Laon>Presles>Laon, axe Centerparcs>Chemin des Dames>Abbaye> Centerparcs)

**Itinéraire préconisé** (sens du circuit)
- Départ de Laon (Porte de Soissons)
- Molinchart
- Laniscourt
- Mons en Laonnois : proposition d'une variante de visite sur le Circuit des creuttes
- Bourguignon-sous-Montbavin : proposition d'un mini-circuit pédestre dans le village
- Royaucourt
- Laval
- Nouvion-le-Vineux
- Presles-et-Thierny
- Montbérault
- Monthenault
- Chamouille
- Cerny-en-Laonnois
- Vendresse-Beaulne
- Moulins
- Paissy
- Caverne du Dragon
- Abbaye de Vauclair
- Chermizy-Ailles
- Neuville-sur-Ailette
- Martigny-Courpierre
- Orgeval : proposé seulement en variante de visite (non signalisé)
- Chérêt
- Bruyères-et-Montbérault
- Vorges
- Entrée de Presles et Thierny
- Laon (par la rampe d'Ardon)

Le Plateau de Californie et Craonne ne sont pas inclus dans le circuit car cela pose des contraintes de signalétique (vis-à-vis de panneaux directionnels sur des croisements de circuits inévitables). Par ailleurs, ces sites sont déjà bien valorisés. Ils pourront cependant être indiqués sur les brochures de communication et sur l'audioguide GPS.

**Ce projet sera mené conjointement en partenariat avec :**
- **Le Service de l'Architecture des Bâtiments de France de l'Aisne**
- **les communes et communautés de communes concernées**
- **les Archives départementales de l'Aisne**
- **le Comité départemental du tourisme de l'Aisne**
- **le Service de la Voirie départementale de l'Aisne**
- **les propriétaires privés des sites concernés**




**Tables d'orientation et d'interprétation**
Dimension standard d'une table : 500 X 1500 mm

**MONS EN LAONNOIS**



- Type : 1 table d'orientation
- Implantation : Chemin des creuttes, terrain communal
- Sens du champ de vision : vers la butte de Laon
- Thématiques : vue sur Laon, géologie
- Préconisations : aménager un petit espace vert et barrières de sécurité devant la table
- Préconisations ABF : OK. Privilégier un aménagement paysager vert (haies) et le matériau bois
- Préconisation aménagements paysagers : délimitation en bordure de colline à réaliser. A voir comment aménager l'accès en voiture jusqu'à la table. Soit stationnement en bas du chemin puis parcours à pied, soit indications et stationnement en haut du site

**Pupitre de lecture**
Dimensions standard : 500 X 700 mm

**BRUYERES ET MONTBERAULT**



Entrée du fort avant le pont

- Type : 2 pupitres de lecture
- Implantation : fort de Bruyères
  → espace vert près du pont levis
  → espace en haut des escaliers, lampadaire girouette
- Sens du champ de vision : vers le fort
- Thématiques :
  → pont-levis : historique des forts Seré de Rivière
  → lampadaire : historique du Fort de Bruyères, restauration
- Préconisations aménagements paysagers : déjà bien mis en sécurité, indiquer le sens de visite et le pupitre



Près de la lanterne, en surplomb du fort (emplacement à déterminer)



**PAISSY**



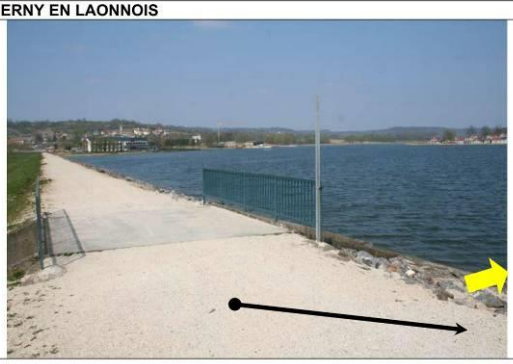
Près de la fontaine

Ou d'un côté ou de l'autre de l'abri bus



- Type : 1 pupitre de lecture
- Implantation : vers l'abri-bus et la fontaine (à déterminer : près de la fontaine, 2 côtés de l'abri bus)
- Sens du champ de vision : ???
- Thématiques : creuttes
- Préconisations : pas un grand champ de vision sur la vallée (arbres), creuttes toutes proches
- Préconisations aménagements paysagers : auncunes

**CERNY EN LAONNOIS**



- Type : 1 pupitre de lecture
- Implantation : sur la digue, en face des escaliers (du parking) à proximité du pont du déversoir
- Sens du champ de vision : lac
- Thématiques : origines du lac de l'Ailette, oiseaux
- Préconisations : beau champ de vision

**MONS EN LAONNOIS**



- Type : 1 pupitre de lecture
- Implantation : place d'Aix face à l'église
- Sens du champ de vision : vers l'église
- Thématiques : église, village
- Préconisations ABF : prévoir des plots en pierre ou en bois, pas de bronze
- Préconisations aménagements paysagers : implantation de bornes pour empêcher les voitures d'avancer trop près de la table, voir si les pieds du pupitre peuvent être scellés dans les marques au sol (ancien banc)

**BOURGUIGNON SOUS MONTBAVIN**



- Type : 1 pupitre de lecture ou 1 panneau mural si installation faisable
- Implantation : face arrière du monument sur les frères Le Nain, près du vendangeoir des frères Le Nain
- Sens du champ de vision : contre le mur qui laisse la vision libre sur les vendangeoirs de la place
- Thématiques : Frères Le Nain, vendangeoirs
- Préconisation ABF : éviter la surcharge, place déjà bien occupée
- Préconisation aménagement paysager : aucune

**MARTIGNY COURPIERRE**



Ou secondairement



- Type : 1 pupitre de lecture
- Implantation : à côté de l'église, entre la croix et le panneau
- Sens du champ de vision : église et en latéral la vallée de la Bièvre
- Thématiques : art- déco
- Préconisations : angle permettant d'avoir une vue sur l'église et la vallée
- Préconisations ABF : OK, ou entre la Mairie et l'église
- Préconisations aménagements paysagers : ne pas surcharger, bien choisir l'emplacement près de la croix, sinon voire si le côté opposé de l'église (vers la mairie) est possible

**Petits panneaux : « cartels »**
Dimensions standard : 500 X 300 mm (à adapter à la largeur des panneaux existants Monum)
2 possibilités d'implantation : au mur ou au sol par un piètement en bronze. La solution au mur est privilégiée pour des raisons budgétaires et de facilité d'installation. Cela dépend des conditions de sécurité et de visibilité, de l'agrément de l'ABF et du matériel.

**ROYAUCOURT ET CHAILVET**



- Type : 1 cartel en pupitre
- Implantation : près du RIS
- Sens du champ de vision : vers l'église
- Thématiques : architecture, église intercommunale
- Préconisations ABF : le mettre près du RIS et délimiter par des plots pour éviter les voitures
- Préconisations aménagements paysagers : bien tailler l'arbuste qui entoure le RIS, faire une délimitation pour éviter le stationnement d'une voiture

**NOUVION LE VINEUX**






sous le porche et les panneaux Monum

- Type : 1 cartel mural
- Implantation : église, dans le porche, sous le panneau Monum
- Thématiques : art roman / gothique
- Préconisations ABF : OK mais installation dans le prolongement des panneaux Monum existants, ou bien cartel sur pied sur le terre plein face à l'église

**NOUVION LE VINEUX**





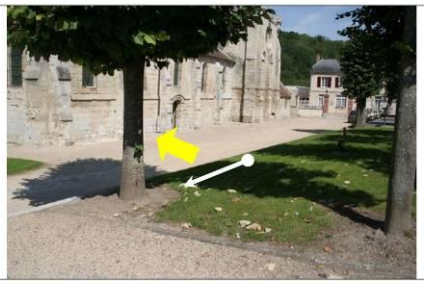

- Type : 1 cartel en pupitre
- Implantation : sur l'espace vert à côté du lavoir (à gauche, face au lavoir)
- Sens du champ de vision : lavoir
- Thématique : usages d'un lavoir
- Préconisation aménagement paysager : aucun

**PRESLES ET THIERNY**



- Type : 1 cartel mural
- Implantation : mur du portail de l'église
- Thématiques : rôle, architecture intérieure…
- Préconisations ABF : le mettre sur le mur d'entrée, en dessous le panneau du cimetière

**VORGES**

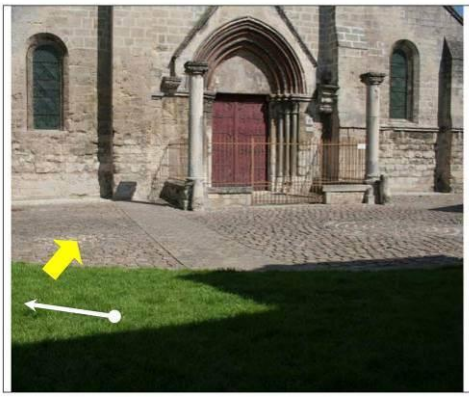


- Type : 1 cartel sur pied
- Implantation : entrée de l'église
  - Sens de vision : vers l'église
- Thématiques : rôle, architecture, Hector de Pettigny, sarcophages mérovingiens
- Préconisations ABF : pas sur l'église, mettre un cartel sur pied dans l'espace vert près de l'arbre et du mur

**BRUYERES ET MONTBERAULT**



- Type : 1 cartel sur pied
- Implantation : espace vert devant l'entrée principale de l'église
  - Sens de vision : vers l'église
- Thématiques : chevet roman et ses sculptures fantastiques
- Préconisations ABF : mettre un cartel sur pied dans l'espace vert de la salle communale, face à l'entrée principale de l'église, ne pas accrocher sur l'église



**CHERET**



- Type : 1 cartel mural
- Implantation : Mur de pierre près de la fontaine du crapaud
- Thématiques : légende de la fontaine du crapaud, vie du village
- Préconisations ABF : ne pas le mettre au dessus du crapaud, soit cartel mural sur le mur en pierre ou sur pied près des bancs

**MONTHENAULT**



- Type : 1 cartel sur pied
- Implantation : en façade, à l'entrée à droite
- Sens de vision : vers l'église
- Thématiques : art déco, vitraux
- Préconisations : différencier les commentaires sur l'art déco de l'église de Martigny Courpierre
- Préconisations ABF : mettre un cartel sur pied dans l'espace vert, dans le prolongement du sapin près de l'église

## Annexe 8 : Evolution des surfaces agricoles entre 2007 et 2012

